

مكذبا من الأصل

DERNIÈRE ÉDITION

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12211

6 F DIMANCHE 29 - LUNDI 30 AVRIL 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 248-72-13

Avec ce numéro  
**LE MONDE**  
**AUJOURD'HUI**

Les cadets  
du Parti communiste

INDE

La grande colère  
des extrémistes sikhs

(Page 4 et 5)

PAYS-BAS

L'empoignade des euro-missiles

(Page 6)

AFRIQUE

La famine menace  
170 millions d'enfants

(Page 11)

POLITIQUE

Les maires de l'opposition :  
gérer autrement...

(Page 8)

## Un 1<sup>er</sup> mai dans le désenchantement

Insatisfaction  
et malaise au PS

Le Parti socialiste réunit, les 28, 29 et 30 avril à Massy, dans l'Essonne, sa sixième conférence nationale « Entreprises ».

Si la tenue de cette conférence, à un mois et demi des élections européennes, doit permettre à M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui clôturera cette manifestation, de faire la « jonction » avec les thèses socialistes sur l'Europe (notamment celle de « l'espace social européen »), la réunion de Massy survient, aussi, au moment où la gauche et le PS traversent une zone de fortes turbulences.

Alors que le CERES accentue (par la voix de M. Didier Motchane dans la revue *En jeu*) sa critique du gouvernement, l'écho des divergences au sein du PS se retrouve, d'une manière nécessairement assourdie, dans les rapports présentés par M. Jean-Paul Bachy, membre du secrétariat national chargé des entreprises (qui appartient à la majorité du PS) et par M. Pierre Carrière, secrétaire national adjoint (membre du CERES), qui, dans son texte, reprend les critiques de son courant contre la gestion gouvernementale.

Les débats eux-mêmes devraient faire apparaître le malaise de la base du PS, même si M. Jean-Paul Bachy souligne que les militants socialistes en entreprise, plus « aguerris », peuvent montrer une plus grande « maturité » dans la prise de conscience des contraintes économiques qui pèsent sur le gouvernement.

Reste l'insatisfaction évidente qui se manifeste sur le terrain. Insatisfaction face à un appareil d'Etat dont les militants ont le sentiment que la nature profonde n'a pas changé. Insatisfaction due aux progrès insuffisants dans la réalité sociale des entreprises, notamment nationalisées, quand il ne s'agit pas d'une aggravation.

On met l'accent, au PS, sur le déplacement, partiel, depuis le 10 mai 1981, du combat idéologique vers l'entreprise. « Aujourd'hui, les vrais leaders de la droite, les plus redoutables, ce ne sont pas les politiques, ce sont les socio-professionnels », souligne-t-on à la direction du PS.

Ainsi, l'échec de la campagne commune PS-PC sur les lois Auroux est mis, en partie, au compte du matriarcat idéologique d'un patronat « pour qui l'élargissement du droit économique ne peut se concevoir que sur les débris du droit social », alors que les socialistes mettent l'accent sur le lien entre le progrès économique et le progrès de la démocratie dans les entreprises.

Face à cette offensive, alors que les travailleurs, après la victoire de la gauche, ont eu la tentation de s'en remettre à l'Etat, la volonté politique du pouvoir est, selon les socialistes, insuffisante ; sa timidité est excessive, notamment là où il peut intervenir le plus directement, c'est-à-dire dans les nouvelles entreprises nationalisées. Parmi d'autres, le cas de la CGE est devenu, pour les socialistes, une sorte de contre-exemple, le cas-type où une hiérarchie formée au temps d'un « patronat de combat » ne s'est pas remise en cause et n'a guère été poussée à la faire.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(Lire nos informations page 8.)

Divisés face à la politique du pouvoir  
les syndicats ne croient plus à l'unité

Le 1<sup>er</sup> mai, c'est d'abord une fête, celle du travail. En 1984, pareille commémoration aurait pu prendre une valeur symbolique particulière puisque, à quelques semaines près, elle coïncide avec le centenaire du syndicalisme. Il n'en sera rien. Paradoxes et déceptions marqueront ce 1<sup>er</sup> mai 1984 et la fête aura un goût amer.

La crise économique dure et se durcit, obligeant le gouvernement de la gauche à mettre de côté ses promesses et à opter pour un réalisme qui suscite les mécontentements. Les licenciements et les suppressions d'emplois se multiplient, l'emploi salarié diminue, le pouvoir d'achat est laminé mais les syndicats loin de s'unir agissent en ordre dispersé.

Un autre symbole du 1<sup>er</sup> mai, celui de l'unité, disparaît. A l'exception notable de la Lorraine, où l'inter-syndical de la sidérurgie et des mines de fer a réussi à organiser une manifestation unitaire, la division sera au rendez-vous. CGT, CFDT et FEN défileront ensemble à Caen, à Dijon, en Avignon. Mais ce sera tout ce que des syndicats qui se sont unis ne sera pas unitaire.

La situation sera ainsi claire. En 1983 à Paris la CGT, la CFDT et la FEN avaient défilé en commun mais une telle manifestation unitaire était apparue bien illusoire tant les divergences restaient importantes entre les syndicats.

Les logiques de la CGT et de la CFDT face à l'aggravation de la crise s'opposent plus qu'elles ne se rejoignent, un côté-à-côté de MM. Krasucki et Maire aurait aujourd'hui davantage relevé du syndicalisme-spectacle que d'une authentique unité. Les temps changent, chacun semble avoir pris son parti de la division et contrairement à ce qui s'était passé — en vain — en 1982 les partis de gauche ne sont pas intervenus auprès des syndicats pour leur demander de défilier ensemble.

Le 1<sup>er</sup> mai est un bon point de repère pour mesurer le cheminement politique des syndicats face à la politique du gouvernement. En 1981, entre les deux tours de l'élection présidentielle, chaque organisation avait cultivé, de son côté, l'espoir d'un changement. En 1982 la CGT appelait, en plein état de grâce, à « une grande journée de manifestation pour réexaminer le changement ».

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 15.)



## Un avertissement solennel de la Haute Autorité

Les « tares » du service public  
de l'audiovisuel  
risquent de conduire à son « échec »

Profitant du coup de projecteur donné aux programmes de télévision durant toute la semaine du 1<sup>er</sup> mai, la Haute Autorité publie un document de réflexion sur le service public de l'audiovisuel, sorte de pré-bilan au terme de près de deux ans d'exercice.

Ce document s'inscrit dans le débat sur la privatisation (notamment par Pierre Desgraupes dans les colonnes de notre journal il y a quelques semaines (*Le Monde* du 22 février)). La Haute Autorité ne remet pas en cause l'idée du service public, mais s'interroge sur les insuffisances et s'interroge sur les moyens de sa nécessaire adaptation. Le texte des « neuf sages », tout en mettant en garde contre « le mythe selon lequel la seule loi du profit engendrerait une supertélévision », affirme sans détour qu'« on ne doit pas fermer les yeux sur les faiblesses, les défauts, voire les tares du système, sous peine de se rendre complice de son échec à moyen terme ».

La Haute Autorité constate ensuite que « l'éclatement de l'audiovisuel public » en 1974, confirmé par la loi de 1982, n'a pas entraîné une « augmentation notable des coûts de production », que la politique des chaînes continuait à réduire, en valeur absolue, la part des crédits affectés aux programmes, il s'ensuit « une crise de confiance des personnels, qui s'interrogent à juste titre, sur leur avenir ». Affirmant que « les sociétés doivent procéder à une remise en ordre et d'abord mettre un terme à la progression bureaucratique des faits gestionnaires et administratifs », la Haute Autorité rappelle que « leur finalité est de produire des images, non des bilans ».

Les « neuf sages » estiment que doivent être « corrigés les effets excessifs de la concurrence entre les sociétés » qui conduisent à « rechercher l'audience à tout prix, sans que le rendement ni la qualité s'en trouvent améliorés ».

CLAUDE DUREUX.

(Lire la suite page 12.)

## Scènes quotidiennes du Liban éclaté

La population commence  
à ressentir durement les effets  
d'une crise économique sans précédent

De notre correspondant

Beirut. — « C'est très simple : vous vous installez une voiture à l'Ouest, une voiture à l'Est, et vous achetez une moto pour aller de l'une à l'autre. J'ai déjà une voiture de chaque côté de la ville, et je suis à la recherche d'une moto d'occasion ».

La quarantaine, barbu, poivre et sel, ce directeur d'une PME de Beyrouth-Ouest débarque, ravi, du siège arrière de la Kawasaki 1000 de son jeune cartographe dans le vent, heureux d'être passé des musulmans aux chrétiens en deux temps, trois mouvements en cinq minutes et sans peine. Sacoche en bandoulière et cheveux — rares — au vent, il laisse derrière lui l'innombrable cohorte de voitures qui vont traîner six à sept heures (vous avez bien lu, six à sept heures !) pour franchir le petit kilomètre séparant le Musée, à l'Est, de Barbir, à l'Ouest, ces deux hauts lieux du risque où des centaines de personnes ont perdu la vie.

Dans un pays parcellisé où le « rayon de circulation » de l'automobiliste moyen est de 10 kilomètres et le déplacement le plus long accessible à l'immense majorité n'excède pas de 40 à 50 kilomètres, avec deux voitures et une moto, on peut se tirer

d'affaire. A la rigueur, on peut même se passer de la moto et faire comme beaucoup : traverser à pied tout bêtement — c'est simple, pratique et, surtout, à la portée de toutes les bourses.

« Côté travail, c'est aussi simple, poursuit notre ami. Avec Ali, mon bon chauffeur-châli à Beyrouth-Ouest, et Naji, mon brave marabout à Beyrouth-Est, tout va comme sur des roulettes. L'un ramène une camionnette à l'autre en ce point nul de l'espace situé à mi-chemin entre le Musée et Barbir. L'autre va effectuer des livraisons dans « son » secteur après, bien entendu, que tous deux ont pitié des deux à sept heures de rigueur, selon les jours et la chance. D'ailleurs, je suis un homme heureux, ayant peu à faire du Sud, Le Nord, Ali ne peut pas l'attendre, car il devrait auparavant traverser un territoire où Naji n'ose pas s'aventurer, ne sachant trop s'il doit plus redouter en chrétiens qu'il est, les Syriens ou les miliciens islamiques du cheikh Chaabane, qui d'ailleurs se combattent les uns les autres. Ne parlons pas de la Bekaa où ni l'un ni l'autre n'iraient ».

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 7.)

## La Bastille aura son Opéra

Ouverture d'une première salle à l'automne 1987,  
inauguration en juillet 1989

L'Opéra de la Bastille sort des brumes. Son existence semble bien être considérée par tous, partisans et adversaires, comme un fait acquis : même si M. Jacques Chirac vient de togner le pouvoir socialiste en trouvant que le Palais omnisports de Bercy pourrait aussi bien faire l'affaire, le Conseil de Paris a entériné à l'unanimité la demande de déclaration d'utilité publique présentée par l'Etat (1). L'Etablissement public de l'Opéra de la Bastille (EPOB), dirigé par M<sup>me</sup> Michèle Audon, sous la présidence de M. François Bloch-Lainé, travaille dans le calme ; d'un appartement situé au 58ème étage du boulevard Bourdon, il peut surveiller le chantier de la rue de Lyon qui ne va pas tarder à s'ouvrir.

Les démolitions commenceront en août prochain, et l'on entreprendra tout de suite les fondations. L'inauguration est prévue pour le 14 juillet 1989 ; elle sera probablement suivie d'un festival des grandes troupes lyriques internationales. Mais la nouvelle la plus importante est l'ouverture, dès l'automne 1987, de la salle modulable (2), qui sera entièrement achevée, ainsi que son lieu de répétitions et les ateliers de décors.

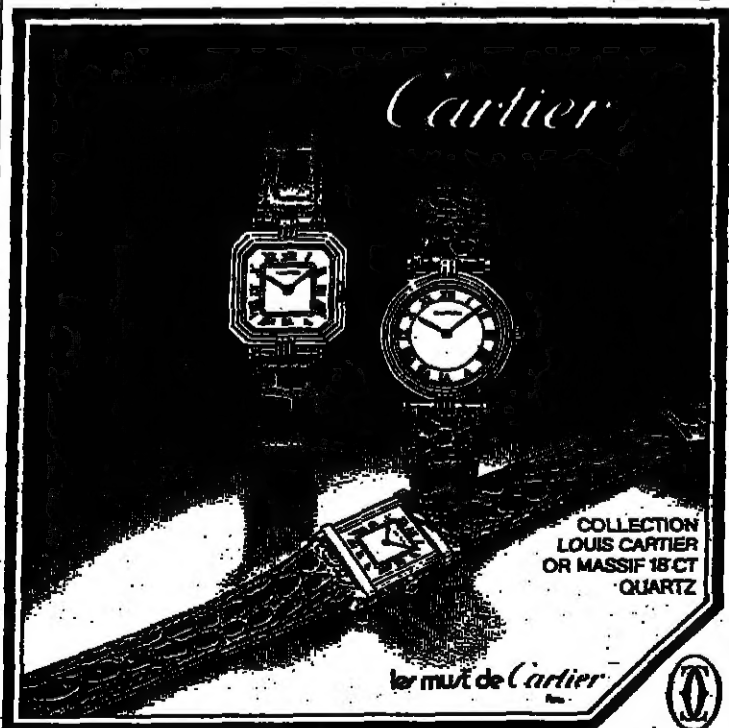
Pour cette première mise sur orbite, l'EPOB dispose maintenant, à côté de ses départements techniques (architecture, équipement, construction, administration), d'une cellule artistique comprenant deux conseillers, MM. Massimo Bogliano-

kino et Pierre Boulez, et un directeur, M. Jean-Pierre Brossmer, chargés de préparer le démarrage de cette salle et les premières saisons.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 12.)

(1) *Le Monde* des 27 et 28 avril.  
(2) Salle (de 900 à 400 places) à caractère expérimental, totalement modulable et à acoustique variable. Ses différentes configurations devront lui permettre de répondre aussi bien aux exigences du répertoire, avec un théâtre à l'italienne et une acoustique naturelle, qu'aux subtilités de démarches plus contemporaines, avec la multiplication des sources sonores, la dispersion des spectateurs, l'utilisation de techniques audiovisuelles.





## Dates

### RENDEZ-VOUS

**Dimanche 29 avril.** - Espagne : Elections régionales de Catalogne. Panama : Réunion du groupe de Contadora pour le rétablissement de la paix en Amérique centrale.

**Mardi 1<sup>er</sup> mai.** - Bruxelles : Ouverture de la conférence ministérielle CEE-ACP. Pologne : Solidarité appelle à une manifestation.

**Mercredi 2 mai.** - Fairbanks (Alaska) : Rencontre entre le président Reagan et Jean-Paul II.

**Bruxelles** : Réunion des ministres de la culture de la CEE.

**Jendredi 3 mai.** - Indonésie : Visite de M. Gaston Thoma. Corée : Début de la visite de Jean-Paul II.

**Vendredi 4 mai.** - Paris : M. Mitterrand reçoit M. Thatcher.

**Samedi 5 mai.** - Etats-Unis : Primaires au Texas.

### SPORTS

**Dimanche 29 avril.** - Automobile : Grand Prix de Belgique. Rugby : huitièmes de finale retour du championnat de France.

**Mardi 1<sup>er</sup> mai.** - Motonautisme : 24 heures de Rouen ; sports équestres : CSIO de Rome (jusqu'au 5).

**Mercredi 2 mai.** - Football : 3<sup>e</sup> et dernière journée du championnat d'Europe à Liège (jusqu'au 6).

**Vendredi 4 mai.** - Automobile : Tour de Corse (jusqu'au 6).

**Samedi 5 mai.** - Football : Demi-finale retour de la Coupe de France.

**Dimanche 6 mai.** - Automobile : Grand Prix de San Marino. Motocyclisme : Grand Prix d'Espagne.

**Rugby** : Quarts de finale du championnat de France.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 6987-23

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

**FRANCE**  
341 F 685 F 859 F 1 080 F  
Tous pays étrangers  
par voie normale  
661 F 1 245 F 1 519 F 2 360 F

**ÉTRANGER**  
(par mandat postal)  
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 685 F 779 F 1 246 F

II. - SUISSE, TUNISIE  
454 F 830 F 1 197 F 1 538 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.  
Les abonnements qui paient par chèque postal (ou chèque) sont envoyés sans délai à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés doivent adresser leur demande de modification de leur adresse à leur éditeur, au moins deux semaines avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-payements en espèces ou par mandat postal.

**LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER**  
Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 36 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Chili, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 180 pes. ; États-Unis, 110 c. ; Grèce, 75 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 475 F. ; Libye, 6,500 Lt. ; Luxembourg, 35 F. ; Norvège, 10,00 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,70 L. ; Yougoslavie, 140 d.

**5, RUE DES ITALIENS**  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : MONDIPAR 69072 F  
C.C.P. 6987 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Lemaire, directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Bourde-Méry (1945-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé à Paris  
S. de la Presse  
PARIS-DE  
1982

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037

## TRENTE ANS DE DICTATURE DU GÉNÉRAL STROESSNER AU PARAGUAY

# Le dernier des tyrannosaures sud-américains

4 mai 1954 à 21 heures précises : le chef d'orchestre lève sa baguette et les quatre notes-solennelles qui ouvrent la *Cinquième* se font entendre. Ces coups fatidiques ont un surprenant écho qui fait songer à des rafales de mitraille.

Avec les autres auditeurs du concert inaugural de l'Orchestre symphonique d'Asunción, j'ai eu instant l'idée saugrenue qu'il s'agit là d'un effet musical spécial destiné à étonner le public qui remplit la plus grande salle de la capitale du Paraguay. Puis, le doute se dissipe : cette fois, c'est bien un tir d'armes automatiques qui, tout proche, couvre le son de l'orchestre. Le Maestro abaisse sa baguette et les instruments laissent la place à la rumeur inquiète de la foule. Encore quelques rafales, un silence qui nous semble interminable, et enfin, au micro, une voix donne l'ordre d'évacuer immédiatement la salle et d'emprunter un itinéraire déterminé « dans les dix minutes, collés aux murs et en file indienne » pour nous éloigner du théâtre municipal... qui se dresse juste en face de la direction de la police.

Nous saurons plus tard qu'on vient de tuer son chef, Roberto L. Petit, resté loyal au président Federico Chaves, et que le coup d'Etat a été mené par le « fils spirituel » de ce dernier, le général Alfredo Stroessner, commandant en chef des forces armées. Nuit d'harmonie noyée dans le sang et la violence, où les trois coups du destin de Beethoven ouvrent symboliquement pour les Paraguayens la nuit de dictature qui n'est pas encore terminée au terme de trente années.

« *Lider Maximo* », « Reconstructeur », « Artisan de la paix », « Première Épée des Amériques ». On remplirait plusieurs volumes des litanies, louanges, diatribes consacrées au culte du héros « providentiel » en ces trois décennies. L'un de ses thuriféraires en fait même un être prédestiné dès le berceau, car son père « éprouva l'émotion et l'allégresse de voir ce bébé dont les premiers vagissements lui paraissent annoncer une aurore nouvelle » (C. Frutos : *Une lumière dans la nuit*).

En dépit de ce préjugé précoce, Alfredo Stroessner n'était en 1954 — ou du moins ne semblait être — qu'un général parmi d'autres, bien qu'il occupât le poste de commandant en chef de l'armée. Il était né le 3 novembre 1912 d'un père brasseur et bavarois, immigré au début du siècle, et d'une mère paraguayenne. En dépit de leurs prodiges de servilité enthousiaste, ses « biographes » doivent bien s'accommoder de ne rien trouver de très particulier dans sa vie d'enfant et d'adolescent. Footballeur médiocre au Sport Club Universel de sa ville natale, élève discret et appliqué de l'Ecole militaire, il rentre de la guerre du Chaco contre la Bolivie (1932-1935) avec le grade de lieutenant sans s'être distingué par quelque action héroïque que ce fût. Pourtant, ses supérieurs relèvent déjà dans leurs notes quelques traits qui marqueront sa carrière militaire et politique : bon meneur d'hommes, exécutant fidèle de sa mission, appliqué et infatigable.

Mêmes appréciations pour le capitaine Stroessner durant les trois ans de stage au Brésil, où il apprend vraiment son métier : « Officier prudent, ayant le sens du commandement, discipliné, obstiné, plein d'esprit d'initiative et de décision ». Au cours des années obscures passées en grande partie dans le Chaco et jalonnées par des promotions à l'ancienneté, il démontre plus de volonté que d'investivité ou d'ambition.

**Le « pacificateur »**  
En 1947, le lieutenant-colonel Stroessner fait partie de l'aire réactionnaire de l'armée qui soutient le général Higinio Morínigo et le Parti colorado face au soulèvement populaire de trois partis politiques et à l'« aile » institutionnelle des forces armées. Le soutien de Peron, qui fournit des armes, décide de l'issue de la

guerre civile et sa principale conséquence — outre un exode massif — est l'hégémonie des militaires et des colorados dans le pays. C'est elle qui va ouvrir la voie aux ambitions d'un officier encore obscur. L'année suivante, Stroessner, devenu colonel, est contraint à l'exil durant quelques mois. Il a été en effet convaincu de conspiration au sein de l'un des groupes qui aspirent au pouvoir pendant la période d'anarchie qui suit la guerre civile. On retrouve son nom depuis cette date dans toutes les trames des putschistes.

Il faut toutefois attendre l'année 1954 pour que, comme l'écrit son ineffable « biographe », son étoile « brille au firmament et lui assigne le lieu par où il devait passer dès l'instant où l'avait élu la main de Dieu ». Il se présente, en effet, alors comme le « pacificateur » qui va mettre un terme à l'anarchie.

Adroit calculateur, il ne s'empare pas du pouvoir aussitôt après le coup d'Etat, mais attend que le Parti colorado, au mois d'août, l'ait désigné comme candidat et ait assuré son triomphe à des « élections » sans adversaire. Nouveau triomphe solitaire en 1958. En 1963, toutefois, il éprouve le besoin d'un « adversaire » dominant des dehors de légalité à son pouvoir absolu. Ce geste vient à point nommé, puisqu'en sept ans le général président, fait alterner la répression et les prébendes, a réussi à démanteler l'opposition et à prendre barre sur l'armée et sur le Parti colorado, dont il est toujours, symboliquement, le « président d'honneur à vie ». Les milices parapoliticières du parti exercent un contrôle total sur le pays, doté d'un régime que ses méthodes de conditionnement des masses apparentent au fascisme.

**Des concurrents de complaisance**  
Seule lui manque une opposition bien docile, propre à l'aider dans sa tâche « démocratique ». Il la trouve d'abord avec l'aide d'une fraction du Parti libéral, l'autre grande formation traditionnelle du pays. Après avoir obtenu 44 800 voix contre 521 000 au sortant, son candidat, Ernesto Gavilan, est gratifié de l'ambassade à la cour de Saint-James. Stroessner répète le coup du concurrent de complaisance en 1968, 1973, 1978 et en 1983, où l'éternel candidat fait 90 % des suffrages. Pourtant, ces « succès électoraux croissants » ne lui suffisent pas et, en 1967, il convoque une Constituante à la mesure de sa soif de légitimité. Elle compte encore quatre partis politiques. Pour la dernière étape lui attribuant le pouvoir à vie, il n'arrive pas à recruter d'entrepreneurs, la Constituante modifiant en ce sens l'article 173 est donc, en 1977, composée uniquement de « colorados ».

Truqué dans sa rédaction, perverti dans son application, la Constitution autorise désormais une domination totale de l'exécutif sur les deux autres pouvoirs. « Téméraire inflexible, astuce, violence déchaînée... », tous les moyens sont bons pour contrôler systématiquement le corps social, de la force brute à la démagogie populiste. En 1958, la Confédération paraguayenne des travailleurs est liquidée. C'est à l'époque, l'organisation de masse prédominante. Pour compenser cette lacune « populaire », on lance, dans les années 60, la « politique agraire nationaliste du président Stroessner », qui se propose de répartir des terres du domaine public entre des paysans presque exclusivement « colorados ». Et tandis que cent cinquante mille d'entre eux attendent en vain leur lot, Stroessner autorise les chefs de l'armée et du parti à étendre encore leurs latifundia en les transformant, grâce à une débauche de crédits d'Etat, en *estancieros* et propriétaires fonciers puissants. Le « plan blé » et le « plan soja » créent une caste de magnats qui exploitent des paysans paupérisés, « bénéficiaires » de la réforme agraire.

Ceux-ci se voient contraints de vendre leurs parcelles aux latifundiaires. Mais ce trucage dans la distribution des terres assure au général une aura populiste.

La nouvelle caste de propriétaires fonciers s'inscrit dans ce qui fut, de tout temps, au Paraguay, la base de l'oligarchie : le latifundium et l'estancia.

**Contrebande et corruption**  
La ploutocratie nouvelle fait florès dans la décennie suivante avec l'afflux d'investissements que provoque le plan de « barrage d'Itaipu », chimère dorée du « paradis stroessneriste ». C'est la grande époque des « sociétés de construction et de financement » et d'une contrebande massive qui fait disparaître les circuits commerciaux légaux et devient la principale « industrie nationale ». 60 % des exportations et des importations ne figurent sur aucun bilan. La dictature en tire des di-

ques du régime. Le reporter du *Readers Digest*, Adams, qui a découvert le pot aux roses, donne le nom de trois d'entre eux, le général Colman, le général Andrés Rodríguez, « numéro deux » de l'armée, et le chef de la police de l'époque.

Sous la pression de Nixon en personne, Ricard fut extradé et condamné à vingt ans de prison. Libéré pour « bonne conduite », il est retourné voici quelques mois au Paraguay. Les réseaux ont survécu à son arrestation, et la consommation locale d'héroïne a augmenté de 60 % l'an dernier. On compte, parmi les drogués, l'un des fils du dictateur qui a, d'ailleurs, épousé la fille du général Rodríguez, illustrant ainsi, en quelque sorte, le réseau de connivences entre les grandes familles de l'oligarchie. Les parents du ministre des finances, le général Barrientos, et de son collègue de l'industrie, M. Ugarte Centurion, pratiquent activement l'affairisme et le pot-de-vin. En mars 1982, le quotidien *la Razon*, de

officielle. La dictature a, en effet, accueilli à bras ouverts beaucoup d'« amis », les premiers en date étant les criminels de guerre nazis. Rebaptisé « José Menegle », l'exterminateur d'Auschwitz a repri la nationalité paraguayenne de la Cour suprême en 1959. On a appris la présence dans le pays du fameux « boucher de Riga », Rochmann, lorsqu'il mourut dans un hôpital d'Asunción. Sans parler, bien entendu, de Martin Bormann et consorts...

Escrocs et repris de justice de tous pays et de tout poil trouvent eux aussi la « paix stroessneriste » en invoquant généralement des « raisons politiques » fondées sur l'anticommunisme virulent de la dictature. Après les Pérez Jimenez et Somoza — abattu naguère dans une rue d'Asunción, — une nouvelle vague d'arrivants, invoquant le « péril rouge » en Europe, sont plutôt attirés par des annonces du style « paradis tropical, monnaie stable, impôts et taxes pratiquement inexistantes ». La « nouvelle Suisse d'Amérique du Sud » a du moins en commun avec l'autre la floraison de banques : vingt-trois ont été fondées récemment, dont vingt et une avec des capitaux étrangers. « Un paradis latin... d'Amérique », titrait un périodique français. Et dans son reportage sur la prostitution, son envoyé spécial écrivait : « Le président Stroessner donne lui-même l'exemple en s'adressant de très près aux très jeunes filles ». Peut-être était-ce là une allusion au bordel d'adolescentes à la disposition du général à propos duquel le *Washington Post* a publié un témoignage. En tout cas, les chiffres officiels sont là : Asunción (450 000 habitants) compte 280 maisons closes déclarées. Puerto Stroessner, avec moins de 100 000 âmes, en a 150, etc. Chaque établissement disposant d'un ou plusieurs « protecteurs » dans le sous-monde de pégre et de traite des blanches qui a créé une dictature trentenaire.

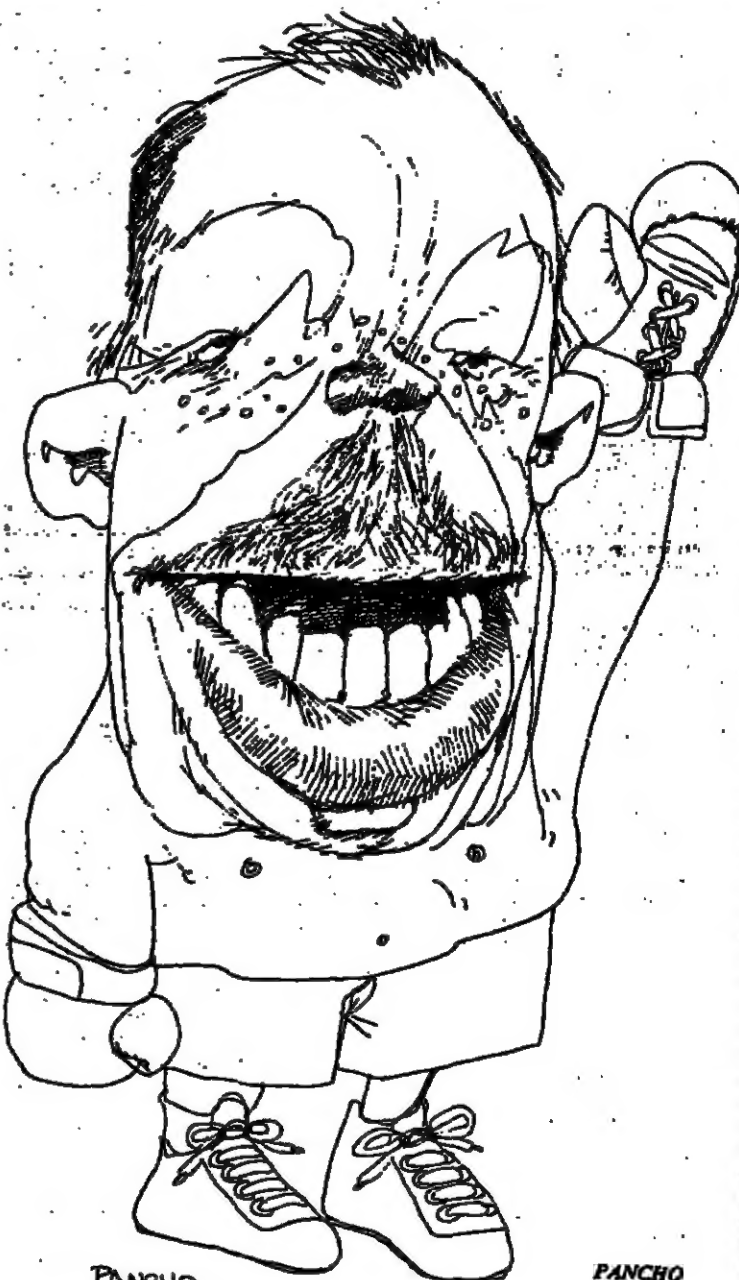
**Jusqu'aux vespaïennes**  
Bilan : trois décennies de conditionnement systématique qui ont vu lever l'état de siège sept fois pour vingt-quatre heures, afin de mettre en face la farce électorale de l'autocratie du dictateur. Trente ans de matriage quotidien par le biais des deux chaînes de télévision, de presque toutes les radios et de trois des cinq journaux nationaux. Un enseignement confié presque exclusivement à des femmes membres du parti et consacré à réciter le catéchisme patriotique et anticommuniste du régime. Une étonnante répétition du nom du général-président et des membres de sa famille pour baptiser les rues, stades, hôpitaux et jusqu'aux chalets de nécessité et vespaïennes. Et le dictateur partout, sur les écrans de télévision, à la radio, dans la presse. Partout, infatigable, inaugurant, présidant noces et banquets, perlaient les enfants et les promotions de diplômés. Inflexible et méthodique, il ne pardonne jamais à un ennemi. Le lieutenant Ortigoza et le sergent Ovando, en prison depuis vingt-deux ans sur son ordre, en savent quelque chose ! Contrôlant étroitement ses acolytes, il commence à appeler au téléphone dès 5 heures du matin ministres et chefs militaires, sommés de faire un rapport quotidien, et les morigène s'ils sont en faute.

Bref, une tentative systématique de détruire un peuple et d'assassiner sa dignité. Le tout avec le cynisme d'un général-président qui, en acceptant la dernière en date de ses « désignations comme candidat » eut la formule immortelle : « Notre œuvre est bonne, car elle est de paix et de bonheur. Dieu nous protège et nous protège ».

C'est bien lui, en fin de compte, le dernier des tyrannosaures. Survivance zoologique, comme le reptile antédiluvien, il se maintient au pouvoir selon les lois de la théorie darwinienne : en combinant la force brutale du dinosaure disparu avec l'astuce rampante du grand lézard.

**Paraguay, terre hospitalière**, proclame la propagande

**RUBEN BAREIRO SAGUER.**



Buenos-Aires, rapportait qu'un fils de Stroessner venait d'investir 8 millions de dollars dans l'achat de 50 % des actions d'une pêcherie en Argentine. Dans le cadre du népotisme régnant, la famille de l'ancien mari de la fille du général-président possède une chaîne d'hôtels et la concession des jeux de hasard, tandis que son second époux, entrepreneur, bénéficie de multiples concessions de travaux publics.

**Le paradis des « amis »**  
La nouvelle oligarchie étale un luxe tapageur, transformant « son » Asunción en évocation architecturale qui évoque le style crémeux d'un Hollywood mûr de Miami. Plus original, l'un des généraux s'est fait construire une résidence miniature imitant Chambord, avec piscine, sauna, tennis et jardin... sur 100 mètres carrés. La vie quotidienne des « familles » comporte de fréquents lèche-vitrines à Miami, les vacances sur les plages de Garuá ou Punta-del-Este et les sports d'hiver à Bariloche.

« Paraguay, terre hospitalière », proclame la propagande



هكذا من الأصل

PARAGUAY  
méricain

# Etranger

## LA VISITE DE M. REAGAN A PÉKIN

### Les Chinois n'ont pas caché leurs divergences avec la politique antisoviétique de Washington

De notre correspondant

Pékin. — L'amitié exige la franchise, et celle-ci, parfois, peut être rude. M. Reagan en a fait l'expérience, vendredi 27 avril, au cours des entretiens qu'il a eus avec MM. Zhao Ziyang et Hu Yaobang, respectivement premier ministre et secrétaire général du PC chinois. M. Hu, en particulier, qui passe pour être plus réservé à l'égard des Etats-Unis que certains de ses collègues, a utilisé sa rencontre avec M. Reagan pour mettre quelques points sur les « i ».

Le chef du PCC a déclaré tout de go qu'à son avis « certaines personnalités américaines, qu'il n'a pas identifiées, ne comprennent pas bien » la politique étrangère chinoise, et cela dans cinq de ses principales caractéristiques. Ces Américains, selon M. Hu, ne comprennent pas que, pour la paix et la stabilité du monde, la Chine « s'oppose à la politique de force armée ». C'était le cas hier, et il souligne, c'est toujours le cas aujourd'hui, et il continuera à le faire ainsi demain.

Ces Américains, a poursuivi M. Hu, ne comprennent pas non plus l'essence de la politique étrangère d'indépendance de la Chine, ni le fait qu'elle se range aux côtés du tiers-monde et qu'elle ne veut pas pratiquer l'expansionnisme. Ils ne comprennent pas, enfin, que Pékin souhaite un relâchement de la tension entre les Etats-Unis et l'Union soviétique par la voie de négociations pacifiques, méthode à laquelle la Chine elle-même a recours pour tenter de normaliser ses relations avec Moscou.

M. Hu Yaobang, qui doit se rendre dans une dizaine de jours en Corée du Nord, a saisi en outre l'occasion pour exprimer le désaccord de la Chine avec le stationnement des troupes américaines en Corée du Sud. « Cela n'est pas bon pour la situation de votre pays », a-t-il dit à

M. Reagan, ajoutant qu'il espérait voir les Etats-Unis adopter une attitude « plus positive » en faveur de la détente dans la péninsule coréenne.

Le message central des propos du secrétaire général est clair : la Chine est un pays libre de toute alliance. Les Etats-Unis feraient une grave erreur s'ils croyaient pouvoir utiliser leurs relations avec elle pour entraîner dans une politique de confrontation avec l'Union soviétique. Du reste, l'attaque contre l'URSS qui figurait dans l'allocution prononcée vendredi par M. Reagan devant un auditoire de personnalités chinoises a été « cavardée » — ainsi que le plaident en faveur de la démocratie et l'expression de la foi en Dieu — dans la transmission du discours à la télévision locale. La Chine, d'autre part, comme les Etats-Unis, reste fidèle à ses anciennes amitiés. Elle n'abandonnera pas les pays du tiers-monde pour les faveurs des Américains.

Bon prince, M. Reagan a enregistré le message et il a même transmis à M. Hu, comme il l'avait fait la veille envers M. Li Xianmin, président de la République, une invitation à se rendre aux Etats-Unis. M. Hu a accepté. Si ce projet aboutit, ce sera la première fois qu'un chef du PCC entreprendra un tel voyage.

#### Une entente destinée à progresser

La « leçon » donnée par M. Hu ne doit pas cependant conduire à une vision déformée des relations sino-américaines. Les deux pays sont d'accord sur l'essentiel. Ils sont notamment favorables au développement et à la diversification de leurs relations bilatérales, comme le montre l'accord de coopération pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. M. Reagan, de son côté,

parole américaine, est peut-être allé un peu loin en affirmant que les différences sur Taiwan ne sont « en aucun cas » un obstacle à des relations. Potentiellement, il y a toujours là un danger de « revers », et Pékin souhaite une réduction « considérable » des ventes d'armes américaines à Taipei dans les prochaines années. Mais il est significatif que M. Hu n'ait pas mentionné ce problème dans le catalogue dont il a infligé la lecture à M. Reagan.

La coopération bilatérale, qui s'étend de plus en plus à la technologie avancée — les ventes américaines en la matière pourraient atteindre 1,8 milliard de dollars cette année — et à laquelle M. Reagan s'est engagé, pourrait bien un jour comporter un volet militaire. M. Zhao a confirmé à M. Reagan que le général Zhang Aiping, ministre de la Défense, se rendrait en juin aux Etats-Unis.

D'autre part, les deux pays sont bien conscients, comme l'a dit M. Zhao Ziyang, que leur « coexistence engagée » pourrait bien un jour devenir une coopération étroite. Mais cela ne saurait remettre en cause les bases d'une entente qui est, sans aucun doute, destinée à s'enrichir et à progresser.

MANUEL LUCBERT.

## Les ventes d'armes israéliennes en Amérique centrale suscitent un malaise dans la classe politique à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — Les liens entre l'Etat hébreu et certains pays latino-américains reviennent ces jours-ci, en Israël même, au premier plan de l'actualité. Alors que le directeur du ministère israélien des affaires étrangères, M. David Kimche, a annoncé, vendredi 27 avril à Washington, avec les exportations de matériel d'Etat, les moyens de renforcer leur coopération en Amérique centrale, la presse et la classe politique s'interrogent à nouveau, ici, sur les ventes d'armes israéliennes à plusieurs régimes alliés des Etats-Unis.

Le débat a resurgi cette semaine après les déclarations à la chaîne américaine NBC d'un dirigeant américain, M. Enrico Bernada. Selon ce dernier, les « contrats » au Nicaragua sont équipés d'armes de fabrication soviétique venues d'Israël et saisiés à l'OLP au Liban. Dans cette interview, M. Bernada répétait pour l'essentiel des propos antérieurs du chef de la rébellion, M. Eden Pastora, qui celui-ci soulignait que les insurgés possèdent « entre autres des armes israéliennes ». NBC précisait qu'Israël avait armé un quart des forces sandinistes à la demande de l'administration Reagan.

Israël a pour habitude de ne pas commenter les informations touchant à ses livraisons d'armes. Rompant avec cet usage, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a vigoureusement démenti, à plusieurs reprises, mardi et jeudi, les « rumeurs » selon lesquelles Jérusalem aurait pu vendre des armes aux « contras ». « Ces rumeurs », a-t-il dit, visent à ternir l'image d'Israël. Elles sont sans fondement et parfaitement ridicules.

L'Etat juif s'est fixé depuis longtemps comme ligne de conduite de fournir des armes aux seuls gouvernements en place et d'éviter de s'engager dans les conflits qui touchent les pays avec qui il maintient des relations diplomatiques normales. Jérusalem viole une fois ce principe en soutenant la rébellion kurde face à un régime irakien qui se trouve, ici, en état de guerre contre Israël.

Comme tous les marchands de canons, Israël se garde de mélanger commerce et idéologie. Alors qu'il n'était encore que ministre des affaires étrangères, M. Shamir avait déclaré, en décembre 1982, qu'Israël était prêt à vendre des armes aux pays latino-américains, « quel que soit leur régime politique ». La présence active d'Israël dans la région remonte au milieu des années 70. L'Etat hébreu avait soutenu alors la dictature Somoza aux prises avec la rébellion sandiniste. A priori, affirme-t-on ici, Israël n'a aucune raison majeure de vouloir affai-

blir le régime de Managua. C'est, en revanche, l'intérêt de Washington de chercher à faire participer l'un de ses meilleurs alliés à la croisade anticommuniste dans son « arrière-cour ».

Les Israéliens n'ont pas spécifiquement démenti qu'une partie de leurs armes vendues au Honduras, dont le territoire sert de sanctuaire aux « contras », se retrouve aujourd'hui entre les mains de ces derniers. En fournissant des armes au Honduras, l'Etat hébreu n'ignorait pourtant pas l'existence finale. Un dépositaire de l'Etat hébreu du Parti travailliste, M. Yair Tsaban, affirmait mercredi que l'ancien ministre de la Défense, M. Ariel Sharon, avait, lors d'une visite à Tegucigalpa, en décembre 1982, discuté de cette assistance avec le général Alvarez, alors chef d'état-major hondurien. Le député a demandé la formation d'une commission d'enquête parlementaire à ce sujet.

#### Une régression

Ce n'est pas non plus la première fois qu'on évoque le désir d'Israël d'écouler les stocks d'armes récupérés au Liban. Le Honduras, le Guatemala et le Costa-Rica sont, de notoriété publique, les clients d'Israël. Le porte-parole précité a démenté jeudi que Jérusalem ait conclu des contrats d'armement avec le Salvador. Israël aurait pour-

tant mauvaise grâce à refuser de rendre service à cet allié de l'Amérique qui vient, à l'exemple déjà ancien du seul Costa-Rica, de transférer son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, geste hautement apprécié.

Mettant en garde le gouvernement contre toute collusion avec Washington en Amérique centrale, le *Jerusalem Post* écrivait jeudi : « Si Israël a fourni des armes au Honduras en connaissance de cause, il est devenu un mercenaire de l'administration américaine au service d'une politique controversée aux Etats-Unis même. Vendre des armes par nécessité est une chose. Se comporter en agent de la CIA en est une autre ».

Les entretiens de M. Kimche à Washington, observe-t-on ici avec insistance, concernent les seuls domaines de l'aide économique et technique conjointe aux pays du tiers-monde. Un fonds, doté de 20 millions de dollars et alimenté par Washington, financerait les transactions israéliennes en Amérique centrale.

Deuxième fournisseur mondial d'armes, Israël approvisionne environ vingt-cinq Etats. Ce commerce

lui rapporte entre 800 millions et 1 milliard de dollars par an, soit 15 % des revenus provenant des exportations industrielles. L'armée israélienne absorbe pour ses besoins 35 % de la production. La fabrication d'armements emploie soixante mille salariés dans les secteurs public et privé et assure indirectement des revenus à deux cent cinquante mille personnes.

La multiplication des marchés extérieurs répondait naguère au besoin d'amortir au mieux les coûts de recherche et de fabrication d'une industrie de pointe, hyperdéveloppée pour des raisons évidentes de sécurité. En vendant des armes, Israël cherchait aussi, et parvenait parfois, à réduire son isolement. Après tout, c'est la qualité de ses armements qui permit à Israël de se faire apprécier de nombreux gouvernements d'Afrique noire. Aujourd'hui, la part de cette industrie est en régression. Les clients se font rares, car Israël n'a pas les reins assez solides pour leur concéder des conditions de crédit généreuses. Il lui est impossible de faire jeu égal sur ce terrain avec les grandes puissances.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## L'ÉVACUATION DU « BUREAU DU PEUPLE LIBYEN » A LONDRES

### Diplomates et étudiants ont été « invités » à répondre à des questions

De notre correspondant

Londres. — La rupture des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et la Libye est désormais consommée. Mais elle n'est pas complète puisque deux diplomates britanniques sont restés à Tripoli où ils continueront de travailler en relation avec l'ambassade d'Italie chargée de représenter maintenant les intérêts du Royaume-Uni. De même, à Londres, trois nouveaux diplomates libyens vont être désignés afin de maintenir pour leur pays des fonctions consulaires auprès de l'ambassade d'Arabie Saoudite (environ 7 500 Libyens résident en Grande-Bretagne).

A son arrivée à l'aéroport de Gatwick, près de Londres, en compagnie de ses collaborateurs, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Tripoli, M. Oliver Miles, qui n'aura été que trois mois en poste, a déclaré qu'il ne voyait pas de raison pour que les ressortissants britanniques en Libye (près de 8 500 personnes) soient maltraités. L'avion qui les ramènerait a atterri vendredi à 22 h 30, au même moment, les trente occupants du « bureau du peuple libyen » à Londres arrivèrent à Tripoli, où ils étaient accueillis en véritables héros. La procédure d'échange, scrupuleusement et difficilement réglée entre les deux gouvernements, s'est déroulée sans incident.

Après être sortis du « bureau », les trente diplomates et « étudiants révolutionnaires » libyens — c'est la première fois que l'on apparaît leur nombre — ont été emmenés en grand secret à Sunningdale, dans le Berkshire, non loin de Londres. Là, dans les bâtiments d'un centre de formation de fonctionnaires, ils sont restés plus de six heures. La police et le Foreign Office ont entretenu le mystère sur cet épisode.

On sait seulement que, plutôt que d'être véritablement interrogés sur leurs activités passées, et notamment sur les circonstances de la fusillade du 17 avril, ils ont été invités à fournir des indications sans pour autant être obligés de répondre aux questions. Il semble que cet « interrogatoire » n'a été qu'une formalité destinée à atténuer les critiques sus-

citées, dans la majorité comme dans l'opposition, par le fait que le meurtrier inconnu d'un agent de police allait pouvoir quitter la Grande-Bretagne sans être inquiété ni poursuivi.

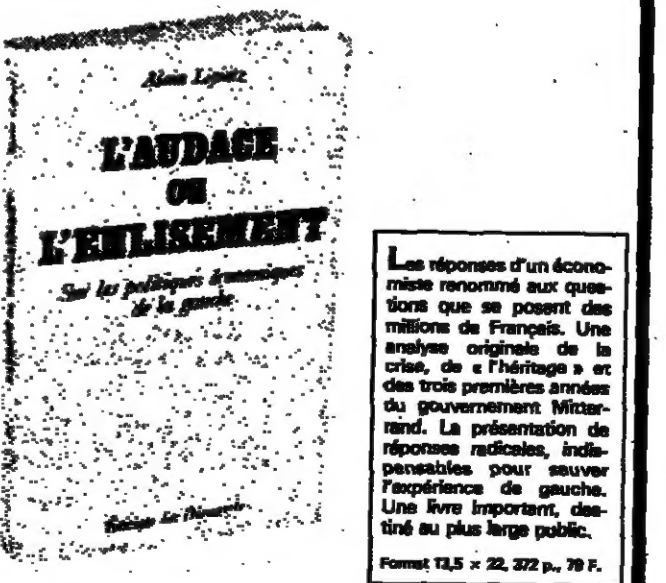
Le leader du Parti social-démocrate, M. David Owen, a déjà indiqué qu'il demanderait au Parlement la création d'une commission d'enquête sur toute cette affaire. Il a souligné qu'il ne comprenait toujours pas pourquoi le gouvernement n'avait pas agi plus tôt contre les occupants du « bureau du peuple ». Le Parti travailliste a, lui aussi, fait savoir que la trêve respectée par l'opposition ces derniers jours à ce sujet était terminée.

Samedi matin, les grandes tentures de plastique bleu, installées par la police au début du siège, masquaient toujours les accès de Saint-James's Square et l'ensemble du périmètre restait bouclé. Scotland Yard n'a pas achevé son travail. Après l'évacuation, la place a été passée au peigne fin par des dizaines de policiers qui ont également inspecté la façade de l'immeuble faute de pouvoir encore y pénétrer dans des conditions qui restent à définir, car, au regard du droit international, il n'est pas sûr qu'une fouille en règle des locaux soit permise. Les policiers ont pris des précautions car ils craignent que des explosifs n'aient été placés pour empêcher leur intrusion.

C'est en fin de matinée, vendredi, après exactement dix jours de siège, que les occupants du « bureau du peuple libyen » ont accepté de sortir. Au cours de la nuit précédente, les derniers arrangements avaient été négociés afin de mettre au point un scénario minutieusement réglé. En présence de trois diplomates — saoudiens, syriens et turcs — qui étaient là pour servir en quelque sorte d'arbitres, conformément à une exigence du gouvernement de Tripoli, les Libyens ont commencé à quitter l'immeuble par groupes de cinq, tous les quarts d'heure, sous l'œil vigilant des policiers embusqués sur les toits et les balcons des immeubles voisins. Chaque groupe a été embarqué dans un fourgon de police qui allait rejoindre ensuite un convoi en formation dans une rue adjacente.

FRANCIS CORNU.

## COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ? PEUT-ON ENCORE FAIRE QUELQUE CHOSE ?



Les réponses d'un économiste renommé aux questions que se posent des millions de Français. Une analyse originale de la crise, de « l'héritage » et des trois premières années du gouvernement Mitterrand. La présentation de données nouvelles, indispensables pour sauver l'expérience de gauche. Une livre important, destiné au plus large public.

Format 12,5 x 22, 322 p., 70 F.

Editions La Découverte  
1 place Paul Painlevé, Paris VII, 75013



# Inde : la grande colère des extrémistes sikhs

## La guerre des Saints dans le Temple d'or d'Amritsar

De notre envoyé spécial

Amritsar. — Amritsar, le Temple d'or, forteresse du renouveau fondamentaliste sikh et foyer de l'agitation qui l'accompagne, c'est d'abord un magnifique monument de style indomusulman entièrement tapissé d'or, un bâtiment scintillant, grand comme une chapelle de province française, qu'un Dieu inspiré aurait posé au cœur d'un petit lac bordé d'une longue galerie de marbre blanc. L'eau du lac « Nectar divin », qui donna son nom à Amritsar, est éternellement verte, et le ciel presque toujours bleu. Vision de rêve dans laquelle évoluent, survivants d'un monde lointain, des hommes superbes, harnachés comme pour livrer un ultime et périlleux combat contre les Moghols.

Mais les *nihangs* d'aujourd'hui, les gardiens du Temple, ne se contentent plus du long sabre, du poignard et des lances réglementaires. Leurs poitrails sont bardés de cartouchières et les fusils, les pistolets et les mitrailleurs Sten que les jeunes brandissent avec fierté sont moins irrésistibles. Les corps de sable, décorés d'une multitude de protection dressée sur les terrasses de dépendances du Temple, finissent de donner à l'ensemble un cachet de Far-West entouré, posé dans le milieu d'une ville indienne comme toute ordinaire et noyée de poussière.

A l'extérieur de la « cité interdite », dans les ruelles encombrées de poussoirs, d'automobiles et de sanctuaires, dans les échoppes multicolores et dans les ruelles sombres des immeubles sales, des soldats gouvernementaux en kaki, casqués et bottés, montent la garde. Ils sont plusieurs milliers dans toute la ville à ne pas vraiment savoir ce qu'ils y font, puisque l'ordre d'investir le temple — le ministre de l'Intérieur du gouvernement central le répète sans cesse — ne viendra pas. Les policiers sikhs restent et sortent du sanctuaire par milliers chaque jour sans subir le moindre contrôle. Comme de toute éternité.

Certains viennent se recueillir devant l'*Adi-Granth*, le livre sacré du sikhisme, où sont consignés les expériences, les édités et les prières des dix gourous de la religion. D'autres parlent leur âme et trépassent leurs corps dans le lac de nectar qui avale, paraît-il, séduit le seigneur Bouddha, lui-même. Le temple doré, malgré les coups de feu qui y résonnent de temps à autre et les sept ou huit meurtres sacrifiés qui viennent d'y être commis, il garde pour les fidèles toute sa magie divine.

### La communauté des purs

La *khalsakhi*, autrement dit la « communauté des purs », a conservé le culte des armes et des traditions martiales. Les jeunes gens qui arborescent fièrement leur artilleur autour de la « maison dorée du Dieu unique » se prétendent les héritiers directs de gourou Gobind Singh, le « soldat-gourou » (1666-1708) qui transforma la communauté sikh en une véritable théocratie militaire anti-moghole. L'icône de l'hindouisme, la plupart des armes de ces nouveaux guerriers viennent du Pakistan musulman voisin. Elles ont été la plupart du temps échangées en contrebande contre du whisky indien de mauvaise qualité, mais largement recherchée par une élite pakistanaise mise au régime sec de l'islam, imposé par l'intratable général-président Zia Ul-Hak. Le gouvernement indien ne manque d'ailleurs jamais d'accuser ouvertement Islamabad de soutenir le terrorisme sikh en lui fournissant des armes et même de l'entraînement. Mais les preuves d'une telle complicité n'ont jamais été fournies, et, dit-on, le problème est ailleurs. Il est notamment dans la multiplication de ces petits groupes de guérilleros, deux ou trois centaines d'hommes tout au plus, qui prennent le temple sacré pour camp d'entraînement et le gouvernement de l'Inde pour « une puissance impérialiste ».

Il n'y a guère que les sikhs urbanisés et instruits (60 % des paysans sikhs du Pendjab sont illettrés) pour s'offrir ouvertement de l'arsenal sophistiqué stocké par les extrémistes dans les dépendances — un bon millier de remises et de bureaux divers — du sanctum sanctorum. Tous les membres de l'Akalis Dal, le parti historique fondé en 1920, pour reprendre aux sbires du colonialisme britannique le contrôle des *gurdwaras* (temples) du Pendjab sont des sikhs. Mais tous les sikhs ne sont pas

akalis (« immortels » en langue pendjabie).

Les plus courageux d'entre eux, membres du Congrès de M<sup>re</sup> Gandhi, de son opposition de gauche, et même des communistes, réclament publiquement un « nettoyage » du temple par les forces de l'ordre. Mais le premier ministre résiste. M<sup>re</sup> Gandhi ne souhaite pas se mettre à dos la majorité des douze millions de « purs » du pays. Ce d'autant moins que le président de la République, M. Giani Zail Singh lui-même sikh, aurait, paraît-il, menacé de démissionner avec éclat si les uniformes kaki possèdent le pied sur le marbre blanc. La fonction qu'il occupe est certes toute symbolique, mais les conséquences politiques d'un tel geste pourraient être incalculables.

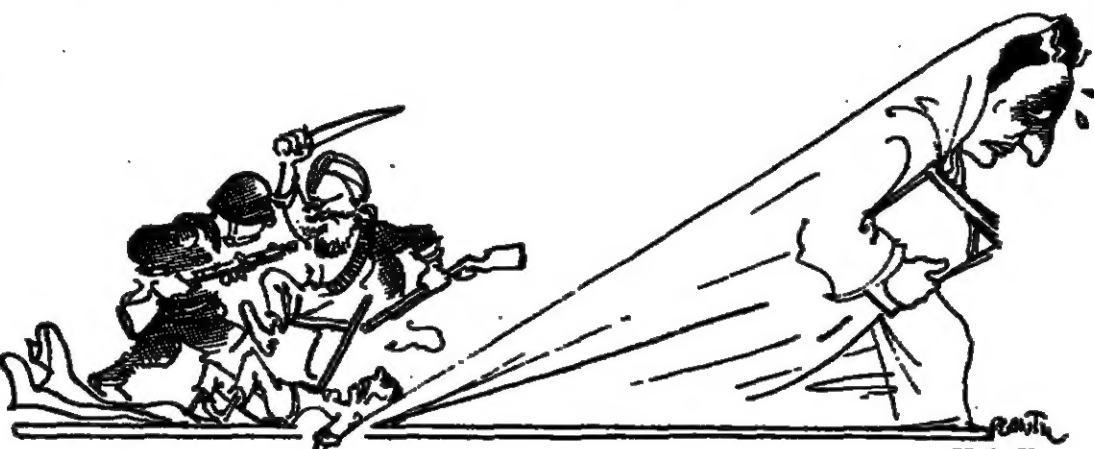
Jusqu'à nouvel ordre le Temple d'or d'Amritsar reste donc le quartier

moins de trois ans. Ce n'est pas encore la grande confrontation hindoue-sikh dont parlent à tort certains journaux indiens, et dont rêvent les croisés du *Khalistan* « la terre des purs ». L'état sikh mystique qui sommeille dans le cœur de chacun des disciples des gourous. Mais le risque est à prendre au sérieux.

### Le risque d'une explosion

Pour l'heure, la promenade dans les rues d'Amritsar et de Chandigarh, la capitale commune des États du Pendjab et de l'Haryana, ne rapporte pas au visiteur l'impression que deux communautés, l'une barbare, l'autre pas, sont sur le point de s'entre-tuer. Partout, des marchés aux cafés, en passant par les bâtiments administratifs et les transports

datés, de policiers et de gardes-frontières qui patrouillent au Pendjab jouent peut-être, malgré leurs propres divisions, un rôle modérateur sur les foules. Mais si l'histoire indienne prouve amplement que les forces de l'ordre n'ont jamais pu empêcher les folles de masse, quand la multitude en est soudainement saisie, il est non moins vrai que ces brutales montées de fièvre sont le plus souvent imprévisibles. La haute tension si palpable à l'intérieur du Temple d'or peut toujours, à tout moment, dégénérer et se répandre comme une traînée de poudre dans Amritsar et dans le reste du Pendjab. La tactique de Delhi, qui consiste à isoler les extrémistes des modérés, a jusqu'à présent complètement échoué. Ce sont ces derniers, par leur silence, qui semblent peu à peu disparaître de la scène. Des faux pas ont été commis,



PLANTU.

général des extrémistes et le champ des affrontements intracommunautaires. Car le sikhisme, même parmi ceux qui font profession de le servir, est loin, très loin d'être monolithique. Malgré les commandements égalitaires des gourous successifs, l'imprévisible système indien des castes y régit toujours en secret, même s'il revêt parfois la déguise des différences politiques. Le saint Jarnail Singh Bhindranwale, grand prêtre obscurantiste du renouveau intégriste, et le saint Harchand Singh Longowal, président en titre de l'Akalis Dal et unique espoir pour le moment des sikhs modérés, appartiennent à la même caste, celle des *Jats*, les anciens guerriers devenus agriculteurs et souvent gros propriétaires terriens. Mais ils luttent pour le contrôle d'une clientèle différente, ayant des intérêts divergents. Seul l'enjeu final, c'est-à-dire la prise du pouvoir politique dans le Pendjab, où vivent les deux tiers des sikhs indiens, leur est commun. Longowal, flegmatique, tête de bois et sourire éternel, a toujours joué la légalité républicaine. L'autre, ardent, volait, et regard de la bête, estime, à l'instar du dixième gourou de la lignée, et bien avant Mao, que « le pouvoir est au bout du sabre ».

La première stratégie a toujours, semble-t-il, l'assentiment de la majorité des sikhs. Pour combien de temps ? Telle est bien la question que tout le monde se pose, et à laquelle personne aujourd'hui ne peut répondre avec certitude. Isolé dans son bureau du Temple d'or, à moins de 200 mètres du bâtiment occupé par Bhindranwale et ses jeunes pistolets, Longowal apparaît faible, désorienté et terriblement seul. Le contrôle de la *morcha*, la « sainte campagne d'agitation » lancée par lui, il y a près de trois ans, pour faire aboutir les revendications politico-économico-religieuses du sikhisme paraît lui avoir échappé. La plupart de ses lieutenants-conseillers, y compris M. Badal Singh, le véritable homme fort du parti, ancien ministre du Pendjab, sont en prison pour avoir trahi symboliquement un article de la Constitution réputé antisikh.

Longowal, qui sent sur son cou l'haleine féroce des intégristes, ne sait plus que faire. Qu'il négocie un accord avec M<sup>re</sup> Gandhi et annonce demain la fin de la *morcha*, il y a gros à parier qu'elle continuera de plus belle sur l'ordre de Bhindranwale. Ce serait la fin d'un parti qui s'est déjà beaucoup discrédité ces dernières années et la consécration définitive des extrémistes. Longowal continue donc sa marche forcée et tente, jusqu'ici sans succès, de désamorcer le soudain conflit qui l'oppose à l'autre Saint (un terme d'affection et de respect décerné par les sikhs à leurs dirigeants politico-religieux).

Le malheur, c'est que la « guerre des Saints », comme dit la presse indienne, a déjà provoqué la mort de quelque trois cents personnes en

publics, on peut voir des sikhs converser aimablement avec des hindous. La stratégie de la terreur — qui consiste pour les extrémistes, à assassiner des personnalités du bord opposé, à jeter des bombes dans des villages hindous, voire à tirer au hasard sur des groupes de passants — cette tactique, qui semble si parfaitement mise au point, ne peut payer, en tout cas pas encore. Il y a bien eu, à l'occasion de processions et de funérailles, des affrontements violents entre excités des deux bords, et même des morts, mais rien encore de comparable aux massacres qui avaient, par exemple, précédé et suivi la grande partition de 1947, qui donna naissance au Pakistan.

Le couvre-feu a été imposé il y a pour des périodes diverses, et les quantités et quelques milliers de sol-

des occasions de régler pacifiquement le problème sont passées sans que personne les saisisse, et le problème reste entier. C'est essentiellement celui d'une petite communauté religieuse, vaillante et laborieuse, qui ne se résout pas à sa marginalisation (2 %) au sein de l'océan hindou, qui se raccroche à ses gloires passées et rêve de devenir une nation à part entière, et ainsi que le pouvoir hindou ne peut que lui refuser. Sans à mettre le doigt dans un engrenage mortel pour l'Union tout entière. Mais le problème sikh, c'est peut-être aussi celui d'une Inde qui n'a sans doute pas trouvé ses structures politiques et économiques définitives et qui reste tiraillée entre les chauvinismes linguistiques, culturels et religieux de ses immenses populations.

PATRICE CLAUDE.

## Les 45 revendications

Adoptée en octobre 1973 par la convention de l'Akalis Dal, la revendication d'Amritsar a été entérinée par le parti lui-même pendant de longues années. Elle ressortit des trois années des élections locales de 1980, remportées par le parti de M<sup>re</sup> Gandhi, qui reprenait ainsi la constitution conduite par les *akalis*, le pouvoir sur le Pendjab. La liste comprend quarante-cinq revendications, dont voici les principales :

- Statut d'autonomie pour le Pendjab ;
- Redécoupage des frontières géographiques de l'Etat en y adjoignant les régions voisines où l'on parle le pendjabie, la langue privilégiée des Sikhs ;
- Rattachement définitif de Chandigarh au seul Pendjab. La ville est actuellement la capitale commune de deux Etats, le Pendjab et l'Haryana voisin. M<sup>re</sup> Gandhi a donné son accord de principe ;
- Recrutement dans l'armée sur la base exclusive du mérite. Les sikhs, qui ont constitué 30 % des forces armées de l'Inde britannique, ne représentent plus que 14 % de celles de l'Union. La politique gouvernementale déclarée est de ramener peu à peu la proportion de sikhs dans l'armée à celle qu'elle occupait dans l'Union (moins de 2 % de la population) ;
- Vote d'une loi permettant la création d'un Conseil national des temples sikhs, étendue à l'ensemble des *gurdwaras* (temples) du pays. Jusqu'ici, l'organe de gestion des temples, contrôlé par l'Akalis Dal, n'a pouvoir que sur ceux du Pendjab. Importante source de revenus — le budget

annuel du Conseil est de l'ordre de 60 millions de francs. — Les *gurdwaras* des autres Etats sont gérés par des organisations sikhs locales — la plus souvent proches du Congrès de M<sup>re</sup> Gandhi ;

- Redéfinition du partage des eaux de la région qui alimentent trois Etats en faveur du Pendjab. New-Delhi a proposé de soumettre ce problème à une cour de justice ;
- Installation d'un émetteur de forte puissance dans le Temple d'or, de manière à retransmettre à la radio le *gurbani*, c'est-à-dire la lecture ininterrompue du *Granth*, livre sacré des sikhs. M<sup>re</sup> Gandhi s'est déclaré prêt à faire installer ledit appareil pour quelques heures d'émission chaque jour ;
- Mise à l'étude d'une législation sur les mariages, successions, et autres affaires de famille sikhs. Le régime hindou qui s'applique actuellement aux sikhs fait notamment des filles d'un défunt des légataires au même titre que les hommes. Les propriétaires terriens sikhs souhaitent, pour éviter le morcellement des propriétés, que seul le fils aîné soit désigné comme héritier ;
- Enfin, révision de l'article 25 de la Constitution, accusée de faire du sikhisme une dépendance de l'hindouisme. Cette dernière revendication avait reçu l'accord de principe du gouvernement. Devant le tollé soulevé par d'autres minorités religieuses (jains et bouddhistes notamment), le pouvoir a fait marche arrière.

P. C.

De notre envoyé spécial

Amritsar. — Il y a trois ans, hormis une petite poignée de fidèles, personne ne connaissait son nom. Aujourd'hui, il est sur toutes les lèvres indiennes ; on l'évoque chaque jour dans les journaux du pays et il est cité le plus souvent avec fièvre dans les débats quotidiens du Parlement de New-Delhi. Saint Jarnail Singh Bhindranwale, l'homme-phare de l'orthodoxie sikh. Saint, parce qu'il a passé trente-trois années de sa vie entre un Tauxal, l'école, et parfois le couvent des prêtres sikhs, et une *Gurdwara*, le temple des fidèles. Saint, aussi, parce qu'il est devenu maître de son propre temple-couvent et que la communauté sikh a tendance à donner du Saint à tous ses leaders politico-religieux.

Jarnail Singh est son véritable nom de naissance. Depuis que le soldat-gourou Gobind Singh coulerait, d'ailleurs, tous les mâles sikhs seraient des *Bhons* (singh, en sanscrit) et toutes les femmes des *kaur* (hommes). Singh est sans doute le nom le plus répandu de toute l'Inde. Mais cela ne gêne pas le Saint Jarnail, qui emprunte le reste de son nom Bhindranwale à son maître à penser et au Tauxal, dont il hérita à sa mort. Saint Jarnail Singh Bhindranwale, un nom qui cristallise sur lui bien des hautes et symbolise les aspirations d'une minorité grandissante de sikhs.

« Tu porteras toujours sur toi les 5 K qui sont les attributs du sikh », avait dit gourou Gobind Singh, neuvième et dernier des successeurs de Nanak, philosophe et fondateur d'une religion qui se voulait trait d'union et fusion de l'Inde et de l'Islam. Les 5 K, ce sont : le *kesh*, le poil qu'il ne faut couper sous aucun prétexte ; le *kangha*, le peigne qui retient les longs cheveux roulés en boucle sur le turban ; le *kaccha*, la culotte bouffante portée sous la longue chemise le *kara*, ce bracelet de fer, symbole de force qui ne quitte jamais la poignée, et, enfin, le *kir*, ce long couteau toujours pendu à la ceinture. On était au début du dix-huitième siècle. Gourou Gobind Singh lutait contre l'envahisseur moghol. Il voulait une armée solide, disciplinée, toujours prête au combat et reconnaissable entre toutes.

Ces attributs, la grande majorité des kiks les arborent encore aujourd'hui avec fierté, mais ils sont devenus des symboles. La culotte bouffante a souvent disparu au profit de sous-vêtements plus classiques, le sabre est devenu *kirpan*, petit poignard que la plupart portent dans la ceinture, on même en sautoir au bout d'une chaîne. Le bracelet de fer et le peigne sous le turban sont toujours là, mais la barbe est souvent rasée à l'intérieur d'un mince fillet passé autour du visage, à la manière des anciennes vicieuses de maux de dents. Bhindranwale, des interlocuteurs le savent, ne supporte pas les fillets. « La barbe doit être portée fièrement comme nos gourous la portaient eux-mêmes. » Idem pour la longue robe, la culotte bouffante et le long sabre.

### Le pistolet sur la hanche

Pour mieux identifier son image à celle du dernier gourou, toujours représentée avec des flèches, le nouveau grand prêtre de la renaissance sikh a ajouté à son attirail une longue flèche de la taille d'une lance. Elle ne le quitte jamais, pas plus d'ailleurs que le long pistolet qui lui bat la cuisse dans son holster de cuir noir. Un personnage de légende, bien vivant pourtant et décidé à en découdre. Tel est Bhindranwale, l'homme qui se propose de réveiller les sikhs et de faire triompher la *khalsa*, la communauté des purs.

Il y a, juste à l'entrée du Temple d'or, un petit musée qui en dit suffisamment long sur la psychologie sikh pour expliquer l'indiscutable prestige dont jouit le jeune Saint dans sa communauté. On peut y voir essentiellement des armes, celles qui ont appartenu aux héros de la *khalsa*, des peintures et des photos hallucinantes. Les toiles, genre pompier, racontent l'histoire, pleine de bataille et de rébellions, de massacres et d'héroïsme des disciples et des gourous eux-mêmes.

L'hémoglobine y coule à flots, et ce ne sont partout que des corps écartelés, des têtes et des membres sectionnés, des hommes nus cuisant à petit feu dans des chaudrons, des canons défilés en files tranchées dont les horribles Moghols faisaient, paraît-il, des guirlandes qu'ils pendaient au cou des nâres défigurées

## Le « phare »



VIOLETTE LE QUERE.

par la souffrance. Plus effrayables encore peut-être sont, dans la grande salle d'entrée, les photographies agrandies de militaires sikhs, tombés au combat pendant la guerre du Bangladesh, notamment. Gros plan sur des yeux morts. Précision : les photos sont en noir et blanc, mais une main, au goût douteux, a ajouté sur chaque cadavre d'épaisses taches couleur sang. « Celui qui n'a pas d'armes est comme un mort », disait le dernier gourou, celui que Bhindranwale cite le plus souvent.

Il y a, c'est indéniable, du Khomayni dans ce personnage de trente-huit ans qui fait trembler le Parlement indien. La barbe, bien sûr, qui, ici — privilège de l'âge — est d'un noir de corbeau, les sourcils épais, souvent froncés, et le nez d'aigle du vieillard de Qom. De loin, c'est lui le plus jeune. Mais il y a surtout le fastidieux que l'on sent à fleur de peau, la certitude d'avoir raison en toutes circonstances et la magnétisme ineffable qui se dégage de sa personne. Assister, privilège rare pour un étranger, à une homélie publique du Saint, est une expérience éblouissante.

### La justice

de 14 heures à 17 heures

Il s'étaient ainsi un bon millier, mardi dernier, à le contempler comme le messie ou, plutôt, comme le onzième gourou. Lui, grand seigneur, debout sur une estrade, micro en main et eux, assis par terre dans un silence recueilli. Ils étaient venus, comme chaque jour, avec femmes et enfants, pauvres pour la plupart, entendre le message du nouveau sikh, et lui demander aide et protection. Une file indienne, calme et respectueuse, se forma bientôt devant lui. Les uns voulaient simplement l'approcher et baiser le bas de sa chemise, les autres avaient des doléances. Comme un « parain » sikhien, Bhindranwale rend ainsi la « justice », sa justice, tous les jours de 14 heures à 17 heures. Chaque plaignant, chaque prévenant déposait à ses pieds quelques billets froissés. « Pour la cause... »

Contrairement aux gourous qui étaient tous des hommes cultivés et des sages, Bhindranwale a reçu le minimum d'éducation. « Il n'a rien à proposer de nouveau à la religion sikh », affirme l'un de ses opposants, et c'est pourquoi, comme Khomayni, il s'accroche essentiellement à ses symboles et exige de ses disciples la plus stricte observance de règles édictées il y a des siècles. Ce n'est évidemment pas l'avis de ses partisans.

« Le Saint, par sa simplicité, son charisme et sa droiture, est en train de redonner aux sikhs l'idéal qu'ils avaient perdu. » Celui qui s'exprime ainsi est un jeune intellectuel de vingt-cinq ans, Harmandir Singh Sandhu, ex-secrétaire général de la Fédération des étudiants sikhs (AISSF), organisation interdite par M<sup>re</sup> Gandhi depuis plusieurs mois. L'AISSF, c'est à la fois le « muscle » et le « brain-trust » de Bhindranwale. Cent cinquante de ses membres sont en prison pour des délits divers, qui vont des propos séditions aux meurtres en passant par le vol et le braquage des banques. Ce sont eux qui forment la garde prétorienne du Saint et exécutent les basses besognes sous un nom d'emprunt, le « régime *Dashmesh* ». Ce « régime », dont on prétend qu'il est conseillé par d'anciens officiers sikhs de l'armée indienne passés du côté des agitateurs, a déjà



مَكْنَزَا مِنْ الْأَصْلِ

Inde  
tes sikhs  
Le « phan



Les séparatistes sikhs sont sur le sentier de la guerre. Après des années de protestation et d'incidents larvés, ces guerriers - nés enturbannés et à la longue barbe - leur religion leur interdit de se couper poils et ongles - on sortit sabres, lances et vieilles pétroles pour tenter d'arracher par la force au gouvernement central de M. Gandhi la création d'un Etat séparé, bien à eux. Leur chef, le Sant Bhindranwale, prêche la guerre sainte face aux « modérés » de l'Akali Dal de l'autre Sant, Longowal. Ce dernier vient de connaître un échec cuisant ce samedi 28 avril avec la défection d'un certain nombre de « dissidents » qui se sont rangés sous le bannière de Sant Bhindranwale.

## de l'orthodoxie

signé une bonne dizaine d'assassins et de nombreux attentats avec des armes.

### Un « avertissement » aux hindous

Harmandir Singh refuse, au nom de sa fédération, la responsabilité de ces crimes. Mais il admet que les auteurs « sont des frères probablement excédés par l'impérialisme et l'injustice hindous ». Il jure également que le Sant « n'a jamais initié la moindre violence ». Ses discours, dans lesquels il est question de renverser le « pouvoir hindou » ou de tuer cinq mille hindous si les sikhs ne sont pas libérés, « ne sont que des avertissements, des prévisions, si vous voulez ». Personne, c'est vrai, n'a jamais pu accuser directement Bhindranwale de meurtre. La grande confrontation de 1978 avec les alankaris, des dissidents libéraux du sikhisme, fit dix-sept morts. C'est lui, chacun le sait, qui avait appelé les sikhs à l'attaque. Mais il était évidemment resté personnellement dans sa gurdwara. La police voulait tout de même l'arrêter. Il s'échappa, et fixa lui-même la date et le lieu de sa reddition. Le jour venu, trois ans plus tard, plusieurs centaines d'émoussés attendaient les policiers. Il y eut encore quatorze morts. Ce fut la première inculpation pour propos séditions de l'obscure petit religieux pendjabi. Sa légende commençait de se répandre ; il y eut bientôt huit autres inculpations au fil des années suivantes. Mais, comme dit un policier fataliste : « Pourquoi voulez-vous que nous entrions dans le Temple d'or pour le déloger, au prix d'un véritable massacre, alors que nous n'avons contre lui que des peccadilles qui lui vaudraient au mieux trois ans de prison ? »

Bhindranwale est entré dans l'enceinte du Temple d'or le jour du décollage de la « Morcha », la campagne d'agitation lancée par l'Akali Dal. C'était le 17 juillet 1982. Depuis, la « maison divine » est devenue la sienne. Il y règne en véritable maître et la haute hiérarchie du clergé sikh, censée administrer le lieu saint, n'a quasiment plus son mot à dire. Armés jusqu'aux dents, les apôtres du nouveau seigneur de l'orthodoxie, une centaine d'hommes en permanence autour de lui, promettent effrontément leurs mitraillettes et leurs pistolets sous le nez des visiteurs. Malheur à qui ose demander à l'insolite pontife la signification de cet arsenal dans un lieu de recueillement.

« Les armes vous font peur ? Pour nous, sikhs, elles sont le reflet de Dieu, le moyen de notre survie, et le gardien de notre sécurité. Posséder une arme, n'est pas un péché, c'est attaquer le mal. »

« Et vous n'attaquez jamais ? »  
« Non. Les sikhs se défendent. Nos armes servent à maintenir la paix. »

« Tout de même, tous ces meurtres... »  
« Et les assassinats de sikhs innocents par la police et les mauvais traitements infligés à nos femmes et enfants dans les villages ? Personne n'en parle jamais, c'est bizarre... »

« Enfin, la communauté sikh est tout de même la plus prospère de l'Inde ? »

« Ve-t-on maintenant nous reprocher d'être plus travailleurs que les autres ? La vérité, c'est que la nation sikh subit l'esclavage de la majorité hindoue et que cela va cesser. »

« Êtes-vous en faveur du Khalistan ? »  
« Ah, ah ! Je ne suis ni pour ni contre. Si l'Inde veut garder les sikhs, qu'elle leur offre un statut de citoyen digne de ce nom ! Sinon, qu'on nous donne le Khalistan et, ensuite, nous verrons bien si nous devons rester ou non au sein de l'Union indienne ! L'erreur commise par les sikhs au moment de la partition ne sera pas répétée, je vous le garantis (1). »

« Mais, enfin, que voulez-vous exactement ? »

« La satisfaction complète de nos quarante-cinq revendications, la fin de la répression anti-sikh, et la libération de tous les prisonniers politiques sikhs. »

« Mais il y a parmi eux des meurtriers et l'on vous accuse de leur avoir donné les armes ? »  
« Celui qui parle vrai, pratique la vérité et prêche la religion est toujours présenté comme un traître ou un terroriste par le pouvoir. Gourou Nanak lui-même fut ainsi accusé par les Moghols, et tous les

autres qui ont sacrifié leur vie pour sauver les opprimés ont été insultés. Ici, aucun autre Sant n'est accusé de crime. Je suis le seul. Le gouvernement indien a soif de mon sang. »

« Est-ce pour cela que vous ne sortez plus du Temple d'or ? »

« Un sikh ne connaît pas la peur, jeune homme, vous devriez le savoir. »

« Et si les forces de l'ordre finissaient par investir le Temple d'or pour vous arrêter ? »

« Qu'elles y viennent. Nous sommes prêts. »

« Ce serait le bain de sang ? »  
« Vous verrez bien ce qui se passera si elles osent... »

« Mais vous êtes marié, et vos jeunes fils (quatre et cinq ans) ne vous ont pas vu depuis deux ans ? »

« Ma famille va bien, quand elle n'est pas importunée par la police. Moi, j'ai toute la famille sikh à m'occuper. »

« Seriez-vous prêt à négocier avec M. Gandhi ? »

« Négocier, non. Discuter, oui, à condition qu'elle vienne ici pour me rencontrer. Indira est la maîtresse des hindous, pas la nôtre... »

P. C.

(1) En 1947, les sikhs, à qui le Pakistan n'aurait offert une autonomie garantie s'ils rejoignaient avec leurs terres le nouvel Etat, choisirent de rester en Inde.

## CRÉATION D'UN COMITÉ DE SOUTIEN À LA DEMANDE DE NATURALISATION DE M. DUMITRU TSEPENAG

Plusieurs personnalités françaises ont constitué un comité de soutien à l'écriture d'origine roumaine Dumitru Tsepeneag, qui réside en France depuis 1972, mais s'est vu refuser par deux fois la nationalité française. Ces personnalités (Guy de Broché, Michel Deguy, Jean-Marie Domenech, Pierre Emmanuel, Eugène Ionesco, Paul Otchakovsky-Laurens, Alain Robbe-Grillet et Philippe Sollers) s'expliquent mal les raisons qui ont conduit les autorités françaises à refuser, en 1978 et en 1982, la demande de naturalisation d'un homme qui a publié l'essentiel de ses livres en France, où il a également dirigé, de 1975 à 1980, la revue littéraire Les Cahiers de l'Est. C'est pour inciter l'administration à sortir de son silence que les membres du comité ont tenu une conférence de presse le 24 avril. Dumitru Tsepeneag n'est pas une célébrité : ce fait explique l'attitude des autorités ? S'es notamment demandé M. Philippe Sollers, tandis que M. Michel Deguy regrettait qu'on ne témoigne pas de plus de confiance à ceux qui appuient la démarche de l'écrivain, s'abandonnant en possession d'un passeport d'apatride.

## Un appel pour la libération de deux Français détenus en Pologne

Les deux jeunes Français récemment arrêtés en Pologne, MM. Jacky Chaillot et Olivier Roux, sont toujours incarcérés, en dépit des démarches des autorités françaises (Le Monde du 20 avril). M. Chaillot encourt une peine de dix ans de prison ; il conduisait une camionnette chargée d'équipements médicaux et de vêtements, mais aussi, selon les autorités polonaises, de matériel d'imprimerie et de publications « antisocialistes ». M. Olivier Roux risque lui une condamnation à trois ans de prison pour avoir voulu « transmettre des instructions à des organisations illégales ».

Dix-huit personnalités françaises viennent de lancer pour la libération des deux jeunes gens l'appel suivant :

« Deux Français sont emprisonnés en Pologne. »

« L'un depuis le 22 mars, l'autre depuis le 11 avril. L'un s'appelle Jacky Chaillot, il a vingt-huit ans ; l'autre s'appelle Olivier Roux, il a vingt-deux ans. Ils ne se connaissent pas. Le gouvernement polonais, qui avait gardé le secret

sur ces arrestations, vient de les rendre publiques dans sa presse et sur les écrans de sa télévision au point de les transformer en matériel de propagande. »

« C'est pourquoi nous pensons qu'il est temps pour nous de prendre à notre tour la parole à propos de Jacky Chaillot et d'Olivier Roux. Ils ne sont pas des porteurs de bombes à la solde d'une propagande quelconque. Ils sont des voyageurs attachés à la libre circulation des hommes et des idées si chères aux signataires des accords d'Helsinki, et c'est pourquoi nous demandons et nous ne cesserons pas de demander qu'ils soient rendus à leur pays, à leur famille et à leurs amis. »

Ce texte est signé par : Pierre Boulez, Pierre Bourdieu, Patrice Chéreau, Gérard Depardieu, Michel Foucault, Costa-Gavras, François Girod, André Glucksmann, M. Georges Klejman, Bernard Kouchner, André Lwoff, Claude Mauriac, Adriano Panichelli, Yves Montand, François Périer, Claude Santet, Simone Signoret, Bertrand Tavernier.

## TWA en Amérique. Les tarifs qui ne courent pas les rues.

**BROADWAY**

**New York**  
3.750 F Loisirs \*

**BEACON ST**

**Boston**  
3.550 F Super Apex \*

**1600 PENNSYLVANIA AVE**

**Washington**  
4.000 F Loisirs \*

**Hollywood**

**Los Angeles**  
5.585 F Loisirs \*

**Rue Bourbon**

**New Orleans**  
4.880 F Loisirs \*

**JACKSONVILLE**  
**FITTS**  
**PALM SPRINGS**  
**OKLAHOMA CITY**  
**ALBUQUERQUE**  
**SAN FRANCISCO**  
**LOS ANGELES**  
**NEW ORLEANS**

**Et tout le réseau TWA**

**Plus de 60 villes.**

Si vous visitez l'Amérique cette année, vous ne pouvez y aller en meilleure compagnie qu'avec TWA. TWA sait prendre soin de vous. Aucune autre ligne aérienne ne vous offre des tarifs aussi bas, pour un service d'un aussi haut niveau, en vol comme au sol. Et un si chaleureux accueil en Amérique. De Paris, TWA vole 3 fois par jour vers New York, et une fois par \* au minimum 14 j., maximum 60 j. Sur tous les tarifs indiqués, un léger supplément s'applique le week-end. Transporteur officiel IATA.

Jour vers Washington et Boston. Aux USA, TWA relie plus de 60 villes sur toute l'étendue du territoire. Aussi, quelle que soit votre destination, TWA vous y emmènera. Plaisir, confort, économie : votre voyage aura tout pour vous plaire. Allez voir votre agent de voyages, TWA à Paris, ou Loisirs SA, l'Agent Général de TWA à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice et Strasbourg.

**Vous plaire nous plaît.**

**TWA**



## Étranger

### PAYS-BAS

# L'empoignade des euromissiles

A La Haye, la coalition gouvernementale est en grand danger d'écroulement. La « crise des euromissiles » s'est transformée en une gigantesque empoignade et les députés favorables à leur installation sont bombardés... de lettres d'opposants à raison de cent cinquante par jour. Avec sa majorité de quatre sièges, M. Lubbers fait de la corde raide.

De notre correspondant

Amsterdam. — On divise généralement les Néerlandais en deux groupes : ceux qui vivent au nord et ceux qui vivent au sud des grands fleuves Rhin, Meuse et Waal. Mais ces dernières années, une coupure bien plus nette s'est dessinée entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre l'installation d'euromissiles aux Pays-Bas.

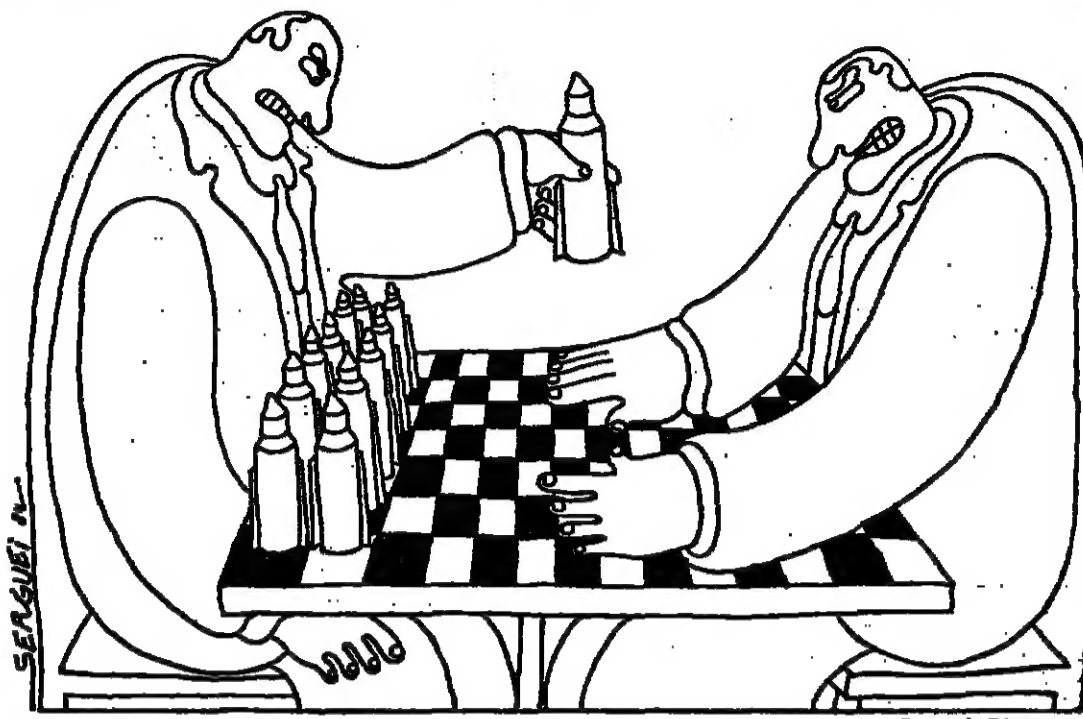
Le débat s'est envenimé à un tel point qu'on parle, ici et là, d'une guerre de religion du bon vieux temps. Le débat l'a cédé à l'invective, l'enjeu n'est plus de convaincre l'adversaire, mais de le vilipender.

Les passions montent à mesure qu'on approche le moment où, début juin, le gouvernement de centre droit fera connaître sa position, après de cinq ans après la fameuse « double décision » de l'OTAN qui a semé le désarroi dans la politique intérieure néerlandaise.

Les adversaires de l'installation aux Pays-Bas des quarante-huit missiles de croisière sont de loin les plus influents et les plus bruyants dans la bataille pour les faveurs de l'opinion publique. Les partisans des missiles se trouvent sur la défensive en posture de « fautes de guerre » qui veulent inféoder le pays aux diaboliques jets nucléaires des Super-Puissances, surtout des États-Unis.

Le dernier coup de colère des atlantistes a été provoqué, il y a quelques jours, par une grève d'élèves de l'enseignement secondaire d'Amsterdam « contre les missiles de croisière et le fascisme » : l'annulation leur a paru difficile à avaler.

Quelque sept mille élèves ont donc manifesté dans le centre de



Dessin de SERGUEI

la capitale, avec la bénédiction des enseignants membres du syndicat Abop, opposé à l'arrivée des missiles. Les professeurs affiliés à un autre syndicat, plus conservateur, se sont indignés de cette « école buissonnière ». Certains directeurs d'école ont fait preuve de bienveillance à l'égard de la grève. D'autres, hostiles, ont été débordés par les événements.

Les grévistes se sont-ils laissés amener par des « professeurs rouges » contre le gouvernement ? Un comité de parents d'élèves récemment fondé semble le croire. Il propose à tous les parents qui le souhaitent une documentation « en faveur du désarmement bilatéral ».

Le gouvernement de M. Lubbers ne fait guère figure d'arbitre respecté dans le débat. En effet, le parti politique dominant dans la coalition, le CDA chrétien-démocrate, est si divisé qu'il n'arrive pas à se prononcer pour ou contre les missiles.

#### Qui croire ?

M. Lubbers, tel Panurge en quête d'épouse, pèse le pour et le contre.

Son ministre de la défense, M. Job de Ruiter, est réputé être un adversaire de l'implantation des missiles. Le groupe parlementaire

du CDA compte une minorité de « faucons » et de pacifistes déclarés. La majorité reste silencieuse et fera connaître son opinion... en temps voulu.

Les autres partenaires gouvernementaux, les libéraux conservateurs, ont menacé de quitter la coalition au cas où M. Lubbers refuserait les missiles.

Le citoyen, sujet à tant de pressions contradictoires, n'y voit plus clair. Qui croire ? Les seize « personnalités » chrétiennes-démocrates, dont un ancien premier ministre et l'ex-directeur de la Banque nationale, qui viennent d'exhorter le gouvernement à accueillir les euromissiles « afin de ne pas affaiblir l'OTAN » ? Ou les autres « personnalités » du CDA qui, dans une lettre ouverte au gouvernement, viennent d'affirmer : « un qui ne ferait que contribuer à la course aux armements » ?

Et comment concilier les résultats du dernier sondage, effectué sur ordre gouvernemental, selon lesquels 63 % des Néerlandais rejettent les euromissiles, avec ceux qui montrent à intervalles réguliers que la population approuve, à 75 %, l'appartenance à l'OTAN ? Un autre sondage a récemment démontré que les trois quarts des personnes interrogées sont en faveur d'un référendum sur la question des euromissiles.

Postulent également les faveurs de l'opinion publique des juristes qui prétendent qu'un accueil des missiles américains constituerait une violation de la souveraineté néerlandaise. Il est des politologues pour affirmer qu'une décision d'une telle importance requiert une majorité parlementaire des deux tiers, qui fait défaut en tout cas, et non pas la majorité simple comme l'assure le gouvernement qui ne veut pas entendre parler d'un référendum. « Aux Pays-Bas, c'est le Parlement qui décide », dit et redit M. Lubbers.

Si le gouvernement évite soigneusement de camper sur une position précise, il n'en va pas de même des municipalités de gauche des villes de Zaanstad et de Deventer, qui ont exigé des entrepreneurs d'aménagement de la base aérienne de Woensdrecht, destinée à accueillir peut-être un jour les quarante-huit missiles de croisière. Faute d'obtenir, les sociétés en question seraient privées de commandes municipales.

Pareille pression a été qualifiée d'« intolérable » par le ministre de la défense. Elle a provoqué des commentaires indignés dans deux quotidiens, *Trouw* et *De Volkskrant*, qui sont opposés aux euromissiles mais dénoncent l'établissement de « listes noires de prétendus collabos ».

Le débat fait rage hors du Parlement. Qu'en sera-t-il si les députés consentent en majorité à accepter les missiles ? Un sondage estime que, pour 27 %, la population se « soulèvera » d'une manière ou d'une autre contre la décision. Le principal dirigeant du mouvement « pacifiste », M. Mient Jan Faber, secrétaire du Mouvement interconfessionnel pour la paix, le dit crûment : « Nous ne pourrions pas répondre de la colère populaire. »

#### Pétition ou grève des impôts ?

A mesure que s'approche la perspective d'un vote favorable, les adversaires fourbissent leurs armes. L'idée d'un « blocus permanent » de la base de Woensdrecht, dans la province du Brabant, ne fait plus l'unanimité, compte tenu du précédent de Greenham Common en Grande-Bretagne où les premiers missiles ont pu être installés en dépit de la création d'un « camp pacifiste » aux alentours.

Le moyen le plus efficace paraît encore être la pétition. C'est ainsi, après tout, qu'en 1978 la Chambre des députés avait été amenée à condamner la bombe à neutrons. Plus d'un million de Néerlandais avaient alors apposé leur signature en bas du texte la dénonçant, bien qu'il ne fût nullement question de stocker ce type d'armes aux Pays-Bas.

Il est aussi question d'une « grève des impôts » des contribuables refusant que les derniers publics soient employés à entretenir une base nucléaire. Un groupe de soixante et onze théologues amsterdamois dirigera l'opération. Le grand syndicat FNV, qui compte plus d'un million de membres, décrètera de brefs arrêts de travail. Toutefois, les partisans d'une opposition violente, minoritaires, n'ont nullement désarmé. Plus d'une fois, des commandos pacifistes ont pris d'assaut les barbelés qui entourent la base de Woensdrecht, bravant la police militaire qui ne s'est pas montrée tendre avec ces envahisseurs ; ce qui trahit avec un climat jusqu'ici plutôt détendu entre policiers et manifestants aux Pays-Bas.

L'influence des Eglises est ici sans égale. Or, à la grande colère des partisans de l'OTAN, le conseil des Eglises aux Pays-Bas a condamné, le 26 mars dernier, l'installation des euromissiles sur

le territoire néerlandais, comme « contraire à la mission divine de sauvegarder la création ».

Cette condamnation valait-elle pour quelque neuf millions de Néerlandais, comme l'assurent, ravis, les responsables du Mouvement pour la paix ? Les dirigeants de toutes les tendances protestantes et, fait nouveau, de l'Eglise catholique disent représenter ce nombre de chrétiens. Mais beaucoup de fidèles inondèrent les journaux de lettres arguant que nul n'avait demandé leur avis et qu'ils se sentaient qualifiés de « mauvais chrétiens » en raison de leur appui aux thèses de l'OTAN.

Dans une société aussi fragmentée que celle-ci, l'appel du conseil des Eglises ne manqua pas de rappeler les mauvais souvenirs du temps, encore récent, où le Parti catholique populaire défendait aux ouvriers catholiques de s'affilier à un syndicat socialiste. Jusque dans les années 50, une mère de famille protestante n'aurait jamais songé à se fournir chez un épicer catholique. Cette division du pays en deux camps confessionnels hostiles menace de surgir à nouveau, constate, amer, le quotidien protestant *Trouw*.

Mais le temps n'est plus où le conseil des Eglises était automatiquement suivi. A en croire un sondage publié fin mars, la moitié des protestants néerlandais se trouvent en désaccord avec la position du conseil. L'évêque de Rotterdam, Mgr Bühr, également aumônier des forces armées néerlandaises, a tenu à se démarquer publiquement d'une condamnation dans laquelle ne figure aucune référence aux missiles SS-20.

Il va sans dire que les atlantistes sont furieux de ce qu'ils considèrent être une immixtion de l'Eglise dans les affaires politiques. Quant à l'ambassadeur soviétique à La Haye, il s'est voulu rassurant en affirmant, l'autre jour, que son pays « ne porterait jamais » d'armes nucléaires sur les Pays-Bas si ceux-ci rejettent les missiles de croisière. Peu auparavant, le secrétaire américain à la défense, M. Casper Weinberger, semblait enjoincre à La Haye de les accepter, faute de quoi un coup fatal serait porté aux négociations sur le désarmement. Mais les Néerlandais commencent à s'habituer à ce jeu d'interventions en tout genre sans leur « guerre civile de l'OTAN ».

RENÉ TER STEEGE.

### HONGKONG

# Le capitaliste chéri de Pékin

Nom : Wang.  
Prénom : Guangying.  
Nationalité : chinoise (de République populaire).  
Profession : directeur de sociétés (à Hongkong).  
Autres fonctions : vice-président de la Confédération politique consultative du peuple chinois (à Pékin).  
Antécédents : huit ans de détention pendant la révolution culturelle.  
Relations : beau-frère de l'ancien président de la République Liu Shaoqi, destitué en 1968, persécuté, mort en prison en novembre 1969, réhabilité en février 1980.

De notre envoyé spécial

Hongkong. — Tous les capitalistes de Hongkong n'ont pas fui Shanghai, en 1949, à l'arrivée des « rouges ». M. Wang, lui, a débarqué dans la colonie britannique pour s'y établir, en avril 1983, et son arrivée a fait l'objet d'une dépêche de la presse officielle chinoise nouvelle. Comme s'il s'agissait d'un ministre. C'est que M. Wang n'est pas vraiment, quoi qu'il en dise, un capitaliste comme les autres.

L'année 1983, à Hongkong, avait commencé comme s'était achevée la précédente. Dans la morosité. Depuis le passage, trois mois plus tôt, de M<sup>re</sup> Thatcher, à Pékin, puis dans la colonie, les yeux, soudain, s'étaient ouverts. La lointaine échéance de 1997, signifiant la fin du bail concédé aux Anglais pour

l'administration des Nouveaux Territoires, était devenue aussi proche que les jonques ancrées dans Victoria Harbour. Au marasme qui frappait, depuis un an déjà, le marché de l'immobilier, jusque-là source de profits fabuleux, s'ajoutait une incertitude politique terriblement agaçante. Il fallait faire quelque chose.

Qui donc, à Pékin, est l'idée générale de redonner du service à d'anciens capitalistes, fidèles au régime, mais suffisamment entourés d'une auréole de martyr pour inspirer confiance aux rycoums (ou magnats) de la colonie ? M. Wang, qui s'occupait jusque-là des finances de la ville de Tianjin dont il était l'un des vice-maires, fut-il, comme il le dit, le promoteur du projet ? Ou bien se laisse-t-il éblouir par certaines hautes personnalités qui voyaient en lui l'homme de la situation ? Qu'importe ! M. Zhao Ziyang, le premier ministre chinois, donna son aval au rétablissement de M. Wang dans son statut de capitaliste sans honte et sans complexes. Le beau-frère de l'ancien président déchu pouvait se dépouiller définitivement de ses vieux oripeaux de « révisionniste » et de « contre-révolutionnaire » et s'afficher ostensiblement dans ses habits de big boss, de tycoon, comme disent les Chinois de Hongkong.

L'ascenseur ultra-rapide se pose en douceur au trente-neuvième étage du Far East Finance Center. Au pied de cette élégante boîte dorée, la baie de Hongkong s'étale, magnifique comme dans ses plus beaux jours. Une jeune hôtesses-standardiste, discrètement maquillée, annonce le visiteur dans un pékinois aisément reconnaissable (1) et l'invite à patienter en prenant place

dans l'un des fauteuils profonds de l'antichambre. Moquette ultra-épaisse, tons clairs pastel, atmosphère ouatée, les décorateurs des deux sociétés jumelles Everbright (Toujours brillante) et Violight ont donné à ces lieux l'air confortable d'un boudoir.

Rassurant, M. Wang Guangying, l'est aussi, assurément. Et il doit l'être, absolument. N'est-il pas le premier Chinois du continent, depuis trente-cinq ans, à avoir obtenu l'autorisation de son gouvernement de monter une firme privée dans le territoire ? Ce geste n'est-il pas significatif de la confiance que Pékin place dans le maintien du système capitaliste à Hongkong ? Grand, de forte carrure, le visage rond enfoncé dans les épaules, M. Wang a, de loin, l'allure d'un bouledogue dans une bonne dose d'humour. A une question trop précise sur l'origine de ses capitaux, il répond en plissant malicieusement les yeux : « Ce n'est pas la Banque de Chine qui me prête de l'argent. C'est moi qui lui en avance. Toute ma fortune y est déposée. »

#### Même le Rotary...

M. Wang est plutôt satisfait du travail qu'il a accompli depuis un an. Ce n'était pas facile, il le reconnaît. Pour cet homme du Nord, Hongkong était quasiment *terra incognita*. Mais il a décidé de suivre le vieux précepte romain : « Se conformer aux coutumes locales. » Et il estime que cette ligne de conduite ne lui a pas mal réussi. Sa société est, aujourd'hui, comme dans toute la colonie. Pour ce faire, il n'a pas ménagé ses efforts, il est vrai. Réceptions, déclarations à la presse, scul-

ptivité vibrante, comment aurait-il pu passer inaperçu ? Même le très sélect Rotary Club lui a ouvert ses portes, et l'on raconte, de bonne source, que l'establishment britannique ne s'est pas étranglé en entendant ce dérogé s'exprimer en mandarin.

Au cours de ses premiers mois d'existence, Everbright, selon M. Wang, a conclu vingt-six contrats pour un montant de 48 millions de dollars américains (environ 385 millions de francs). Sur ce total, 30 millions, soit près des deux tiers, ont servi à l'achat d'équipements de seconde main (camions, métiers à tisser), dont le principal destinataire serait sa bonne ville de Tianjin. M. Wang espère, cette année, multiplier ce chiffre d'affaires par cinq.

Plus récemment, l'intérêt d'Everbright pour des opérations immobilières voyantes a causé quelque perplexité dans la colonie. Le but premier de la société n'était-il pas d'attirer des fonds étrangers et des technologies avancées destinées à la modernisation de la Chine ? En quoi l'achat de City Garden, un ensemble résidentiel de mille appartements, pour un montant de 1 milliard de dollars de Hongkong était-il conforme à cet objectif ? L'on ne manque pas de s'étonner, ici et là, que la Banque de Chine ait, par ailleurs, accordé son soutien à cette opération, alors qu'elle avait décidé, voilà quelque temps, de réduire son volume de prêts aux sociétés immobilières afin de réorienter ses capitaux vers l'industrie.

Ces observations font sourire le big boss. « Je ne vois dans tout cela aucune contradiction », répond-il. Hongkong est un territoire chinois, n'est-ce pas ? Si l'investisseur immobilier ici, cela flaire donc par profiter à la Chine. J'ajoute que



Dessin de FRANCHINI

mon engagement dans ce secteur aide à entretenir la confiance des investisseurs locaux, plutôt déprimés ces derniers temps par le marasme ambiant. Mon soutien à la prospérité de Hongkong est une grande contribution aux quatre modernisations de la Chine. » De plus, M. Wang assure que son versement initial n'a pas été supérieur à 5 % du montant de la transaction et qu'il aurait déjà trouvé des acquéreurs, dans le Sud-Est asiatique, prêts à racheter. « Vous voyez bien que j'attire des capitaux à Hongkong », conclut-il.

Aucune objection ne semble devoir arrêter M. Wang dans ses projets de développement. Pour le proche avenir, il a en vue l'aménagement, en coopération avec des firmes étrangères, d'un espace de quatre kilomètres carrés dans la zone économique spéciale de Zhuhai, près de Macao, comprenant notamment une raffinerie de sucre, la construction d'un complexe touristique dans l'enclave portugaise et d'un hôtel de luxe de 950 chambres

en plein Central, sur l'île de Hongkong, avec une société de Singapour.

L'arrivée quelque peu tonitruante de M. Wang sur la place de Hongkong a bousculé les habitudes des sociétés liées à Pékin, ayant déjà pignon sur rue, mais soumises à plus de discrétion. Il n'est d'ailleurs pas sûr que la présence de ce nouveau venu fasse plaisir à tout le monde. On n'a pas été sans remarquer à Hongkong la discrétion dans toute cette affaire de M<sup>re</sup> Chen Muhua, ministre du commerce extérieur. D'autres dirigeants chinois, dont plusieurs membres du bureau politique du PCC, ont salué le lancement d'Everbright en envoyant une corbeille de fleurs au big boss. Pas elle. Mais cela peut-il vraiment importer à un homme qui se flatte de faire rapport directement au chef du gouvernement et d'avoir pu rencontrer, lors d'un de ses derniers passages à Pékin, « quinze personnalités d'un rang supérieur à celui de ministre » ?

MANUEL LUCBERT.

(1) Le dialecte parlé dans la colonie est le cantonnais.



فكرنا من الأصل

## Etranger

# Scènes quotidiennes du Liban éclaté

(Suite de la première page.)

Les secrétaires de ce chef d'entreprise sont à l'Est dans l'appartement de sa mère. Ses techniciens à l'Ouest et ses cadres, tout comme sa clientèle, éparpillés aux quatre coins du monde. « Tous n'ont, en tout cas, presque rien à faire. A part cela, tout va bien, merci », conclut l'homme à la voiture-moto, décidément optimiste.

Maintenant que les canons se sont (à peu près) tus pour un temps, que l'on ne se hasarderait à pronostiquer, les Libanais découvrent, atterrés, à quel point ils sont chacun confinés dans leur coin, leur pays n'étant plus qu'une juxtaposition de réduits. Les itinéraires qu'il faut emprunter pour aller d'un point à un autre passent l'imagination la plus débridée.

### Saida-Tripoli en... dix jours

On a ainsi calculé qu'un habitant de Saida musulman qui voudrait se rendre à Tripoli, ville musulmane également - 130 kilomètres, deux heures autrefois, embouteillages compris, - mettrait aujourd'hui de cinq à dix jours. Pour commencer cette odyssee, il lui faudrait le bon plaisir des Israéliens à Batei, unique point de passage subsistant entre le Sud et le reste du pays, trois jours, en moyenne, parfois une semaine. Puis, par la « route druze », il gagnerait la Bekaa. De là, il se rendrait en Syrie et, après y avoir passé la nuit, retraverserait la frontière du côté nord pour enfin atteindre Tripoli. Si, d'une résistance physique à toute épreuve, il voulait traverser la Syrie sans faire étape, son ardeur serait vite refroidie en entrant au Liban par le Nord. Rouler de nuit dans bien des régions - et en tout cas, dans celle-ci, théoriquement pacifiée par les Syriens mais où surgissent, incongrus, des Palestiniens dissidents - serait pure folie.

Mais il y a mieux : un Zghortiot du clan Frangie, fût-il « bey » (1), habitant Beyrouth-Ouest et persona non grata en secteur chrétien, qui voudrait marier sa sœur ou enterrer sa tante au village, n'aurait d'autre choix que d'emprunter le bateau de Beyrouth à Larnaca, l'avion de Larnaca à Damas, et la voiture de Damas à Zghorta. Ce périple est devenu possible, la plage de Beyrouth-Ouest ayant été élevée à la dignité de port. Le vrai port, lui, est fermé. Tout « anti-phalangiste estampillé » que soit notre voyageur, la « route druze » de la montagne ne serait, en effet, pas totalement sûre pour ce maronite. Quelques communistes qui se croient en territoire « progressiste » en ont fait l'expérience

à leurs dépens. Ici comme ailleurs, chez les chrétiens du réduit, les chiites de la Bekaa, les sunnites de l'Akkar et de Tripoli, dans le pluralisme indéfinissable de Beyrouth-Ouest, le passant « étranger », c'est-à-dire allogène, ressent l'insécurité latente de l'enlèvement toujours possible, et parfois suivi de liquidation.

Le comble de l'aberration étant sans doute de prendre le bateau de Jounieh à Saida, au lieu de parcourir 40 kilomètres d'une belle route. A condition, bien en-

Mais il n'est personne qui puisse prétendre aujourd'hui pouvoir traverser le Liban de part en part. Le rassemblement, plus ou moins marqué, est général.

Condamné à la réclusion domiciliaire nocturne, le riche bourgeois a perdu le goût et les moyens de ces dîners fastueux destinés à oublier la guerre, qui lui firent une réputation détestable. Les plus « indécents » ne sont en tout cas plus là. Hormis les sables, la population commence à ressentir durement pour la première fois les effets d'une crise économique sans précédent en neuf ans de guerre.

### Les obus révélateurs

Confinés chez eux, que font les gens ? Ils sont à l'affût des nouvelles, d'abord sur les bombes qui tombent, ensuite sur la situation politique, et sur l'avenir de leur pays, ressasant inlassablement la même rengaine : « Quand et comment le cauchemar pourra-t-il finir ? » Jamais. Nombreux sont maintenant ceux qui font cette réponse.

Les obus sont le plus sûr révélateur des caractères : dans une même famille habitant un « roof » immense de Beyrouth-Est, au premier obus, le père dégringole au sous-sol en faisant promettre à femme et enfant de le suivre illico. A la deuxième explosion, femme et enfant se sentent plus à l'aise chez les voisins du second. La belle-mère se contente du 5<sup>e</sup> étage chez des parents ; le beau-frère et la bonne, fatalistes, se partagent alors les 600 mètres carrés et les risques de l'appartement haut perché. L'un et l'autre sont encore vivants.

Autre question fascinante de la vie quotidienne : où en sont les ports et aéroports ? Même ceux qui n'ont aucun projet de voyage sont anxieux de les voir rouvrir. Leur fermeture prolongée inquiète encore plus en temps de trêve qu'en temps de guerre, où elle apparaît du moins dans l'ordre naturel des choses. Or l'aéroport risque de demeurer inaccessible pour un bout de temps encore, car il est le lieu géométrique de deux conceptions antagonistes du Liban : les forces libanaises (milices chrétiennes) exigent, en effet, que la route y conduisant soit déclarée « autonome », dans le droit fil de leur projet politique, alors que les milices musulmanes offrent des garanties, autant de garanties que l'on voudra, pour la route principale traversant leur territoire, qui serait alors « commune ».

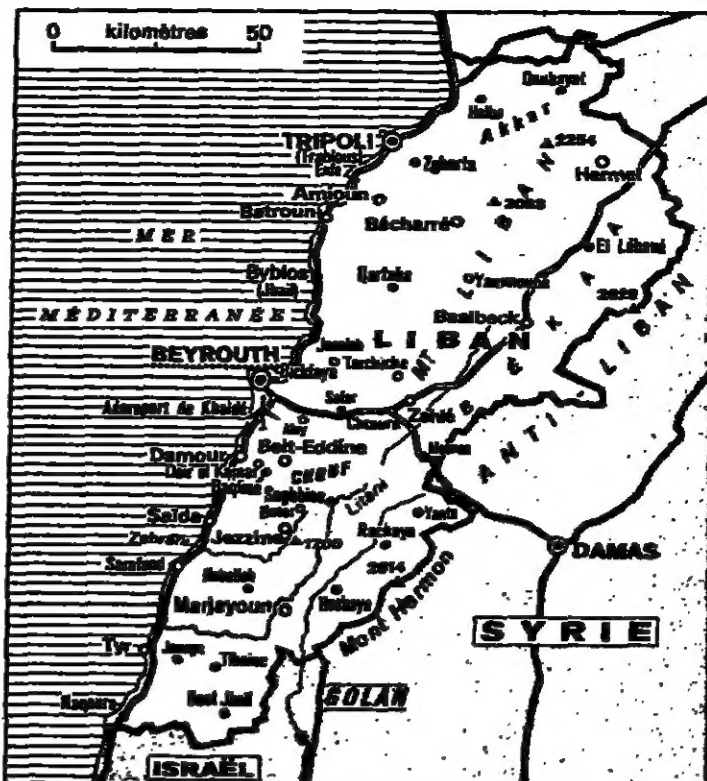
Le « recyclage » des voyageurs au gré de leurs affinités varie à l'infini. Pour prendre l'avion, il faut d'abord atteindre un aéroport. Deux sont accessibles : Lar-

### Les écoles déplacées

Les voyages n'ont, du moins, plus rien de banal, et chacun y va de son récit. En raison d'une tempête de printemps - tout va à l'envers dans ce pays où un hiver tardif en avril a succédé à un printemps précoce en janvier-février, ce qui a annoncé doublement désastreux pour l'agriculture déjà en ruine et pour le ravitaillement en eau l'été prochain, - d'anciens ramoneurs comment leur bateau a été ballotté, face à la côte libanaise puis entre le Liban et Chypre pendant trois jours pour un parcours de... 200 kilomètres.

On parle aussi beaucoup des écoles. Elles viennent de « rouvrir » leurs portes, pour certaines, mais pratiquement de les ouvrir pour la première fois depuis octobre, fort opportunément à la faveur de la trêve. Opportunément, car cela justifie a posteriori l'encaissement de la scolarité du troisième trimestre. Même les cars de ramassage des élèves ont été facturés par quelques établissements sans qu'ils aient fait un seul tour de roue. D'autres écoles ont remplacé cette note par une rubrique « gardiennage » (armé s'entend) ou par une participation aux frais de réparations des dégâts. Dans un pays où toutes les entreprises sont en perturbation, seules les écoles ont sauvégarde imperturbablement leurs ressources.

Habitues de longue date à se serrer aux quatre veines pour l'éducation de leurs enfants, les parents se sont exécutés. Facture



dément réglée, c'est pourtant une étrange école qui leur est offerte, surtout en secteur chrétien. On y trouve des sections de certaines écoles et universités dont l'essentiel est domicilié de l'autre côté. Nombre d'établissements de Beyrouth-Est se sont repliés vers l'arrière-pays. Toutes ces écoles déplacées devant être relogées ont astucieusement eu recours au système des « trois lits ». Le même local sert en matinée à l'école, l'après-midi à l'accueil de l'établissement transplanté et l'on signale quelques cas d'un troisième prenant son tour en soirée. Les bons Pères (jésuites) offrent une école « à la carte » proposant soit leur établissement de base non loin du front de Souk-El-Gharb en matinée, soit des cours en des lieux plus sûrs mais moins bien adaptés l'après-midi. Tout cela aboutira, en fin de compte, à une année scolaire de trois mois, faite de journées de quatre heures, et les enfants recevront une formation incomplète. C'est là peut-être à long terme une des conséquences les plus néfastes de la guerre du Liban.

mercail qui ne se porte pas trop mal.

Ainsi va la vie dans un mouchoir de poche en lambeaux. Et si, même bien trempé, vous avez réussi à traverser toutes les épreuves : le passage du musée, le port, l'aéroport, les obus, les abris, l'électricité et même l'annui, le coup de massue vous sera quand même assené de là où vous vous y attendez le moins.

C'était le premier jour de la trêve, un soulagement débauché flottait dans l'air. Journaliste et donc mi-sorcier mi-devin, nous étions gratifiés de la sempiternelle question : « Dites-moi un peu, vous qui êtes censé tout savoir, que va-t-il donc advenir ? » Mais cette fois, la formule était modifiée. Touma l'avocat, Antonette la téléphoniste, Nadim et même Rolla, secrétaires précieuses entre toutes, dont aucune bataille n'avait altéré l'imperturbable et souriante efficacité, ont toutes demandé : « La trêve nous laissera-t-elle le temps de prendre nos cliques et nos claques et de partir ? » Suivait une foule d'autres questions sur les perspectives du grand saut. Et si le journaliste se faisait consultant en émigration ?

Que faire en ces temps de réclusion ? On s'installe devant le poste de télévision branché sur le sacro-saint magnétoscope, et l'on ingurgite des films. C'est l'un des rares commerces qui marchent. Encore faut-il que l'électricité soit au rendez-vous ! Le courant étant rationné depuis six mois à raison de six heures par jour, on a fini ici par oublier qu'il puisse être permanent. Le générateur individuel ou d'immeuble s'est démocratisé. Pour 10 000 francs par appartement, il est fourni clés en main. Là encore, voici un secteur com-

### LA GUERRE DU GOLFE

## L'incendie du « Safina-al-Arab » pourrait entraîner un relèvement des tarifs des assurances

Un « projectile » non identifié semble être à l'origine de l'incendie qui a ravagé pendant trois jours le pétrolier géant *Safina-al-Arab* dans le Golfe, à une centaine de kilomètres au sud du terminal pétrolier iranien de Kharg, selon le commandant suédois du bâtiment, cité vendredi 27 avril par un porte-parole de la compagnie spécialisée Smit de Rotterdam. L'incendie à bord de ce navire de 350 000 tonnes, long de 370 mètres, qui venait de remplir ses douze cuves au terminal de Kharg, a pu être maîtrisé vendredi par deux navires néerlandais.

Les propos du commandant ont été transmis par radio à Rotterdam. Une cuve a été probablement atteinte « par un projectile qui a fait une brèche dans l'un de ses flancs », a-t-il déclaré. Une explosion a suivi, puis les flammes ont embrasé le réservoir situé à l'arrière du bâtiment, près du pont et des cabines de l'équipage. Les onze autres cuves ont pu être préservées, mais l'incendie s'est étendu aux cabines qui ont été totalement détruites.

Le *Safina-al-Arab*, appartenant à des intérêts suédois, avait été affrété par la société suédoise Salem Tanker AB. La nouvelle de l'incen-

die avait provoqué une vive émotion jeudi dans les milieux maritimes londoniens où l'on soulignait que les assureurs relèveraient certainement leurs tarifs s'il se confirmait que le ministre avait été provoqué par une action militaire.

Les observateurs s'attachent pas la possibilité d'une « bavure » irakienne, le silence de Bagdad s'expliquant par son embarras devant l'attaque d'un navire battant le pavillon d'un pays qui n'a jamais menagé son soutien financier et politique à l'Irak dans sa guerre avec l'Iran. A Londres, le quotidien d'affaires *Financial Times* a indiqué que le prince Fayal ben Fahd, fils du souverain saoudien, détendrait un gros intérêt financier dans le pétrolier *Safina-al-Arab*. Ce facteur pourrait expliquer, selon le journal, le silence des Irakiens.

A Téhéran, l'homme d'Etat Ebrahim Rafsanjani a estimé vendredi qu'il y avait « une forte probabilité » que l'explosion à bord du pétrolier « soit due à un missile ». « Nous attendons que cette affaire soit plus claire. Si c'est bien un missile (...), cela nous concerne », a-t-il affirmé.

### Etats-Unis

## M. Gary Hart est toujours dans la course

De notre correspondant

Washington. - A dix jours d'une nouvelle série - l'avant-dernière - d'élections primaires pour la course à l'investiture démocrate, M. Gary Hart vient de remporter deux solides victoires sur l'ancien vice-président, M. Walter Mondale. Le sénateur du Colorado a battu, mercredi 25 avril, son adversaire dans l'Utah, avec trente et un points d'avance (51 % contre 20 %), après l'avoir devancé mardi de seize points dans le Vermont (49 % contre 33 %).

Ces deux succès ne modifient pas l'écrasante supériorité de Mondale depuis le redressement de sa campagne à la mi-mars et ses victoires dans les Etats de New-York et Pennsylvanie. Avec respectivement vingt-sept et dix-sept délégués l'Utah et le Vermont peseront peu à la convention, et l'ancien vice-président s'est déjà assuré le soutien de mille cent vingt-neuf des trois mille neuf cent trente-trois délégués qui se prononceront à San-Francisco en juillet, alors que M. Hart n'en compte pour l'instant que 624.

Les bons résultats qu'il vient d'obtenir n'ont pas moins importants pour le jeune sénateur, car ils démontrent, contrairement à un senti-

ment moult, qu'il est toujours dans la course à la veille du vote capital du Texas, qui désignera deux cents délégués le 5 mai, et des quatre primaires qui auront lieu trois jours plus tard, notamment dans l'Ohio (cent soixante-quinze délégués). Ensuite, dernière journée de la course à l'investiture, c'est la Californie (trois cent quarante-cinq délégués) qui se prononcera le 5 juin, en même temps que le New-Jersey, le Nouveau-Mexique, le Dakota du Sud et la Virginie-Occidentale.

L'essentiel est donc pour M. Hart, qui n'a virtuellement aucune chance d'arriver à la convention avec une majorité, d'affaiblir suffisamment la position de M. Mondale pour pouvoir faire entendre sa voix à San-Francisco, ou, à tout le moins, prendre date pour 1988. C'est ce à quoi il s'emploie en relançant depuis deux semaines une campagne très agressive contre l'ancien vice-président. Ce regain dynamisme lui a pour l'instant réussi.

(1) M. Jackson a obtenu respectivement 14 % et 1 % des voix dans le Vermont et l'Utah, lequel ne compte que 3 % de Noirs dans sa population.

### République Dominicaine

## La capitale quadrillée par l'armée

Saint-Domingue (AFP). - Des véhicules militaires, jeep ou camion occupés par des hommes armés de fusils, stationnaient le jeudi 26 avril à chaque carrefour important de la capitale, tandis que des patrouilles de la police, de la marine et de l'armée sillonnaient les quartiers les plus touchés par les émeutes des derniers jours, qui ont fait cinquante-deux morts, selon un bilan encore officieux.

Les rues ont ainsi été habituellement flânées par les habitants de Saint-Domingue sont étonnamment silencieuses. Les airs de morgue se sont tus sur le Malecon, la grande avenue en bord de mer plantée de palmiers.

Les émeutes ont surtout fait rage dans les quartiers populaires du nord de cette ville d'un million d'habitants. Là, les rues gardent les traces des incendies allumés par les manifestants à l'aide de pneumatiques et de débris divers. Près du grand marché, de nombreuses vitrines sont brisées. Les magasins ont été pillés et parfois brûlés.

La presse dominicaine se fait l'écho du malaise provoqué par le discours, la veille, du président social-démocrate Salvador Jorge

Blanco. Les édifices les plus importants de la capitale ont été incendiés, mais d'après les médias, les passions en accusant le principal parti d'opposition, le Parti réformiste (conservateur), de l'ancien président Balaguer, d'être responsable des troubles. M. Balaguer a décliné, sur un ton scandalisé.

De leur côté, les cinq centrales syndicales ont qualifié de « force » le discours présidentiel. Elles exigent toutes un quasi-doublement du salaire minimum, afin qu'il soit porté à 600 F par mois environ, et la rupture des accords passés avec le Fonds monétaire international, jugé responsable des hausses des prix alimentées qui ont provoqué les émeutes.

Les violences de cette semaine seront-elles « récupérées » par l'extrême droite ou par l'extrême gauche ? C'est l'une des questions que l'on se pose aujourd'hui à Saint-Domingue. Une certitude : si le gouvernement du président Jorge Blanco maintient sa politique d'autorité économique et les hausses sur les aliments de base, il lui faudra « prendre les moyens de préserver la loi et l'ordre ». En maintenant l'armée dans la rue, par exemple.



# France

LA SIXIÈME CONFÉRENCE « ENTREPRISES » DU PS

## M. Jean-Paul Bachy : le monde du travail comprend la rigueur encore lui faut-il des contreparties

Dans l'intervention prononcée en fin de matinée, ce samedi 28 avril, devant les délégués représentant mille neuf cent cinquante-neuf groupes et sections d'entreprises, M. Jean-Paul Bachy, membre du secrétariat national du PS, chargé des entreprises, devait notamment déclarer : « On peut certes trouver, dans la politique actuelle, des ajustements, par exemple en ce qui concerne le montant du déficit budgétaire. Mais y a-t-il réellement une autre politique alternative à celle qui est menée aujourd'hui ? On peut en douter. Nier le poids des contraintes n'est pas rendre service au monde du travail. La politique de rigueur assurément n'est pas le socialisme. Mais ne pas tenir aujourd'hui un langage de vérité serait hypothéquer définitivement les chances du socialisme pour l'avenir. (...) »

Il est clair, ajoutait M. Bachy, que nous sommes aujourd'hui engagés dans une bataille frontale avec la droite et ses relais dans les milieux patronaux. Il faut bien mesurer la portée de l'offensive idéologique menée aujourd'hui par la CNPF. Le chantage de plus en plus pressant exercé de ce côté devient franchement insupportable. Il faudrait remettre en cause les lois sociales qui remontent non seulement à quelques mois, mais aussi celles qui sont l'œuvre du général de Gaulle lui-même à la Libération.

Il faudrait que les contribuables subventionnent sans contrepartie les erreurs de gestion, patentes et passifs du patronat privé. Il faudrait que nous acceptions tel quel le double langage de M. Gastax, qui, d'un côté, rejette toutes les solutions collectives au nom d'un libéralisme triomphant et, de l'autre, demande sans cesse auprès de l'Etat des aides et des soutiens financiers de plus en plus lourds. Disons-le tout net : il ne peut être question d'alléger la politique du Parti socialiste sur ces pseudo-solutions. Il ne peut y avoir de progrès économique et de redressement industriel dans notre pays sans la détermination du droit social. Il s'agit là non seulement d'une question de principe mais d'une question d'efficacité. (...) »

En fait, devait ajouter M. Bachy, notre marge de choix est très étroite. Il nous faut soutenir

notre gouvernement et aussi le président de la République, qui est en première ligne. Cacher la vérité, même si elle est dure à entendre, n'est pas la solution pour préparer l'avenir. Mais notre soutien très constant au gouvernement nous donne aussi le droit de lui demander de gouverner autrement et de prendre les mesures concrètes que le monde du travail attend. Ce qui compte surtout, c'est la méthode. Les travailleurs ont aujourd'hui un urgent besoin de gestes significatifs.

Après avoir insisté sur « la sous-information grave des travailleurs sur les possibilités que leur offrent les lois Auroux et sur la nécessité, notamment, par « une grande campagne télévisée d'information », de les aider « à se saisir des leviers que le gouvernement leur a donnés, mais que le patronat s'acharne à récupérer à son profit » ; M. Bachy devait conclure : « Le parti ne peut être conçu uniquement comme une machine « à faire des élus », en sélectionnant ceux-ci selon des critères sociaux qui rendent toujours difficile la promotion des militants (et des militants) issus de la classe ouvrière. S'atteler à ce travail est une tâche immense. Car il faut redresser les effets du conditionnement culturel que la société capitaliste a imposé aux générations successives. Démocratiser l'appareil d'Etat des entreprises serait une mesure de salubrité publique. (...) »

Le PS doit être capable de mener un double combat. « Chapeaux dans l'entreprise pour gagner la bataille économique », tel est notre mot d'ordre. Gagner la bataille pour l'emploi et la bataille pour la démocratie, sont en effet deux impératifs conjoints. Ce n'est pas le point de vue de la droite, qui a toujours opposé les impératifs de croissance à ceux du progrès social.

(...) Les socialistes savent que, pour sortir de la crise, toutes les catégories sociales devront faire des efforts. Le monde du travail comprend le langage de la rigueur, encore faut-il qu'on lui ménage des contreparties. Mobiliser les forces productives n'est possible qu'avec un autre partage du revenu et du pouvoir. »

## M. MOTCHANE : le pouvoir trahit la gauche

M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du PS, et l'un des dirigeants du CERES, écrit dans l'éditorial du numéro de mai du mensuel *En jeu* que « la gauche, appelée (...) à l'exercice du pouvoir, n'a trouvé en celui-ci qu'une école du mimétisme et de la résignation ». M. Motchane poursuit : « La rupture de la gauche (...) n'est au fond que le premier acte public d'une démission. Ayant fait l'abandon - mars 83 - d'une politique qui ne fut d'ailleurs que la moitié de la sienne, la gauche, vivant de bord sans changer de discours, sinon sournoisement, - il y a des parenthèses qui ne sont pas faites pour être fermées - devait adapter ses alliances et sa stratégie à de nouveaux objectifs. (...) »

« La gauche ou le pouvoir ? Il y a, dans ce processus progressif de dissociation entre l'une et l'autre, le déploiement discret mais cohérent d'une logique de l'erreur. Qui croit, fautive de l'avoir vraiment tenté, ne pas pouvoir réussir à gauche cherchera à réussir autrement, si le pouvoir paraît lui en donner les moyens. (...) »

M. Motchane, qui note que « la dissociation progressive du pouvoir politique et de la politique de la gauche (...) prépare celle du pouvoir et de la gauche qui s'annonce aujourd'hui », conclut : « On ne peut unir la gauche qu'en rassemblant la France, c'est-à-dire en lui proposant les moyens d'affronter durablement la crise. C'est pourquoi on ne saurait rassembler la France sans unir la gauche. »

« Le complément » de la liste Veil : « Mme Francine Gomez, PDG des établissements Waterman, présentera, mercredi 2 mai, la liste qu'elle a l'intention de conduire aux élections européennes. Les initiateurs de cette liste soulignent que leur démarche s'inscrit

## Un sondage de la SOFRES

### L'IMAGE DE LA GAUCHE CONTINUE DE SE DÉGRADER

D'après un sondage de la SOFRES réalisé du 13 au 18 avril, pour un groupe de journaux de province auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, l'image qu'ont les Français de l'opposition et de la majorité n'est pas favorable à cette dernière. A la question : « A qui feriez-vous le plus confiance pour conduire les affaires du pays ? », 26 % des personnes interrogées répondent à la gauche, contre 44 % au RPR et à l'UDF.

Les réponses à des questions plus précises concernant l'économie indiquent une évolution en faveur de l'opposition. Ainsi, les Français font davantage confiance au RPR et à l'UDF qu'à la gauche pour « assurer le bon fonctionnement de l'économie » (42 % contre 23 %), « défendre le franc » (46 % contre 20 %), « créer des emplois » (36 % contre 26 %), « maintenir le pouvoir d'achat » (36 % contre 23 %) et « diminuer le montant des impôts et des charges » (36 % contre 19 %). Il en va de même pour la politique étrangère, l'unité des Français, la sécurité, et, ce qui est le plus surprenant, la défense des libertés (36 % contre 29 %).

Le seul point sur lequel la majorité garde une meilleure image que l'opposition concerne le maintien des avantages sociaux. En ce domaine, 38 % des personnes interrogées (contre 29 %) font davantage confiance à la gauche.

« dans un esprit de non-agression vis-à-vis de la liste de l'opposition UDF-RPR ». Elle est, selon eux, « un complément nécessaire » à la liste conduite par Mme Veil. « Il y a, disent-ils, un espace pour ceux qui font l'Europe tous les jours, et qui sont les socio-professionnels. »

LES JOURNÉES DES NOUVEAUX MAIRES D'OPPOSITION DE GRANDES VILLES

## Une autre gestion ?

La démocratie locale : noble formule, mais qu'y mettre et jusqu'où aller concrètement dans son exercice sans porter atteinte... à son propre pouvoir ? L'unionisme ne s'est pas véritablement faite à ce sujet à l'Alpe-d'Huez. Car, d'un côté, il y a les phrases, par exemple, celles, bien senties de M. Stéphane Dermaux, maire UDF de Tourcoing (Nord) : « A mon sens, pour l'essentiel, la démocratie est avant tout le respect de l'opposant. Un respect institutionnel, bien sûr, reposant sur des règles écrites, constitutionnelles et législatives ; mais c'est surtout une pratique de chaque jour, où le respect d'autrui dicte le comportement des responsables publics ». Le maire de Tourcoing est beau joueur, car c'est aussi le respect de la majorité par l'opposant, tant d'unanimité paraît difficile à insurger pour quelques « nouveaux maires ».

C'est qu'il y a aussi les pratiques et les situations, ici ou là, fort différentes. Les nouveaux responsables de la Seine-Maritime (Vau) affirment avoir jamais obtenu la moindre salle pour se faire entendre et recevoir la population... en trente-sept ans d'opposition. Aussi ont-ils ironiquement répondu à une récente demande de salle formulée par les communistes : « Mais certainement, prenez celle-là même que vous nous avez accordée l'année dernière. »

## LA VISITE DU PREMIER MINISTRE DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

### Sous le signe de l'œcuménisme...

De notre envoyé spécial

Lille. - La visite officielle de M. Pierre Mauroy dans la région natale du Nord-Pas-de-Calais, vendredi 27 avril, a été placée sous le signe de l'œcuménisme politique. Comme il y était venu essentiellement pour signer un contrat de plan entre l'Etat et la région, le premier ministre, qui s'est rendu successivement à Arras, Douai et Lille, s'est délibérément abstenu de toute allusion directe aux controverses politiques afin de ne pas prendre le risque de froisser les élus de l'opposition favorable à la démarche planificatrice du gouvernement.

Il a souligné, au contraire, combien il est « essentiel » pour l'avenir économique et social des régions françaises que les clivages partisans n'empêchent pas la conclusion des contrats de planification régionale dont le nombre - treize déjà conclus et sept en voie de l'être - confirme déjà le succès au niveau national. Cette visite s'est donc déroulée aussi simplement qu'une journée en famille.

Le maire RPR de Douai, M. Jacques Vernier, a réservé un accueil très courtois au premier ministre dans les salons de son hôtel de ville. Il a souligné son attachement « respectueux » aux institutions et « à ceux qui les incarnent » et n'a pas voulu insister sur « le sentiment de déception qui imprègne peut-être aujourd'hui une population lilloise à laquelle on avait fait espérer une relance dans la production du charbon. »

Le chef du gouvernement a évincé, en se bornant à des propos tout en demi-teintes, de ramener la querelle

L'Alpe-d'Huez. - Une trentaine de maires de l'opposition - ou leurs premiers adjoints - placés à la tête de villes de plus de trente mille habitants étaient réunis les 25 et 26 avril à l'Alpe-d'Huez à l'initiative de l'un d'entre eux, M. Alain Carignon, maire RPR de Grenoble.

Aux cours de ces Journées des nouveaux maires de grandes villes, ces élus qui ont en commun d'avoir pour la plupart repris en mars 1983 ou quelques mois plus tard aux socialistes ou aux communistes des mairies détenues par la gauche, depuis longtemps parfois, ont confronté leurs premières expériences. Ils se sont aussi efforcés d'esquisser « sans esprit revendicatif » des principes et des propositions de conduite des affaires municipales dans trois domaines : exercice de la démocratie locale, fiscalité locale et économie.

### De notre envoyé spécial

Dans plusieurs autres villes reprises à la gauche les nouveaux maires affirment au contraire avoir fait fi de telles considérations et répondu favorablement au désir - quand ils ne l'ont pas précédé - de leur opposition d'avoir les moyens de s'exprimer.

Tous les moyens de s'exprimer, ce qui suppose aussi l'accès aux supports d'information municipaux. Là encore plusieurs écoles. Les uns soutiennent que la politique doit se développer en dehors de ces publications.

D'autres, qu'elles peuvent y trouver une place légitime mais limitée.

Dans bien des cas, les liquidations de situations anciennes sont difficiles. Ainsi, à Sarcelles (Haut-de-Seine), le jeune maire RPR, M. Christian Dupuy, libéral pour toutes ces questions de locaux, conteste à son prédécesseur socialiste, M. Robert Pontillon, l'usage d'une permanence. Car elle avait été, selon lui, indûment achetée sur les crédits de la société d'économie mixte et non moins indûment équipée par les soins de l'office HLM.

### Fiscalité : danger

Le principe du référendum d'initiative locale a été retenu sans enthousiasme collectif par les maires réunis à l'Alpe-d'Huez. Il apparaît cependant bien théorique puisque ces maires « s'engagent à tenir compte des résultats à condition que 60 % au moins des inscrits aient participé au référendum ». Il faut se souvenir qu'ils ne furent que 37 % à Grenoble lorsque fut soumis à la population le projet de tramway.

Dans le domaine de la fiscalité locale, la situation des communes est plus pénible que jamais, devait souligner M. Philippe Seguin (RPR), maire d'Epinal, qui voit « se profiler pour les mois qui viennent une campagne gouvernementale pour tenter de culpabiliser les collectivités locales - communes surtout - à propos de la progression du taux des prélèvements obligatoires ».

Or, observe le maire d'Epinal, s'il est de fait que cette augmentation a souvent été forte ces dernières années, le législateur en a été le plus

part du temps la cause. De plus, les chiffres donnent à ce soupçon un poids tout relatif : 43,8 % de la production intérieure brute captée sous forme de prélèvements obligatoires en 1982, dont 3 % avant transfert ou 5,8 % après transfert prélevés directement par les collectivités locales.

L'essentiel pour M. Seguin, demeure que « la part de ressources que nous maîtrisons effectivement a tendance à diminuer. Plus que jamais, nous attendons pour établir nos budgets des notifications ». Ces préalables n'empêchent pas M. Seguin et ses pairs de constater qu'« un effort de rigueur et de clarté est nécessaire ». Les nouveaux maires déplorent, d'autre part, les effets négatifs « de ce que d'aucuns appellent la décentralisation ».

S'ils condamnent « unanimement la taxe professionnelle telle qu'elle existe aujourd'hui », les maires de l'opposition craignent de la voir remplacée par un système plus aberrant encore.

### Vérité des prix

Certaines règles d'or de la gauche municipale valent - il fallait s'y attendre, - en éclats. Est primée, par exemple, « la notion de vérité des prix des services municipaux, qui doit se traduire soit par le paiement par l'usager du prix coûtant, soit par l'affichage de celui-ci et de la subvention municipale qui l'atteint ».

D'autre part, opposés à la municipalisation à outrance de tous les services, les nouveaux maires d'opposition « rappellent que le recours à l'entreprise privée, pour la gestion de certains services d'intérêt collectif, ne remet pas en cause le contrôle par l'usager étalé des finalités du service public rendu ». La concession ou l'affermage bonifié des municipalités de gauche peuvent donc, lorsque l'intérêt en est avéré, être des recours à la fois économiques et sains.

Le nouveau maire de Nîmes, M. Jean Bouquet, fondateur et PDG de Cacharel, ne jure que par l'entreprise privée. Rien d'étonnant donc à ce qu'il recommande, suivi avec plus ou moins d'enthousiasme, une « gestion moderne des villes » qui s'inspire de la « conception du secteur privé (...) sans pour autant perdre de vue la finalité de service public des collectivités locales ». Mais là encore, jusqu'où peut-on aller ? L'objectif qu'il fixe de consacrer respectivement 70 % et 30 % du budget au fonctionnement et à l'investissement et de faire croître ce dernier poste de 1 % par an est étonnamment accablant.

MICHEL KAJMAN.

## L'éternel retour de Grenoble

Plus que l'élaboration d'un catalogue de principes ou de propositions concrètes, les journées de l'Alpe-d'Huez auront constitué une manière d'hymne collectif au modernisme, à la rigueur financière, au libéralisme en actes, ni achevé ni honteux (1), bref au renouvellement de la vie municipale.

Avant même de savoir dans quelle mesure ce credo est réalisable, on devine qu'il est inégalitaire. Si tous les maires présents à l'Alpe-d'Huez avaient bien le label « nouveau », quel de commun entre un « vrai » jeune maire de moins de quarante ans et un vieux routier expérimenté - trop ? - de sobriété, quatre ans ? Ou encore, quel de commun entre un maire RPR issu du séculier politique de M. Jacques Médécine et un jeune maire d'opposition peu attaché aux équilibres et aux chapelles ?

Si les lignes des « nouveaux » maires de l'opposition sont, en effet, très diverses, il est clair que ce sont les plus jeunes (trente-trois, trente-quatre, trente-huit ans) qui ont, en fait, conféré à ce rassemblement assez hétérogène une unité, un ton nouveaux. Avoir entraîné nombre de « ses » maires à la gauche n'est, bien sûr, pas étranger à l'assurance collective de cette insouffrance alphabétique et gigantesque commu-

mune urbaine d'un nouveau genre.

Enfin, il faut mentionner à part le rôle particulier du mythe grenoblois déjà ancien et aujourd'hui renoué par l'arrivée d'un jeune maire de trente-quatre ans, M. Alain Carignon. La choc de sa venue à la mairie, la multiplicité de ses initiatives, sa manière d'être tout simplement, redonnant à Grenoble l'aspect fascinant de « laboratoire social » que cette ville eut longtemps la réputation d'être. Pour l'opposition, pouvoir rassembler des hommes et des projets derrière une bannière aussi prestigieuse est une aubaine sans prix.

Une double chance aussi : bien des sectarismes de parti ou de faction, s'effacent ou se suspendent devant les contraintes qu'impose le nécessaire pragmatisme de la gestion municipale. Et une partie des « nouveaux » incarnant peut-être les possibilités de renouvellement d'une opposition qui court le risque d'être usée... par la longévité politique de certains de ses chefs.

M. K.

(1) Deux des rapporteurs du séminaire étaient MM. Guy Sorman, auteur de *La révolution conservatrice américaine*, et Paul-Loup Sulitzer, consultant international et auteur de plusieurs romans à succès.

« M. Seguin : tout à gagner. - M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges, a estimé vendredi 27 avril, dans une interview accordée à la Croix que « le RPR a tout à gagner à un débat lucide, riche et démocratique », en réponse à M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, qui lui avait reproché de porter un jugement trop nuancé sur la poli-

tique gouvernementale et notamment sur le projet de réforme de l'enseignement.

M. Seguin ajoute que « beaucoup de gens au RPR pensent comme lui, sur le fond et encore plus sur la forme ». Il affirme également avoir pu constater que Jacques Chirac l'a une fois de plus implicitement confirmé.

ALAIN ROLLAT.

هكذا من الأصل



فكرنا من الأصل

France

GRANDES VILLES

Il y a quinze ans commençait l'après-gaullisme

Dans la nuit du dimanche 27 au lundi 28 avril 1969, à 0 h 11 du matin, tombe sur les lieux des agences de presse un communiqué ainsi rédigé : « Je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République. Cette décision prend effet aujourd'hui à midi. » L'après-gaullisme commençait à cet instant. Le général de Gaulle, qui se trouvait dans sa maison de la Boissière à Colombey-les-Deux-Églises depuis le vendredi 25, avait transmis le texte de son communiqué à M. Bernard Tricot, secrétaire général de la présidence, qui, à l'Élysée, l'avait tenu informé durant toute la soirée du dimanche des résultats du référendum. Le projet de loi soumis à ratification populaire et portant sur la réforme du Sénat et l'organisation des régions venait d'être repoussé par 53,17 % des suffrages exprimés en métropole. Le vote des départements et territoires d'outre-mer ne pouvait inverser le tendance.

Aussitôt, les procédures constitutionnelles se mettent en jeu pour la première fois. Le Conseil constitutionnel constatait à midi la vacance de la présidence de la République, et le président du Sénat, M. Alain Poher, en assumait l'intérim en s'installant à l'Élysée, tandis que le gouvernement de M. Couve de Murville demeurait en fonctions pour « expédier les affaires courantes ». Seul le garde des sceaux, M. René Capitant, donnait sa démission, ne voulant pas siéger sous l'autorité de M. Poher en raison des articles trop antiparlementaires de ce dernier. Le processus en vue de l'élection, le 1<sup>er</sup> juin, d'un nouveau président s'engage aussitôt, et l'on saura le 13 mai le nom de celui qui briguera la succession du général (1). C'était déjà un 13 mai, onze ans plus tôt, en 1958, que le processus d'accession au pouvoir de l'ancien chef de la France libre avait été engagé, avec les émeutes dans les rues d'Alger et la prise d'assaut du Gouvernement général pour protester contre l'incapacité des dirigeants de la IV<sup>e</sup> République de mettre un terme à la rébellion

des fellagas et de garantir à l'Algérie sa nature française. En se retirant dans son village, le général veut respecter le verdict populaire et confirmer, avec onze ans de recul, ce qu'il avait dit le 15 mai 1958 : « Ce n'est pas à soixante-sept ans que je vais entamer une carrière de dictateur. » Si la démission du général ne provoque pas de manifestations d'ampleur notable, c'est qu'elle ne constitue pas pour les Français une réelle surprise, alors qu'à travers le monde elle entraîne d'abord un stupeur. Elle correspond à la fois au respect d'un engagement et à l'aboutissement d'une évolution. Le corps électoral a relevé le défi que le président de la République lui avait lancé, et celui-ci en a tiré les conséquences qu'il avait clairement annoncées. Il n'y a donc eu ni méprise ni surprise.

Le respect d'un engagement

Après avoir esquisé ses intentions en déclarant à Lyon le 24 mars 1968 que « l'effort multiséculaire de centralisation ne s'impose plus désormais », le général annonce le 24 mai, dès son retour de Roumnieux, après les émeutes du quartier Latin, son intention de consulter le pays le mois suivant par la voie d'un référendum tendant à donner au chef de l'Etat un « mandat pour la rénovation ». Et il avertit déjà le corps électoral en ces termes : « Au cas où votre réponse serait « non », il va d'être que je n'assumerai pas plus longtemps ma fonction. » Le 30 mai, après la mystérieuse escapade de Baden-Baden, le général prononce la dissolution de l'Assemblée nationale et diffère la date du référendum, mais il rappelle que celui-ci aurait « permis aux citoyens de dire s'ils ont confiance ». Ainsi, comme il l'avait fait en de précédentes occasions, de Gaulle établit un lien tout à fait direct entre le peuple et lui, et voit ainsi tout dans l'adoption d'un projet de loi soumis au référendum, une

marque d'adhésion à sa personne, une sorte de question de confiance. Le 2 février 1969, à Quimper, après que la majorité eut été reconduite aux élections législatives de juin 1968 et que M. Couve de Murville eut remplacé Georges Pompidou comme premier ministre, le général annonce un référendum pour le printemps, « puisqu'il s'agit d'ouvrir la voie à une ère nouvelle ». Il n'indique pas dans ce discours qu'il s'engagera personnellement sur l'adoption de ce texte. En revanche, le 11 mai, il est beaucoup plus insistant, affirmant que « le référendum sera pour la nation la chose entre le progrès et le bouleversement ». Et, le 10 avril, au terme d'un entretien télévisé avec M. Michel Droit, de Gaulle lève toute ambiguïté en disant : « De la réponse que fera le pays à ce que je lui demande va dépendre, évidemment, soit la confirmation de mon mandat, soit aussitôt mon départ. » Il rappelle d'ailleurs qu'à chacun des référendums auxquels il a procédé il a demandé à la nation si elle avait confiance en lui. Enfin, s'adressant pour la dernière fois aux électeurs, le 25 avril, le général est encore plus net : « Si je suis désavoué par une majorité d'entre vous, solennellement, sur ce sujet capital, et quels que puissent être le nombre, l'ardeur et le dévouement de l'armée de ceux qui me soutiennent et qui, de toute façon, détiennent l'avenir de la patrie, ma tâche actuelle de chef de l'Etat deviendra évidemment impossible et je cesserai aussitôt d'exercer mes fonctions. » C'est enfin le laconique communiqué du lundi 28 avril par lequel le général tient sans tarder son engagement.

L'aboutissement d'une évolution

Il ne reprendra plus la parole et rédigera ses *Mémoires d'espérance*, qui resteront inachevés, interrompus par sa mort, le 9 novembre 1970.

Mais, si de Gaulle avait expressément prévu les Français de son départ en cas de rejet du référendum du 27 avril, cette issue paraissait à tous, et peut-être même à lui aussi, inéluctable. On peut dire qu'en fait le général était en auris depuis mai 1968. Bien que son charisme ait encore opéré le 30 mai 1968, après le coup de théâtre du départ à Baden-Baden, le charme s'était en fait rompu sur les barricades du quartier Latin.

Pour beaucoup de partisans de la majorité, l'homme qui avait tenu la barre et su calmer « le bête-livre » avait été Georges Pompidou. C'est en réalité le 10 mai, à son retour d'Afghanistan, en décidant de rouvrir la Sorbonne, que le premier ministre avait acquis son droit d'accès à l'Élysée, à terme.

Non seulement la classe politique mais une large fraction de l'opinion s'est vite rendu compte que le socle de la stature du Commandeur était irrémédiablement fissuré. La victoire aux élections législatives de juin 1968, due à l'action de Georges Pompidou, le changement de premier ministre, les maladroites du nouveau gouvernement, n'ont pu rétablir l'autorité bafouée du chef de l'Etat. Dans ce climat, la déclaration de candidature faite de Rome par le député du Cantal, en janvier, a été reçue moins comme un outrage au président en place que comme l'annonce d'une alternance prévisible, plausible et attendue.

De Gaulle, dès lors, ne pouvait plus agiter le spectre « moi ou le chaos », puisque tout le monde traduisait : « de Gaulle ou Pompidou » et ne s'effrayait pas d'une telle alternance.

La relance du référendum sur les régions et le Sénat, sans doute jugée nécessaire dans l'optique gaullienne, ne pouvait être reçue que comme un artifice pour rattrapper une autorité ébranlée.

Le climat de fin de règne a dès lors été exploité par l'opposition mais aussi par les alliés impatients qui, comme les centristes ou les futurs giscardiens, voyaient dans le renvoi de de Gaulle l'occasion tant attendue de jouer un rôle plus grand.

De Gaulle savait tout cela. Mais les dés étaient lancés. Il ne pouvait plus arrêter le destin. Par les confidences qu'il a faites à certains de ses visiteurs au cours du mois de mars, on peut assurer que le général avait alors la conviction que le référendum serait repoussé.

La question reste entière de savoir s'il avait présenté plus tôt son échec et, dans l'affirmative, pourquoi il a persisté dans son projet référendaire malgré les risques dont certains lui avaient fait valoir la gravité.

A certains de ses « confidents », le général laissait entendre qu'il se retirerait volontairement pour son quatre-vingtième anniversaire, c'est-à-dire à la fin de 1970, ce qui supposait que le référendum fût adopté. A d'autres, il faisait part de sa lassitude, de son amertume et de son pessimisme. Mais n'a-t-il pas toujours procédé ainsi, ce général « clair-obscure », comme l'appelle Henri Guillemin (*Le Monde* du 13 avril), qui avait fait de la surprise, dès le 1<sup>er</sup> mai de l'Épée, une des armes de la stratégie politique de l'homme de caractère.

On ne saura peut-être jamais si de Gaulle a cru sincèrement qu'il serait en mesure de rétablir suffisamment son autorité pour l'emporter ou si, lançant une sorte de défi, il en acceptait le risque, voire le recherchait, pour se ménager une sortie dont on doit reconnaître qu'elle n'a pas manqué de grandeur.

ANDRÉ PASSERON.

LES NOUVEAUX VENUS  
M. Michel Pezet : une conviction régionaliste

De notre correspondant régional



Marseille. — Marseille, socialiste, régionaliste, homme de culture : ces quatre mots-clés pourraient servir de sommaire au portrait de Michel Pezet, né il y a quarante-deux ans à deux pas de la cathédrale de la Major, adjoint à la mairie de Gaston Defferre, premier secrétaire de la fédération du PS des Bouches-du-Rhône, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et ci-devant « ami des arts ».

Marseille. — L'est « à cent pour cent » bien qu'il ne le donne pas à entendre ni le manifeste dans ses attitudes. Né, accort, ni faconde, ni gestuelle distinguée de ses origines, ni surtout, il y tient beaucoup, de sentiment « impérialiste ».

Comme tous les étudiants marseillais se destinant à une carrière juridique, il est « monté » à Aix-en-Provence faire son droit après des études secondaires au collège Pierre-Puget puis au lycée Thiers. A vingt-deux ans, le voici avocat stagiaire dans le cabinet d'un ami de la famille, spécialiste de droit administratif, Maxime Vaillant, un cursus en somme banal mais qui a été moins rectiligne qu'il n'y paraît.

A quinze ans, en effet, Michel Pezet révolté d'une carrière théâtrale.

Cette vocation lui était venue de la fréquentation assidue de l'Opéra de Marseille où son père, passionné d'art lyrique, lui avait fait découvrir toutes les œuvres du répertoire.

Socialiste, Michel Pezet a également suivi l'exemple de son père, inspecteur des PTT et militant de la SFIO, puis s'est affilié à Mendès France, du PSU. Mais en adhérent, à dix-sept ans, aux Jeunesses socialistes — un engagement précoce dicté alors par le souci « de se battre pour le pain en Algérie », — il n'imaginait pas qu'il dirigerait un jour la plus puissante fédération de France du PS (soixante mille adhérents en 1983). Il doit entièrement ses responsabilités actuelles à Gaston Defferre, qui l'a installé, en novembre 1979, aux leviers de commande du parti dans le département avant de lui céder, deux ans plus tard, la présidence du conseil régional ; il n'en a pas moins gagné ses galons avec persévérance.

Sa première chance aura été de se faire élire en 1967 comme suppléant de Bastien Lécia — l'un des proches du maire de Marseille — dans la première circonscription des Bouches-du-Rhône. Ce succès l'aide à sortir de l'anonymat. L'année suivante, bien que le siège ait échappé aux socialistes, il entre au comité directeur de la SFIO et figure en 1971 dans celui du PS. De « petit militant », il est devenu l'un des rouages de l'appareil. Disponible et discipliné, il accepte ardemment des tâches électorales ingrates qui lui valent deux échecs successifs en 1973 et 1978 dans la dixième circonscription des Bouches-du-Rhône (Martigues, Salon) acquise au PC, mais qui lui permettent aussi de se faire connaître dans le département et de nouer des amitiés précieuses.

Son seul acte de désaccord avec le parti : le refus de soutenir, en 1972, le programme commun. « Je pense, explique-t-il, que le nouveau parti socialiste, avec François Mitterrand à sa tête, avait le caractère de rassembler une majorité de Français. Mais j'ai admis qu'il pouvait y avoir une autre stratégie de conquête du pouvoir. » Son image est restée au demeurant celle d'un « réformiste ». Elle ne le gêne pas outre mesure — et encore moins aujourd'hui qu'il n'a jamais cru au « grand soir ».

Au congrès de Metz (1979), après avoir été élu au secrétariat national chargé des questions d'urbanisme et d'environnement, il éprouve sans difficulté les thèses majoritaires dans le sillage de Gaston Defferre. Le premier secrétaire — depuis vingt ans — de la fédération des Bouches-du-Rhône, Charles-Emile Loo, resté fidèle, pour sa part, à Pierre Mauroy, doit s'efforcer. A Michel Pezet de faire ses preuves. C'est à Gaston Defferre, certes, qu'il doit « être roi ». Mais ses détracteurs reconnaissent les premiers

qu'il a su s'imposer en poursuivant d'une main ferme l'œuvre de rénovation du parti entrepris par son prédécesseur. En l'espace de deux ans, il donne à la fédération un nouveau visage, modifie profondément les structures en faisant éclater les « grosses sections » — dont celle de Charles-Emile Loo, — relance la presse militante, organise des sessions de formation.

Faux pléide

Se conviction régionaliste est à n'en pas douter celle qui définit le mieux Michel Pezet. Dix ans avant de prendre la succession de Gaston Defferre, il avait déjà tenté de faire progresser l'idée régionale en créant le magazine *Objectif Méditerranée*. L'expérience n'avait pas vraiment réussi mais elle était significative de la foi qui anime le futur patron du conseil régional. Dès la mise en place de l'institution en 1973, il s'était passionné pour les dossiers qui lui avaient été confiés, celui de la culture, pour lequel il parvenait le plus compétent, ceux de l'agriculture et des relations interrégionales et méditerranéennes. En septembre 1981, date de son élection à la présidence, il prendra conscience, d'une part de la nécessité de construire une véritable communauté régionale, d'autre part, de combattre, par une politique économique volontariste, le fléau du chômage.

Les nouveaux et importants pouvoirs octroyés à la région, joints à une présence personnelle de tous les instants sur le terrain, lui ont permis incontestablement de donner, comme il le dit, « de la chair à une abstraction ». Même s'il n'a pu encore maîtriser les forces politiques qui — surtout depuis la Nica — conduisent au déclin de la région. L'emploi ? Le logement ? L'acier, entre autres, paraît éternel, est la région à montrer tout le chemin à parcourir, fût-ce à travers des révolutions technologiques nouvelles, l'innovation, le particulier de qui se font les cultures, les manières, les habitudes, le rythme de la vie, le mouvement de la culture, le mouvement de la culture, le mouvement de la culture.

Ce faux pléide régionaliste, s'est révélé à l'occasion de la mort d'un homme, et mordant face à ses adversaires de l'opposition. L'Etat ne demeure à côté d'égalité des efforts — encore moins sants au gré de ses colères — pour se plier aux rites complexes des pouvoirs industriels. Son credo politique à l'intérieur, la justice sociale, l'extérieur, la solidarité internationale. Quant à son avenir, beaucoup le tient à une question toujours sans réponse : sera-t-il ou non le dauphin de Gaston Defferre à la mairie de Marseille ?

GUY PORTE.

Mme Halimi porte plainte contre les auteurs d'une lettre annonçant son départ de l'Assemblée nationale

De notre correspondant

Grenoble. — Les maires et les conseillers municipaux des communes de la quatrième circonscription de l'Isère viennent de recevoir, dans leur courrier, une bien étrange lettre. Leur député, M<sup>me</sup> Gisèle Halimi, y annonce son départ définitif de l'Assemblée nationale, afin de se consacrer pleinement à la mission que lui a confiée, il y a quelques semaines, le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, sur les difficultés actuelles de l'UNESCO.

« Je m'apprête à porter ailleurs mes compétences, là où elles seront mieux appréciées », précise la lettre, qui contient également quelques lignes très amères à l'endroit de l'appareil socialiste. « Bien que l'une

des trop rares femmes membres de l'Assemblée nationale et dans doute parce que la seule féministe élue depuis, j'étais encore de trop aux yeux de certains responsables du Parti socialiste au plan national et départemental. »

« Cette lettre est un faux grossier », proteste l'avocate parisienne, qui affirme avoir « quelques idées sur les auteurs », mais « j'en réserve la primauté au juge d'instruction ». M<sup>me</sup> Halimi a déposé plainte pour faux et usage de faux. Le texte a été écrit sur papier à tête de l'Assemblée nationale ; il y a, d'autre part, été expédié depuis le Palais-Bourbon, et porte enfin une signature très ressemblante à celle du député de la quatrième circonscription.

Les propos sont outranciers du document laissant cependant planer quelques doutes sur sa provenance.

même si ce document met à nu quelques évidences bien senties comme l'apparent désintérêt de l'avocate parisienne pour sa circonscription provinciale.

Quant aux dissensions entre M<sup>me</sup> Gisèle Halimi et l'environnement socialiste de la quatrième circonscription et du département de l'Isère, elles sont patentes depuis son « parachutage » en juin 1981. A l'époque, M<sup>me</sup> Halimi avait, quelques heures seulement après le décès du député sortant, Jacques-Antoine Gau (PS), repris le flambeau de la gauche non communiste dans la quatrième circonscription et écarté les prétendants locaux à sa succession.

Certains socialistes lui en gardent une rancune tenace. Quant à la droite, elle ne dissimule pas ses intentions belliqueuses à l'encontre d'une femme ardente et prête à résister à chacun de ses assauts. « Je sais que pour mes adversaires, je suis encombrante. S'ils refusent d'avoir recours à des armes politiques loyales, c'est parce qu'ils les savent inefficaces », ajoute le député non-inscrit de l'Isère.

CLAUDE FRANCLION.

« M. Jean-Paul Vautrin, conseiller municipal de Laxou (Meurthe-et-Moselle), qui conduisit en mars 1983 la liste d'union de la gauche, a donné sa démission du Parti socialiste et du conseil municipal. M. Vautrin a voulu ainsi exprimer ses inquiétudes pour l'avenir de l'Institut de recherche et de sécurité de Nancy, où il est ingénieur. »

Le sculpteur, E. MOIRIGNOT invite ses collectionneurs et amateurs dont les bronzes ne porteraient pas son poignard de maître à venir les faire authentifier par lui-même. S'adresser au Monde Publied n° 5878.

LA DELINQUANCE PATRONALE  
SANCTIONNEE UNE FOIS SUR CENT

C'est ce qui ressort des dernières statistiques relatives aux infractions au droit du travail publiées dans le numéro de mars 1984 de la

REVUE PRATIQUE DE DROIT SOCIAL

An sommaire du même numéro : la loi sur la démocratisation du secteur public ; les chèques vacances ; les cures thermiques et la sécurité sociale ; la vie commune sans mariage.

Et trente-quatre sommaires de jurisprudence sur le droit du travail.

Le numéro 30 F - Abonnement 240 F par an  
RPDS, 33, rue Bouret, 75940 Paris Cedex 19



## Société

# Trêve au Pays basque français Un « dignitaire » de l'ex-FLNC arrêté à Ajaccio

Deux militants basques espagnols, membres présumés d'ETA, ont été expulsés de France en direction de l'Amérique latine, en vertu d'un arrêté pris par le ministère de l'Intérieur. Assignés à résidence dans l'Essonne depuis le 16 avril, au terme de deux mois de prison à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), pour avoir contrôlé sous la menace d'un fusil un « suspect » qui était en fait un policier en civil, MM. Sebastiano Horcoj, trente-sept ans, et José Gaston Sabada, quarante-neuf ans, devaient arriver dans la journée de samedi à Caracas (Venezuela).

Ancien ministre de l'Intérieur de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Michel Poniatowski a précisé, vendredi 27 avril, dans des déclarations à FR 3-Aquitaine, « l'expulsion systématique de basques espagnols en direction de l'Espagne ». M. Poniatowski a, d'autre part, parlé de « collections étroites » entre les séparatistes, basques et corse, et les services secrets libyens, évoquant, sans plus de détails, « les actions d'un consul général qui habitait une grande ville d'Italie ».

Dépendant, au Pays basque français, la situation semble marquée par une relative accalmie, après les attentats du Groupe antiterroriste de libération (GAL).

### De notre envoyé spécial

Bayonne. — Rien, depuis son apparition en décembre, ne semblait arrêter la logique sanglante du GAL (Groupe antiterroriste de libération) qui a abattu en trois mois, sur le territoire français, sept réfugiés basques espagnols. A tout attentat perpétré par l'ETA en territoire espagnol répondait, en France, l'exécution, au hasard semble-t-il, d'un militant nationaliste. Mieux, le GAL anticipait depuis peu les coups, et aucune exécution au-delà des Pyrénées n'avait précédé le dernier attentat, le 23 mars, contre Javier Perez de Arana, beau-père de Txomin, un des leaders de l'ETA militaire.

Or, depuis cet ultime coup d'éclat, le GAL n'est plus intervenu ; même le meurtre à Pamplune, le vendredi 13 avril, de deux policiers et d'un militaire retraité n'a suscité depuis dix jours aucune riposte contre-terroriste. L'organisation, par les réfugiés eux-mêmes, de tours de garde, les précautions dont ils s'entourent désormais ne sont pas pour beaucoup dans cette accalmie : que faire, en effet, contre des hommes de main parfaitement renseignés, capables d'abattre dans un bar au centre de Bayonne, à l'heure d'affluence, un jeune nationaliste armé ? Plus probablement, la trêve constatée s'explique par l'arrestation, en trois temps, par la police française, de neuf suspects inculpés d'association de malfaiteurs. La découverte par un gardien de la paix d'une voiture suspecte sur un parking de Biarritz, donna l'alerte ; des armes saisies chez l'un des suspects, des faux papiers et, enfin, un plan précis d'exécution d'un réfugié autorisèrent les inculpations. Rien, pour l'instant, ne prouve pourtant formellement l'appartenance au GAL de ces personnes arrêtées. Rien, d'autre part, ne montre leur implication dans les attentats précédents. Leur rôle, servi dans les affaires antérieures.

Les arrestations confirment simplement l'attention, par le contre-terrorisme basque, du milieu français. Le départ des suspects arrêtés, dans des services de police, a été lourdement taxé par les réfugiés basques, qui ont été l'attaque à main armée d'aujourd'hui pour proxénétisme, de trahison, qu'une activité de trahison.

### La trêve bordelaise

Le milieu bordelais, d'autre part, est particulièrement bien renseigné : cinq des neuf inculpés sont originaires d'Aquitaine. En Gironde également, à Pessac, avait été volée la R18 qui explosait en tuant son conducteur, Jean-Pierre Chérif, lors d'un attentat raté à Biarritz, le 19 mars, et revendiqué par le GAL. Enfin, c'est dans une

société de surveillance bordelaise que travaillait Pedro Sanchez, arrêté à la frontière espagnole, en décembre 1983, après l'enlèvement, par erreur semble-t-il, du fils d'un réfugié, première action revendiquée par le GAL. Des liens mal définis existent entre ce milieu bordelais et l'extrême droite : Jean-Pierre Chérif, pied-noir né à Alger, aurait, d'après le quotidien basque *Beia* (nationaliste), appartenu à l'OAS. Pour sa part, Pedro Sanchez a été membre du SAC, indique-t-on de source sûre.

Il est impossible, à ce stade de l'enquête, de ne pas évoquer les attentats de 1975 à 1980 des Bataillons basques espagnols (ancêtre du GAL), dont quatre des principaux exécutants arrêtés en septembre 1979 et condamnés en 1980 à des peines allant de sept à quinze ans de réclusion étaient, eux aussi, des trahisseurs de Bordeaux. Parmi les personnes suspectées alors, se trouvait Mohamed Xhar, aujourd'hui inculpé, et qui bénéficia alors d'un non-lieu. Enfin, le parquet de Bayonne avait mis en cause, lors de l'attentat contre le leader de l'ETA, Juan Jose Echave, où sa femme trouva la mort, deux trahisseurs bordelais. Ils n'ont pas été retrouvés à ce jour. La filière bordelaise ne date pas d'aujourd'hui.

Les autorités françaises se gardent pourtant de tout triomphalisme. De même, les réfugiés, comme murés dans leur silence, ne sont guère rassurés par ces seules arrestations, et leur confiance dans la police française demeure toute relative. Les suspects apparaissent, en tout état de cause, comme de simples exécutants ; les commanditaires sont ailleurs et pourraient armer, s'ils ne l'ont déjà fait, d'autres bras. Le groupe arrêté peut n'être qu'une branche d'un GAL aux multiples ramifications. Au-delà de Bordeaux, les regards se tournent vers l'Espagne, où se trouvent à l'évidence les vrais responsables du contre-terrorisme basque.

### La « responsabilisation des victimes »

Les mers de Bayonne situent, aujourd'hui, sans fioritures, les responsabilités : « La police espagnole assassine ! » Plus nuancé, le député socialiste des Pyrénées-Atlantiques, M. Jean-Pierre Destraide, n'écarter pas certaines connivences : « Il semble très probable, dit-il, que le GAL trouve parmi d'anciens ou d'actuels fonctionnaires de police espagnols des soutiens non négligeables. » Si on ne peut définir le niveau des responsabilités, on dispose, à ce jour, de nombreuses preuves de la complexité d'une fraction de la police espagnole avec le GAL. Pedro Sanchez, arrêté à la frontière justement, disposait d'une liste de réfugiés tamponnée par la police de Bilbao et du numéro de téléphone du commissariat ; le juge d'instruction de Bayonne n'a toujours pas pu obtenir l'interrogatoire d'identité de quatre suspects arrêtés par la police espagnole après l'exécution, le 1<sup>er</sup> mars, par erreur, d'un jeune français, Jean-Pierre Leiba, qui se trouvait au milieu d'un groupe de réfugiés. Le GAL semble même disposer, dans certains cas, des dossiers de la police espagnole : le 30 mars, un squat libérateur de Bayonne recevait une lettre de menaces accompagnée d'une fausse carte d'identité qu'un réfugié basque abattu par la police espagnole à Pasajes le 22 mars portait sur lui au moment de sa mort.

La trêve actuelle, en tout état de cause, reste très relative pour les réfugiés basques : si la menace physique du GAL s'éloigne momentanément, la pression administrative des autorités françaises est plus présente que jamais. Les contrôles se multiplient, et la surveillance policière s'accroît, comme le démontrent les contrôles d'identité sauvages effectués par les réfugiés sur des suspects qui n'étaient autres que des policiers en civil. Le 20 avril encore, sur instruction de la chancellerie, quatre réfugiés étaient jugés en comparution immédiate pour avoir transporté un fusil à canon scié, alors que le tribunal de Bayonne, dans un cas comparable, quinze jours auparavant,

avait relâché les inculpés. Le même jour, deux nouveaux réfugiés, assignés, depuis le 23 avril, à résidence dans l'Essonne, se voyaient notifier un arrêté d'expulsion. « Il y a une volonté politique, désormais, de donner des gages de bonne volonté au gouvernement espagnol en surveillant les réfugiés », affirme leur avocat, M. Fando. Ce que les réfugiés eux-mêmes appellent la « responsabilisation des victimes ».

Effectivement, pour les responsables socialistes, les nationalistes basques espagnols ont leur part de responsabilité dans la situation d'aujourd'hui : « Une minorité de réfugiés ajoute à l'insécurité actuelle », affirme M. Destraide, qui souligne le caractère politique des discours tenus lors des enterrements des victimes du GAL. Les expulsions vers Panama devaient, toujours selon lui, écarter ceux qui, ainsi, sortent de leur devoir de réserve. L'interdiction faite aux nouveaux réfugiés de s'installer dans les neuf départements du sud-ouest évitera, elle, une « concentration excessive », elle aussi source, d'après M. Destraide, de troubles. Affirmation discutable : les réfugiés ne sont, aujourd'hui, que huit cents dans un Pays basque français de près de deux cent cinquante mille habitants.

La gauche nationaliste basque, même modérée, condamne très sévèrement ces nouvelles mesures : « Les socialistes, qui étaient avec nous avant 1981 pour réclamer le statut de réfugiés pour ces basques espagnols, sont en train de commettre une erreur fatale », affirme M. Jacques Abobari, éditeur de *Emboia*, et cinquième de la liste présentée à Biarritz aux élections municipales par M. Destraide. « Le risque est grand, ajoute-t-il, de voir la gauche nationaliste se radicaliser. Nous, les modérés, partisans d'un compromis avec le socialisme, nous passons pour des imbéciles ».

La réussite du GAL est sans doute là : les réfugiés basques qui, depuis la guerre civile, vivaient en bonne intelligence avec la population française sont perçus, désormais, y compris par le Parti socialiste, comme un facteur de trouble. Dès lors, seule une gauche nationaliste très minoritaire défend ouvertement leur cause en France. Encore que les plus radicaux de ces sympathisants français poussent, à travers la lutte armée, d'importantes leur propre stratégie. Avec le risque évident de susciter dans l'opinion française un amalgame entre les réfugiés du sud et les plus extrémistes du nord.

NICOLAS BEAU.

### De notre correspondant

Ajaccio. — Le SRPJ d'Ajaccio a interpellé, mercredi 25 avril, M. Noël Luciani, trente-quatre ans, qui serait, selon le commissaire Broussard, l'un des principaux dirigeants de l'ex-Front de libération national de la Corse, membre de sa direction politico-militaire et, plus précisément, chargé d'organiser les attentats dans la région d'Ajaccio. Depuis janvier 1983, date de son arrivée dans l'île, c'est la première fois que le commissaire de la République, chargé de la police en Corse, estime avoir visé aussi haut, dans la hiérarchie du mouvement clandestin.

Inculpé, vendredi 27 avril, de « complicité dans la destruction de biens, détention d'engins meurtriers ou incendiaires, détention d'armes, recel de documents volés et reconstitution de ligue dissoute », M. Luciani est archivé à la direction régionale de l'action culturelle, membre du groupe *Canta u populu corsu*, connu pour ses chansons d'inspiration nationaliste. Il ne fait pas partie, cependant, de la direction du mouvement corse pour l'autodétermination, qui ex prime publiquement les orientations de l'ex-FLNC.

C'est à la suite, semble-t-il, de renseignements fournis à la police que M. Luciani — surveillé en permanence depuis deux semaines — a été interpellé en procédure de flagrant délit, alors qu'il pénétrait dans le garage d'une résidence, non loin du palais de justice d'Ajaccio. C'est là que les enquêteurs ont découvert 35 kilos d'explosifs et une cinquantaine de détonateurs, ainsi qu'une abondante documentation sur la philosophie et l'organisation du mouvement indépendantiste, dont la police ne cache pas l'importance pour la poursuite de ses investigations. Parmi les documents découverts une masse de textes qui laissent à penser que Luciani était aussi l'archiviste de l'ex-FLNC, des lettres de menaces selon le modèle envoyé aux « continuateurs », une liste de cibles déjà visées ainsi que celle récapitulant les adresses, les étages et le numéro des portes palatines d'appartements à plastiquer avec, chaque fois, la clé de la porte de l'immeuble correspondant. Une perquisition au domicile de Luciani a également permis la saisie de huit charges d'explosifs prêts à l'emploi et de deux armes de poing. Ces différents éléments laissent penser aux enquêteurs qu'une nouvelle nuit bleue im-

minente était en préparation sur Ajaccio après celle du 17 avril. D'autres documents, ainsi que des photos volées au rectorat lors de l'occupation par des étudiants nationalistes en mars 1983, ont été retrouvés.

M. Luciani a reconnu son appartenance à l'organisation dissoute. Au cours de l'opération, cinq membres de sa famille ont été également interpellés, puis remis en liberté. M. Gaston Carrasco, procureur de

la République en Corse-du-Sud, a qualifié cette affaire de « très propre et exemplaire », lors de la conférence de presse commune tenue pour la première fois avec le commissaire Broussard. Celui-ci a estimé qu'il s'agissait d'un résultat lié « au travail en profondeur engagé depuis quelques mois et qui continue à porter ses fruits grâce à la collaboration de la population, ce qui tend à isoler un peu plus les partisans de l'action violente ».

DOMINIQUE ANTONI.

### A VOIR SUR ANTENNE 2

## Nouvelles images des années noires

Dans une salle de la Maison de la chimie, rue Saint-Dominique, à Paris, un homme, proche de la soixantaine, promène sur les murs un long regard et dit simplement : « Oui, c'était bien là ».

C'est bien ici, en effet, qu'André Kirichen, lycéen de quinze ans et demi, a été condamné à dix ans de prison par une cour militaire allemande, qui jugeait, avec lui, vingt-six autres résistants, pour le rôle qu'ils jouèrent dans « l'assassinat de la jeunesse » liée au Parti communiste français, et qui tous devaient être condamnés à mort le 14 avril 1942, après un procès qui avait commencé sept jours plus tôt.

Ce procès, les nazis l'avaient filmé, et le film, muet, en noir et blanc, devait être retrouvé quarante-deux ans plus tard, à Berlin, et proposé à Michel Thoulouze, responsable de « Dimanche-magazine ». Il restait à l'authentifier, à savoir de quelle affaire il pouvait s'agir. Des avis de recherche furent passés à l'antenne, montrant des visages de ces accusés de 1942. C'est ainsi que devait se reconnaître André Kirichen, qu'on invita à raconter. C'est ainsi que l'on put retrouver aussi les familles d'un certain nombre de ses compagnons. C'est ainsi enfin que fut réalisé, par Jean-Luc Saporta et Eide Feltrin, un document intitulé *Un printemps 42*, chargé d'une émotion d'autant plus forte qu'elle n'est jamais sollicitée.

Tout a été arrosé autour des ombres images tournées par les nazis. Entrée des juges militaires, qui font le salut hitlerien sous un immense drapeau à croix ger-

mée. Gros plans sur des hommes emprisonnés, mains dans le dos, sur les armes saisies, sur les tracts qu'ils distribuaient. Retour sur des visages jeunes, émus par l'épreuve des interrogatoires et de la prison. Mais visages fiers, sur lesquels l'opérateur a cherché, en vain, à traquer la peur ou l'indignité.

De chacun, ceux qui les ont connus parlent, ouvrent les albums de famille, évoquent le passé, les raisons du combat. Entre ces témoignages d'aujourd'hui, viennent en contrepoint de nouveaux moments du procès, dans cette solitude qui faisait de ces vingt-sept garçons des ignorés.

Contrepoint encore avec d'autres images de 1942, celles des actualités du moment. Alors que se déroulait le procès de la Maison de la chimie, Maurice Chevalier chantait, le champ de courses d'Auteuil faisait sa réouverture, on parlait de mode comme si de rien n'était, on célébrait les vertus de la collaboration, et l'occupant défilait sur les Champs-Élysées.

Le 17 avril, on fusilla les condamnés à mort au Mont-Valérien. Il resta, pour finir, ces lettres ultimes des uns et des autres, à la mère, à la femme, à l'enfant, griffonnées dans la pénombre d'une cellule, à cette heure où est donnée, même aux plus simples, la grâce de l'écriture.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.  
« Dimanche-magazine » : Un printemps 42, le dimanche 29 avril sur A2, 18 heures.

## Carnet

### Naissances

— Mouskès et Maurice LENFANT, sont heureux de faire part de la naissance de leur petite-fille.

### Victoire

Le 24 avril 1984, chez leurs enfants, Nathalie et Jérôme Lenfant.

### Décès

— M<sup>me</sup> Jacques Bauer, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Edouard Parker, leurs enfants et leur petite-fille, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Francis Bauer et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Bauer et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Gérard Bauer et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Bauer et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Paul Castelleau, M<sup>me</sup> Jean Puech, M<sup>me</sup> Georges Bauer, M<sup>me</sup> Jean Bauer, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Fisch et Ortiz, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques BAUER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, survenu le 27 avril 1984. La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 2 mai 1984, à 14 heures, en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 147, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>re</sup>. Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> J.-C. Garnier et leur fille, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> A. Maréchal et leurs enfants, ont le chagrin d'apprendre la mort de leur père

André GARNIER, « Bob », journaliste.

à Caen le 23 avril 1984. Route de Basly.

33, rue Rabelais, 64000 Pau. Tél. 05 51 14 44 00. 14440 Douvres-la-Défilivande.

— M<sup>me</sup> Charles Lepissier, M<sup>me</sup> Paul Mourin, M<sup>me</sup> Hervé Lepissier et sa fille Aurélie, Le docteur et M<sup>me</sup> H. Lepissier, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> F. X. Gille et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Hervé LEPISSIER,

survenu le 23 avril 1984.

Une messe sera dite à son intention, le lundi 30 avril, à 9 h 15, en l'église Saint-Lubin de Rambouillet (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Lendré, 78120 Rambouillet. Ambassade de France, Caracaras (Venezuela).

— M<sup>me</sup> Yvonne S. Perdiccas, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> B. Darras et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> R. Chouaib et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> P. Perdiccas et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Stavros PERDICCAS,

survenu à Salonique, le 26 avril 1984.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OSSEQUES

### Remerciements

— Oran, Paris, Toulouse, Marseille.

La famille Benattar, dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques d'amitié et de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de

M. Jacob BENATTAR,

tient à vous exprimer sa gratitude et ses sincères remerciements.

Les prières des sept jours seront célébrées au domicile de M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Elie-Roger Benattar, 80, avenue Gambetta, 92400 Courbevoie, le dimanche 29 avril 1984, à 19 heures.

### Anniversaires

— Le dimanche 1<sup>er</sup> mai 1977, Dieu a rappelé à Lui, à vingt-six ans,

M. Jean AMEYRE, ancien élève de l'ENSEM et du lycée Joffre de Montpellier, ingénieur à l'EDF.

« Heureux ceux qui ont le cœur pur ».

Sa famille le rappelle au souvenir de ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé, et confie à leurs prières sa petite Anne-Laure, née le 11 juillet 1977.

— Que tous ceux qui l'ont aimé aient une pensée pour

Abbas COUZE, qui nous a quittés en 1968, à l'âge de trente-trois ans, et qui fêterait son cinquantième anniversaire ce 30 avril.

### Soutenances de thèses

#### DOCTORAT D'ETAT

— Université Lyon-II, jeudi 3 mai, à 14 h 15, salle des Colloques, M<sup>me</sup> Geneviève Cornu (née Collin) : « Peinture et poésie : langage, production, création message ».

### INCULPATION DU DIRECTEUR DE LA TÉLÉVISION CLANDESTINE ANTÈNE 1

M. Claude Grellier, juge d'instruction au tribunal de Paris, a inculpé, vendredi 27 avril, M. Eric Fery, président de l'association Antène 1, et directeur des programmes de cette télévision clandestine, d'« usage de fréquences radio électriques non autorisées ». Ce délit est réprimé par les articles 6, 7 et 97 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.

M. Fery faisait l'objet d'un mandat d'amener du magistrat délivré à la suite des émissions à Paris d'Antène 1 du 13 avril (*le Monde* daté 15-16 avril). Il a été interpellé à Nantes, jeudi 26 avril, par la police judiciaire, qui devait saisir en même temps à bord de la voiture où il se trouvait un matériel d'émission pour une prochaine émission pirate projetée depuis la région de Nantes. En quittant le cabinet de M. Grellier, M. Fery a déclaré qu'il avait été « tabassé, gazé et humilié » par les policiers lors de son arrestation. Il a désigné comme défenseurs, M<sup>me</sup> Jean-Louis Bessis et Marie-Christine Deluc.

« Plusieurs milliers d'hectares détruits par des incendies » — Plusieurs incendies dus au vent et à la sécheresse ont ravagé, depuis le début de la semaine, des milliers d'hectares de bois et de landes en France. Un feu qui s'est déclaré, vendredi 27 avril dans la matinée, au camp militaire de la Courvine, près de Guéret (Creuse), et qui a détruit environ mille hectares, n'était pas circonscrit dans la matinée de samedi 150 hectares de landes et de résineux ont brûlés sur la commune de La Fage-Saint-Julien (Lozère). Ce feu, qui a pris mardi 24 avril, n'a pu être circonscrit que vendredi 27. Plusieurs incendies ont également ravagé des dizaines d'hectares de résineux dans la forêt ardennaise.



POURSUIVIS POUR INFRACTION  
A LA LÉGISLATION DES JEUX

Trois dirigeants du Palm Beach  
de Cannes sont relaxés

De notre correspondant

Cannes. — Dans un jugement de délibéré rendu le vendredi 27 avril, le tribunal correctionnel de Grasse, présidé par M. Robert Cordas, a relaxé trois dirigeants du Palm Beach Casino de Cannes, MM. Yves de Félix, quarante-neuf ans, directeur général, François Moraglia, cinquante-huit ans, directeur des jeux, et l'adjoint de celui-ci, M. André Béraudo, cinquante ans, poursuivi pour « infraction à la législation sur les jeux et abus de confiance ». Le tribunal a déclaré irrecevable la constitution de partie civile du Trésor public, lequel réclamait le paiement d'une somme de 4 786 000 F.

Lors de l'audience, le 19 mars dernier, le ministère public avait requis contre les prévenus des peines allant de six mois à dix-huit mois de prison avec sursis. Ce jugement est le premier à intervenir au sujet d'une pratique courante dans les casinos, consistant à payer des gains à des joueurs ayant soulevé une contestation, lorsqu'un doute existe en leur faveur. Le tribunal a consacré en la matière la latitude laissée aux responsables d'établissements de jeux d'agir en fonction des intérêts commerciaux de ces établissements, dès lors qu'il n'existe « ni préjudice certain, ni intention frauduleuse ».

Il était reproché aux prévenus d'avoir ordonné — ou couvert, pour M. de Félix — au cours des années 1979 et 1980 une série de paiements « induits » à la roulette, représentant une somme de 5 757 000 F en faveur de clients étrangers se prétendant

victimes d'erreurs, d'accidents, ou de malveillance (mises mal placées par le croupier, ou déplacées inopinément ou subitement, annonces mal interprétées). Dans ses attendus, le tribunal a notamment considéré que, « si la remise en cours de partie de plaques ou de jetons dans des circonstances litigieuses a pour conséquence de diminuer l'encaisse, elle est aussi de nature à permettre aux joueurs ainsi payés de miser à nouveau (...) si bien qu'il n'est pas possible d'affirmer que les paiements litigieux ont eu pour effet inéluctable de diminuer le montant du produit brut des jeux constaté en fin de partie ».

Il n'y aurait donc pas eu, au sens de la loi, de dissimulation. En ce qui concerne l'abus de confiance, le tribunal a jugé « admissible et exclusive de l'intention frauduleuse » la tâche des responsables du Palm Beach selon laquelle ils ont ordonné des paiements de gains « lorsque le litige soulevé leur paraissait comporter un doute en faveur des clients ». Ce défaut d'intention frauduleuse résulte également de « l'absence de manœuvre ou d'artifice ayant entouré les paiements qui s'effectuaient (...) au vu et au su de tous ». Le tribunal a enfin estimé que « le caractère préjudiciable aux intérêts du casino de cette pratique n'est pas certain dans la mesure où ces paiements avaient pour but et sans doute pour effet de retenir des clients passionnés (...) en évitant de les mécontenter et donc de les perdre au profit d'établissements concurrents ».

GUY PORTE.

Dieu-mère ou Christ-femme

« Dieu n'est pas une divinité mâle et l'on peut s'adresser à lui (ou à elle) en l'appelant « Notre Mère », affirme un rapport publié en Grande-Bretagne par la très austère Eglise d'Ecosse. Les auteurs du rapport, qui sera débattu par l'assemblée générale de l'Eglise le mois prochain, étaient divisés toutefois sur la manière de s'adresser à Dieu. Une minorité a souligné que la paternité de Dieu s'exprime avec force dans le Nouveau Testament devant être normative pour l'Eglise, alors que la majorité pensait que les revendica-

tions des femmes, qui se sentent aliénées dans une Eglise exclusivement masculine, doivent être prises en compte.

Tous, en revanche, étaient d'accord pour dire que Dieu n'est pas masculin et que, dans la Bible, l'amour de Dieu est souvent dépeint en utilisant des métaphores tirées de l'expérience féminine ou maternelle. D'où la conclusion du rapport : « Dieu ressemble, même s'il (elle) le transcende, à tout ce qu'il y a de mieux dans la façon, pour une femme, d'être un être humain et une mère ».

En se référant à la prière utilisée par la Guilde des femmes de l'Eglise d'Ecosse (sobriété-séisme mille membres), dans laquelle se trouvent les invocations « Dieu notre mère » et « Chère Dieu-Mère », le rapport nie que la maternité divine soit un concept catholique, en faisant remarquer

que cela n'a rien à voir avec le titre donné à la Vierge de « mère de Dieu ». Le rapport condamne le culte marial catholique, y voyant justement une « compensation psychologique » à l'image exclusivement masculine de Dieu.

D'autre part, à New-York, une statue du Christ représentée sous les traits d'une femme provoque une vive controverse. Exposé-dernière l'autel de la cathédrale épiscopale (anglicane) Saint-Jean, la statue en bronze figure un Christ féminin crucifié, mais sans la croix. Elle est l'œuvre de M<sup>me</sup> Edwina Sandys, une petite-fille de Winston Churchill.

Parmi les personnes scandalisées par cette œuvre, le révérend Walter Dennis, évêque suffragant de New-York, a déclaré en chaire qu'il se sentait obligé de dénoncer publiquement une œuvre « théologiquement et historiquement indéfendable ». Le révérend James Morton, doyen de la cathédrale, a estimé, en revanche, que cette sculpture n'est pas plus choquante que les Christs noirs ou orientaux. Déclarant que la réaction a été « positive à une écrasante majorité », il a ajouté que des femmes, qui le considéraient comme pieuses et traditionnelles, lui ont affirmé qu'elles avaient vécu la semaine sainte d'une façon totalement nouvelle grâce à cette statue.

A. W.

La famine menace  
cent soixante-dix millions  
d'enfants africains

De notre envoyée spéciale

Rome. — Pour 170 millions d'enfants, la catastrophe alimentaire qui s'abat en ce moment sur l'Afrique noire représente une grave menace. Le continent noir abrite près de 200 millions d'enfants âgés de moins de quinze ans, dont les conditions de vie sont entièrement perturbées par la famine qui est apparue de nou-

veau. — Aussi est-ce un cri d'alarme qu'a lancé, vendredi 27 avril, M. James Grant, directeur général de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), au cours de la réunion annuelle de l'organisation qui a lieu jusqu'au 4 mai à Rome.

La mortalité infantile, en effet, est en Afrique la plus élevée du monde (1). Elle dépasse dans trente-quatre pays du continent noir le taux de 100 pour 1 000 (100 pour 1 000 en France). Dans plusieurs pays, elle atteint aujourd'hui, souligne l'UNICEF, 50 % et même parfois 100 % depuis que la sécheresse et la désertification ont pris les dimensions d'une catastrophe.

La pauvreté absolue

La population de l'Afrique noire atteint aujourd'hui 350 millions d'habitants. Ce continent réputé sous-peuplé, qui comporte d'immenses superficies désertiques — la densité n'atteint en Afrique que seize personnes au kilomètre carré, — est, paradoxalement, sur la voie du surpeuplement relativement à sa production agricole. Celle-ci, en effet, diminue chaque année. Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), cette baisse a atteint globalement quelque 10 % entre 1970 et 1980, et même 20 % dans les pays les plus affectés par les aléas climatiques et les conflits armés. Or la population, elle, augmente de 3 % chaque année, ce qui est le taux de croissance le plus élevé de la planète.

Il s'est donc créé toutes les conditions d'une crise alimentaire aiguë dont les effets apparaissent à présent au grand jour. Si l'évolution actuelle se poursuit, le nombre des personnes sous-alimentées, qui était déjà de 70 millions il y a dix ans, devrait approcher les 100 millions en 1990.

Les experts s'interrogent évidemment sur les causes d'une telle dégradation. La première est purement économique : la faiblesse des revenus — ceux des Etats comme ceux des individus — est telle que 70 % des Africains vivent au-dessous

du seuil de « la pauvreté absolue » (moins de 400 dollars par habitant et par an) ; dans ces conditions, toute modernisation de l'agriculture relève du vœu pieux.

La seconde cause est climatique : la baisse de la pluviométrie dans le Sahel et dans quelques pays d'Afrique australe (Mozambique, Zimbabwe) est constante depuis 1968. Le déficit a été suraigu en 1973 ; il est plus grave encore aujourd'hui. Le déficit des grands fleuves d'Afrique de l'Ouest a chuté. Le Niger et le lac Tchad ont aujourd'hui presque à sec et la nappe phréatique est épuisée en de nombreux points. De plus, la désertification du continent progresse.

La communauté mondiale, depuis quelques mois, prend conscience de la gravité de la menace qui touche le continent noir. Elle se souvient de la dernière sécheresse, celle de 1973, qui provoqua la mort d'environ 100 000 personnes et de 3,5 millions d'animaux. Les Nations unies ont lancé récemment un appel à la solidarité, suivies par la FAO puis, plus récemment, par les instances dirigeantes du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et du CHSS (comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel).

La Communauté européenne, sous l'impulsion de M. Edgard Pisani, multiplie de son côté les efforts, ainsi que les Etats bailleurs d'aides bilatérales. Les Etats-Unis, par exemple, viennent d'annoncer une allocation supplémentaire de 90 millions de dollars d'aide alimentaire à l'Afrique.

L'UNICEF, de son côté, prévoit d'augmenter considérablement les moyens humains et financiers dont il dispose pour renforcer son action sur le continent, qu'il juge globalement sinistré. L'organisation vient de dégager 10 millions de dollars destinés à une action d'urgence, qui s'ajoutera à son aide régulière. Quelques pays industrialisés ont déjà annoncé leur intention d'augmenter leur contribution. En France, les fonds destinés à l'UNICEF sont majoritairement recueillis grâce aux dons privés, c'est-à-dire grâce au dynamisme du Comité français (2) qui les collecte.

CLAIRE BRISSET.

- (1) Le taux de mortalité infantile désigne le nombre d'enfants qui mourront avant l'âge d'un an, sur une population de mille enfants. Il dépasse les 150 pour 1 000 dans les neuf pays suivants : Angola, Bénin, Gambie, Ouganda, Haute-Volta, Libéria, Malawi, Mali et Sierra Leone.
- (2) 35, rue Félié-David, Paris 16<sup>e</sup>.

UN VOCABULAIRE POUR LES ACTIVITÉS DES FEMMES

Des mots pour la dire

Ricanements, sourires, sarcasmes... Alors que les quelques vingt-trois commissions de terminologie formées depuis une quinzaine d'années pour dépeindre le français ont été acceptées sans frémissement, il n'en est pas de même pour la « commission de terminologie relative au vocabulaire concernant les activités des femmes », créée par M<sup>me</sup> Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme et présidente par l'écrivaine Benoîte Groult. Les lecteurs du Monde l'auront peut-être constaté, les journalistes eux-mêmes, dont le langage est après tout l'outil de travail numéro un, ne sont pas d'accord entre eux (le Monde des 21 et 28 avril), et telle rédactrice qui s'était avisée, en 1981, d'écrire « le ministre, le député et le sénateur » s'est vu rappeler au respect du bon usage.

Persone n'a songé à contredire M<sup>me</sup> Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité pour l'audiovisuel, lorsqu'elle a affirmé récemment qu'« une langue qui n'arrive pas à décrire la réalité d'aujourd'hui et qui ne possède pas de termes pour nommer les nouveautés technologiques est une langue morte, ou du moins une langue mutilée », mais il suffit apparemment que des femmes souhaitent, comme l'explique M<sup>me</sup> Groult, « adapter la langue à ce fait nouveau qui est l'accession des femmes de plus en plus nombreuses à des postes jusqu'alors réservés aux hommes » pour qu'on entende des soupçons et que l'on voie des épauls se lever !

Pourtant, comme le dit M<sup>me</sup> Groult, il faut bien se rendre à l'évidence, « la cacophonie grammaticale atteinte par notre langue est absolument totale ». La lecture du numéro 19-20 de Médias et langage (1) est édifiante dans ce domaine. Cela commence à l'école, où, si l'on a une maîtresse, on s'apprend très vite qu'il n'y a que des « Madame le professeur ». Si votre docteur porte un jupon, essayez de l'appeler doctoresse ; quant à votre chef de service, même s'il est une femme, vous ne pouvez que lui octroyer un titre masculin...

« On nomme la femme cuisinière, explique M<sup>me</sup> Roudy, ménagère ou infirmière, hôtesse, d'accueil ou de l'air. On la nomme partout où notre système paraît concevoir qu'elle se trouve légitimement. Mais on ne la nomme pas au sommet de l'échelle, à moins qu'elle soit reine ou princesse, c'est-à-dire sans pouvoir ». Il existe des directrices d'école, des présidentes d'association, mais point de présidente-directrice générale. On n'hésite pas devant « maîtresse de maison », mais « maîtresse de conférences » est loin d'entrer dans les mœurs. « Les femmes peuvent s'intituler conseillère conjuguale, mais pas

conseillère municipale. Le féminin au lit, soit, mais pas à la mairie », s'étonne, avec toute la fougue dont elle est capable, M<sup>me</sup> Groult.

Quel vilain procès de misogynie font les féministes, s'offusquent certains. Mais pourquoi alors s'opposent-elles à toute évolution et n'ont-elles pas, à leur tour, une occupation bien futile, disent d'autres. Ceux-là semblent nier l'influence du langage. « Une langue, explique justement M. Alain Fontepie, directeur de la revue Médias et langage, est une manière particulière d'analyser le monde. Consciemment ou non, elle reflète notre attitude face à lui, et notre jugement sur lui... La langue reproduit l'idéologie qu'elle porte ; elle forme chez les enfants, tandis qu'ils l'acquièrent, leur perception du monde... Si le changement social finit toujours par trouver son reflet dans la langue, il peut aussi et de manière décisive être porté par elle ».

Il faut laisser faire le temps, s'implantent des pratiques, nous expliquent docilement quelques spécialistes. Le seul problème, c'est que les meilleures volontés se heurtent à des obstacles inébranlables. M<sup>me</sup> Roudy et M<sup>me</sup> Rozès se sont vu opposer des arguments d'ordre juridique lorsque l'une a formulé le désir de se faire appeler « Madame le ministre », et l'autre « Madame la première présidente de la Cour de cassation ». Jusqu'à l'Académie française, qui a fini par accepter d'ouvrir ses portes à une femme, M<sup>me</sup> Marguerite Youriener, n'a pas été jusqu'à lui donner le titre d'académicienne mais lui a consacré celui d'académicien.

Bon courage ! s'exclame-t-on également sur le ton ironique de ceux qui n'y croient pas. La tâche est en effet immense et ardue. Immenable, car le nombre de mots à examiner est très grand ; ardue, car, au fil des temps, certains suffixes ont pris des connotations péjoratives, comme le « esse », par exemple. A cela s'ajoutent les formes désuètes, ce qui réduit les possibilités !

Le seul argument de poids reste celui de l'efficacité. A quoi bon, en effet, forger des mots s'ils ne sont pas utilisés. Or, il faut le reconnaître, certaines femmes hésitent à utiliser leur titre au féminin. Elles craignent de dévaloriser ainsi leur profession. La bataille ne sera vraiment gagnée que lorsque l'on verra enfin sur les cartes de visite M<sup>me</sup> G.T., avocate ; M<sup>me</sup> Y.Z., ingénieure, écrivaine, etc.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) Médias et langage, 10, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : 544-41-30.

Planche à voile et sport-spectacle

La Fédération entre dans la compétition à la Torche

La première épreuve des deuxièmes championnats du monde de fun-board (planche à voile de vitesse et de saut de vagues), qui se dispute, jusqu'au mardi 8 mai à la pointe de la Torche dans le Finistère, a bien failli ne pas avoir lieu cette année en France.

En décidant d'intervenir directement dans l'organisation d'une épreuve qui avait connu l'an dernier, pour sa première édition, un grand succès sportif et populaire, la Fédération française de voile (FFV) s'est trouvée confrontée aux problèmes posés par un nouveau sport-spectacle.

Le premier organisateur choisi par la WSMA (World Sailboard Manufacturer Association), l'association des constructeurs (sept fabricants de planches et quatre voiliers) qui patronne le championnat et engage directement quarante-huit des soixante-quatre concurrents, souhaitait avoir un contrôle total sur l'épreuve de la Torche. A l'appui de cette exigence, il faisait valoir, en particulier, le succès du Grand Prix de Brest organisé l'an dernier pour remplacer l'étape de Hawaii annulée faute de vent. Mais la FFV considère que ce rôle lui revient aujourd'hui autant pour les épreuves de fun-board que pour les courses plus classiques comme les régates pré-olympiques qui ont lieu actuellement à Hyères : « Tous ce qui se passe sur l'eau est de notre ressort, précise M. Gardère, le directeur général de la FFV. Nous sommes responsables de la sécurité pour toutes les compétitions de planches à voile, qui doivent être inscrites à notre calendrier et se dérouler en présence de juges de la Fédération ». C'est ainsi que

la FFV est intervenue auprès de plusieurs ministères pour tenter d'annuler la semaine de vitesse qui a eu lieu sur l'étang de Thau, près de Sète, il y a quinze jours et qui a vu Olivier Angé battre officiellement le record de France de vitesse en planche à voile avec 29,31 nœuds (54,3 km/h), un record qui ne sera pas homologué par la Fédération.

Le fun-board bouscule les règles traditionnelles de la voile : c'est ainsi que l'interdiction du « pumping », qui permet au planchiste d'ajouter sa force musculaire à la puissance du vent dans la voile, a été abandonnée « à titre expérimental » pendant un an, ce qui ne pourra que favoriser l'aspect spec-

taculaire des compétitions. La Fédération française de voile voit maintenant dans la planche, qui compte à elle seule plus de 35 000 licenciés, un secteur d'avant-garde. C'est pourquoi elle prend une part active à l'organisation et délègue plusieurs de ses représentants à la Torche pour une compétition qui dispose d'un budget de plus de dix millions de francs : « L'existence d'un sport professionnel comme le fun-board qui garantit un spectacle de qualité avec des coureurs de haut niveau devrait permettre le développement de la pratique de ce sport par tous les amateurs », espère-t-on à la FFV.

CHRISTOPHE DE CHENAY.

D'un sport à l'autre

RUGBY : Tarbes quart de finaliste. — Grâce notamment à un essai de Trille, le Stade toulousain, du nouveau capitaine du XV de France Philippe Dintaras, s'est qualifié pour les quarts de finale du championnat en battant 16-9, le 27 avril, à Toulouse, l'équipe de Bègles-Bordeaux, qui s'était inclinée, 6-3 au match aller.

TENNIS : la Raquette d'or d'Aix-en-Provence. — Réinscrit au calendrier du Grand Prix avec une dotation de 75 000 dollars, le Tournoi de la raquette d'or d'Aix-en-Provence devait connaître, le 28 avril, des demi-finales entre Espagnols et Australiens, Juan Aguilera a en effet éliminé l'Argen-

tin Clerc (7-6, 7-5), tandis que Fernando Luna a battu le Suédois Nystrom (6-1, 6-4). Ils devaient affronter respectivement Paul McNamee, vainqueur de son compatriote Pat Cash (7-6, 6-0), et Trevor Allan, qui a sorti l'Uruguayen Perez (6-1, 5-7, 6-3).

NOUVELLES MANIFESTATIONS  
DES IRIENS  
DE LA CITÉ UNIVERSITAIRE  
DE PARIS

La police est intervenue, vendredi 27 avril, peu avant midi, à la Cité universitaire de Paris pour disperser un rassemblement d'une centaine de ressortissants iraniens, appartenant en majorité aux Moudjahidines du peuple, le mouvement d'opposition à l'imam Khomeiny, qu'anime M. Massoud Radjavi, et manifestant aux cris de « Halte aux assassinats en Iran », « Khomeiny assassin », et « A bas Khomeiny, à bas Bakhtar ». Depuis de très nombreux mois, les réfugiés politiques iraniens de toutes tendances ont pris, en effet, l'habitude de se rassembler, surtout le vendredi, mais parfois même d'autres jours de la semaine, dans le périmètre de la Cité universitaire. A plusieurs reprises, des affrontements ont eu lieu entre militants de toutes tendances, y compris de celle des partisans du régime iranien actuel.

Les CRS ont procédé à une vingtaine d'interpellations avant de faire évacuer les lieux.

Les policiers ont ensuite contrôlé l'identité de tous les étudiants qui voulaient entrer dans la Cité. « Cela ne peut plus durer », estime un des responsables de la Cité universitaire.

technique  
PICARD  
évolue

1 CLE + 1 CODE  
PROTECTION  
RENFORCÉE



## Culture

### La Bastille aura son Opéra

(Suite de la première page.)

Il restera à mettre au point la transition entre l'établissement public, organisme de construction de l'Opéra-Bastille, et l'Opéra de Paris qui en prendra le contrôle à partir de 1989.

La perspective de ce premier théâtre, qui fonctionnera donc deux ans avant la grande salle, est assez excitante. Il permettra une expérimentation très originale et commencera à façonner le visage de l'ensemble, tout en assurant une approche et un déroulement des problèmes (aussi bien techniques et psychologiques qu'artistiques) de ce nouvel édifice.

L'EPOS a organisé, les 14 et 15 avril, un symposium réunissant vingt-deux personnalités du monde lyrique (3) autour de Maurice Fleuret, directeur de la musique au ministère de la culture, Massimo Bogliaccino et Pierre Boulez, pour jeter les bases de cette première programmation.

Un large accord s'est fait pour donner à la salle mobile une vocation « contemporaine », création d'œuvres nouvelles et opéras du vingtième siècle, sans exclusion des œuvres plus anciennes (baroques notamment) dans une relecture moderne, complétée par des spectacles de danse et des concerts. Il est question aussi de reprendre des spectacles de province correspondant à cet esprit, pour constituer un fonds de roulement, et peut-être, avant même l'ouverture, de coproduire, avec le label Bastille, certaines œuvres montées dans d'autres théâtres et qui en seraient, en quelque sorte, la préfiguration.

Cette large ouverture indique le souci de « créer une scénographie moderne pour l'art lyrique », tout en ayant une exploitation rentable, dans la mesure où cette salle doit concourir sérieusement à l'équilibre financier de l'Opéra-Bastille (cf. le Monde du 20 novembre 1983).

La nomination par l'EPOS d'un directeur artistique marque la volonté d'avancer rapidement, sous la responsabilité d'un homme de métier. Codirecteur de l'Opéra de Lyon avec Louis Erlo depuis 1980, Jean-Pierre Broermann a quarante-quatre ans; en grande partie autodidacte, ancien élève de l'école Estienne, puis des classes de chant du Conservatoire de Paris, il a fait une brève carrière de baryton (Orléans, en 1989, le Don Juan de Sémeroff), puis est entré à l'Opéra du Rhin comme directeur de la troupe et adjoint au directeur artistique aux côtés d'Alain Lombard, avant de rejoindre Louis Erlo avec qui il a formé une équipe insaisissable.

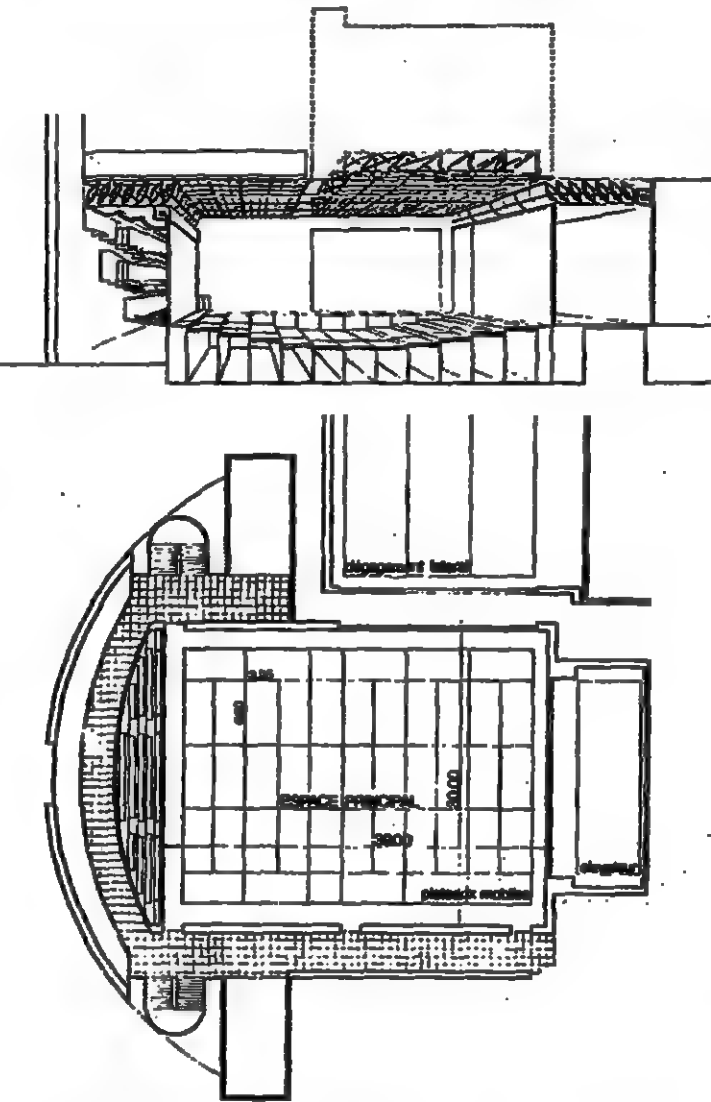
Discret, efficace, remarquable découvreur de talents et administrateur précis, ouvert aux créations et au renouvellement le plus profond du répertoire, il est, sans

aucun doute, l'homme sur lequel l'Opéra peut fonder les plus grands espoirs.

En accord avec les deux conseillers et la direction de la musique, qui mise hardiment sur la « prise de la Bastille », Broermann va jouer un rôle important dans le destin de la nouvelle salle : pour la programmation et le choix des artistes, certes, mais aussi dans l'élaboration des règles de travail à tous les échelons, le recrutement et l'animation d'une troupe de chanteurs français et internationaux — vaste objet de débat. Un labeur souvent obscur, mais où se jouent l'esprit de corps et la réussite de l'entreprise. Le départ de Broermann est une lourde perte pour Louis Erlo, mais aussi la prolongation et l'épanouissement de l'œuvre accomplie depuis quinze années en solitaire par l'Opéra de Lyon.

L'heureuse émergence d'un bust plus proche du réel que pour autant la préparation paisible, sérieuse, mais active, du grand bâtiment. A la fin du premier semestre, les études seront achevées et une maquette définitive de l'Opéra-Bastille sera présentée au public à l'automne. L'œuvre de Carlos Ott s'affine, s'allège, évolue vers la transparence, le verre gagne de plus en plus, l'escalier devient monumental, les vitraux portiques ont disparu.

Parallèlement, des pas importants sont faits quant à la scénographie et à l'acoustique, avec des consultants étrangers (Rudolph Biete, de Berlin, pour l'une, Helmut Müller pour l'autre) associés à des équipes françaises (4), qui permettront à celles-ci de rattraper notre retard en ces domaines, les réalisations étant confiées à des entreprises nationales.



Avant que soit inauguré, en juillet 1989, l'ensemble de l'Opéra de la Bastille, les plans de 1987 devaient être revus. Le schéma ci-dessus reproduit ci-dessus, selon ses investisseurs, « totalement modifiable et à caractère variable », d'un-dire qu'elle pourra répondre aussi bien aux exigences du répertoire (avec une acoustique variable) qu'aux souhaits des auteurs. Des spectacles contemporains, qui dispersent les spectateurs, multiplient les sources sonores, utilisent toutes les ressources des techniques audiovisuelles.

### Verdi après les Six Jours

Le public d'Aix n'est sans doute pas le public, à peine moins frais, à peine moins neuf, des Six Jours de Paris. Il le montre en s'abstenant encore à prendre sa voiture pour se rendre à la nouvelle « salle de spectacle » de la capitale, alors que le RER et la SNCF (gare de Lyon) ou le bon vieux métro (Bercy) lui permettraient de pallier l'étonnante imprévoyance des édiles en matière de stationnement et de circulation aux abords de la salle.

Le public d'Aix découvre donc probablement Bercy, cette architecture babylonienne-pharaonique vouée au sport, et, semble-t-il, aux arts à ses moments perdus. Quelques-uns dans ce public ont pu honorer l'idée de ce Palais omnisports dans les anciens entrepôts, égarant de sa masse la vieille ville du vin. Il ont pu redouter ce gros objet vert et trapu, et lui souhaiter au moins un autre emplacement. Le regret vaut toujours, mais, force est de le constater, le « gros objet vert » des architectes Andruet et Parrot est en vérité la meilleure œuvre qu'ils aient construite, et c'est devenu une splendide bâtisse.

Splendide à l'extérieur, impressionnant à l'intérieur, il faut, pour Aix, arriver tout juste en retard, mais pas davantage, afin d'entrer, tout en haut, dans le cirque, au moment où le noir qui précède l'ouverture a envahi l'espace, et voir monter le jour sur le décor grandiose, hollywoodien, imaginé par Vittorio Rossi, sous le ciel métallique du Palais. C'est absolument saisissant. Qu'il s'agisse de Verdi ou

de Bercy, on n'a pas fait dans la dentelle, mais la réussite de la mairie de Paris est incontestable, dans l'un et l'autre cas.

Cela dit l'opération vaut pour Aix, elle vaudrait sans doute pour une ou deux autres œuvres du maître, et vaudrait sans doute encore pour un Robert Hoeslin. Elle serait très probablement un échec pour la quasi-totalité du répertoire d'opéra.

Sans doute l'acoustique du Palais omnisports de Bercy n'est-elle pas idéale depuis le fleuve, mais elle reste très élastique. Il faut beaucoup de bonne volonté aux occupants des derniers gradins, ou qu'ils soient diablement séduits par l'aspect visuel du spectacle, pour leur permettre d'affirmer qu'ils ont bien entendu un opéra. Même du plus près de la scène, les silences sont d'ailleurs largement abîmés par le doux ronflement des systèmes de ventilation.

Tout cela pour dire que le maire de Paris n'a pas vraiment inventé l'opéra populaire coné manqué à sa ville. Et les défauts techniques ne sont pas les moins redoutables. La musique et son auditeur habituel conserveront leurs exigences pour des œuvres moins spectaculaires. Tous les opéras ne se satisferont pas d'être joués au creux de cette vallée somptueuse. Toutes les voix non plus, on s'en doute. Alors, puisque le public vient de montrer qu'il était infiniment plus nombreux qu'on ne l'imaginait, l'autre opéra reste à construire.

F. E.

## Communication

### Un avertissement solennel de la Haute Autorité

(Suite de la première page.)

A deux reprises, le document fait référence au rapport Moynet, dont les suggestions n'ont pas été toutes retenues dans la loi de 29 juillet 1982. Mais trois points essentiels sont évoqués à la fin du document :

« Il convient d'alléger les cahiers des charges des sociétés, de l'abandonner et la pesanteur des obligations imposées au secteur de l'audiovisuel le placent en situation de faiblesse ».

« Le service public de l'audiovisuel ne peut s'accommoder du cadre rigide d'un budget annuel ». En conséquence — et comme le suggère le rapport Moynet, — il convient d'étudier les modalités d'un plan de « financement pluriannuel (...) en donnant à la Haute Autorité les moyens de contrôler sa gestion ».

« Pour relever le défi culturel qui va nous être lancé, il est capital que le service public modernisé et rendu à son rôle essentiel, création et production de programmes, y prenne toute sa place ».

Le texte de la Haute Autorité reprend ainsi à son compte un certain nombre de propos et de « petites phrases », tenues récemment par différents responsables de l'audiovisuel, tout en réaffirmant sans ambiguïté la garantie absolue que constituerait un secteur public rénové, dans ses structures comme dans son esprit.

Un passage, M<sup>me</sup> Michèle Cotta en profite pour souligner le paradoxe qui existe entre la responsabilité la plus large qui devrait, selon la loi, être celle de la Haute Autorité, garante de l'indépen-

dance du service public, et l'absence de moyens d'action qui est la sienne en matière de financement, qui reste du ressort du secrétariat d'Etat aux techniques de la communication et, chaque année, du Parlement. L'argent étant, comme chacun sait, le nerf de la guerre, M<sup>me</sup> Michèle Cotta souligne ainsi les limites actuelles de l'autorité qu'elle exerce et les correctifs qu'il conviendrait d'apporter à la loi dans les plus brefs délais.

Elle ne le fait pas avec les effets spectaculaires qui accompagnent généralement ce genre de démarche mais avec la solennité qu'impose l'urgence des grandes orientations à prendre pour les cinq années à venir, notamment par rapport à l'explosion des autres médias audiovisuels.

CLAUDE DUREUX.

### « On ne doit pas fermer les yeux sur les faiblesses, les défauts, voire les tares du système »

Voici le texte du document que la Haute Autorité a choisi de rendre public :

La Haute Autorité a déjà fait connaître l'inquiétude que lui cause l'existence de faiblesses engendrées par le service public, par l'absence de réponse aux questions essentielles qu'impose la mutation technologique en cours, qui débouche sur une transformation profonde du système de communication. Nul ne conteste que les cinq années à venir seront décisives : nul, non plus, ne prétend que le service public aborde ces échéances dans de bonnes conditions, mais la Haute Autorité ne saurait s'associer à sa mise en accusation globale, surtout quand la réputation sous-jacente que la télévision — plus exactement la télévision — serait un remède miracle. Le secteur privé a sa place dans la configuration audiovisuelle à venir, avec sa logique et ses objectifs propres, et il peut servir de stimulant au service public, mais il ne peut le remplacer.

Le mythe selon lequel le seul loi de la télévision serait une super-télévision n'est qu'une illusion comme en qualité, ne se vérifie dans aucun des pays ayant choisi cette option. Familiarisés avec le paysage audiovisuel étranger — qu'ils ignorent très largement — les Français s'en retirent pas le budget de fonctionnement du secteur privé réussit partout où le secteur public échoue.

Pour autant, si l'on refuse la remise en cause de l'idée même de service public, on ne doit pas fermer les yeux sur les faiblesses, les défauts, voire les tares du système, qui exigent une réforme sérieuse.

En l'espace de quinze ans, les réformes se sont succédées, sans jamais être précédées d'une étude économique sérieuse.

L'ORTF équilibrait ses comptes, produisant 80 % de ses programmes avec ses propres moyens et ses propres ressources, et passait pour l'un des meilleurs outils audiovisuels du monde. L'éclatement de l'audiovisuel public résultant de la loi de 7 août 1974 et confirmé par la loi de 29 juillet 1982 n'a pas entraîné une augmentation notable des coûts de production, tandis que la part du budget des chaînes consacrée à la production de programmes continuait de se réduire, entraînant une crise de confiance des personnels, qui s'interrogeaient, à juste titre, sur leur avenir.

Par ailleurs, la décision des pouvoirs publics de transférer au service public la gestion de l'audiovisuel, en lui retirant l'accès aux nouveaux développements.

Il est urgent que le service éponge son temps et se réforme, faute de quoi il se réduira à un rôle marginal; les sociétés qui le composent doivent procéder à une remise en ordre et d'abord mettre un terme à la progression bureaucratique des frais de gestion et administratifs. En 1982 et 1983, les ressources ont augmenté, la production nationale a stagné; elle a donc perdu du terrain, en pourcentage d'un budget global qui dépasse 10 milliards de francs. Les téléspectateurs sont en droit d'attendre une gestion plus efficace de ces ressources importantes, dont la finalité est de produire des images, non des bilans.

Le problème des personnels est souvent évoqué de façon sommaire. Sont-ils trop nombreux? On conviendrait qu'ils sont, en tout cas, mal distribués et mal employés. A certaines heures, ici ou là, correspondent des pénuries dans d'autres secteurs, ceux notamment de la production et des mutations techniques imposent une formation permanente qui est très insuffisamment développée. Les réflexes corporatistes — habituels en période de crise — ne doivent pas bloquer une

évolution inéluctable. Un redéploiement des personnels en surabondance aurait pour première conséquence — entre beaucoup d'autres — de permettre à FR3 d'assurer la régulation que lui impose la loi sans lui en donner les moyens; d'une manière plus générale, cela offrirait au secteur public des atouts pour répondre aux besoins qu'on connaît aujourd'hui dans les domaines de la production, de la recherche des technologies nouvelles, de la mise en valeur et de la commercialisation d'un inestimable fonds d'archives.

Rien de positif ne se fera si ne sont pas corrigés les effets excessifs de la concurrence entre sociétés, qui conduisent le service public à tourner le dos à sa vocation, à rechercher l'audience à tout prix, sans que le rendement ni la qualité n'en trouvent améliorés. Il faut envisager tous les procédés et toutes les réformes qui rétabliront les coordinations indispensables entre sociétés de programmation, sociétés de production et sociétés de commercialisation, et qui intégreront les établissements publics en tant que partenaires et non comme simples prestataires de services pour une utilisation optimale du budget et des moyens de la télévision française.

#### Affirmer la priorité des programmes

Affirmer la priorité des programmes sur le fonctionnement gestionnaire est d'autant plus nécessaire que les possibilités du marché s'accroissent dans des proportions considérables, que de puissantes sociétés étrangères s'y placent en position de force et que la France se voit se présenter en ordre dispersé.

Conscient de cette urgence, le rapport Moynet proposait la réaffirmation d'une part essentielle de la production par la création d'une grande société nationale de télévision regroupant TF1, A2 et la SFP, les dirigeants des deux chaînes conservant l'autonomie de la conception et de la programmation.

Le législateur de 1982 en a décidé autrement, mais la Haute Autorité estime indispensable qu'une étude des moyens de production soit entamée qui engage la responsabilité des présidents-directeurs généraux des sociétés de programmes vis-à-vis de la Société française de production, de l'Institut national de l'audiovisuel et de France Média International. Dans ce dernier cas, il est inadmissible que l'abandon de la propriété commerciale de leurs produits conduise

les chaînes à céder leurs droits soit aux coproducteurs, soit à un producteur délégué, autrement dit à brader le patrimoine audiovisuel français.

#### Délester

Admettre que le service public est incapable de planifier ses productions à moyen terme, de coordonner ses investissements pour l'achat des matériels techniques et de mettre en ordre sa politique immobilière serait une démission, mais rien ne se fera sans de radicales modifications des structures et des comportements. Les pouvoirs publics doivent être plus réalistes dans l'établissement des cahiers des charges : l'abandon et la pesanteur des obligations imposées au secteur public de l'audiovisuel le placent en situation de faiblesse et l'incitent à ne pas les respecter.

Les responsables de l'outil de production seront évidemment conduits à réexaminer la place des différentes parties prenantes dans un jeu dont les règles en constante évolution imposent la souplesse et l'adaptation. Mais aucune politique de programmes cohérente ne peut s'accommoder du cadre rigide d'un budget annuel. Le rapport Moynet proposait l'étude d'un plan de financement pluriannuel, y compris pour les ressources publicitaires, en donnant à la Haute Autorité les moyens de contrôler sa gestion. Cela semble la condition première pour que celle-ci puisse jouer son rôle de tuteur du service public, en mettant un terme aux dérives économiques et financières qui hypothéquent l'avenir des organismes dont elle nomme les responsables.

Les acteurs de l'audiovisuel, à quelque niveau qu'ils opèrent, ont besoin d'un discours clair sur les contraintes et les perspectives de la communication audiovisuelle de demain.

Ne sous-estimons pas le défi que propose à notre culture comme à notre économie, dans les dix années qui viennent, l'évolution mondiale accélérée des industries de la communication, sur le plan des technologies comme sur le plan des messages et des produits. Si nous voulons que l'audiovisuel français affirme sa présence et s'accroisse son rayonnement, en coopération avec ses partenaires européens et francophones, il est capital que le service public modernisé et rendu à son rôle essentiel, création et production de programmes, y prenne toute sa place.

[Les interventions sont de la rédaction.]

#### PARIS EN VISITES

##### LUNDI 30 AVRIL

- « La basilique de Saint-Denis », 14 h 30, entrée de la basilique, M<sup>me</sup> Verneuil.
- « L'Arènes », 14 h 30, 1, rue de Sully, M. Serre.
- « Promenade autour de l'église de la Madeleine », 15 heures, façade de l'église, Mlle Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).
- « La peinture américaine de 1760 à 1910 », 15 heures, entrée du Grand Palais.
- « Collection Meisl, Houston/New-York », 16 heures, entrée du Grand Palais (Marion Raguenau).
- « Quartier Saint-Séverin », 15 heures, 21, rue Saint-Jacques (B. Caumont).
- « Deux hôtels de la rue du Bac », 15 heures, hôtel Bac (Mme Hanlier).
- « Les arènes de Lutèce », 15 heures, métro Jussieu (M. Bozio).

- « L'hôtel de Lassay », 14 h 45, 2, place du Palais-Bourbon (Tourisme culturel).

##### MARDI 1<sup>er</sup> MAI

- « Promenade dans l'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie, M<sup>me</sup> Boquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Friedrich », 14 h 30, 28, rue des Francs-Bourgeois.
- « La place des Vosges et le sud du Marais », 16 h 30, 6, place des Vosges (D. Bouchard).
- « Notre-Dame et l'alchimie », 15 heures, portail central (Marion Raguenau).

#### CONFÉRENCES

##### LUNDI 30 AVRIL

- « La poésie et la science », 16 heures, CNRS, 40, avenue d'Eden, D<sup>r</sup> Carlo Vecce : « Aldo Manuzio et la découverte des manuscrits ».

##### MARDI 1<sup>er</sup> MAI

- « 14 h 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Brunfeld : « Florence comme et inconnue » : 18 h 30 : « Le Pakistan connu et inconnu ».

هكذا من الأصل







# France / services

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 28 avril

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Série noire** : J'ai bien l'honneur. D'après le roman d'Y. Dailly, scénario J. Kirner et J. Rouffio, avec E. Constantine, M. Demongeot, M. Wiat...
- 21 h 05 **Journal**.
- 22 h 05 **Journal**.
- 22 h 25 **Musique**. Finale nationale du second tournoi des jeunes musiciens à Bordeaux. Concerts imposés : violon, Symphonie en sol mineur de Beethoven, Concerto en ré mineur de Szymanowski, Concerto en do mineur de Haydn ; contrebasse, Concerto en mi mineur de Ditters von Dittersdorf.

reux et Marcel Julien. Règle du jeu : empêcher l'équipe adverse de marquer des points en imaginant des histoires... tout en laissant supposer que l'on connaît la vérité.

### FR 3 - PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 30 **Carrefour de l'ouest**.
- 18 h **Troisième rang de face** (actualité des spectacles).
- 18 h 30 **Présence du théâtre**.
- 18 h 55 **Atout pic**.
- 19 h **Informations**.
- 19 h 35 **Cip-clop**, panorama de la chanson et du cinéma français.
- 19 h 50 **Gil et Julie**.

### FRANCE-CULTURE

- 20 h 15 **« Sur les ruines de Carthage »**, de R. Kinsky, avec R. Rimbaud, J.-P. Michel, C. Laborde (redif.).
- 21 h 30 **Musique** : trois récitals Kun Woo Paik (Monsieur Paik) : « Tableaux d'une exposition ».
- 22 h 30 **Pierre-Paul Ribes**, peintre. Avec J. Rowland, M. de Geyss, A. Hardy, conservateurs, et S. Cotté, P. Levallois. Musique baroque enregistrée.

### FRANCE-MUSIQUE

- 18 h **Concert** (en direct de la Salle Pleyel à Paris) : Trondheim de Wagner, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski et les chœurs de Radio-France, premier violon, J. Prat, sol. T. Zylka-Garn, W. Meier, M. Schenk, W. Hohmann.
- 23 h **Les solistes de France-Musique** : le club des archives - Casals, chef d'orchestre ; à 1 h, l'art de la chanson.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 **Variétés** : **Champs-Élysées**. De M. Drucker. Autour d'Alain Barrière, Michèle Torr, François Valéry, le Cirque de Pékin...
- 22 h 05 **Magazine** : Les enfants du rock. Une émission de J.-P. Dinnat, et Ph. Mantoux, réal. J.-L. Cap.
- 22 h 25 **Série** : **Les enfants du rock**. Avec Lydia Murdoch, Little Bob Story, Debbie Davis... et « Haute tension », le magazine de la vidéo.
- 23 h 20 **Journal**.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **Feuilleton** : **Dynastie**. Krysia découvre que son collier d'éméraldes a été volé par son mari. Blake se rend chez son fils et remène chez lui une fille morte. **Sacré famille** !
- 21 h 25 **Plus monsieur que moi**, tu gagnes... Émission de P. Sabagh, animée par Jean Amadou. Avec Darry Cowl, Marie-Paule Belle, Robert Lemoine.

Dimanche 29 avril

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h **Messe** célébrée avec la paroisse Notre-Dame-du-Chêne à Virvilly (Yvelines).
- 12 h **Télé-foot**.
- 13 h 25 **Série** : **Starbuck et Mitch**.
- 14 h 20 **Hip-hop**.
- 14 h 25 **Champions**. Variétés avec Mireille Mathieu, divertissement et sports : tennis à Aix-en-Provence ; automobile : Grand Prix de Formule 1 de Belgique.
- 17 h 30 **Les animaux du monde**. La Crue, un écosystème fragile.
- 18 h **Série** : **Sept sur sept**. Magazine de l'actualité de la semaine, de J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay. Le grand témoin est M. Louis Beaudoin, délégué général du Québec. Dossier sur les petits génies.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Cinéma** : **Monsieur Klein**. Film français de J. Losy (1976), avec A. Delon, J. Moreau, F. Bérty, S. Foa, M. Lonsdale, J. Berto, J. Bognie (redif.).
- 21 h 05 **Paris**, en 1942, un trafiquant du marché noir, d'origine alsacienne, est confondu avec un juif portant le même nom que lui, le cherche en vain et enlève, peu à peu, sa personnalité. Ce film, admirablement mis en scène et interprété, traite - ce qui peut appeler des réserves - la réalité historique de l'Occupation et la persécution des juifs en France en aventure « kafkaïenne » et métaphysique.
- 22 h 40 **Sport** dimanche. Magazine de Jean-Michel Leulliot.
- 23 h 20 **Journal**.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h 15 **Dimanche Martin**.
- 12 h 45 **Journal**.
- 13 h 20 **Dimanche Martin** (suite).
- 14 h 30 **Série** : **Les petits génies** : 15 h 20 : L'école des fans ; 16 h 5 : Dessin animé ; 16 h 25 : Théâtre d'été.
- 17 h 10 **Série** : **Tourterelles d'hiver**.
- 18 h **Dimanche magazine**. Un printemps 42 : Le procès de vingt-cinq résistants français et leur condamnation à mort. Un document exceptionnel : le procès filmé par l'Allemagne en 1942 n'avait jamais été montré. Il resurgit.
- 18 h 55 **Stade 2**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Jeu** : La chasse aux trésors. A la Réunion.
- 21 h 40 **Document** : **Braque**, les atelliers, de Jean-Paul Raux.
- 22 h 05 **Le développement de la peinture de Bruegel** : du fauvisme au cubisme influencé par Cézanne. Ce film a été tourné à Montmarie, Sorgue, et Vorengueville, sur les lieux où vécut le peintre.
- 22 h 35 **Désirs des arts** : Voir et rêver l'architecture. de P. Daix, réal. P. Collin et P.-A. Bontang.
- 23 h 05 **Journal**.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 10 h 30 **Musique**. Émission de l'ADRI. Au sommaire un reportage sur les immigrés dans la CEE ; variétés avec Carlos Andreu (Espagne), Ali Menguellet (Algérie), Mekmet Koc (Turquie).
- 12 h **D'un soleil à l'autre**. Magazine agricole.
- 14 h 20 **Objets en perspective**.
- 16 h 20 **Nouvelles brèves**.
- 18 h 25 **Résonances**, résonances : la Traversée des mers, réal. V. Cohen-Hadria.
- 19 h 40 **La dernière émission de la série**. Pierre Danyes s'est entretenu avec la grande dame de la littérature, Nathalie Sarraute.
- 20 h 30 **Boîte aux lettres** : Spécial Marcel Pagnol. Une émission de Jérôme Garcin.
- 21 h 05 **Boîte aux lettres** : diffusée à travers dessins, peintures et bandes dessinées. L'architecture mal aimée en France. Les causes de ce malaise.
- 23 h 05 **Journal**.
- 10 h 30 **Musique**. Émission de l'ADRI. Au sommaire un reportage sur les immigrés dans la CEE ; variétés avec Carlos Andreu (Espagne), Ali Menguellet (Algérie), Mekmet Koc (Turquie).
- 12 h **D'un soleil à l'autre**. Magazine agricole.
- 14 h 20 **Objets en perspective**.
- 16 h 20 **Nouvelles brèves**.
- 18 h 25 **Résonances**, résonances : la Traversée des mers, réal. V. Cohen-Hadria.
- 19 h 40 **La dernière émission de la série**. Pierre Danyes s'est entretenu avec la grande dame de la littérature, Nathalie Sarraute.
- 20 h 30 **Boîte aux lettres** : Spécial Marcel Pagnol. Une émission de Jérôme Garcin.
- 21 h 05 **Boîte aux lettres** : diffusée à travers dessins, peintures et bandes dessinées. L'architecture mal aimée en France. Les causes de ce malaise.
- 23 h 05 **Journal**.
- 10 h 30 **Musique**. Émission de l'ADRI. Au sommaire un reportage sur les immigrés dans la CEE ; variétés avec Carlos Andreu (Espagne), Ali Menguellet (Algérie), Mekmet Koc (Turquie).
- 12 h **D'un soleil à l'autre**. Magazine agricole.
- 14 h 20 **Objets en perspective**.
- 16 h 20 **Nouvelles brèves**.
- 18 h 25 **Résonances**, résonances : la Traversée des mers, réal. V. Cohen-Hadria.
- 19 h 40 **La dernière émission de la série**. Pierre Danyes s'est entretenu avec la grande dame de la littérature, Nathalie Sarraute.
- 20 h 30 **Boîte aux lettres** : Spécial Marcel Pagnol. Une émission de Jérôme Garcin.
- 21 h 05 **Boîte aux lettres** : diffusée à travers dessins, peintures et bandes dessinées. L'architecture mal aimée en France. Les causes de ce malaise.
- 23 h 05 **Journal**.

- 20 h 35 **Pondichéry-Chandernagor** : Journal d'un voyage. Film de G. Lannes (particip. du ministère de la culture). Des notes de villes, des ports qui sonnent aux oreilles voyageurs. Un voyage nostalgique dans le passé, aux Indes, chères à Kipling. Avec la voix chaude de Jean Topart et la musique de Rameau.
- 21 h 30 **Aspects du court métrage français**. Travail de D. Hechard : le Tigre du jardin des plantes, de J.-D. Robert ; la Lumière sous la porte, d'A. Godard.
- 22 h 05 **Journal**.
- 22 h 30 **Cinéma de minute** : **Mata-Hari** (cycle Greta Garbo). Film américain de G. Fitzmaurice (1931), avec G. Garbo, R. Novaro, L. Barrymore, L. Stone, K. Morley (v.o. sous-titrée N.). A Paris, pendant la guerre de 1914, la célèbre danseuse Mata-Hari, s'engage d'un officier russe qu'elle était chargée d'espionner pour le compte de l'Allemagne. Ce film, réalisé par un metteur en scène médiocre, est une pièce de musée par son scénario ahurissant, son côté kitsch. Garbo, énigmatique, véritable déesse hollywoodienne, régit sur un havre d'acteur démodés.
- 22 h 55 **Préface à la nuit**. Les chœurs Harps de Varsovie interprètent Kavalari et Sur la route de Dijon, sous la direction de J. Dobrowolski avec Jacek Weiss au piano.

### FRANCE-CULTURE

- 9 h 15 **Écoute Israël**.
- 9 h 40 **Divers aspects de la poésie contemporaine** : la Fédération française de droit humain.
- 10 h **Messe** à l'église Saint-Martin de Brez.
- 11 h **La radio sur la place** : à Nantes.
- 12 h 05 **Le cri du haïm** : le Petit Mirillon illustré ; le patois marseillais.
- 12 h 45 **Musique** : Trois récitals Kun Woo Paik (œuvres de Ravel, Mozart) (et à 17 h 45 et 23 h).
- 14 h 30 **En direct de la Comédie-Française** : « Mort de Salomon », de Tristan L'Hermite. Avec C. Winter, J. Desnoy, N. Silber, R. Fontana, J.-F. Remy.
- 15 h 30 **La cérémonie des mois**.
- 16 h 10 **La cérémonie des mois**.
- 20 h **Alléluia** : Clayton Eshleman (de l'Inde à la Dorogon).
- 20 h 40 **Atelier de création radiophonique** : bleu, blanc, beige et gris et rose... (deuxième partie), Y. Parantbois.
- 23 h **Musique** : récital Kun Woo Paik (intégrale de l'œuvre pour piano de Ravel).

### FRANCE-MUSIQUE

- 9 h 10 **Intégrales** : musiques de chambre de Tchikovsky.
- 12 h 5 **Magazine international**.
- 14 h 4 **Divers aspects de la poésie contemporaine** : la Fédération française de droit humain.
- 17 h **Comment l'automne - vers 1** (Œuvres de Debussy, Stockhausen).
- 19 h 5 **Jazz vivant** : Le quartette du trompettiste Wynton Marsalis.
- 20 h 4 **Présentation de concert**.
- 20 h 30 **Concert** : « Khamma », ballet de Debussy. Concerto « Coral » pour violon et chœur à capella de Marco, « Symphonie n° 1 en mi majeur », de Scriabine par l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort dir. E. Isral, sol. V. Martin, violon, E. Podles, alto, F. Tenzel, ténor.
- 23 h **Les solistes de France-Musique** : En libre : à 0 h, œuvres de Boulez, Széki, Focquary, Mursil ; à 1 h, les Mots de François Xenakis.

### LES SOIRÉES DU LUNDI 30 AVRIL

- TF 1 20 h 35 **Cinéma** : **L'Homme de la plaine**, de A. Mann.
- A 2 22 h 15 **« Enlées et toiles »**, magazine du cinéma.
- 20 h 35 **« Enlées et toiles »**, magazine du cinéma.
- 22 h 45 **« Enlées et toiles »**, magazine du cinéma.
- FR 3 20 h 35 **Cinéma** : **Et la tentation**, de P. Schulmann.
- 22 h 35 **« Thalassa »**, magazine de la mer.
- 23 h 20 **« Préface à la nuit »**.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3699

HORIZONTALEMENT

1. Pour eux, la vie de famille n'était pas de tout repos. Dure tant qu'il n'y a pas de parti pris. - II. Tôt sur le saut. Qui ne flambe donc plus. - III. Son jour est férié. Comme un passage devant le feu. Période de chaleur. - IV. Une mesure pour l'avancement. On il y a donc un vice. - V. Mâches rebelles. On peut leur donner une place quand on fait la haie. - VI. Mot qui peut valoir un renvoi. Qui n'a donc aucune charge. Possessif. N'a pas un grand lit. - VII. Peut indiquer que les choses sont faites à moitié. Un bleu. S'adressent parfois au public. - VIII. Démonstratif. Passe à Soissons. Une certaine somme. - IX. Une tendance qui annonce l'art abstrait. Fait l'ouverture. - X. Donné par le chef. Pronom. Le plus ancien. - XI. Va de pis en pis. La fin de tout. Que l'on a donc touché. - XII. Une ouverture qu'on fait sur le champ. Une grande amorce. - XIII. Couvert pour les Anglais. Pressé en main pour faire le poids. Seul. - XIV. Article. Qui avait donc circulé. Envoie de dangereux paquets.

Certain était prévu pour la nuit. - XV. Lentilles. Sonnent d'une façon particulière quand elles sont riches. Un gros ballot.

VERTICALEMENT

- 1. Faire du plat. Peut se faire du haut d'une tour. 2. Souvent élevé dans les discussions. Chasser le naturel. Faire une glissade. 3. Cours d'eau. Attire les touristes.

quand il est pittoresque. - 4. De vrais gouffres. Ferment la charrette. - 5. Parfois mis à l'index. Nouai. Article arabe. Vieille ville. - 6. Au début du tertiaire. Utiles pour ceux qui ont besoin de secours. - 7. On y fait entrer des mineurs. - 8. Une petite bise lui donne de l'ardeur. De mer, pour une pipe. - 9. Pas suspectées. Particule. - 10. Garni des côtes. Chanter comme un Tyrolien. - 11. Quand on la touche, on peut avoir la nausée. L'accusateur de Socrate. - 12. Sur la Tille. On peut cracher quand elle est bonne. Du sang de navet. - 13. Pour marquer la mesure. Se voit quand on a eu de la peine. Période. - 14. Qui se sont donc habitués à la campagne. Traverse l'Ardenne. - 15. Récipient pour le chimiste. Cui qui peut amener des poursuites. Portait les armes. Sans tâche.

### Solution du problème n° 3698

Horizontalement

- I. Articles. - II. Reine. Tôt. - III. Mate. Eole. - IV. Ulation. - V. Légal. - VI. Image. Ecu. - VII. Rase. Or. - VIII. Rein. Sole. - IX. Asclépe. - X. Nuée. Etui. - XI. Axe. Isard.

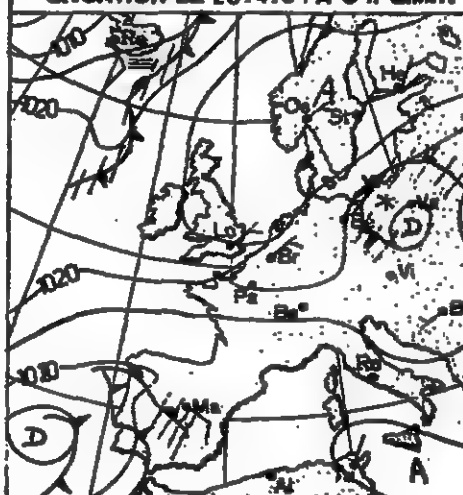
Verticalement

- 1. Armurier. Naï. - 2. Réal. Eaux. - 3. Titularité. - 4. Inéligence. - 5. Ce. Agés. - 6. Eta. Esau. - 7. Etiole. Ceta. - 8. Solo. Col. Ur. - 9. Tenture. Id.

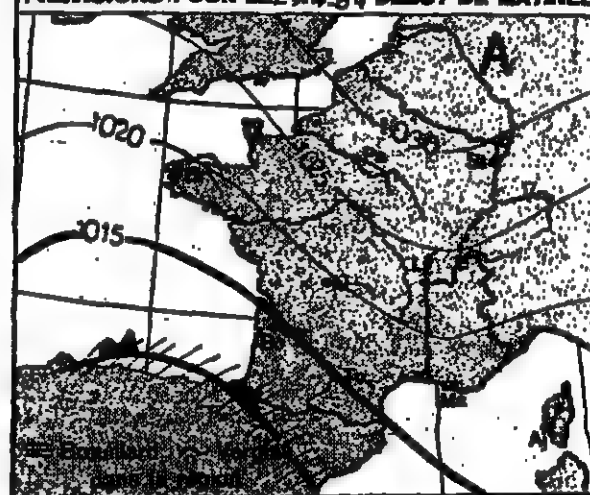
GUY BROUTY.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28.4.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 29.4.84 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 28 avril à 0 heure et le dimanche 29 avril à 24 heures.

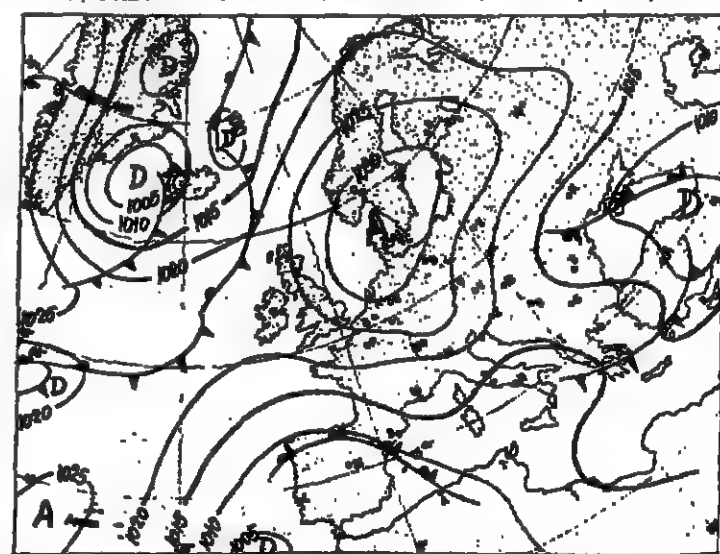
Une dépression sur la Méditerranée va diriger des passages nuageux sur le nord-est du pays, tandis qu'une dépression au sud de l'Espagne fait remonter vers les Pyrénées des masses d'air instables.

Dimanche : la météo sera fraîche sur l'ensemble du pays et l'on observera des gelées blanches du Bassin parisien à l'Anjou, au Centre et au Lyonnais. Ensuite, la journée sera ensoleillée à l'exception du nord-est de la France, où des nuages recouvriront progressivement le ciel pour atteindre le soir la Lorraine, l'Alsace, le Jura et le nord des Alpes. Quelques averses sont possibles en montagne. Sur les Pyrénées et le sud de l'Aquitaine, des nuages à caractère orageux recouvriront le ciel. Quelques orages sont possibles en montagne. Les températures minimales seront de l'ordre de 0 degré à - 2 degrés, de l'Alsace au Centre, de 4 degrés à 8 degrés ailleurs, tandis que les températures maximales atteindront 18 degrés à 25 degrés du nord au sud de la France, à l'exception du Nord-Est où elles n'atteindront que 15 degrés à 17 degrés. Les vents seront modérés d'ouest.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, à 8 heures, le 28 avril, de 1 020,6 millibars, soit 765,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 avril ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28 avril) : Ajaccio, 18 et 6 degrés ; Biarritz, 26 et 12 ; Bordeaux, 27 et 12 ; Bourges, 22 et 7 ; Brest, 20 et 7 ; Caen, 17 et 4 ; Clermont, 14 et 7 ; Clermont-Ferrand, 23 et 1 ; Dijon, 21 et 5 ; Grenoble-St-M.-H., 25 et 7 ; Grenoble-St-Genès, 22 et 4 ; Lille, 18 et 5 ; Lyon, 23 et 3 ; Marseille-Mariannes, 27 et 11 ; Nancy, 17 et 2 ; Nantes, 24 et 11 ; Nice-Côte d'Azur, 18

PRÉVISIONS POUR LE 29 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



et 10 ; Paris-Montsouris, 22 et 8 ; Paris-Orly, 21 et 7 ; Pau, 27 et 9 ; Perpignan, 29 et 9 ; Rennes, 24 et 9 ; Strasbourg, 16 et 1 ; Tours, 22 et 5 ; Toulouse, 26 et 6 ; Poitiers-Pitre, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 14 degrés ; Amsterdam, 15 et 1 ; Athènes, 19 et 10 ; Berlin, 12 et 3 ; Bonn, 17 et -2 ; Bruxelles, 17 et 2 ; Les Canaries, 23 et 13 ; Copenhague, 13 et 2 ; Dakar, 25 et 19 ; Djibouti, 21 et 12 ; Genève, 21 et 6 ; Jérusalem, 23 et 10 ; Lisbonne, 19 et 11 ; Londres, 19 et 4 ; Luxembourg, 15 et 5 ; Madrid, 25 et 10 ; Moscou, 16 et 5 ; New-York, 18 et 7 ; Palma-de-Majorque, 21 et 4 ; Rome, 18 et 10 ; Stockholm, 9 et -2 ; Téhéran, 26 et 16 ; Tunis, 22 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

### AUTOMOBILE

MULHOUSE FÊTE LES CENT ANS DE L'AUTO FRANÇAISE. - Une série de manifestations marque jusqu'au 29 avril à Mulhouse (Haut-Rhin), le centième anniversaire de l'automobile française. En lien avec le Musée de l'Automobile de la ville (ex-musée Schlumpf), de nombreux films, notamment sur le sport automobile, seront projetés. Une de Dion 1900, conduite par l'ancien pilote Maurice Trémignat, effectuera un circuit de 2 kilomètres dans la ville, où seront organisées une exposition de photographies, des animations artistiques, ainsi qu'une concentration d'une centaine de voitures anciennes.

## TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 29 AVRIL

- M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, est l'invité de l'émission « Le Grand Jury RTL-le Monde » sur RTL à 18 h 15.

- M. Raymond Barre, ancien premier ministre, député apparenté UDF du Rhône, est reçu au « Club de la presse » sur Europe 1 à 19 heures.

LUNDI 30 AVRIL

- M. François Léotard, député UDF et secrétaire général du PR, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

1.790 F

MINOLTA X 300 : Reflex 24 x 36 avec obj. 2/50. Automatique, priorité diaphragme, mise au point automatique.

phox

CHEZ PHOX, PAS D'INTOX

320 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE

LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 362 71 31

PARIS 20 : PHOTO CINE CHOISEUL - 87, passage Choiseul - Tél. 296 87 35

PARIS 8 : SELECTION PHOTO CINE - 24, Boulevard Malesherbes - Tél. 742 33 58

PARIS 8 : SELECTION PHOTO CINE - 91, rue La Fayette - Tél. 878 07 81

مكتبة من الأصل



# Économie

## Le MODEF fête son quart de siècle

Le MODEF a vingt-cinq ans, et ses responsables étaient réunis à Paris pour fêter ce quart de siècle au cours d'un déjeuner, jeudi 26 avril. Avec quelques jours de retard sur le calendrier, puisque c'est le 7 avril 1959, à Toulouse, qu'une quarantaine de militants paysans de vingt-trois départements du Sud et du centre créaient le Mouvement de coordination et de défense de l'exploitation familiale agricole, qui devait, quelques années après, abandonner le mot « coordination », puis prendre, en 1976, la forme d'un mouvement syndical.

Un anniversaire, c'est l'occasion de s'attarder sur les difficultés traversées en commun, de rendre hommage à ceux qui, vaillants, sont encore là pour témoigner des rudes épreuves des « vicissitudes » et des « luttes ». Tel M. Alfred Nègre, qui fut l'un des fondateurs du MODEF pendant vingt ans, avant de laisser la place à une présidence collégiale de trois personnes, MM. Henri Dufny, Raymond Meneau, Roger Thomas, et qui, avec l'aisance naturelle de l'avocat qu'il fut, rendit hommage à ses successeurs.

Un anniversaire, outre la nostalgie, c'est aussi un peu l'émotion. Quand on se voit rétrospectivement de gauche et qu'on

souligne la concordance entre les améliorations de la situation paysanne avec la venue au pouvoir de « gouvernements à orientation sociale », 1936, 1945 et même 1956, il est systématique qu'on ne cite le « changement » intervenu en 1981 que pour regretter que le gouvernement n'aille pas plus loin.

C'est que l'ennemi de toujours, c'est la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), le syndicalisme des gros paysans, des riches, de ceux qui veulent « créer une agriculture de privilèges », par opposition à la défense des petits, des exploitants familiaux. Il est vrai qu'aux élections aux chambres d'agriculture de janvier 1983, la FNSEA de M. François Guillaume avait affirmé sa prédominance avec plus de 80 % des suffrages, le MODEF en tant que tel en recueillant 9,8 %, mais revendiquant 16,3 % des votes en tenant compte des listes d'union et de soutien.

Dans le mouvement du Parti communiste, le MODEF ? On le nie, tout en reconnaissant que dans le plupart des fédérations, de la base au sommet, l'engagement politique personnel est assez bien partagé entre communistes et socialistes.

J. D.

## FILIALE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS

### La SCIC met en place un plan de redressement de trois ans

Pour son trentième anniversaire, la SCIC (Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts) a publié ses comptes et met en place un plan de redressement de trois ans. Celui-ci, rendu nécessaire par les pertes des filiales immobilières aussi bien que par le déficit d'exploitation de la SCIC elle-même, a été présenté à la presse, mercredi 25 avril, par M. Jean-Pierre Hirsca et Frédéric Pascal, respectivement président et directeur général de la SCIC.

La SCIC, filiale à 80 % de la « C3D », et actionnaire d'environ trois cents sociétés immobilières, a, en 1983, investi 6719 millions de francs, et mis en chantier 5444 logements, contre 11987 en 1982. Cette baisse de 20,4 % de l'activité, est essentiellement due à une réduction drastique des mises en chantier de logements destinés à l'accession à la propriété, de 4750 en 1982 à 1859 en 1983 (- 60,9 %).

Cette activité de construction s'est accompagnée d'opérations de diminution des stocks de logements inventés qui étaient au nombre de 11210 à fin 1982 et de 9570 à fin 1983. Sur ce dernier total, 2493 logements ont été terminés en 1983, mais 377 sont terminés depuis plus de trois ans, et les opérations de « désaccréditation » doivent encore toucher deux à trois mille logements. Ces ventes à perte sont à l'origine de 280 millions de francs de provisions pour pertes, auxquels il faut ajouter 70 millions de francs de provisions destinées aux sociétés locatives. La part de la SCIC dans les pertes cumulée de ces filiales est de 120 millions de francs. Les avances non remboursées de la Caisse des dépôts à la SCIC, qui avaient atteint 3,2 milliards de francs à fin 1982, ont été ramenées à 2,9 milliards fin 1983.

Quant au compte d'exploitation de la SCIC elle-même, qui agit comme société de prestation de services, gestionnaire de 170 000 logements locatifs, il enregistre 17 millions de francs de déficit pour un chiffre d'affaires de 630 millions de francs.

Les responsables de la SCIC se donnent trois ans pour redresser la situation. La SCIC elle-même

devrait, en 1986, retrouver un équilibre d'exploitation après deux années d'appurement définitif des comptes avec un déficit net de 38,5 millions de francs en 1984 et de 5,8 millions en 1985. Ce résultat devrait être atteint grâce au développement du secteur locatif (200 000 logements en gestion en 1986) et à la diminution de 10 % des effectifs du personnel (sur deux mille personnes, quatre cents départs naturels en retraite en trois ans se seront compensés que par deux cents embauches).

Durant ces trois années, le nombre des logements mis en chantier devrait annuellement tourner autour de 10 000, l'accession à la propriété oscillant de 2 200 à 3 500 logements par an.

Dans cette politique de construction, un effort particulier sera fait vers la maison individuelle, grâce à la filiale Terres de France. Le retour à l'équilibre des sociétés de construction de logements en accession à la propriété est prévu dès 1985. Plus difficile sans doute sera le réajustement financier des filiales de gestion locatives, en raison de la politique des loyers menée dans le passé, et en raison des limitations de hausse que connaît ce secteur : dans le pire des cas, le déficit annuel pourrait atteindre 200 millions de francs, ce qui annulerait les efforts de redressement entrepris par ailleurs. Des efforts particuliers de négociation avec les représentants des locataires seront faits, aussi bien localement (création de quatre antennes locatives à Noisiel, Roissy, Sainte-Geneviève-des-Bois et Tremblay en région parisienne) que nationalement et un accord sera recherché.

Les projets de développement à trois ans de la SCIC (assistance polyvalente aux collectivités locales, innovation architecturale et technique, particulièrement en matière d'économies d'énergie, effort à l'exportation du savoir-faire vers les pays du tiers-monde et notamment la Chine), sous le nom « habiter demain » font l'objet d'études plus approfondies.

Depuis sa création, la SCIC a construit 430 000 logements.

## Les beaux jours de l'industrie automobile américaine

Détroit (AFP). — L'industrie automobile américaine a réalisé 3,2 milliards de dollars de bénéfices au cours des trois premiers mois de 1984, affichant ainsi un retour à la prospérité.

Le premier constructeur mondial, General Motors, symbolise cet optimisme retrouvé par Detroit, en annonçant le 27 avril des bénéfices records de 1,6 milliard pour le trimestre. GM avait été précédé au cours de la semaine par Ford, le numéro deux américain, qui a réalisé 897 millions de dollars (quatre fois plus qu'en premier trimestre 1983), et par Chrysler, numéro trois (705,8 millions de bénéfices nets).

Les résultats du numéro quatre, American Motors, qui appartient pour 46 % à Renault, sont bien moins brillants, avec seulement 3,1 millions de dollars de bénéfices. Mais AMC, qui était en complète déconfiture lorsque Renault s'y est intéressé, doit encore, souligne son dirigeant, « reconstruire une véritable gamme de produits nouveaux ».

Tous les constructeurs reconnaissent que la forte augmentation des ventes d'automobiles dans le monde, et surtout aux États-Unis, était pour beaucoup dans l'augmentation de

leurs bénéfices. Mais les dirigeants de Detroit soulignent aussi que ces bons résultats sont aussi le fruit des réductions de coûts opérées depuis quelques années.

Les firmes de Detroit ont considérablement augmenté leurs investissements en robots, et certaines de leurs usines sont aujourd'hui plus automatisées que leurs concurrentes japonaises. Plusieurs années de saïze, les sociétés ont également obtenu de leurs ouvriers d'importantes concessions salariales, en échange de participations au capital de l'entreprise. Elles ont, à leur tour, eu recours au protectionnisme, en obtenant une limitation des importations d'automobiles japonaises aux États-Unis. Enfin, elles ont décidé de se garantir de la concurrence des constructeurs japonais en s'associant avec eux-ci.

General Motors a donné le signal en concluant avec Toyota un accord pour la production de moyennes cylindrées en Californie. En même temps qu'elles protestaient formellement, les autres firmes américaines ont également commencé à préparer des accords similaires : Ford avec Toyo-Kogyo, et Chrysler avec Mitsubishi.

## Un projet en quatre points de M. Chirac pour l'entreprise

M. Jacques Chirac, président du RPR, a déclaré, le 27 avril à Paris, en présentant son projet pour l'entreprise, que « les idées ne font plus recette » et que « nous entrons dans un autre âge » où « chacun redécouvre l'entreprise comme moteur de l'économie et comme communauté ».

« Que, sous la contrainte des faits, le gouvernement emploie un langage qui tient compte de ces mutations, en dit long sur la force de ce courant porteur », a ajouté le maire de Paris qui s'exprimait devant l'Institut de gestion sociale.

Toutefois, à propos des prélèvements obligatoires, il a expliqué que « les socialistes parvien-

draient peut-être à les diminuer mais en mettant le déficit en pension ailleurs ».

Selon M. Chirac, la stratégie de l'État « ne doit pas être de réglementer davantage » mais elle doit s'appliquer dans quatre domaines :

- « Rendre aux entreprises les moyens de se gérer librement. » Il faut « mener à bien la négociation sur la flexibilité des conditions de travail et d'emploi » car « les syndicats ont insisté à ce que les entreprises embauchent ».
- « Reconnaître une spécificité juridique aux PME. »
- « Encourager la concertation et la négociation collective. » Le président du RPR a estimé que « l'évolution actuelle de certaines organisations syndicales est intéressante et prometteuse » en citant FO, la CGC et la CFTC.
- « Favoriser les capacités de choix et d'expression individuelle des salariés. »

## LES CAISSES D'ÉPARGNE VONT AUTORISER À LEURS CLIENTS DES « DÉCOUVERTS CONTRACTUELS »

Les caisses d'épargne Ecurieil vont, pour la première fois, lancer en juin un chèque dépositaire d'un montant de 1,5 milliard de francs environ destiné aux particuliers, et elles autoriseront dès octobre un découvert « contractuel » sur les comptes chèques de leurs clients. Ces deux décisions ont été annoncées à Saint-Aubin-de-Médoc, près de Bordeaux, par M. Nicolas Guéman, directeur du développement au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CENCP), qui participait aux Journées régionales de développement Aquitaine-Poitou-Charantes. M. Nicolas Guéman a, en outre, annoncé que les caisses d'épargne avaient adhéré au groupement Carte bleue, nationale et internationale (VISA), et que, dès la rentrée d'automne, les deux réseaux de distributeurs de billets seront unifiés.

Contrairement au découvert automatique pratiqué par de nombreuses banques, le montant du découvert sur les comptes chèques Ecurieil sera négocié client par client et fera l'objet d'un contrat. Il sera payant au taux de 21 %, déjà pratiqué pour les prêts familiaux, et devra être régularisé le mois suivant, a précisé M. Guéman. L'ensemble de ces mesures, a indiqué le directeur du développement, se situe dans la perspective de la « banalisation » des caisses d'épargne face aux banques.

Stagnation de la production industrielle en 1983. — L'indice trimestriel de la production industrielle calculé par l'INSEE s'est établi à 132 sur la base 100 en 1970, au quatrième trimestre 1983 (après corrections des variations saisonnières). La production industrielle aura ainsi stagné toute l'année dernière au même niveau 132.

## LA CRISE DE L'AVICULTURE EN BRETAGNE

### M. Jean-Baptiste Doumeng est prêt à prendre le contrôle de Tilly

M. Jean-Baptiste Doumeng, PDG d'Interagra, est prêt à racheter 51 % du capital de la société d'abattage et d'exportation de poulets Tilly, de Quimper (Finistère), qui a déposé son bilan le 16 mars. Dans cette hypothèse, M. Tilly, fondateur et patron de la société, conserverait 34 % des parts et la présidence de l'entreprise. L'Institut de développement des industries agro-alimentaires gardant les 15 % qu'il avait déjà. M. Doumeng présentera, lundi 30 avril, au président du tribunal de commerce de Morlaix sa proposition, accompagnée d'un projet de concordat pour le règlement des dettes.

MM. Doumeng et Tilly se connaissent depuis longtemps, le second fournissant au premier des poulets pour les marchés d'exportation depuis quinze ans. C'est surtout l'estime en laquelle M. Doumeng tient l'abatteur breton et ses réalisations qui l'ont poussé à intervenir, mais, au demeurant, il pense que l'affaire est saine et que « on ne peut pas laisser tomber le meilleur abatteur, ni les sept cents emplois qu'il représente ».

Le tribunal de commerce a cependant le choix entre plusieurs solutions. M. Edouard Leclercq restant intéressé par Tilly, qui est la deuxième entreprise du secteur, avec 25 % des exportations françaises de pou-

## Les syndicats ne croient plus à l'unité

(Suite de la première page.)

En 1984, alors que M. Krasucki prendra la parole place de la République, la délégitimation et la méfiance se sont installées. La CGT estime qu'il faut « agir fermement et dans la plus grande unité possible. (...) Il est urgent, dit-elle, de peser dans le bon sens et de faire prendre la bonne trajectoire aux décisions du gouvernement. » Mais dans le même temps ce gouvernement est accusé d'annoncer des mesures « inopportunes » et « dangereuses » et est invité fermement à « poursuivre dans la voie des avancées voulues par la grande majorité des Français en 1981 ».

FO manifestera à Paris « contre l'austérité » en donnant à son défilé un lustre exceptionnel avec la participation, inhabituelle dans la capitale, de M. Bergeron, qui prononcera un discours. Quant à la CFTD parisienne, elle a répondu au discours et au défilé en organisant une fête culturelle pour l'emploi et la solidarité internationale.

Le 1<sup>er</sup> mai 1984 sera donc placé sous le signe du mécontentement et de la montée du mécontentement. C'est un nouveau signal qui sera adressé au pouvoir. Il y a un an, M. Maitrot écrivait aux dirigeants syndicaux à propos des mutations industrielles nécessaires : « Ces efforts ne peuvent être imposés, ils doivent être librement consentis et négociés. » Le temps presse.

MICHEL NOBLECOURT.

## Plusieurs régions sont affectées par des suppressions d'emplois

De nouvelles suppressions d'emplois ont été annoncées au cours de la semaine. A Fontenay-le-Comte (Vendée), le comité d'entreprise de l'usine Hydroalend (chaudronnerie, mécanique générale), qui dépend du groupe Valeo et emploie 190 personnes, a été informé, le 26 avril, de la suppression de 96 emplois entre juillet 1984 et la fin du premier trimestre 1985. Ces suppressions font partie d'un « plan d'assainissement », un plan social d'accompagnement ayant également été présenté.

La direction de la société Fortax (fabrication de vêtements de loisirs) a annoncé, au cours d'un comité d'établissement, son intention de procéder à 146 licenciements dans son usine de Grand-Croix (Loire), près de Saint-Etienne, qui emploie 214 personnes. Cette unité, qui possède également une unité de production à Avranches (Manche), avait été mise en règlement judiciaire le 11 avril, après avoir enregistré une perte de 17 millions de francs au 31 décembre 1983. Le 26 avril, le personnel de la CGE-Alstom de Thionville a cessé le travail pour protester contre la procédure de licenciement engagée contre 75 ouvriers et employés.

A Châteaubriant (Loire-Atlantique), les syndicats CGT et CFTD ont indiqué que 11 salariés de Huard (méchisme agricole) ont été effectivement licenciés dans un train de 85 suppressions d'emplois dont 29 licenciements autorisés par l'inspection du travail ; 12 licenciements ont été différés jusqu'au 30 septembre, 6 employés se sachant sur la liste des 29 licenciés ont préféré quitter l'entreprise ; 56 autres personnes âgées de cinquante-cinq ans et plus quittent l'entreprise dans le cadre d'une convention FNE de préretraite.

A Vitry, l'union locale de la CGT a indiqué, dans un communiqué, que « les travailleurs de Siaty viennent d'obtenir une importante victoire, l'inspection du travail ayant refusé

les prétentions patronales de 53 licenciements ».

Dans le Nord, nous indique notre correspondant à Lille, le comité central d'entreprise de Cockerill-DRT, qui devait se prononcer le 25 avril sur la fermeture des établissements de Hautmont et Ferrière-la-Grande et le licenciement des 622 salariés, s'est donné un délai de huit jours. La direction a proposé ce répit dans l'espoir de trouver un nouveau candidat à la reprise de Cockerill-DRT, en règlement judiciaire depuis juillet 1983, après que la société Experion, un moment candidate, eut décidé de ne pas donner suite. Ce suris a été obtenu par le tribunal de commerce d'Arras-sur-Helpe, par le syndic, qui a indiqué que Cockerill était sur le point d'équilibrer son compte.

A Fréteville (Hauts-Saône), une centaine de salariés licenciés de l'usine Mischler-Sopeca (matériel de fermeture) se sont engagés le 26 avril auprès d'un repasseur — un ancien contremaître de l'usine — à apporter les deux tiers de leur prime de licenciement pour le redémarrage de l'entreprise. L'usine Mischler-Sopeca avait fermé ses portes le 31 mars après avoir licencié la totalité de son effectif de 342 personnes.

• Picardie : adoption du contrat de plan. — Le conseil général de Picardie, dont le président est M. Walter Amseillem (socialiste), a adopté, le 27 avril, par 24 voix (PC et PS) et 15 abstentions, le contrat de plan Etat-région, qui prévoit une participation de l'Etat de deux milliards de francs (Le Monde du 21 avril). — (Corresp.)

• L'aide au retour. — Le décret créant une aide publique à la réinsertion de certains travailleurs étrangers est publié au Journal officiel du 28 avril. Il précise les conditions dans lesquelles cette aide peut être accordée aux travailleurs étrangers majeurs de dix-huit ans qui quittent la France pour regagner leur pays d'origine.

## Les élections au comité d'établissement de Talbot-Poisay

FO PROGRESSE, NOTAMMENT AU DÉTRIMENT DE LA CSL

Les résultats officiels des élections au comité d'établissement de l'usine Talbot à Poissy, le 26 avril, traduisent une poussée de FO au détriment de la CSL et, dans une moindre mesure, de la CGT. Pour l'ensemble des collèges (12 060 votants), la CSL a obtenu 5 324 voix, soit 44,15 % des votants (- 5,21 points par rapport à 1982), et 10 sièges sur 18 ; la CAT (autonomes) 1 058 voix, soit 8,77 % (+ 1,11), et 1 siège, la CGT 2 785 voix, soit 23,09 % (- 2,08), et 4 sièges ; la CFTD 1 046 voix, soit 8,67 % (- 0,46), et 1 siège, et FO 1 251 voix, soit 10,37 % (+ 6,14), et 2 sièges. De 1982 à 1984, le nombre de bulletins blancs, ou nuls a progressé de 1,02 point.

Dans le premier collège (ouvriers), où il y avait 9 799 votants, la CSL a obtenu 4 024 voix, soit 41,19 % (- 7 points) et 6 sièges sur 13 ; la CAT 842 voix, soit 8,62 % (+ 1,04), et 1 siège, la CGT 2 715 voix, soit 27,79 % (- 1,50), et 4 sièges ; la CFTD 865 voix, soit 8,85 % (+ 2,13), et 1 siège et FO 809 voix, soit 8,26 % (+ 4,91), et 1 siège. FO se félicite de son score « malgré les campagnes de dénigrement à son égard (...) ». Ce résultat prouve que Force ouvrière est le syndicat qui reste un syndicat ». Le syndicat FO a, en outre, annoncé le 26 avril, l'adhésion à son organisation de deux délégués du personnel CGT. Quant à la CSL, elle affirme que ces élections « constituent une très grande victoire », puisqu'elle « conserve la majorité absolue au comité d'établissement ». Elle souligne que par rapport aux élections du personnel du 8 mars dernier elle progresse de 2,5 points.



# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**A**U beau fixe... Quel donc, le temps ? Mais non ! La Bourse de Paris, qui, cette semaine encore, poursuit sa marche à quatre allées, comme les deux suivantes, d'ailleurs, - a chassé ses candeliers de sept lignes (les boîtes ne sont plus de saison...) pour gagner 2,7 % au total, hissant à 177,2, vendredi, l'indice général, soit largement au-dessus du record de 175,1 enregistré le 25 janvier dernier. Depuis le début de l'année, les valeurs françaises ont progressé de 12,8 %, une performance qui n'est atteinte que par six Bourses de province (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes).

Le fait mérite d'être signalé, car, en règle générale, si les places provinciales suivent assez bien l'orientation dessinée par le palais Brongniart, les variations (à la hausse et à la baisse) sont généralement limitées, comme on a pu le constater au cours des deux dernières années. Or, en trois mois seulement, les valeurs négociées dans ces enceintes ont enregistré une hausse de 9,9 %, signe d'une vitalité que le second marché contribue indubitablement à renforcer. Portes grandes ouvertes pour laisser passer l'air frais, cette structure boursière créée pour les petites et moyennes entreprises, encore rougissante à l'idée de demander directement un ticket d'entrée pour la cote officielle, a réservé une chronique d'accueil - *style Club Méd* - aux nouveaux venus débarqués avec armes et (petites) bagages, en l'occurrence 10 % de leur capital. Introduite le 24 avril sur le second marché de Paris, la société Manitou, spécialisée dans la fabrication de chariots élévateurs, avait, dans son sac à main, 36 000 titres seulement. En face, c'était la rue de la Vierge, où de 3 millions de francs, la cote a été portée à 480 F le premier jour, tandis que le titre montait légèrement par la suite jusqu'à 550 F le 26 avril, Euroco, qui effectuait un tour de piste sur le même marché, subissait un sort identique.

### Bâtiment, travaux publics

Poliet a dégagé 105 millions de francs de bénéfice net consolidé pour 1983 (-26,6 %). Le dividende net est de 20 F (contre 19,18 F).

	27-4-84	DIF.
Auxil. d'entreprises	950	-10
Bouygues	739	+26
Ciment Français	274	+1
Dunlop	775	+51
J. Lefebvre	145	+4,50
Général d'Entrepr.	78	-0,50
GTM	285	+30
Lafarge	388,50	-2,30
Maisons Wédar	245	+5
Poliet et Chausson	411	+6
SCRSO	200	+16

### Filatures, textiles, magasins

Bonne année 1983 pour le BHV, dont le bénéfice consolidé a augmenté de 19,8 % à 29,39 millions de francs. Le dividende net est de 10 F contre 9,50 F.

	27-4-84	DIF.
André Roufflet	149	+4
FF Agache-Willet	115	+4
BHV	175	+53,20
CFAO	682	+17
Danone-Serviposte	1591	+91
Dery	976	+30
DMC	113,50	+3,50
Galeria Lafayette	297	+12,20
La Redoute	1 285	+95
Norvich-Galeries	172,50	+9,50
Primatop	171,20	+18,50
SCOA	63	-3,40

## Avec de l'argent et de l'imagination Rhône-Poulenc peut faire mieux

Rhône-Poulenc va mieux. Le bulletin de santé publié le 11 avril dernier (*le Monde* du 13 avril) était rassurant, mais trop bref pour se faire une idée précise sur la situation du groupe. Durant deux heures d'horloge, le 25 avril, le président Louis Le Floch s'est employé, devant la presse et les analystes financiers, à le détailler.

Donc, Rhône-Poulenc, relégué à la seconde place dans l'industrie chimique française derrière Elf-Aquitaine, grossi de la plus grande partie des actifs de PCUK, est, pour la première fois depuis 1979, rentré l'an dernier dans l'ère des bénéfices avec un résultat positif de 98 millions de francs, 88 millions après répartition des titres participatifs. Sur un chiffre d'affaires de 43,11 milliards de francs, soit 43,11 milliards de francs de 15,9 % (5,2 % en prix, 4,7 % en volume, 5,2 % par croissance externe), ce résultat peut apparaître dérisoire. Mais l'année est considérable entre l'état des comptes à fin 1982 (844 millions de francs de déficit en comptant la perte des engrais) et le même état dressé au 31 décembre dernier. M. Le Floch est formel : le redressement de Rhône-Poulenc est comparable à celui qui est observé chez ses grands concurrents internationaux.

Le président de Rhône-Poulenc attribue au remède de cheval qui a été administré : cure d'amaigrissement avec vente de la pétrochimie par M. J. Gadois en 1979, cession des activités engrais sous son administration en 1983, fermeture de plusieurs sites (Besançon, Montluçon, Roanne, Nantes), suivie d'une reprise de poids avec le rachat de PCUK de Pharmuka et de diverses activités dans la chimie fine. A cela, il faut ajouter une gestion rigoureuse.

Mais cette thérapeutique n'aurait certainement pas porté tous ses fruits si la conjoncture n'avait pas volé au secours de Rhône-Poulenc. Le retour à l'expansion, observé partout à l'étranger dans la chimie (Exxon Chemicals tient le haut du pavé avec une hausse de 278 % de ses bénéfices), a sérieusement aidé le groupe à se refaire une santé. Hors intérêts reportés, la marge opérationnelle (résultats avant amortissements et frais financiers), d'un montant de 2 917 millions de francs, a progressé de 27 %. Mais il faut bien constater que ce sont les divisions Santé et Agrochimie qui ont tiré les résultats en doublant la mise, 1 088 millions pour l'une (contre 507 millions), 1 138 millions pour l'autre (contre 652 millions), un peu moins la branche Films et Systèmes (+16 millions au lieu d'une perte de 28 millions).

En revanche, tout en restant bénéficiaire, le Brésil s'est effon-

dre (387 millions contre 988 millions) à cause de la crise économique qui sévit là-bas et des fibres synthétiques sont restées déficitaires (230 millions).

M. Le Floch a donc encore du pain sur la planche pour parfaire l'œuvre accomplie. Il se garde bien de verser dans la triomphalisme. 1983 a été une année de consolidation, et nous avons encore beaucoup d'efforts à faire pour sortir durablement du rouge et des progrès à réaliser par rapport à la concurrence, insiste-t-il. De fait, bien qu'amoindrie (16 % du chiffre d'affaires contre 5,5 %), la charge financière (2,11 milliards de francs, inchangée) reste insupportable, des points noirs subsistent dans la division Textiles notamment et Rhône-Poulenc ne peut pas compter, comme Roussel-Uclaf, sur des produits vedettes. Le groupe n'a pas.

Mais la situation de Rhône-Poulenc telle qu'elle se présente n'a rien de surprenant. D'après la SEDEIS (Société d'études et de documentations économiques, industrielles et sociales), la chimie française depuis 1978 souffre de sous-ventilation et de sous-investissement. Sur sept ans (1978 à 1982), le ratio moyen marge brute-chiffre d'affaires est seulement de 4,5 % (11,3 % aux Etats-Unis, 9,9 % en Grande-Bretagne, 7,4 % en RFA). Le rapport des investissements sur le chiffre d'affaires est tout aussi décevant : 5,8 % (9,1 % aux Etats-Unis, 7,8 % en Grande-Bretagne, 7,1 % en RFA).

Ces chiffres sont accablants. Mais M. Le Floch demeure optimiste. Il reste que Rhône-Poulenc a besoin d'argent pour se revitaliser. La dotation en capital accordée par les pouvoirs publics (300 millions de francs) est insuffisante. Une solution financière va donc devoir être trouvée. Des prêts et/ou d'autres titres participatifs ? La réponse sera donnée dans quelque temps. De toute façon, Rhône-Poulenc, pour s'en sortir et surmonter ses handicaps, devra déployer des trésors d'imagination.

Pour l'instant, M. Le Floch constate : le premier trimestre est dans la ligne de 1983. Au 31 mars dernier, le chiffre d'affaires consolidé avait augmenté de 22,4 % pour atteindre 12,98 milliards de francs (dont 11 % en volume, 10 % en prix). Cela devrait durer jusqu'en juin. Après ? Il faudrait être devin. Mais l'incertitude de l'avenir - un nouveau choc pétrolier serait durément ressenti - n'empêche pas Rhône-Poulenc de poursuivre sa croissance externe. Le groupe lance une OPA sur Thann et Mulhouse, dont il détient déjà 70 % du capital. - A. D.

## A bonne allure

que, et cette Sicom était cotée 130 F, selon la procédure de l'offre publique de vente avec des demandes satisfaites à hauteur de 1,3 %, l'abondance des ordres d'achat empêchant la cotation d'Euroco vendredi.

Voilà qui laisse songeur à l'approche d'autres introductions sur le second marché (les collants Le Bourget à Lille le 3 mai, les sous-vêtements Hosi à Marseille dans les prochains jours, et la société L'Air conditionné à Paris, début juin, en même temps que Souris), si l'on essaie de calculer combien ont pu empêcher certains opérateurs passés maîtres dans l'art de « l'aller-retour » pratiqué pendant quelques jours seulement. Suffisamment, en tout cas, pour qu'un mois 50 % des titres reviennent ensuite sur le marché, comme ce fut le cas pour Degremont ou encore Beatech pour ne citer que quelques introductions « récentes ».

A la cote officielle, il fallait reboucler d'attention cette semaine pour ne pas loupier, dans la rafale des résultats annuels de sociétés qui font crépiter les téléécrans, l'information susceptible de donner un coup de fouet à la valeur concernée. Quand le vent s'obstine à souffler dans le même sens, le flair des familles de la corbeille à ses limites, et ils ont été nombreux à se retrouver autour de Roussel-Uclaf, Danum, Compagnie bancaire, Martell, Motet-Hennessy, Bougain, Michelin, Grands Travaux de Marseille, Umicore et DMC. Pour ne citer que les actions les plus en vue à la suite de commentaires favorables sur leurs perspectives de redressement pour certaines ou encore simplement sur leurs performances financières. A trois reprises, BHV a été « réorientée à la hausse », signe de

demandes frénétiques sur ce grand magasin, avec un gain final de 43 %, tandis que Nouvelles Galeries, Printemps et Galeries Lafayette, également en hausse, témoignaient de l'intérêt suscité par le secteur de la distribution et du commerce en dépit des perspectives peu encourageantes en matière de pouvoir d'achat des Français.

A l'inverse, cette semaine boursière aura été marquée par la lourde chute de Cressot-Loire, conséquence directe de la nouvelle passe difficile que traverse le numéro un français de la construction mécanique lourde. Mercredi, en attendant l'issue de la réunion du conseil d'administration, l'action avait déjà perdu 6 % à la Bourse de Paris et, le lendemain, elle reculait de plus du double après l'annonce de la demande de suspension provisoire des pourparlers, avant de reprendre au peu d'air vendredi (+3,2 %, à 31,50 F). Cette réaction tardive du marché parait à l'approche d'un « pont » qui ne veut pas l'avouer (la Bourse fonctionnera au ralenti jusqu'au 30 avril, tandis que le marché des changes sera clos) semble indiquer que les professionnels ne croient pas tous à la catastrophe pour l'un des grands noms de l'industrie nationale. Certes, le président Didier Finau-Valenciennes doit jouer serré avec les banquiers qui ne lui ont toujours pas pardonné les têtes à - tête privilégiés Cressot-Loire / pouvoirs publics, alors qu'ils étaient simplement invités à verser leur obole (c'était à l'automne 1983). Mais il n'est guère envisageable, même pour un groupe privé dont on a parfois du mal à découvrir qui est réellement derrière, de voir ses vingt-deux mille salariés aller grossir les rangs des demandeurs d'emploi. « Ce n'est pas le moment de désherber Cressot-Loire, alors qu'on ne sait toujours pas comment replanter la Lorraine », assure-t-on dans les milieux.

SERGE MARTI.

Semaine du 24 au 27 avril

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Hésitant

Baisse et hausses ont alterné à Wall Street tout au long de la semaine, l'indice Dow Jones des industriels progressant tout de même à 1 169,07, contre 1 158,07 le jeudi précédent. Au lendemain de chaque reprise constatée, les opérateurs se sont empressés de prendre leurs bénéfices, ce qui explique cette irrégularité.

	Cours 19 avril	Cours 27 avril
Alcoa	36	35 1/4
ATT	15 3/8	15 5/8
Boeing	37 5/8	38 1/2
Chase Manhattan	49 1/4	49 3/8
De Pont de Nemours	49 3/8	50
Eastman Kodak	62 1/2	61 1/4
Exxon	40 5/8	42 5/8
Ford	25 1/2	25 3/4
General Electric	54 1/2	55 3/8
General Motors	49 3/4	49 1/2
General Motors	44 3/4	46 3/8
Goodyear	25 1/2	26 1/4
IBM	116 7/8	113 1/4
ITT	37 3/8	37 3/8
Mobil Oil	31 1/2	31 5/8
Pfizer	33 1/4	33 5/8
Schlumberger	53 7/8	54 1/4
Texaco	40 1/8	40 5/8
UAL Inc.	32 7/8	34 1/8
Union Carbide	57 3/8	58
US Steel	28 5/8	29
Westinghouse	44 7/8	47
Xerox Corp.	40 1/8	40 3/4

### Saul Steinberg va acquiescer 25 % de Walt Disney

Au plus fort de la bataille boursière qui se déroule actuellement sur Wall Street Disney Production (*le Monde* du 24 avril), le financier new-yorkais Saul Steinberg a annoncé qu'il allait acheter jusqu'à 25 % du capital de cette firme tout en affirmant qu'il ne comptait pas prendre le contrôle de l'entreprise, ni en faire un centre de distribution de courtage et de services financiers. Reliance, qui possède déjà 9,3 % du capital de WDP, a informé les autorités boursières (SEC), mais aussi la commission fédérale de commerce et la division antitrust, de son intention.

### LONDRES

Fortes avances

Le London Stock Exchange a surmonté cette semaine l'effet déprimant de la crise des mines, de la crainte de nouvelles hausses de taux d'intérêt américains et du comportement hésitant de Wall Street pour pulvériser son record absolu du 21 mars, l'indice - FTSE - industriel à 908,0 (record absolu) contre 890 le vendredi précédent ; mines d'or : 684,4 contre 683,2 ; fonds d'Etat : 81,98 contre 81,68.

	Cours 19 avril	Cours 27 avril
Bechtel	321	330
Bovater	330	330
Brit. Petroleum	203	216
Charter	283	283
Courtauld	147	-
De Beers (*)	575	7,57
Dunlop	41	39
Free State Gold	43	42
Glan	878	885
Gl. Univ. Stores	630	638
Imp. Chemical	610	626
Shell	645	651
Unilever	910	925
Victors	160	172
War Loan	36 1/2	35 1/4

### TOKYO

En hausse

Pour la première fois depuis le 16 avril dernier, le marché nippon a retrouvé le niveau des 1 000 points pour l'indice Nikkei Dow-Jones qui s'est établi vendredi à 1 015,28 (contre 1 006,49 la semaine précédente), tandis que l'indice général passait de 845,81 à 862,10. L'approche imminente du mois de mai explique le courant acheteur, selon les spécialistes.

	Cours 20 avril	Cours 27 avril
Akai	468	469
Bridgeport	600	607
Canon	1 308	1 348
Fuji Bank	1 040	1 060
Honda Motors	1 100	1 140
Matsushita Electric	1 820	1 940
Mitsubishi Heavy	246	260
Sony Corp.	5 690	5 690
Toyota Motors	1 330	1 350

### FRANCFORT

Bien tenu

Les actions ont été bien tenues pendant cette courte semaine, le conflit sur la semaine de 35 heures n'ayant pas pesé sur les cours. Indice de la Commerzbank : 1 032,80 contre 1 022,70 le jeudi précédent.

	Cours 19 avril	Cours 27 avril
ABG	94,30	94,10
BASF	162,70	168,70
Boehringer	180	172,80
Commerzbank	180,20	180,20
Deutsche Bank	388,50	381,50
Hoechst	178,00	182,10
Karstadt	264,00	266,20
Mannesmann	142,70	145
Siemens	397	399
Volkswagen	280	199,20

### Mines, caoutchouc, outre-mer

	27-4-84	DIF.
Glaphysius	919	+8
Indust. Min.	85	-0,8
Michelin	875	+53
MDA Penaroya	64,50	+5,6
INCO	137,50	+0,05
ICI	137,50	+4,45
ICI	95,50	+1,80
RTZ	2,76	-0,03

### Mines d'or, diamants

	27-4-84	DIF.
Anglo	1 290	+40
Anglo-American	197,50	+5
Buffington	698	+6
De Beers	79,50	+0,40
De Beers	346,10	+10,6
Free State	434,40	+4
Goldfields	84,20	+0,2
Gold	242,20	+5,7
Harmony	231	+0,9
President Brand	777	+20
Randfontein	1 200	+10
Sagorap	382	+12
Saint-Helena	628	+13
Western Deep	628	+13
Western Holding	543	-17

### Pétroles

La Société d'hydrocarbures de Saint-Denis ne versera pas encore de dividende pour 1983 (3,50 F pour 1981). Elle a perdu de nouveau de l'argent, 2,02 millions de francs, moins cependant que l'année précédente (7,75 millions).

	27-4-84	DIF.
Elf-Aquitaine	259,50	+4,50
Esso	630	+25
France-Petrol	384	+4
Indust. Min.	85	-0,8
Michelin	875	+53
MDA Penaroya	64,50	+5,6
INCO	137,50	+0,05
ICI	137,50	+4,45
ICI	95,50	+1,80
RTZ	2,76	-0,03

### Valeurs à revenu fixe

ou indexé

	27-4-84	DIF.
4 1/2 % 1973	1 820	-15
7 % 1973	9 620	+40
10 % 1973	92	+6,10
PME 10,5 % 1976	91,90	-0,10
10 % 1978	90,65	+0,05
9,80 % 1978	92,30	+0,05
10,80 % 1979	93,20	+0,10
12,80 % 1980	95,61	+0,11
16,75 % 1981	102,60	+0,10
16,20 % 1982	111,80	+0,30
16 % 1983	111	+0,30
15,75 % 1983	109,60	+0,40
CNE 3 %	3 480	9
CNE 4 %	182	+0,85
CNE 5 %	102,10	-0,10
CNE 5 000 F	102,10	-0,15
CNE 5 000 F	102,10	-0,15

### Matériel électrique

services publics

	27-4-84	DIF.
Alstom-Alsthom	226,50	+1,50
CIT-Alstom	1 342	+46
Crozon	110	-5
Général des Baux	574	+19
Intertrichique	1 528	+19
Lagard	1 912	+53
Lyonnais des Baux	763	+27
Matra	1 560	+36
Mélin-Gérin	1 040	+20
Motors Leroy-Somer	442	+23
Moulin	105,50	+8,50
PM Labinal	368	-1
Radiorécepteur	316	+16
SEB	429,50	+9
Signaux	619	+20
Télécom. Electrique	1 780	+23
Thomson-CSF	330	+23,50
IBM	1 170	+64
ITT	390	+23
Schneider	528	+36
Siemens	1 536	-42

### Métallurgie

construction mécanique

	27-4-84	DIF.
Alpi	89,50	+1,5
Autrep	225	-78
Avions Dassault	585	+4
Ch. Franco-Danub.	6,90	+1,1
Chiers-Charbon	31,40	+1,1
Cressot-Loire	31,50	-7,5
De Dietrich	367,10	+2,50
EACOM	878	+8
Fives-Lille	325	+1
Fonderie (Générale)	41	+3
Marine-Wendel	103,50	-7
Penalt	619	+20
Peugeot SA	239,80	+9
Podiat	44,30	-1,9
Pompey	130	+2
Sagres	1 433	+40
Saintes	34	+0,5
Vallo	285,50	+10
Valloire	62,30	-4,60

### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME (\*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Elf-Aquitaine	140 169	35 917 431
Chargers SA	64 976	20 406 809
Lafarge Coppée	60 402	23 315 216
IBM	18 557	20 727 185
Schlumberger	38 040	20 478 286
L'Oréal	9 173	19 733 809
Siemens	13 011	19 634 269
Arjomari	36 222	17 398 016
Marine-Wendel	146 644	16 780 667
4,5 % 1973	9 182	16 715 867

\* Du jeudi 19 avril au jeudi suivant.







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

3. La visite du président Reagan en Chine.  
4-5. INDE : la grande colère des extrémistes hindous.

### FRANCE

8. La sixième conférence « Entreprises » du PS.  
- Le voyage de M. Mauroy dans le Nord.  
9. Il y a quinze ans commençait l'après-guerre.  
- Les nouveaux venus : M. Michel Paut.

### SOCIÉTÉ

10. Trêve au Pays basque français.  
11. Un nouveau vocabulaire pour les activités des femmes.

### ÉCONOMIE

15. Les beaux jours de l'industrie automobile américaine.  
16. La revue des valeurs.  
17. Créances, changes et grands marchés.

RADIO-TÉLÉVISION (14)  
Carnet (10) ; Programmes des spectacles (13) ; Météorologie (14) ; Mots croisés (14).

## A Levallois-Perret

### UN POLICIER RÉVOQUÉ PAR LE PREMIER MINISTRE EST PROMU PAR LE MAIRE

Une récente nomination suscite une certaine émotion à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), ville que dirige depuis mars 1983, M. Patrick Balkany (RPR) : celle de M. Didier Gandossi, à la tête du service Levallois-Sécurité, une équipe d'une trentaine de policiers municipaux chargés de la sécurité dans la commune. M. Gandossi est ce fonctionnaire de police, ancien président de la FPIP (Fédération professionnelle indépendante de la police), syndicat proche de l'extrême-droite, révoqué par M. Mauroy pour sa participation à la manifestation contre M. Badinter en juin 1983. Les élus de l'opposition levalloisienne, par la voix de M. Gérard Laillette (PC), se sont inquiétés ouvertement de l'arrivée de M. Gandossi - « un homme aux antécédents discutables » - qui couronne, selon eux, la transformation progressive de l'ancienne équipe « de gardeschampêtres municipaux, agents communautaires pacifiques et proches de la population », en une « escouade de policiers municipaux circulant essentiellement en voiture, et plus préoccupés de chasse aux fautes que de surveillance des sorties d'écoles ».

(Corresp.)

## UN JEUNE JUIF BLESSÉ PAR UN POLICIER A PARIS

### Barouf rue des Écouffes

La rue des Écouffes, dans le quartier juif de Paris, a connu, le vendredi 27 avril, une journée d'émotion et de colère, après l'interpellation de deux jeunes gens en début de matinée par la police.

Deux jours auparavant, les policiers avaient été pris à partie par une cinquantaine d'habitants, alors qu'ils venaient arrêter M. Elie Nacouche, vingt-deux ans. Le jeune homme faisait l'objet d'un mandat d'amener, pour avoir blessé un arabe au cours d'une rixe au mois de mars. Frappés à coups de pied et de poing par les riverains, les policiers avaient dû battre en retraite.

Une rapide enquête leur permet de reconnaître parmi leurs assaillants, deux des frères Rosenfeld, demeurant 14, rue des Écouffes. Vendredi à 7 heures du matin, accompagnés des policiers du commissariat local, ils enfoncent la porte de l'appartement des parents ; un des frères, Maurice, étudiant en médecine, s'empare d'un fusil à pompe, acheté, dit-il, en 1982, au lendemain de l'attentat de la rue des Rosiers toute proche. L'inspecteur principal repousse le canon de l'arme. Maurice Rosen-

feld le brandit à nouveau. Le policier lui tire une balle dans l'épaule droite. Le jeune homme est hospitalisé à l'Hôtel-Dieu. Ses deux frères, Jacob et Richard, gardés à vue, seront libérés dans l'après-midi.

Partout ailleurs, on n'aurait été qu'une interpellation de routine. Mais au cœur du quartier juif, ces images de képis à l'aube, d'adolescents armés du lit, armées en pyjama dans les fourgons de police, ont réveillé de lancinantes souvenirs. « Nazis ! », a-t-il regretté qu'on ne nous ait pas tous exterminés ! », crient les voisins, tandis qu'aux deux bouts de la rue, des poubelles renversées barrant le passage à un éventuel retour des policiers. La libération, avant le début du sabbat, des deux frères, ramenait le calme dans le quartier.

Trois autres personnes ayant donné des coups aux policiers et déjà connues des services de police, ont été interpellées au cours de la même opération. Elles ont été déferées au parquet dans la soirée de vendredi. Une information devait être ouverte contre elles ce samedi 28 avril.

D. S.

## INCIDENTS A CAEN AVANT UN MEETING DE M. LE PEN

Près de deux mille manifestants appartenant à toutes les organisations de gauche ont défilé dans les rues de Caen, vendredi 27 avril, pour protester contre la tenue de la réunion présidée par M. Jean-Marie Le Pen qui s'est déroulée le soir même en présence de douze cents personnes. Différents incidents se sont produits sur les voies d'accès à la salle de réunion, quelques centaines de militants et sympathisants de la Ligue communiste révolutionnaire interdisant le passage aux automobilistes. Reprochant au maire d'avoir loué le palais des sports au Front national, des éléments incontrôlés ont également lancé des cocktails Molotov contre la façade de l'hôtel de ville. Tout était redevenu calme lorsque M. Le Pen a pris la parole.

● **Attentat antiterroriste à Téhéran.** - Un ressortissant turc, marié à une employée à l'ambassade de Turquie à Téhéran, a été grièvement blessé, samedi matin 28 avril, lors d'un attentat revendiqué par l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA), à 400 m de la source diplomatique turque. La victime, M. Isik Yonder, a reçu une balle dans la tête alors qu'elle circulait en voiture.

Dans un appel téléphonique au bureau de l'AFP à Téhéran, un correspondant anonyme se réclamant de l'ASALA a affirmé que cet attentat était une « réponse au voyage criminel » du premier ministre turc, M. Turgut Ozal, qui doit arriver jeudi prochain à Téhéran pour une visite officielle en Iran. - (AFP.)

## M. JACQUES DELORS NE S'EST PAS ENTRETENU AVEC LA MISSION DU FMI A PARIS

La mission du Fonds monétaire international (FMI) a quitté Paris après avoir eu, pendant dix jours, une série de consultations sur la politique économique, financière et commerciale de la France avec les principaux experts gouvernementaux.

Conduite par M. Alan Whetton, directeur du département Europe du FMI, la délégation a été soumise à une série de consultations sur les problèmes de l'inflation et du déficit budgétaire, qui sont, souligne-t-on de même source, les « points douloureux » de l'économie française dans la conjoncture présente. La mission, qui, comme c'est la règle, a fixé librement le programme de ses rencontres, n'a pas eu d'entretien avec le ministre de l'économie et des finances, M. Jacques Delors, contrairement à l'an dernier, précise-t-on dans l'entourage du ministre.

L'arrivée en France de la délégation du FMI, le 18 avril dernier, était intervenue fortuitement peu de temps après la polémique qu'avait fait naître la publication de l'analyse effectuée par le FMI sur les perspectives économiques dans le monde et qui contenait un passage critique sur la France (promesse à une très faible croissance dans un monde en reprise). M. Delors s'était « étonné » de ce que le FMI ne faisait pas en l'occurrence le lien entre une politique d'assainissement et le ralentissement de l'activité (le Monde du 14 avril).

## LES CONSULTATIONS EUROPÉENNES DU CHEF DE L'ÉTAT

### M. Mitterrand a constaté une grande identité de vues entre la France et l'Italie sur le budget et sur l'élargissement de la CEE

De notre correspondant

Rome. - Les problèmes communautaires, mais aussi d'autres questions internationales comme les rapports Est-Ouest, ont constitué l'essentiel des entretiens que M. Mitterrand a eus avec M. Bettino Craxi, chef du gouvernement italien, à la Villa Madama, dans la soirée du vendredi 27 avril. Le président français était accompagné de M. Roland Dumas, ministre des Affaires européennes, qui a rencontré son homologue italien, M. Francesco Forte, ainsi que M. Giulio Andreotti, ministre des Affaires étrangères, et s'entretenait ce samedi à Bonn avec son collègue allemand, M. Genscher. Cette « visite de travail » éclair était la première étape d'une série de consultations bilatérales destinées à préparer le sommet européen des 25 et 26 juin prochain à Fontainebleau, et qui se poursuivra lundi à Athènes avec MM. Caramanlis et Papandréou, et vendredi à l'Élysée avec M. Thatcher.

« Nous voulons laisser derrière nous la crise européenne », a affirmé M. Craxi pour résumer la préoccupation commune aux Français et aux Italiens. La question du budget communautaire et de la contribution britannique a, bien sûr, été longuement évoquée. M. Craxi, porte-parole du président du conseil italien, a néanmoins tenu à souligner : « Si le précédent sommet a mal fini, les accords conclus sur des thèmes essentiels, comme la politique agricole commune, montrent pourtant que les efforts tendent dans une bonne direction. Ils pourront porter leurs fruits à condition d'être soutenus par une véritable volonté politique ».

Français et Italiens ont le même point de vue quant à la nécessité de

tenir de conclure, pour le 1<sup>er</sup> septembre prochain, des négociations pour l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, afin que l'adhésion de ces deux pays soit effective dès le 1<sup>er</sup> janvier 1986. Le président français et le chef du gouvernement italien avaient plusieurs fois rappelé, ces derniers mois, que l'Europe ne pouvait se limiter à des problèmes d'intendance et à une politique agricole.

Comment instaurer une véritable nouvelle politique industrielle, faisant éventuellement appel à de nouvelles technologies ? Des projets d'accords de coopération bilatérale pour les télécommunications et les technologies ont été examinés. La question d'une politique culturelle commune, susceptible de contrebalancer les influences nord-américaines, a aussi été évoquée.

Le thème de la coopération internationale a été abordé par M. Mitterrand et M. Craxi ont commencé par un vaste tour d'horizon des problèmes internationaux, en particulier ceux du Proche-Orient et de la Méditerranée, de la Libye et du Tchad.

En ce qui concerne les rapports Est-Ouest, les Italiens ont présenté le bilan des rencontres du week-end dernier entre MM. Andreotti et Tchernomko, ainsi que la visite officielle de M. Craxi en Hongrie, il y a quinze jours. Rome a réaffirmé vouloir conjuguer ses efforts en faveur de la détente avec une loyauté atlantique. La visite de M. Andreotti à Moscou et sa discrétion sur la Pologne et l'Afghanistan avaient suscité une certaine irritation au sein même du gouvernement italien, ainsi que dans certaines capitales européennes. - (Interim.)

## Les élus UDF de la région Rhône-Alpes veulent relancer la confédération

De notre envoyée spéciale

Lyon. - Les élus UDF de la région Rhône-Alpes se sont réunis, vendredi 27 avril à Lyon, pour réfléchir à l'organisation du mouvement qui, en l'état actuel, ne leur convient pas. Ils ont tenu à donner quelque publicité à cette réunion en conviant la presse nationale et régionale à partager leurs états d'âme au cours d'un dîner.

Participaient à cette rencontre MM. Mayoud, Millon, Clément, Rigand, Perrut et Birraux, députés, MM. Duraffour, Colon, Mathieu et Vallon, sénateurs, ainsi que MM. Soulier, premier adjoint au maire de Lyon, Fenech, président du CDS-Rhône, et M. Simone André, maire adjoint de Lyon. Avoir été aussi invité M. Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, qui, dans son département, a déjà organisé la fusion des différentes familles de l'UDF. Le maire d'Annecy a invité les autres fédérations à « faire le même choix, espérant, que si son exemple était suivi, l'initiative réalisée à la base s'imposerait naturellement au sommet ».

Représentant une analyse qu'il avait déjà développée dans nos colonnes, M. Soisson a notamment expliqué : « Nous souhaitons l'unité de l'UDF, mais nous refusons toute tentative qui tendrait à faire de l'UDF le mouvement d'un seul parti ou d'un seul thème. Pour gagner les élections législatives, nous devons, quel que soit notre choix pour l'élection présidentielle, combattre ensemble ».

« L'UDF, dit-il, doit tenir son congrès d'Épinay. Pourquoi serait-elle incapable de faire ce qu'a réussi le PS, aussi disparate qu'elle dans ses origines et ses références idéologiques ? C'est à Lyon, par une décision des élus de la région, que peut s'affirmer le renouveau de l'UDF ».

S'il est relativement facile d'établir un constat des faiblesses de la confédération, et de trouver sur ce point un très large consensus, les choix des remèdes est plus difficile. Pour des questions de personnes, notamment, mais aussi et surtout parce que l'UDF ne veut pas trancher sur un point qui est pourtant essentiel : quel sera son « présidentiable » en 1988 ?

Faute de vouloir, ou même de pouvoir effectuer dès aujourd'hui un tel choix qui divise giscardiens et barrotiers, l'UDF s'est contentée, à chacune de ses crises internes, de

procéder à quelques réajustements. La perspective des élections législatives de 1986 et la volonté de les préparer sur un pied d'égalité avec le RPR conduisent cependant les différents responsables de l'UDF à chercher à nouveau des solutions satisfaisantes.

« Nous souhaitons », a expliqué vendredi M. Mayoud, que les instances régionales de l'UDF se prennent en main et poussent les élus-majors parisiens à se réveiller. « Si l'on pose le problème des présidentiables, notre courant se divise. Si on met à l'écart les présidentiables, on aura une question de chefs. Il faut donc que tous ceux qui ont des responsabilités se mettent ensemble et essaient rapidement de faire une plate-forme commune pour aborder 1986 », a, de son côté, expliqué M. Charles Millon.

C'est ainsi qu'il a été décidé à Lyon de constituer une « conférence permanente des élus UDF de la région Rhône-Alpes », chargée de préparer un congrès de l'UDF, qui, selon le souhait des élus rhodanais, se tiendrait avant la fin de l'année à Lyon. « Capitale française de l'UDF », mais aussi, et ce n'est pas l'élément le plus négociable, fief de M. Raymond Barre. Par ce choix, les élus de la région Rhône-Alpes ont tenu à marquer leur préférence. Pourtant leurs discours, vendredi, sont restés confus, notamment parce qu'ils sont dans la plus grande incertitude quant à l'attitude que souhaite adopter M. Barre au lendemain des élections européennes.

L'ancien premier ministre songe sans doute à créer une structure qui cristalliserait le capital de sympathies qu'il recueille autour de ses tournois en province et dans les partis. Est-il pour autant prêt à manifester vis-à-vis de l'UDF et de formations qui la composent ?

De la même façon, l'attitude de M. Giscard d'Estaing, une fois connus les résultats du 17 juin, n'est pas prévisible : sans doute ne voudra-t-il pas laisser l'UDF lui échapper. Une partie de bras de fer est donc engagée entre ces deux hommes et leurs partisans. S'y ajoute le poids de certaines tentations chiraquiennes, et la partie qui se joue entre l'ancien président et le maire de Paris, dont le dernier épisode en date est l'idée exprimée à l'Europe 1, le 26 avril, par M. Giscard d'Estaing, qu'en cas de victoire de l'opposition en 1986, M. Chirac devrait être le premier ministre de M. Mitterrand.

Le numéro de « Monde » daté 28 avril 1984 a été tiré à 446 910 exemplaires

A B C D E F G

CHRISTINE FAUVET-MYCIA

## Le général Béchu va remplacer le général Poi à la tête de l'opération Manta au Tchad

Le général de brigade Yves Béchu, qui a commandé les forces françaises en République centrafricaine, entre 1980 et 1981, succédera, durant la deuxième quinzaine de mai, au général de brigade Jean Poi, qui commande depuis soit dernier l'opération Manta au Tchad, avec environ 3 000 hommes sous ses ordres. Ce changement, prévu de longue date, intervient au moment où des informations recueillies par les services de renseignements français donnent à croire que les Libyens, dans le nord du Tchad, se heurtent à des difficultés locales dans leurs rapports quotidiens avec les partisans du GUNT, leurs principaux alliés.

Une certaine résistance se fait jour, en effet, face aux tentatives des Libyens d'annexer le nord du Tchad qu'ils occupent avec leurs 5 000 hommes, principalement stationnés dans les garnisons de Faya-Largeau et de Fada.

Dans cette région, l'arabisation croissante - à la libyenne - suscite, dans les rangs des forces « coalisées » hostiles au gouvernement central de N'Djamena, des désertions avec armes et bagages que les observateurs qualifient déjà de « désertions Toyota », du nom de ces camionnettes japonaises à bord desquelles les déserteurs cherchent à rallier le sud en se rendant, de préférence, aux forces françaises installées dans la « zone rouge », en deça du 16<sup>e</sup> parallèle. Après identification et enquête, certains de ces déserteurs sont recrutés par les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) du président Hissène Habré.

Ces désertions sont à l'origine des incidents survenus, par exemple, au début de cette semaine à Bardai entre une cinquantaine de soldats libyens et une centaine de partisans du GUNT qui manifestaient l'intention de repasser le sud du Tchad. Ces incidents ont failli dégénérer en affrontement direct, mais, en fin de compte, ils ont été réglés à l'amiable par les chefs locaux et, à la connaissance des services français, les militaires libyens ont dû accepter de lever le siège.

S'il est réel, ce phénomène de désertion ne se traduit, cependant,

pas par des ralliements massifs aux FANT. Les déserteurs ne changent pas tous de camp pour autant mais des indications, de source française, évaluent actuellement à environ trois cent cinquante, le nombre de ces désertions qui font l'objet de tractations entre les intéressés et les représentants du pouvoir central à N'Djamena. Des désertions sont également constatées dans le sud et dans l'est du Tchad, où des « commandos verts », qui sont souvent d'anciens partisans du colonel Kamougué, négocient leur réintégration dans l'armée régulière.

Dans le nord du Tchad, les militaires libyens cherchent, d'autre part, à fixer les traditionnelles populations nomades, qui échappent à leur contrôle.

Les nomades ne sont plus autorisés à circuler et les rares caravanes qui parviennent à descendre vers le sud ne peuvent plus, ensuite, remonter dans le nord. Cette politique de fixation des populations migrantes s'accompagne de la volonté des Libyens d'imposer, dans les écoles, l'abandon de l'enseignement du français et de leur décision de neutraliser - en les déportant dans des camps en Libye même - certains des opposants tchadiens à Tripoli. Les services français en tirent le sentiment que les Libyens sont de plus en plus isolés dans le nord du pays, face à une montée des aspirations nationalistes qui se développent à leur encontre.

Cependant, la pression militaire libyenne, tant à Faya-Largeau qu'à Fada, reste réelle, même si aucune opération d'envergure n'est menée depuis la ligne des garnisons du colonel Kadhafi en direction du 16<sup>e</sup> parallèle, où se trouvent des détachements français. Les travaux d'infrastructure conduits localement dans les garnisons libyennes n'ont, pour l'instant, amené aucune transformation ou modernisation des pistes en latérite utilisées par l'aviation de transport libyenne. La construction de pistes en dur, à Faya-Largeau et à Fada, permettrait à l'aviation de combat libyenne d'intervenir plus en profondeur au Tchad, ce qui n'est pas encore le cas.

## LA VISITE EN FRANCE DU MINISTRE ALGÉRIEN DES TRANSPORTS

### Des appels d'offres sont lancés pour la construction du métro d'Alger

Premier ministre algérien des transports à effectuer une visite en France depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, M. Salah Goudjil a dressé un bilan de la coopération bilatérale dans ce secteur depuis que son collègue, M. Charles Fiterman, avait signé à Alger un accord sectoriel en novembre 1982. Ce dernier a souligné, vendredi 27 avril, qu'un « travail considérable et des progrès rapides » ont été enregistrés au cours de ces dix-huit mois. Le montant des contrats atteint quelque 10 milliards de francs, sans compter les deux Airbus dont la commande avait été annoncée par le président Chadli lors de sa visite en France.

Au cours de cette période, nous a précisé M. Goudjil, la SOFRETU (RATP) a effectué les études des deux premières lignes du métro d'Alger et les appels d'offres sont actuellement lancés pour en assurer la construction dans un délai de quatre à cinq ans. Des firmes françaises ont également réalisé une première galerie d'essai pour le métro et obtenu les contrats pour la modernisation de l'aéroport Houari-Boumedienne (Alger), la fourniture de quatre cents voitures de chemin de fer et l'installation des bases de maintenance, les études sur la modernisation de la ligne ferroviaire Alger-Marnia, qui servira aussi au Transmaghreb, etc. Il faut mentionner surtout un projet d'envergure dont les travaux ont commencé : la

voie ferrée Jijel-Skikda (137 kilomètres, 4 milliards de francs) comportant 30 millions de mètres cubes de déblaiement et la construction de quatre-vingt ouvrages d'art.

Pendant sa visite, M. Goudjil a visité la RATP, l'école de formation aéronavale de Saint-Yan, l'Aérospatiale à Toulouse et pris le TGV. Il a également rencontré le premier ministre, M. Pierre Mauroy, M. Edith Cresson (commerce extérieur), M. Christian Nucci (coopération et développement) et M. Guy Lengagne (secrétaire d'Etat à la mer), avec lequel il a amorcé une coopération en matière de transport maritime.

Résumant l'esprit de cette visite de quatre jours, M. Fiterman a déclaré : « Nous avons cherché à consolider et à diversifier ce qui a été fait pour travailler à l'avenir de façon solide, durable, sérieuse et suivie ».

P. B.

## moins chaud ici qu'à la Foire de Paris

Il vaut mieux choisir dans les meilleures conditions les meilleures literies de grandes marques, les canapés, convertibles, meubles etc, meubles de rangement par éléments, chez CAPELOU, un vrai spécialiste qui vous donne tous les moyens de choisir. Et encore davantage « d'avantages » sur nos prix pendant la Foire de Paris 37, avenue de la République-XI<sup>e</sup> (Métro Parmentier). 357.46.35.

Un vin de grande table  
**CRAMOISAY**  
toujours à sa place



مكتبة من الأصل

# Le Monde

Aujourd'hui



## Les cadets du PCF, page II

Sciences : la vie des araignées, page VII

Promenade d'architecture dans le quartier de la Bourse, page VIII

Nouveau débarquement en Normandie, page XI

Supplément au numéro 12211. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 29 - Lundi 30 avril 1984.



# Au Parti communiste, une nouvelle génération de cadres se prépare à la relève.

## François Asensi

« A côté des monstres sacrés. »

« J'ai savouré ce moment ! » L'enfant du Landy, quartier pauvre d'Aubervilliers, se retrouvait à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, à côté de Michel Debré et de Maurice Couve de Murville, « des monstres sacrés que j'avais combattus ».

François Asensi, fils de travailleurs immigrés, était devenu député et côtoyait ceux qui longtemps, pour lui, avaient symbolisé « un monde à part ».

Costume bleu croisé, fines lunettes, grosse serviette de cuir, il ressemble à un de ces brillants sujets que la République cultive dans ses écoles. Mais il a suivi, lui, un tout autre itinéraire.

A trente-neuf ans, député de la Seine-Saint-Denis après avoir hérité la circonscription

blée), le secrétariat fédéral en 1976, le poste de premier secrétaire en 1979, le mandat de député le 27 janvier 1981, à la mort de Robert Ballanger, dont il était le suppléant depuis 1978.

Une montée rapide dans la hiérarchie du parti, alors qu'il n'y a suivi que l'école de quinze jours puis celle d'un mois, ne fréquentant ni celle de quatre mois ni les stages à l'étranger.

Est-ce pour cela que François Asensi n'est guère un adepte de la « langue de bois » ? Souligner les faiblesses de son parti, les erreurs de certains de ses responsables locaux, les difficultés que peut rencontrer un jeune « patron » comme lui avec quelques-uns des solides « barons » de son département, ne l'effraie pas outre mesure.

Avoir été en première ligne dans le conflit de l'usine Ci-



de Robert Ballanger, membre du comité central depuis le vingt-quatrième congrès (février 1982), François Asensi est le premier secrétaire de sa fédération départementale, une des quatre premières du PCF en nombre de militants.

Son père, venu à la fin des années 20 travailler en France, reparti dans son Espagne natale quand il fallut défendre la liberté et la République contre les fascistes. Il y resta même jusqu'en 1947 pour aider le parti communiste à survivre dans la clandestinité. La mère de François Asensi, française, étant venue rejoindre son mari, c'est à Santander qu'il est né le 1<sup>er</sup> juin 1945.

De retour à Aubervilliers, le père reprit son travail d'ouvrier du bâtiment et la mère sa place d'OS dans une usine. Même si ses parents dévotaient la littérature classique, lui parlaient de Gabriel Péri, le « gentleman communiste », de Picasso, d'Eluard et d'Aragon, dans un tel milieu, et quelle que soit la qualité de son travail scolaire, on passe plus facilement un CAP d'ajusteur et un diplôme de dessinateur industriel que l'examen des Sciences politiques et le concours d'entrée à l'ENA.

Pour grimper l'échelle sociale, il y a le parti communiste. Après avoir travaillé dans une entreprise et fait son service militaire, François Asensi entre à la direction de l'Office municipal de la jeunesse d'Aubervilliers ; en 1970, il est élu au bureau de la jeunesse communiste, où il milite depuis 1960. En 1972, il devient permanent. En 1974, c'est l'installation à Aulnay-sous-Bois ; la direction de la section locale, le travail avec Robert Ballanger (alors maire de la commune et président du groupe communiste à l'Assem-

blée d'Aulnay, en 1983, et dans la perte de la mairie de cette ville, à l'automne, ne l'empêche pas d'analyser les erreurs de comportement de son propre parti.

Car, aujourd'hui, François Asensi doit diriger une fédération qui a particulièrement souffert du recul du PCF depuis 1981, et s'occuper d'une circonscription qui n'est plus aussi facile que par le passé pour un élu communiste.

L'évolution industrielle et, donc, sociologique empêche le parti de continuer à recruter parmi ces ouvriers professionnels hautement qualifiés qui, dans les années 50 et 60, faisaient l'armature du PCF dans cette banlieue du nord et de l'est de Paris. « Leurs fils sont devenus des techniciens supérieurs », dit-il. « Il leur faut un autre engagement, une autre pratique. Le parti doit aller à la conquête de ces catégories nouvelles. » Engager cette « mutation », c'est le « débat principal du parti », mais attention ! pas question pour cela de se « couper » des plus défavorisés : « Nous devons être le parti des travailleurs, de tous les travailleurs. »

Quand François Asensi va en vacances en Ardèche, où son père a construit une petite maison, les sujets de conversation ne manquent pas. Les rapports avec l'URSS, par exemple : l'ancien soldat de la République espagnole sait bien qui l'aide à l'époque ; il y a des liens sentimentaux, des souvenirs affectifs, que le temps n'efface pas.

Le fils, qui n'est pas allé en Union soviétique depuis 1979, se veut plus lucide, « attaché », certes — comment pourrait-on être indifférent ? — mais sans recherche d'un modèle.

THIERRY BRÉHER.

## André Sainjon

« Oui, c'est dur de syndiquer les gens. »

C'est ainsi : André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, est aussi membre du comité central du Parti communiste français.

Comme son prédécesseur, Jean Breteau, qui fut à la tête de la puissante « fédé », la première du syndicat par le poids et les effectifs, pendant un quart de siècle. Comme le prédécesseur de Jean Breteau, le légendaire Ambroise Croizat, ministre communiste du travail et de la sécurité sociale, après la guerre, jusqu'à la rupture de 1947...

Les désastres successifs de la sidérurgie et les malheurs grandissants de l'automobile ont répandu dans tous les foyers, via le petit écran, son image de jeune cadre élégant, calme et ferme, qui a conscience du poste qu'il occupe : « Je me sens un vrai dirigeant de la CGT », déclare André Sainjon. C'est sûr. Je dirige. Mais il ne cherche pas à se poser en petit-fils abusif du grand-père Croizat.

On devient ce qu'on devient ; on naît comme on naît. Lui, c'est à Paris, dans le dixième arrondissement, le 23 juillet 1943. Enfance et jeunesse à Saint-Denis. Rien de saillant. Le père est OS métallurgiste « dans de petites tantes », avec un passage chez Citroën. La mère sera longtemps gardienne d'immeuble.

Scolarité chez les Frères des écoles chrétiennes à Saint-Denis : « Ça coûtait cher à mes parents. »

Quand on était reçu au certificat d'études primaires, en ce temps-là, on recevait une lettre des postes : « Voulez-vous entrer dans les postes ? »

André Sainjon est reçu. On lui envoie la lettre. Va pour les postes, puisque, aussi bien, il faut trouver tout de suite du travail.

Il sera télégraphiste jusqu'à 17 ans. Titillé par l'intérêt pour un « vrai métier », il apprend, alors, celui de tourneur par le



canal de la formation professionnelle pour adultes.

Encore deux ou trois séquences banales, mais patientez : tournez P 1 chez Hotchkiss à Saint-Denis ; seize mois de service militaire en Allemagne. Au retour, les patrons se font tirer l'oreille pour tenir leur promesse de passage en catégorie P 2 : « La CGT intervient pour moi, j'adhère. »

Petite cause, petits effets. En attendant... Pas de dettes à cet égard envers le père, qui « n'eut pas d'engagement pendant longtemps », ni envers la mère : molle croyance en Dieu et « politique du bifteck ».

J'adhère en novembre 1964. J'acquies quelques responsabilités syndicales dans l'entreprise. Très vite, en remplacement d'un camarade devenu permanent, je suis secrétaire général du syndicat.

Les responsabilités s'enchaînent : régionales, puis nationales dans le secteur de la jeunesse ; à la commission exécutive confédérale (novembre 1969) ; à la tête du Centre confédéral de la jeunesse.

En 1974, je reviens au bureau fédéral de la Fédération des métaux. En novembre 1976, je suis élu secrétaire général de la Fédération à la place de Jean Breteau et sur sa proposition.

Discretion ou modestie, André Sainjon ne veut voir là qu'une manière de miracle sans surnaturel. Une chose est sûre : il se trouve dans un secteur où il est de tradition de confier de hautes responsabilités à des jeunes.

Depuis ? Il remplit sa mission, à la fois « dure et enthousiasmante ». La sidérurgie plie, l'automobile dérape, la machine-outil est en perdition... De plus, comme les autres, sa fédération, la « fille de la CGT », comme il n'aime pas qu'on l'appelle, faiblit un peu : « Oui, c'est dur de syndiquer les gens », de leur faire comprendre que « le bulletin de vote ne suffit pas ».

Ces temps si durs ne sont-ils pas, aussi, un peu mous, à l'image de la manifestation parisienne des Lorrains du 13 avril, où André Sainjon

s'oblige à voir un succès de mobilisation ? « C'est vrai, la tristesse, le désespoir sont frappants chez beaucoup. » Nonobstant, le total de l'addition est facile à faire pour André Sainjon : « Je vis bien le syndicalisme. »

Et le PC, au fait ? Ah ! oui, le PC. Même feuille de route, à peu de chose près.

Je suis entré au PC en 1965, après un voyage en RDA. J'ai vu les efforts faits pour les travailleurs ; j'ai été enthousiasmé. J'avais, aussi, beaucoup apprécié le dévouement de militants communistes autour de moi. Je n'avais aucune éducation philosophique particulière, j'ai découvert le marxisme dans les écoles du Parti.

En mai 1979, lors du XXIII<sup>e</sup> congrès, c'est donc l'entrée au comité central. André Sainjon précède toute question-souppçon-suppôt : « Je n'ai de rapports particuliers ni avec Georges Marchais ni avec qui que ce soit du secrétariat général. Quelqu'un d'important au Parti ? Je ne crois pas. J'ai de l'ambition pour mon organisation. »

Pour que tout soit clair, il ajoute : « Je consacre beaucoup plus de temps à l'activité syndicale. Très honnêtement, je suis bien là où je suis. Je ne songe pas à ces choses. Je ne me laisse pas droguer. »

Ces choses, ces drogues, André Sainjon n'en dit même pas le nom. S'appelleraient-elles ambition, manœuvres tactiques et, au bout du compte, ascension ?

N'insistez pas en tout cas. Le membre du comité central Sainjon, qui suit, pour le Parti, les activités de la fédération de la Manche et fait, d'autre part, ce qu'il a à faire, ne vous concèdera pas autre chose.

Bien sûr, c'est « une grande responsabilité », que d'être au comité central, surtout dans cette « période historique ». Et après Breteau. Et après Croizat...

MICHEL KAJMAN.

## Jean-François Meyer

« Rompre avec la tradition du grand soir. »

Né le 25 juin 1952 à Villeneuve-lès-Avignon dans le Gard, Jean-François Meyer dirige la fédération de son département natal depuis 1979, année du vingt-troisième congrès, lors duquel il est entré au comité central. Il avait vingt-six ans. Il avait adhéré au Parti communiste en 1973, quatre ans après s'être syndiqué à la CGT.

La même année, on lui avait proposé de démarcher des abonnés pour la Terre, l'organe du PCF en milieu rural. C'était cela, ou un emploi à Ugin-Acières, à Fos-sur-Mer, dont le directeur du personnel avait accepté la candidature du jeune Meyer sans savoir, apparemment, qu'il avait affaire à un militant syndical au palmarès prometteur.

Jean-François Meyer laisse le choix aux responsables fédéraux. Vaut-il mieux qu'il vende la Terre ou qu'il crée une cellule à Ugin-Acières ? Ce sera la Terre.

Ce sera aussi la fin du nomadisme pour ce jeune manœuvre, élevé en milieu catholique à Tavel et qui, à seize ans, après une année et demie dans un lycée d'en-

seignement professionnel, avait choisi la voie des chantiers, s'était fixé un temps — celui d'animer un syndicat CGT — dans une entreprise de construction de bateaux, puis était parti travailler en intérim autour de la région parisienne.

Ses parents, ouvriers agricoles sur le domaine d'une institution religieuse, avaient donné à leurs enfants le goût de la lecture et une certaine curiosité intellectuelle.

A seize ans, Jean-François parcoure, à quelques kilomètres d'Avignon, les échos des « événements » de mai : autour de lui, la tendance est plutôt à l'extrême gauche. Quelques années plus tard, sa femme prend un abonnement à la Marseillaise, le quotidien communiste régional. Il lit, va aux fêtes ou soirées professionnelles, et ses amis l'appellent le « coco ». Alors...

Remarqué par Robert Jonis, premier secrétaire, à l'époque, de la fédération du Gard, il entre au secrétariat fédéral dès octobre 1974, au moment où le PCF amorçait son tournant vers la remise en cause de la politique du programme commun.

C'est Jean Kanapa qui, pour le bureau politique, « suit » la fédération. « J'ai appris des tas de choses auprès de lui », dit Jean-François Meyer. Kanapa, c'est l'homme du vingt-deuxième congrès, du débat, de la « recherche d'un nouveau rapport à la politique ». C'est aussi l'homme de la distance prise par le PCF vis-à-vis de l'Union soviétique.

Après deux voyages dans ce pays, Jean-François Meyer déclare : « L'URSS, ça n'a rien à voir avec mon engagement. C'est comme n'importe quel pays étranger, sinon que j'ai, avec lui, une divergence fondamentale : dans ma conception du socialisme, la base de la résolution des problèmes, c'est la démocratie. » Et puis il corrige : « C'est un pays étranger comme les autres, mais ce n'est pas un pays comme un autre. »

S'agissant des pays socialistes, il faut tenir compte, pour apprécier ce qui s'y passe, du « mouvement général » et du fait que l'on assiste encore « à la naissance, aux balbutiements du socialisme ».

Dans sa fédération du Gard, si heureuse en 1978, lorsque le PCF avait remporté les quatre sièges de député ; si malheureuse en 1983, lorsqu'il avait perdu Nîmes, il croit vivre quelque chose d'« aussi important que 1920 ».

« Quelque part, dit-il, nous sommes en train de rompre avec une certaine tradition du mouvement ouvrier, celle de la délégation de pouvoir, de l'attente du « grand soir ». Nous apprenons à aller vers les gens, à les écouter, à comprendre avec eux comment ils vivent les problèmes, comment il faut les poser, comment nous pouvons commencer à les résoudre. »

Les communistes, assure Jean-François Meyer, sont encore trop souvent perçus comme ils ne sont plus. Il faut qu'ils « recomposent leur image », et, pour cela, ils n'ont pas d'autre moyen que le combat politique. « L'expérience que nous faisons avec les gens, dit-il, c'est qu'il ne suffit pas que la gauche gagne pour que cela change. Nous leur avons longtemps affirmé le contraire... »

P.J.



Nous avons rencontré six de ces jeunes responsables, âgés de 32 à 46 ans. Ce sont, eux parmi d'autres, les cadets du PC.

## Roger Martelli

«Après un réveil rude, le chantier est ouvert.»

EN 1979, après le vingt-troisième congrès, qui avait marqué l'engagement du PCF dans la rupture avec la politique d'union de la gauche, Francette Lazard, entrée au bureau politique, fut désignée pour diriger le nouvel organisme chargé de la réflexion théorique, l'Institut de recherches marxistes (IRM). Mme Lazard avait autour d'elle, pour mener à bien la mise à jour des concepts de référence du parti, un groupe de jeunes universitaires, historiens ou philosophes. Roger Martelli était l'un d'eux.

Agé alors de vingt-huit ans, marseillais, normalien, agrégé d'histoire, Roger Martelli avait publié, aux Éditions sociales, la *Nation*, livre dans lequel il étudiait l'insertion spécifique du PCF dans la société française. C'était le début d'une nouvelle manière d'analyser l'histoire du Parti communiste, conçue comme celle d'un groupe, dont le projet commun et la réalité sociale diverse s'articulent en une «stratégie».

Celle-ci évolue sous l'action de facteurs divers : la réalité politique du moment en France, les engagements internationaux du parti, les choix de sa direction qui peut être nette ou incertaine, perdre sa «cohérence» ou la retrouver.

Cette grille de lecture, pour enrichissante qu'elle soit, apparaissait comme une façon de «noyer le poisson» : la responsabilité du groupe dirigeant s'estompe derrière la multiplicité des facteurs censés agir sur la politique du parti ; l'intervention de l'Internationale est transformée en pertinence, aux yeux des communistes, des mots d'ordre élaborés à Moscou ; les clivages deviennent des dilemmes intérieurs à chaque communiste, etc.

Ainsi, les évolutions du PCF ne résulteraient jamais de la victoire d'une position et d'un groupe, mais de choix que l'ensemble des communistes, ou presque, accompliraient ensemble. Ainsi est préservée l'image d'un parti toujours unanime.

Roger Martelli se défend de tout angélisme. Il admet, par exemple, qu'il pouvait exister, en 1947, une autre politique que celle adoptée finalement par le PCF après son éviction du gouvernement, et qui avait consisté, sous l'impulsion du

Kominform, à s'isoler dans un activisme forcené. «Mais il n'y avait personne pour porter cette autre politique», dit-il. Les cadres issus de la Résistance ? «Ils ne défendaient pas une autre ligne. Ce n'est pas pour cela qu'ils ont été évincés en 1950.»

Pour lui, l'abandon de la notion de dictature du prolétariat, en 1976, et de celle de «modèle» du socialisme à ouvrir un chantier où tout, ou presque, est possible. Est-ce vrai de la période récente ? Notre interlocuteur est un ferme défenseur de l'analyse selon laquelle le recul du PCF, en 1981, n'est que l'accentuation d'un phénomène dû au «retard» en 1956.

Arc-boutés sur le programme commun de la gauche, signé en 1972 et inspiré par le modèle du Front populaire, les communistes n'ont pas su proposer aux Français un socialisme conçu à partir de leurs aspirations et des problèmes concrets que la société française devait résoudre, au moment où s'annonçait et s'affirmait la crise.

«Ce sont d'autres que nous qui, en s'appuyant sur nous, ont pu promouvoir leurs solutions», dit-il. Le réveil a été rude lorsque, à l'automne

1974, nous nous sommes aperçus que l'avancée de l'élection présidentielle ne nous portait pas nous, mais le PS.

La question de l'avenir du PCF reste, aux yeux de M. Martelli, ouverte. Poursuite du déclin ou remontée ? Rien n'est joué. A l'IRM, où il dirige les *Cahiers d'histoire*, ce professeur en congé de l'éducation nationale depuis son entrée au comité central en 1982 travaille à produire des idées nouvelles.

C'est un secteur d'activité relativement protégé pour ce jeune intellectuel, plus passionné de politique que de recherche universitaire. Ses détracteurs résument ainsi son travail : «Il n'est jamais trop tard pour bien faire.»

Quel risque y a-t-il, en effet, à publier et à commenter, vingt-cinq ans après, le rapport Khrouchtchev de 1956 ? «Pourquoi pas l'Édit de Nantes ?», ironise une mauvaise langue.

«Il n'est jamais trop tard...» : ce peut être, aussi, une devise d'avenir, et nul ne doute que Roger Martelli, à trente-trois ans, en ait un qui ne se borne pas au «toiletage» de l'historiographie communiste.

PATRICK JARREAU.



## Claude Llabres

«La gauche sans nous, ce serait autre chose.»

CLAUDE LLABRES a dirigé pendant dix ans la fédération de la Haute-Garonne, sous l'égide de M. René Piquet, avant de venir animer à Paris, sous la direction de M. Guy Hermier, la section des intellectuels et de la culture.

Entré au comité central lors du vingt-deuxième congrès, en février 1976, cet Occitan d'origine catalane — il est né le 20 mai 1938 à Toulouse — chaleureux, rieur, toujours actif, voire activiste, est l'un des derniers cadres du PCF qui aient suivi les cours de l'École de Moscou, en 1971. Il avait adhéré à la Jeunesse communiste en 1956, au PCF en 1958. Dessinateur-topographe au ministère de l'équipement, il était devenu permanent du parti en 1969.

Le combat politique en Haute-Garonne avait été couronné de succès puisque le PCF, bien que tenu en lisière du pouvoir local, a réduit l'écart de voix qui le séparait du PS. Ce qui a donné à Claude Llabres l'expérience d'un PS en position dominante.

Aussi sait-il de quoi il parle lorsqu'il souligne le risque, inhérent à la V<sup>e</sup> République et à son mode de scrutin, de voir «l'institutionnaliser le bipartisme de façon durable» et la tentative du PS pour «s'inscrire dans cette perspective».

Dans ces conditions, il n'y a pas d'autre choix pour le PCF aujourd'hui, dit-il, que de participer au gouvernement, de prendre des responsabilités dans les structures de l'État, de faire la preuve que «la gauche, sans nous, ce serait autre chose».

La formule est ambiguë, car cette preuve peut être administrée d'au moins deux façons. Mais M. Llabres précise : «Il n'y a aucun avenir dans la validation, par un échec de la gauche, des propositions communistes de 1977-1981.»

Comme d'autres responsables communistes de sa génération, Claude Llabres a été marqué par les événements de mai 1968. Il date de cette période le début d'une évolution du PCF, qui l'a conduit à adopter des notions comme celle d'antagonisme (il aura quand même fallu neuf ans pour cela,



et la place était prise) ou celle d'autonomie régionale ; à mettre en cause, autrement dit, les modes de pensée centralisateurs et étatistes qui étaient les siens.

Il est vrai que dans le Midi, en Haute-Garonne comme dans l'Hérault, face à des élus socialistes qui, souvent, se bornaient à relayer les arbitrages du pouvoir central, les communistes ont, généralement, su prendre en compte et exprimer la revendication régionaliste.

Est-ce parce qu'il vient d'une fédération qui avait plutôt bien traversé la période d'affrontement avec le PS et où il avait su, lui, s'adapter aux données nouvelles et circonscrire la contestation, s'offrant même le luxe de faire élire dans sa délégation l'unique délégué critique du vingt-quatrième congrès, en février 1972 ? Ce membre du comité central n'éprouve pas ou ne laisse pas paraître d'inquiétude devant les questions que la victoire de la gauche, puis son évolution, posent à son parti.

«Le chantier reste totalement ouvert», dit-il, pour signifier que les propositions communistes ne sont pas rendues caduques par les choix gouver-

nementaux, ni par les débats qui accompagnent ces derniers.

Pour lui, les manifestations des ouvriers de la construction navale ou des sidérurgistes lorrains ne sont pas la fin, mais le début de quelque chose. «Nous assistons aux premiers pas du mouvement populaire, et il est naturel qu'ils soient accomplis surtout par ceux qui sont le dos au mur.»

«Le rapport des forces», explique-t-il, est figé pour quatre ans encore au sommet du pouvoir et pour deux ans au Parlement. Il faut que nous les fassions évoluer «en bas», par des propositions claires, crédibles, bien ficelées.»

Claude Llabres est l'un des responsables choisis pour figurer dans le film, réalisé sous la responsabilité de Pierre Juquin, qui aurait été diffusé au cours d'«Edition spéciale», le 13 mars dernier, sur TF1, si le PCF n'avait pas décidé d'annuler sa participation à cette émission.

Venu d'une fédération déjà mise en vitrine au vingt-quatrième congrès, Claude Llabres serait-il voué à faire de la figuration intelligente ? Il aime trop la politique pour se contenter d'un tel rôle.

P. J.

## Thérèse Hirszberg

«Je n'ai eu aucun état d'âme depuis 1981.»

CARRIÈRE ? Si Thérèse Hirszberg, secrétaire générale de l'Union des fédérations de fonctionnaires CGT, depuis juin 1978, membre du comité central du PCF depuis mai 1979, avait voulu faire carrière, elle n'aurait pas agi comme l'a fait. «Je serais restée dans mon ministère.» «Son» ministère — elle en parle avec un rien de nostalgie et un brin de fierté — était celui de la culture.

L'administration centrale du ministère de la culture : une place sage, pour une jeune femme sage, qui vient de faire «sagement» — c'est elle qui le souligne — son stage, après des études de droit et à Sciences-Po.

Des études tranquilles dans le Paris des années 60. «Je n'avais ni le temps ni l'envie de faire autre chose.» Une scolarité sage, dans sa ville natale, Nice. Sous cette apparence, «quelque chose» mûrissait.

Les mots qu'a Thérèse Hirszberg pour définir ce «quelque chose» sont : «Fidélité à la génération d'avant mes parents.»

Une longue mémoire, donc. Lorsqu'on naît, au début de 1944, d'une mère commerçante et d'un père maître d'hôtel de la Compagnie générale transatlantique, on a la chance de ne pas manquer d'atouts.

Mais dans la tête, il y a «avant». Thérèse Hirszberg est petite-fille d'émigré italien par son père. La grand-mère paternelle a connu une extrême pauvreté, l'école quittée à neuf ans. Les grands-parents maternels étaient des paysans bretons. Pas riches.

Alors, on a beau être élevée dans un «milieu de femmes dépolitisées», ces traces-là subsistent. Normale, dès lors, la passion de l'histoire, du passé, que les premiers récits de l'école primaire suscitent.

Normal, aussi, le tranquille abandon de Dieu, vers dix ans :

il n'existe pas, après tant d'horreurs étalées sur l'écran des actualités cinématographiques. La guerre qui fait rage, c'est encore à ce moment-là l'Indochine.

Traces, récits, ruptures : sous l'apathie studieuse, les jours courent inévitablement vers les grandes révélations : la découverte de la vie sociale et administrative en 1966 («ce fut la grande étape») ; les syndicalistes dévoués, qui se dépensent sans compter dans un ministère jeune, pas encore sclérosé par les traditions ; les journées folles de 1968 ; l'aboutissement syndical, ses limites, leur dépassement : le parti.

Syndiquée «officiellement» le 1<sup>er</sup> janvier 1968, secrétaire générale adjointe du syndicat au ministère de la culture en août, Thérèse Hirszberg milite, dès l'année suivante, dans la section départementale de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires de Paris.

Au cours de l'été 1970, elle apprend que le syndicat soutient la voir au secrétariat national. C'est chose faite en novembre.

Thérèse Hirszberg a adhéré au parti en octobre 1969, après «une année difficile» de réflexion, d'hésitation. «J'ai besoin d'être totalement sûre, je ne reviens jamais en arrière.»

Où était l'obstacle ? «Il n'y avait qu'un seul parti où je pouvais aller, le PCF. Dans le même mouvement, le poids de l'anticommunisme, même inconscient, se faisait sentir.»

Ultime écran de papier à crever, dernière étape à franchir pour être à l'aise avec soi. Thérèse Hirszberg paraît l'être aujourd'hui. «Je n'ai eu aucun état d'âme depuis 1981.» Avoir en face d'elle un ministre communiste, Anicet Le Pors, au cours des négociations, ne l'inhibe pas : «Il y a des réunions où je combats les positions du gouvernement.»

Nuance qu'elle se plaît à souligner : «Quand nous négocions, ce sont des propositions du gouvernement que nous examinons.» N'a-t-elle pas parfois l'impression que le ministre Le Pors est un peu trop... gouvernemental ? Sourire.

Est-elle l'une de ces «durs», au parti comme au syndicat, issus du congrès qui fut appelé de la «glaciation». Sourire et irritation mêlés. «Durs, nous, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela ne fait rien et m'horripile en même temps. On m'a collé cette étiquette de «dure» en 1977. Pourquoi ? Parce que j'étais une femme ayant des responsabilités. Pour le reste, le syndicalisme des fonctionnaires, qui a toujours joué un grand rôle dans le mouvement syndical, vient, à la CGT, d'un passé réformiste très important. Le cheminement vers les positions de classe, dont nous sommes maintenant un support résolu, a été lent. Mais il est accompli.»

Et l'heure, à quoi est-elle ? A s'occuper de la «boutique», qui «suffit amplement à mon bonheur» : le statut des fonctionnaires, la décentralisation, une hypothétique réunification avec ceux des services publics. Au comité central, pas de responsabilités particulières. «Je ne «suis» aucune fédération. J'aimerais bien le faire un jour. Bien sûr, on me demande un certain nombre de contributions personnelles sur l'État, la fonction publique.»

Vaste sujet, sur lequel Thérèse Hirszberg est parfaitement informée. Elle peut même réfléchir à voix haute, avec beaucoup de précision, sur la plus chaude actualité : «N'aurait-il pas fallu avoir, au début, une politique beaucoup plus hardie en matière de haute fonction publique ? Il n'y a pas eu de rupture. Le gouvernement actuel est, en partie, le produit du système énarclique. La «troisième voie» de l'ENA ne règle rien du tout.»

M. K.



## Le divan du dentiste

Chez le docteur Lewin, dans le New-Jersey, on vous apprend d'abord à ne pas souffrir.

**B**RIDGEWATER (New-Jersey). « Vous fumez ? » « Vous brossez-vous les dents ? » « Combien de fois par jour ? » « Pourquoi ? » « De quelle manière ? » « Etes-vous satisfait de votre denture actuelle ? » « Mâchez-vous des deux côtés ? » « Pourquoi ? » « A quand remonte votre dernière visite chez un dentiste ? » Pour un peu l'entretien se transformerait en un véritable interrogatoire policier. Heureusement, de l'autre côté du bureau en scabot, l'interlocuteur vous sourit, vous offre du café, ne veut que votre bien.

Parfaitement réglé, le questionnaire n'a qu'un objectif : aider à une meilleure prise en charge de problèmes dentaires. Alors, rapidement vaincu, on ne tarde pas à passer à confesse. On avoue ainsi les oublis trop fréquents du brossage, les mauvaises habitudes alimentaires, les petits saignements de gencive auxquels on ne prête plus attention, la dent cariée que l'on a omis de faire soigner, et, qui sait, pire encore...

Il vous faut alors faire pénitence mais avec la promesse formelle ici de ne pas souffrir. Car on connaît trop à la clinique dentaire de Bridgewater le problème de l'anxiété — voire de l'angoisse — des malades pour ne pas avoir cherché à y remédier.

C'est un élégant bâtiment en bois « noyé dans la verdure », à une heure de Manhattan. Une escouade de jeunes femmes au sourire éclatant, vêtues d'un blanc immaculé, une ambiance feutrée à peine troublée par la musique douce omniprésente et, dans le petit jardin intérieur, de gros raisins qui finissent de mûrir au soleil d'automne.

Maître de lieux : le docteur Bruce J. Lewin. La cinquantaine distinguée, ce chirurgien-dentiste diplômé de l'université de Philadelphie et ancien den-



tiste des forces aériennes américaines en Allemagne, se définit lui-même comme un praticien pas comme les autres, qui, ni plus ni moins, « révolutionne l'odontologie réparatrice ». Une « révolution » qui, tout compte fait, tient en deux grands principes : contrôler par tous les moyens l'anxiété et la douleur et connaître dans une courte période l'ensemble des problèmes thérapeutiques.

Pour le contrôle de l'anxiété, le docteur Lewin dispose d'une carte maîtresse : la possibilité

d'utiliser un « gaz pour se détendre » et un puissant anxiolytique — le diazepam — en injection intraveineuse. « Cette substance, explique-t-il, utilisée par cette voie a en outre un effet amnésique. Les patients ne prennent pas garde à l'anesthésie locale et ne s'en souviennent pas. » L'injection intraveineuse est effectuée « à la demande » après une « prémédication de détente ».

Mes patients, dit le docteur Lewin, sont éveillés et cohérents, c'est-à-dire capables de parler et de discuter de l'inter-

vention tout au long de son déroulement, mais grâce à des écouteurs, afin qu'ils ne puissent pas entendre les bruits à l'entour. De telle sorte qu'ils ne ressentent pas d'inquiétude du fait qu'ils ne possèdent pas le contrôle de la situation.

Autre innovation : la réduction de la durée des soins, qui s'étendent selon les cas, d'une journée à une semaine. Une possibilité offerte grâce à l'équipe de la clinique composée d'une quinzaine de spécialistes (périodontiste, endodon-

tiste, hygiénistes, techniciens, prothésistes, etc.). « Il y a fort peu de chances pour que vous finissiez votre vie avec votre denture d'origine », explique le docteur Lewin à ses patients. Je vous propose donc de tout faire pour conserver le plus grand nombre de vos dents le plus longtemps possible. « Une proposition, ajoute-t-il, qui n'a de sens que si vous acceptez de vous prendre réellement en charge. »

Et l'on vous invite ici à vous prendre en charge. Linda, l'une des hygiénistes de la clinique,

exécute devant vous les gestes sacrés du brossage et — surprise — vous initie au rite du « flossage » (1).

Grâce à un colorant, elle vous montre à quel point le tartre vous ronge, des incisives jusqu'aux molaires. Un numéro parfaitement au point pendant lequel, les yeux dans les yeux, elle vous fera implicitement promettre d'être, à l'avenir, plus raisonnable.

Chirurgien-dentiste expert, le docteur Lewin est aussi un homme d'affaires avisé. Au premier étage de la clinique, à côté du matériel naguère utilisé par son père, dentiste lui aussi, trônent les photographies dédiées des célébrités qu'il a soignées. Un type de recrutement qu'il aimerait voir se développer : parce que leur coût peut se situer entre quelques centaines et 40 000 dollars, les soins ne s'adressent pas aux premiers venus. Tout est d'ailleurs prévu pour la clientèle « haut de gamme » : possibilité de déjeuner sur place, secrétaire mise à disposition et limousine pour faire l'aller et retour jusqu'à Manhattan, l'utilisation d'anxiolytiques interdisant la conduite automobile.

Dans son bureau, le docteur Lewin a accroché sa profession de foi, une phrase du président Roosevelt, sorte d'exhortation à faire de « grandes choses », à s'arracher « au crépuscule grisâtre de ceux qui ne connaissent ni victoire ni défaite ». « Le docteur Lewin ? Mais c'est un homme merveilleux », affirme une de ses anciennes patientes dans la limousine qui, longeant Long-Island, glisse vers Kennedy-Airport. « Quand je me suis fait soigner les dents chez lui, j'ai eu l'impression de m'envoler vers les Caraïbes. »

JEAN-YVES NAU.

(1) Le « flossage » consiste à passer un fil de nylon (ou fil à dent) dans l'espace situé entre chaque dent. Cette pratique est complémentaire du brossage.

## S.O.S. deuxième souffle

Les pédiatres-réanimateurs ne sont plus assez nombreux. Urgence !

**T**OUS les ans, près de vingt mille enfants passent par des unités de réanimation pédiatrique : nouveau-nés atteints de détresse respiratoire, enfants victimes de chocs infectieux ou accidentels, jeunes opérés, etc. Discipline récente — elle n'a que vingt ans — la réanimation pédiatrique permet ainsi chaque année de sauver plusieurs milliers d'enfants — le taux de survie dépasse 80 % — sans

grandes séquelles pour la majorité d'entre eux. Or, cette discipline traverse une crise sans précédent, dont une enquête nationale (1) permet de mesurer la gravité.

La réanimation pédiatrique, fondée par le professeur Gilbert Huault (Bicêtre), reste une discipline bien particulière : elle doit répondre aux caractéristiques propres de l'enfance, qui s'expriment non

seulement par l'abord psychologique mais aussi par de lourdes contraintes techniques. Celles-ci tiennent à la fois à la petite taille des malades, à leurs caractéristiques vasculaires, à la particularité de leur « réponse » aux médicaments et à l'extraordinaire évolution qui singularise l'enfance. Un drame se joue en quelques minutes, voire en quelques secondes ; inversement, les faiblesses de « récupération » sont décuplées par rapport à celles de l'adulte. C'est dire que les médecins chargés de ces unités doivent être doublement spécialistes : réanimateurs, ils sont aussi pédiatres et, dans ce domaine plus que dans bien d'autres branches de la médecine, conseillers, thérapeutes des familles.

A quoi tient la crise révélée par l'enquête de la Fédération des pédiatres-réanimateurs ? D'abord à une insuffisance dans la couverture géographique de la France. Les spécialistes estiment qu'une unité de réanimation pédiatrique — qui

répond aux besoins de toute la population infantile âgée de zéro à quinze ans, et non seulement à ceux des nouveau-nés — doit être accessible dans un rayon de 100 km. La France compte 47 de ces unités, dont 18 n'accueillent que des nouveau-nés. Plusieurs parties de la Bourgogne et du Centre sont mal couvertes parce que trop éloignées des centres, ainsi que certaines zones des régions Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Normandie. En outre, plusieurs unités sont trop petites pour que l'activité y soit suffisante. Il conviendrait donc, estiment les auteurs de l'étude, de créer quelques centres supplémentaires (et polyvalents, c'est-à-dire non réservés aux nouveau-nés), d'augmenter la taille de ceux qui disposent de moins de dix lits et de transformer certains d'entre eux qui n'accueillent que des nouveau-nés en unités polyvalentes. Deuxième lacune révélée par l'enquête : le dramatique sous-encadrement médical de cette discipline. Au total, ces unités — où l'activité est constante, nuit et jour, toute l'année — ne comptent en moyenne, chacune, que deux médecins à plein temps, soit pour toute la France seulement une centaine de spécialistes, dont la moitié sont titulaires de leur poste et auxquels s'ajoutent quatre-vingts internes. Ce sous-encadrement est tel que les durées de travail des médecins dans ces unités atteignent, voire dépassent, les quatre-vingt heures hebdomadaires, ce qui est évidemment préjudiciable à leur équilibre et à l'efficacité de leur travail.

Le problème est exactement parallèle pour les effectifs infirmiers. Les infirmières des unités de réanimation pédiatrique, dont le travail est extrêmement exigeant, ont en charge en France, en moyenne, quatre petits malades chacune. Or la norme doit osciller, selon les spécialistes, entre un et trois malades en fonction de la gravité de leur état. Elle est même d'une infirmière par malade dans certains cas : la moitié des enfants de ces unités sont sous ventilation assistée, ce qui demande une surveillance intense.

Les auteurs de l'étude soulignent que les effectifs médicaux doivent être considérablement renforcés. Pour ce faire, il conviendrait de titulariser quelque trente-cinq chefs de clinique, qui exercent actuellement dans ces unités à titre temporaire, sans aucune garantie pour leur avenir. A ces titularisations devraient s'ajouter, estiment-ils, d'ici à cinq ans, quelque cent soixante-cinq créations de postes, ce qui permettrait, en outre, de renforcer l'enseignement dans cette discipline, ainsi que la recherche, handicapée par la surcharge du travail quotidien.

Pour les effectifs infirmiers, il faudrait, selon les auteurs de l'étude, quelque quatre cents postes supplémentaires. D'autant que les infirmières ne sont pas remplacées lors de leurs congés de maternité, et que le travail est si exigeant, dans ces centres, qu'elles y restent peu de temps. Une fois formées dans ces unités, elles sont tentées par des conditions de travail moins rudes, et par des offres qui leur sont faites dans

des services qui apprécient leur haute compétence.

En conclusion, les membres de la fédération soulignent que les efforts des pédiatres réanimateurs, joints à ceux des accoucheurs, ont considérablement réduit la mortalité infantile et néonatale, en France, depuis quinze ans. Mais cet acquis, qui fait figure de modèle aujourd'hui, est fragile. Il est en outre menacé par les réformes actuellement en cours, qui risquent de diminuer les effectifs d'internes. En effet, le besoin en pédiatres ayant décliné, un nombre moins grand de ces spécialistes sera formé dans les années qui viennent. Mais la demande n'a pas décliné dans cette branche particulière de la pédiatrie. Il faudra, en outre, renforcer les moyens dont disposent les services de transport d'urgence en réanimation pédiatrique, trop souvent encore confiés à des réanimateurs d'adultes.

En bref, conclut l'enquête, la situation actuelle « est une menace pour la survie de certaines d'enfants ». L'enjeu est de taille : « Ce qui est en cause n'est autre que la mortalité infantile, indicateur dont on connaît la valeur comme indicateur de développement d'une nation » et « le nombre d'enfants handicapés » dont le poids humain et économique n'a pas à être souligné.

CLAIRE BRISSET.

(1) Enquête menée par la Fédération des groupes d'étude en néonatalogie et urgences pédiatriques, sous la responsabilité des professeurs F. Beaufils (Paris), J. Costil (Paris), F. Fries (Toulouse), C. Lefrançois (Rennes), J. Messer (Strasbourg).

**Prospective & Santé**

**Le N° 28 est paru :**

**“Le médicament et son consommateur”**

le numéro : 40 F  
abonnement 1 an :  
4 numéros : 120 F

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_

☐ désire recevoir ce numéro : 40 F  
☐ désire recevoir ce numéro et les 3 suivants : 120 F  
☐ je joins mon règlement  
☐ je réglerai sur facture

A retourner à l'ordre de : Editeur, 12 bis, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux. Tél. : 775.30.52.

**Bouquins - Dossiers par milliers**

**Rayonnages Bibliothèques**

au prix de fabrication  
du kit au sur mesure

**LEROY FABRICANT**

équipe votre appartement  
bureaux, magasins, etc.  
25 années d'expérience  
Une visite s'impose

208, av. du Maine, Paris (14e)  
540-57-40 - M° Alesia

مكتبة من الأصل



مكتبة من الأصل

## Soupe aux cailloux

Il faut manger de tout : cuivre, zinc, cobalt, manganèse, silicium. En quantité raisonnable.

UNE plante plongée par ses racines en terre suce les éléments que l'humidité du sol ou la générosité de l'arrosage mettent à sa portée. On vient de se livrer à une intéressante expérience sur des plants de soja. Des graines ont germé sur du papier-filtre humecté d'eau ultra-pure. Après cinq jours, la jeune pousse a été nourrie avec des solutions artificielles savamment équilibrées en azote, en phosphore, et par apport de divers cations minéraux. Plus tard, on a constaté que si on oublie d'ajouter des traces de nickel dans la sauge, alors la plante jaunit aux extrémités des feuilles, elle y accumule de l'urée, une nécrose s'installe. La physiologie végétale ne peut plus détruire l'urée, elle manque d'une enzyme essentielle, l'uréase, une molécule construite de deux atomes de nickel enfouis dans un lourd édredon de protéines (105 kilos de protéines pour 117 grammes de nickel).

Des vaches paissent certaines prairies de la Floride, dans la région des Everglades célèbre pour ses alligators et son parc national. Elevées à l'américaine, elles avaient de l'espace, de l'herbe à brouter, des points d'eau aménagés et une boîte à sel bien fournie en phosphate, en vitamine A, avec en plus diverses additions minérales. Malgré cela, les animaux s'étiolaient, s'anémissaient, victimes d'une anorexie, ils perdaient l'appétit, leur taux

d'hémoglobine dégringolait. C'est que l'herbe des Everglades ne contient pas du tout de sélénium, ni d'ailleurs de cuivre, ni de cobalt, et que ces éléments font la viande et le tonus tout autant que l'herbage. Pour s'en assurer, on a fait comme pour le soja, on a contrôlé la composition chimique de l'eau donnée à boire. Pour que tout aille bien, il faut à la vache par jour : 128 milligrammes de cuivre, 8 milligrammes de cobalt et 2 à 4 milligrammes de sélénium.

Il ne suffit donc pas de se remplir la panse ou de boire à sa soif, la nourriture doit être minéralement épice. La richesse de la classification périodique des éléments contribue à la composition du bouquet. On le sait depuis déjà assez longtemps. C'est vrai pour les plantes, pour les animaux, pour l'homme. Les matériaux du vivant sont principalement l'hydrogène, le carbone, l'azote, l'oxygène et le soufre ; en moindre quantité, on trouve le sodium, le magnésium, le phosphore, le chlore, le potassium, le calcium. Il faut en avoir quelques grammes ou fractions de gramme par kilo d'individu par jour. Mais cela ne suffit pas encore, la machine vivante ne peut fonctionner si on ne lui fournit par jour quelques milligrammes de silicium, de vanadium, de chrome, de manganèse, de fer, de cobalt, de nickel, de cuivre, de zinc,

d'arsenic, de sélénium, de molybdène, d'iode. Un vrai catalogue d'éléments pour aciers spéciaux ! De certains, comme l'arsenic, il en faut, mais pas trop, il y a une dose optimale, variable selon le cas.

Tout cela, en principe, se mange dans la viande et les légumes et se boit dans l'eau, le vin, le lait. Mais il y a deux conditions : d'abord, que l'alimentation fournisse l'élément trace, puis que les réactions biochimiques qui permettent de faire à partir de ces éléments la synthèse des molécules actives dans un processus biologique, comme la vitamine B12 par exemple qui est un complexe de cobalt, ne soient pas perturbées. L'absence de cobalt induit l'anémie pernicieuse, l'absence d'iode, le goitre, c'est bien connu ; on sait moins que le chrome est indispensable à l'activation de l'insuline et que son absence produit le syndrome du diabète et toutes ses complications. Pasteur, dès la fin du siècle dernier, avait prédit l'importance du silicium pour les processus d'ossification et de croissance, ce que la microscopie électronique vient de démontrer.

Deux éléments traces sont particulièrement sensibles, car ils pourraient jouer un rôle dans le mal cruel que la science a tant de mal à contrôler, à savoir, bien sûr, le cancer. Le zinc est un élément important car il intervient dans de nom-

breuses enzymes impliquées dans le métabolisme, et pour traduire le code génétique. Son absence réduit les possibilités de défense de l'organisme, altère le système immunitaire. On a guéri de terribles maladies en faisant simplement consommer du zinc oralement à des patients incapables d'assimiler normalement cet élément par les voies intestinales. Le sélénium aurait, lui, un effet protecteur contre les risques de cancer. En effet, il est associé à l'activation d'une enzyme qui élimine les peroxydes et empêche la destruction des globules rouges par oxydation. Il serait efficace contre de nombreux agents cancérogènes, notamment ceux qui résultent de l'activité industrielle. On a montré son action protectrice contre les tumeurs du côlon et celles de la mamelle chez les souris.

Il paraît que les tabacs fumés dans les pays où l'on observe le plus de cancers du poulmon contiennent moins de sélénium que les autres. On sait aussi qu'il y a des maladies qui affectent, en Chine et en Finlande, les habitants des régions où le sol est dépourvu de sélénium, de même qu'en Iran il y a des victimes de l'absence du zinc. Cela pose évidemment un problème de relation des maladies avec la géographie, la géologie, la qualité de l'eau, les habitudes alimentaires. La compo-

sition chimique des aliments, un ensemble qui devient une question sociale et politique. On sait que, à l'échelle de la planète, les risques de cancer varient considérablement d'un pays à l'autre, et même à l'intérieur d'un seul pays (1). Peut-être que 80 % des cancers ont leur source dans l'environnement (2). Mais les statistiques sont souvent imprécises ou inexistantes. C'est très dérangeant. Roanne est-elle plus sûre que Caen ? Nice que Hénin-Liétard ? Dispose-t-on de données fiables et suffisantes sur la teneur de l'eau, des légumes, des viandes en éléments traces essentiels ? L'état des connaissances permet-il d'avancer des certitudes, de rassurer ; au besoin, par des additions, de corriger la nature ? Aux États-Unis, l'opinion s'émeut. De fortes controverses ont eu lieu à propos du rapport des concentrations de zinc et de sélénium dans les sources locales d'approvisionnement en eau.

Mais dans notre alimentation il n'y a pas que les éléments minéraux à surveiller ! On a identifié une foule de substances moléculaires cancérogènes, et aussi une foule d'anticancérogènes (2). Nous absorbons journellement plusieurs grammes d'agents cancérogènes. Par exemple, dans le poivre noir, le champignon, le céleri, le persil, la pomme de terre, la rhubarbe, le café, le chocolat, le miel, les fèves, la moutarde, l'alcool, le pain grillé, la betterave, la laitue, les

épinards, les radis. Ces quatre derniers légumes sont suspects, car ils accumulent les nitrates, si souvent présents dans l'eau de consommation et dans les sols en raison des pratiques agricoles modernes (3) et qui sont les précurseurs des dangereuses nitrosamines. Du côté de la défense, on trouve essentiellement les végétaux qui, comme les carottes, contiennent du bêta-carotène et aussi plus particulièrement, les légumes verts ou jaunes, comme le chou et spécialement le chou de Bruxelles, qui a fait l'objet d'expériences poussées sur des volontaires. C'est que ces légumes contiennent des substances anti-oxydantes qui ont une action comparable à celle des enzymes associés sélénium.

L'homme moderne peu, aujourd'hui face à sa cuisine somnolente dans l'inquiétude hantée par Victor Hugo, dans *Prométhée enchaîné*, prête à l'homme antique. Le païen harcelé dans sa crédulité par la crainte de l'incarnation divine, embusquée, ricanante, pour nuire ou pour aider, dans les coins et recoins de la nature. Pour parodier le poète, « dans ces logarithmes de l'imagination, un légume de plus suffit pour tout changer ».

PAUL CARO.

- (1) La Recherche, décembre 1983.  
(2) Science, 13 septembre 1983.  
(3) Science et vie, septembre 1982.

## A Suivre

### Le déshabillage d'un virus

LA gravure par bombardement ionique est une technique connue de micro-électronique, où elle est utilisée pour préparer certains circuits intégrés. Deux biologistes américains l'ont récemment utilisée pour « déshabiller » un virus et en étudier l'intérieur. La revue américaine *Science* (1) rapporte que des adénovirus de type 2 - l'un des nombreux virus responsables de rhumes - ont été soumis à un bombardement par des ions d'argon dont l'énergie avait été astucieusement choisie pour qu'ils soient absorbés dans l'enveloppe du virus. Celle-ci a été détruite, découvrant l'intérieur.

Les virus ont une structure générale commune. Une grosse molécule d'acide ribonucléique (ARN) ou d'acide désoxyribonucléique (ADN) est enfermée dans une coquille - le terme technique est capsid - constituée de protéines. Celle-ci protège la molécule d'acide nucléique et ont les propriétés chimiques nécessaires, quand elles sont au contact d'une cellule vivante, pour en rompre la membrane et permettre à l'acide nucléique d'entrer dans la cellule. A l'intérieur, l'ADN ou l'ARN utilise les mécanismes répliquatifs de la cellule pour se reproduire, puis pour diriger la synthèse des protéines qui forment la capsid. Le virus est ainsi reconstitué en un grand nombre d'exemplaires. Après cette multiplication, la cellule est détruite, et les virus sont libérés.

La partie importante du virus est donc l'acide nucléique enfermé dans la capsid. Comment l'étudier ? On a tenté de détruire les protéines par des détergents, mais sans être certain de ne pas aussi altérer l'acide nucléique. C'est ici que la gravure ionique s'est montrée précieuse. Les ions d'argon ont détruit des liaisons chimiques dans la capsid de l'adénovirus. Celle-ci s'est progressivement désagrégée, exposant l'ADN viral à l'observation par microscopie électronique.

Les auteurs de l'expérience ont ainsi pu constater que cet ADN, molécule dont la structure est celle d'une longue chaîne, était enroulé autour de douze grosses molécules sphériques, des histones. C'est un résultat qu'on pouvait attendre : l'enroulement de l'ADN autour d'histones est de règle dans les noyaux cellulaires, et l'on pouvait penser qu'il en était de même chez les virus. D'ailleurs, les expériences faites avec des détergents avaient indiqué la présence d'histones, mais sans en donner le nombre et la disposition. Au contraire, le bombardement ionique a élucidé ces deux points. La capsid de l'adénovirus a la forme d'un icosaèdre, c'est-à-dire d'un polyèdre régulier ayant vingt faces et douze sommets, et chaque histone est située directement sous un sommet.

(1) Science, 3 février 1984.

### Une bibliothèque française à Pékin

UNE salle de lecture de périodiques français - la première du genre ouverte dans le pays par un Etat étranger - a été récemment inaugurée à Pékin à l'Institut d'information scientifique et technique de Chine (ISTIC).

Plus de cent quatre-vingts titres y sont mis à la disposition de tous ceux (universitaires, scientifiques, ingénieurs) qui désirent élargir leurs connaissances dans leur discipline respective. Ils y trouveront la possibilité de suivre l'état des activités et des recherches menées en France dans toute une série de domaines. L'éventail des publications disponibles couvre aussi bien les sciences sociales, humaines, biologiques ou médicales que les sciences de la Terre et l'agronomie en passant par l'électronique, l'informatique, la robotique, l'optique, la chimie ou les problèmes de normalisation industrielle.

L'ouverture de cette salle de lecture, inscrite dans le dernier programme de coopération scientifique et technique franco-chinoise, est le résultat de deux ans de négociations menées auprès de la partie chinoise par la Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MIDIST). L'installation des locaux a été entièrement financée par la France. La Mission interministérielle de l'informa-

tion scientifique et technique doit se charger du suivi et du renouvellement des publications.

La création d'un tel lieu de lecture, dont M. Bernard Cassen, directeur de la MIDIST, a souhaité, lors de l'inauguration, qu'il soit « le plus fréquent possible et qu'il ne se limite pas à la simple consultation de documents, mais soit aussi un lieu d'échanges entre scientifiques et ingénieurs français et chinois », s'ajoute aux efforts déjà fournis par la France depuis plusieurs années pour développer la coopération scientifique entre les deux pays.

Répondant à ce vœu, M. Lin Zixin, directeur de l'Institut chinois, a affirmé que cette salle de lecture sera « d'accès libre pour tous les professeurs d'université et ingénieurs chinois intéressés », voire, nous a-t-il déclaré, « pour les étudiants d'un certain niveau ». Des conférences et des séances audiovisuelles y seront régulièrement tenues. Un premier colloque traitant du développement économique a, du reste, été organisé au moment même où s'ouvrait la salle de lecture. Une centaine de participants, dont certains venus de Shanghai, s'y sont retrouvés durant quatre jours.

AMTA INFO.

### Sonde américaine vers la comète de Kopff

LES Américains qui, pour des raisons politiques et budgétaires, ont laissé passer l'opportunité d'une étude de la comète de Halley lors de son prochain passage à proximité de la Terre, ont l'intention de rattraper le temps perdu. La NASA envisage, en effet, de lancer une nouvelle sonde spatiale, le Mariner Mark II, en direction de la comète de Kopff dont la période de révolution autour du Soleil n'est que de six ans et demi.

Ce projet, qui vise à rencontrer la comète dans le courant du mois de mai 1994, puis à la suivre pendant une longue période, devrait donner lieu à un lancement de la sonde améri-

caine vers le mois de juillet 1990. Ainsi, les Américains, qui faute de s'être entendus avec les Européens, ne pourront observer Halley dans de bonnes conditions, revendiquent à nouveau leur rôle de leader dans le domaine de l'exploration du système solaire.

En attendant que Mariner Mark II prenne son envol, les États-Unis se contenteront, en 1985, d'une étude brève de la comète Giacobini-Zinner grâce au satellite d'observation solaire Iseo-3 détourné de sa mission à cet effet, laissant tout le mérite d'une rencontre avec la comète de Halley aux Européens, aux Japonais, mais aussi aux Soviétiques associés aux Français à cette occasion.

### CONFÉRENCES EN MAI AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

Avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS

- Samedi 5, à 15 h : la chimie des émulsions de haute sensibilité, par J. POURADIER.  
Samedi 12, à 15 h : géométrie cristalline liquide, biologie, par Y. BOULIGAND.  
Samedi 19, à 15 h : les terres rares : une famille unie aux propriétés surprenantes, par Jacques HELGORSKY.  
Samedi 26, à 15 h : insectes et recherche, par J. CARAYON.

**CINÉMA EN MAI**  
**AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE**  
CINÉ-CLUB, entrée gratuite, UN SCIENTIFIQUE COMMENTÉ :  
Samedi 12, à 21 h :  
L'exploitation des ressources vivantes de la mer au Japon  
avec Thierry AUFFRET-VAN DER KEMP  
PARLONS D'UN FILM, projection-débat,  
le mardi et le mercredi à 16 h  
les 8, 9, 15 et 16 : l'homme et les nuages (météorologie)  
« INSECTIMAGES », du 22 au 27 mai :  
Films-conférences d'entomologie, en matinée et en soirée

### Diagnostic médical par l'image

Radiographies, échographies, scanographies, thermographies, résonance magnétique nucléaire, autant d'images offertes au médecin pour protéger votre santé. C'est grâce à un dialogue permanent entre les médecins et Kodak-Pathé que des progrès sont effectués constamment dans le domaine du diagnostic par l'image.

Chaque année, Kodak-Pathé, seul fabricant français de films à usage diagnostique, accorde des bourses de recherches à neuf jeunes médecins sélectionnés par la Société Française de Radiologie.

**FONDATION  
KODAK-PATHÉ**

**autisme**  
la vérité refusée

Edward R. Ritvo / Los Angeles  
Gloria Laxer / Lyon

Préface du Dr A. Ninkovic

« Les enfants autistes peuvent progresser... Leur éducation est possible... »

Éditions médicales et scientifiques  
B.P. 1214 - 69611 Villeurbanne Cedex



## Roses d'avril

Idolâtrés au Japon, les cerisiers d'ornement sont appréciés en Occident depuis moins d'un siècle.

Il y a au jardin des moments privilégiés. Avril est peut-être le plus émouvant de l'année. Après de longs mois d'attente, voici la récompense des labours d'automne.

Tout un monde sort de son sommeil hivernal : les branches se couvrent de feuilles tendres aux nuances délicates où s'épanouit leur précoce floraison. La plus ample, la plus belle, la plus troublante est sans doute celle des cerisiers — somptueuse et prodigieuse, — qui s'étend de la fin de mars au milieu de mai.

Il n'y a pas si longtemps que les cerisiers à fleurs, presque tous originaires du Japon, ornent dans nos jardins. Sans doute, et depuis des siècles, les cerisiers porteurs de fruits éclairaient-ils de leur blanche floraison nos vergers au printemps. Eux-mêmes d'ailleurs ne sont pas chez nous indigènes. Mais d'origine asiatique, issus du merisier, spontané en Anatolie, du Caucase à la Caspienne, ou du griottier introduit en 73 avant Jésus-Christ en Italie par le consul et célèbre gastronome Lucullus.

Si les cerisiers sont donc depuis longtemps cultivés en Europe, ce fut toujours en vue de la production fruitière, tandis qu'à l'autre extrémité de leur domaine géographique, en Extrême-Orient, où primait l'amour désintéressé de la nature, on sélectionnait certaines espèces à des fins purement ornementales, la fructification, de teinte très foncée, souvent même noire, petite et incommestible se trouvant sacrifiée au profit du déploiement d'une floraison exceptionnelle.

Celle-ci faisait l'objet d'un véritable culte. Les cerisiers en fleur étaient au centre de la célébration de l'équinoxe du printemps et y représentaient aujourd'hui encore au Japon la promesse des récoltes à venir, mais aussi la pureté et le détachement des biens de ce monde, rendu nécessaire par l'impermanence que symbolisent ces fleurs aussi belles qu'éphémères et fragiles.

Les premiers botanistes européens, médecins de la Compagnie hollandaise des Indes qui, à ce titre, eurent le rare privilège de séjourner dans l'archipel nippon encore clos sur lui-même, ne furent pas insensibles à la beauté de ces arbres. Pourtant ceux-ci ne figurent pas parmi les nombreuses espèces de plantes et d'arbres d'ornement que ces médecins firent parvenir en Europe. La première introduction connue de cerisier à fleurs remonte

seulement à 1822 : il s'agissait d'une des variétés du *Prunus serrulata*, laquelle passa d'ailleurs à peu près inaperçue.

En 1853, l'escadre américaine du commodore Perry contraignit l'empire nippon, fermé aux étrangers depuis plus de deux siècles, à s'ouvrir au commerce occidental. A la suite des Américains, Anglais, Hollandais, Russes et Français obtinrent l'ouverture progressive des ports. Botanistes et horticulteurs purent enfin visiter ce pays, déjà connu pour sa flore exceptionnelle, et aussitôt s'émervillèrent devant la floraison des cerisiers. Dès 1862, le Russe Maximovitch exporta la variété « *pendula* » (pleureuse) du *Prunus subhirtella*. En 1864 et 1866, le Hollandais Siebold introduisit le *Prunus Sieboldii* et le premier cultivar (1) du *Prunus serrulata* auquel fut donné le nom du grand peintre Hokusai.

Ce n'est toutefois qu'à la fin du dix-neuvième siècle et au début du nôtre que les cerisiers asiatiques connurent enfin le succès qu'ils méritaient. Ils le durent aux deux botanistes qui se succédèrent à la direction de l'Arnold Arboretum, le splendide jardin botanique de l'université Harvard aux Etats-Unis où, depuis sa fondation en 1872, arrivaient du monde entier de nouvelles espèces d'arbres et d'arbustes.

Le premier directeur de l'Arnold Arboretum, Charles Sprague Sargent, se rendit au Japon en 1892-1893 et en rapporta plusieurs espèces, dont le *Prunus Sargentii* qui croît sur les pentes du mont Fuji.

Beaucoup plus riche encore fut la récolte faite dans les premières années du vingtième siècle par l'Anglais Ernest Henry Wilson. Au cours d'un bref séjour au Japon, celui-ci entreprit de collecter systématiquement les variétés les plus appréciées des Japonais eux-mêmes : plusieurs cultivars du *Prunus serrulata*, l'hybride *Prunus yedoensis*, qui, depuis 1868 seulement, ornait la ville de Tokyo et ses environs, et une variété du *Prunus subhirtella* appelée à un grand avenir car elle fleurit à contre-saison, à la fin de l'automne. S'y joignait le *Prunus serrulata*, précédemment découvert par Wilson dans le sud-ouest de la Chine.

De retour à l'Arnold Arboretum, à la direction duquel il succéda en 1927 à Sargent, Wilson publia en 1916 *The Cherries of Japan*, la première monographie consacrée à ce su-



« Promesses de récoltes à venir, les fleurs du cerisier, éphémères et fragiles, symbolisent aussi le détachement des biens de ce monde. » Ici, le *Prunus Sargentii*.

jet. Grâce à ce petit ouvrage, pépiniéristes et amateurs apprirent à connaître les extraordinaires possibilités décoratives des cerisiers japonais. A la mort de Wilson, un Anglais, le capitaine Collingwood Ingram, devint le spécialiste international de ces espèces. C'est à lui que l'on doit les plus beaux hybrides réalisés en Europe dans les années 30 et qui se sont depuis répandus dans nos jardins, en même temps que les cultivars japonais, extrêmement nombreux, du *Prunus serrulata*.

Les plus vieux cerisiers à fleurs plantés chez nous ont donc à peine une centaine d'années. Tel est le cas des arbustes amplement développés qui font la gloire du Jardin des Plantes à Paris en avril. Depuis lors, la gamme des cultivars s'est tellement enrichie qu'elle peut satisfaire toutes les exigences.

Les cerisiers du Japon sont rustiques sous nos climats et ne présentent aucune difficulté de culture. S'ils réussissent particulièrement bien en terrain calcaire, un sol neutre ou point trop acide leur convient, à

condition qu'il soit humifère et frais. Il leur faut évidemment pour fleurir d'abondance une situation ensoleillée. Des printemps froids peuvent faire geler la floraison des variétés les plus hâtives.

Le plus grand de tous est *Prunus Sargentii* qui en culture peut dépasser 15 mètres de haut avec un port dressé et majestueux. En avril, ses fleurs rose vif, simples, mais grandes (près de 4 centimètres de diamètre) forment des grappes nombreuses qui précèdent de peu les jeunes feuilles d'un rouge cuivré. Mais c'est

au début de l'automne, lorsque son feuillage se colore d'écarlate et d'orangé vif que *Prunus Sargentii* atteint son apogée. Le spectacle est alors vraiment magnifique. En hiver, son écorce lisse est d'un brun rouge chaud, marqué de grandes lenticelles.

Beaucoup plus spectaculaire est l'écorce du *Prunus serrulata* qui ne dépasse guère 10-12 mètres de haut. Non seulement elle possède une belle teinte d'un brun cuivré foncé, mais elle s'exfolie, laissant apparaître des plages d'un rouge acajou que l'on dirait laqué. La floraison blanche noyée dans le feuillage présente, elle, peu d'intérêt.

*Prunus subhirtella*, avec un tronc épais et des rameaux fins et abondants, monte jusqu'à 10 mètres. On utilise ses formes pleureuses qui se développent peu, conviennent aux petits jardins, ses hybrides devenus populaires, tels « *Accolade* » et « *Hally Jolivet* », et surtout son cultivar « *Autumnalis* », lequel égale le jardin au moment où il en a le plus grand besoin, en novembre-décembre, avant les grands froids, et épanouit de nouveau ses fleurs blanches et semidoubles en mars-avril.

Le favori des jardiniers n'en demeure pas moins *Prunus serrulata*, le cerisier du Japon à fleurs doubles, avec toutes les possibilités qu'offrent la quarantaine de ses cultivars. Si au Japon c'est un grand arbre qui s'élève à 20-25 mètres, ses variétés cultivées ne dépassent pas en moyenne 8-10 mètres de haut. La plupart ont un port qui, avec l'âge, s'étend beaucoup. « *Hokusai* », par exemple, devient deux fois plus large (10 mètres) que haut (5 mètres), mais il existe aussi des formes colonnaires, tel « *Amanogawa* » qui, avec ses branches serrées contre le tronc, ne dépasse pas 5 mètres, ou pleureuses, comme le ravissant « *Kiku Shidare* » aux fleurs très doubles, d'un rose foncé.

Toutes ces variétés sont un enchantement par leur superbe et abondante floraison qui va du rose nacré au rose le plus soutenu et s'échelonne de la fin de mars au milieu de mai, par les teintes délicates de leur feuillage naissant et la vivacité de leurs couleurs d'automne. A les voir s'épanouir, on comprend qu'ils aient été et soient toujours au Japon l'objet d'un culte national.

JACQUES BROSSE.

(1) Cultivar équivalent au mot français variété.

## La taupe, désespoir du jardinier

FAUT-IL exterminer les taupes ? La réponse sera différente selon qu'on se placera du point de vue de l'écologie générale ou de celui, plus terre à terre, du cultivateur ou de l'amateur de jardin. Du point de vue écologique, il est incontestable que la taupe aère les sols en creusant de profondes galeries dans des terrains peu labourés (pelouses et prairies). Elle dévore en outre tous les petits animaux qu'elle rencontre en sous-sol, à commencer par les vers de terre (lombrics), qui représentent entre 80 % et 90 % de son menu, et toutes sortes de larves souterraines comme les vers blancs (larves de taupins), insectes éminemment nuisibles, rend de signalés services à l'agriculture.

Hélas, la taupe, animal vorace, est aussi très active. Or son activité principale consiste à fouir, à creuser des galeries qui lui permettent de se déplacer et de se nourrir, et donc à repousser vers la surface des quantités de terre meuble, ces taupinières qui font le désespoir du jardinier. Au printemps, lorsque l'herbe est bonne à couper, tout le monde maudit la taupe : l'agriculteur, parce que la barre de coupe de sa faucheuse bute dans des mottes stériles — du foin en moins et des sèges en plus ; le jardinier, parce que sa tendre brasse la poussière — et souvent des pierres raménées à la surface, et parce que sa pelouse, même amoureusement soignée, se pique de vagues en chaîne qui défigurent son œuvre. Une véritable calamité, d'autant plus exaspérante que la coupable reste invisible... et imprévisible.

Le petit guide de Philippe Gramet, maître de recherche à l'Institut national de recherche agronomique (1), vient à point pour qui veut mieux connaître cet « adversaire » — l'auteur n'hésite pas à

employer le mot « ravageur », sans doute excessif. On apprendra ainsi que la taupe, qui n'est point aveugle ni myope, selon la formule consacrée, mais sensible seulement à la lumière (et non au mouvement), se déplace avec une rapidité déconcertante : elle creuse en moyenne entre 12 et 15 mètres de galeries à l'heure, avec des « pointes » atteignant 50 mètres à la période des amours ! Un chercheur a observé qu'une taupe (poids : 80 grammes) avait, en une heure et demie, « bûché » quatre taupinières, totalisant plus de 15 kilos de terre !

Pour le jardinier soucieux de préserver son gazon anglais, une seule solution : l'extermination. Mais ce n'est pas simple. Les techniques comme le gavage ou l'empoisonnement, outre qu'elles demeurent peu efficaces, sont aujourd'hui sévèrement réglementées (autorisation préalable, et pour des opérations collectives exclusivement). Le déterrage à la bêche suppose une parfaite

connaissance des mœurs de la taupe et une patience à toute épreuve, car il faut attendre la remontée de l'animal, et au bon trou ! C'était l'art des maîtres taupiers, à la recherche d'une fourrure absolument unique : un pelage très doux, planté droit dans la peau comme un tapis de haute laine, qui ne peut être pris à rebrousse-poil (ce qui permet à la taupe de faire marche arrière dans sa galerie sans la moindre gêne). Mais les taupiers ont disparu : pas rentable cette fourrure timbrée-poste !

N'allez surtout pas charger votre chien de cette mission exterminatrice : il a la fâcheuse habitude, dans le feu de l'action, de creuser beaucoup plus que nécessaire. Et alors, « bonjour les dégâts »...

Reste le piège : une simple pince à ressort, aux allures de forceps, que l'on introduit dans une galerie de circulation, c'est-à-dire dans le réseau profond de la taupe, établi à environ 20 centimètres sous la surface (les galeries de chasse qui courent à fleur de sol, ne sont « exploitées » qu'une fois par la bête, donc impropres au piégeage). Mais cette méthode, forcément artisanale, demande aussi une longue expérience. Difficulté supplémentaire : le nombre des taupinières n'est pas proportionnel au nombre des taupes. Selon l'âge, le sexe et la saison, l'animal fouit plus ou moins. On constate d'ailleurs que c'est d'avril à novembre que le piégeage est le moins productif, précisément lorsque les taupinières sont le plus gênantes ! Donc, à moins de posséder le flair de nos anciens maîtres taupiers, ou encore d'utiliser les grands moyens (murs de protection ou labour profond), il faut se résigner à vivre avec. Certains, parce qu'ils sont toujours présents sur le terrain, mettent les taupinières à profit en récoltant à chaque jour la terre fraîche pour leur culture...

L'animal fouisseur le plus ravageur, en réalité, n'est pas la taupe, dont le régime exclusivement carnassier épargne les cultures, mais le campagnol terrestre ou « rat taupier », un petit rongeur qui creuse ses propres galeries ou emprunte celles des autres (2). Ce rat taupier, que l'on trouve surtout en montagne (au-dessus de 200 mètres), a la mauvaise habitude de ronger racines, bulbes et rhizomes. Non contents donc de multiplier ces levées de terre qui irritent tant les cultivateurs, ils dévorent les légumes par la racine et menacent les arbres en leur grignotant le pied. Contre ce petit rongeur prolifique, la meilleure protection est assurée par les rapaces, et aussi par la belette ou l'hermine — quand il en reste.

ROGER CANS.

(1) Les taupes et rats taupiers, collection « Rustica ». La vie en vert, chez Dargaud (80 p., 24 F.).

(2) Le ragondin, lui, ne creuse de galeries qu'à proximité de l'eau et ne s'attaque donc qu'aux berges.

فكر من الأصل



مكتبة من الأصل

## “Les araignées sortent le dimanche...”

Leur corps mesure de 1 millimètre à 10 centimètres. Mais toutes, elles ont huit pattes.

COMME les insectes, les crustacés, les myriapodes et les méroscopiques (les limules), les arachnides constituent une classe de l'embranchement des arthropodes caractérisée par des pattes articulées et une cuticule, c'est-à-dire un squelette externe, constitué de chitine, une substance protéoglycannique qui s'oxyde et durcit dès qu'elle est exposée à l'air. La rigidité de cette carapace oblige l'animal à muer tant qu'il grandit.

Mais, contrairement aux insectes qui ont six pattes, tous les arachnides en ont huit. Les arachnides se subdivisent en onze ordres, dont celui des araignées est le plus nombreux. On connaît actuellement quelque 40 000 à 50 000 espèces d'araignées — on en découvre de nouvelles tous les jours —, ce qui est beaucoup plus que les 1 200 espèces de l'ordre des scorpions (autres arachnides), mais beaucoup moins que le million d'espèces de la classe des insectes identifiées à ce jour. Toutes les araignées sont carnivores et ne s'attaquent qu'à des proies vivantes, surtout aux insectes, bien qu'en captivité elles acceptent — parfois — de tout petits morceaux de viande agités devant elles.

Les araignées ont des tailles très diverses : de moins de 1 millimètre à 10 centimètres (pour le seul corps). On les trouve partout, même sur l'Everest à 6 700 mètres d'altitude, dans l'Arctique, dans les déserts, dans les grottes, dans la zone de balancement des marées ou dans l'eau. Les plus anciennes araignées connues vivaient au Carbonifère (de - 345 millions à - 280 millions d'années) et étaient déjà très semblables à certaines espèces actuelles.

Autres caractéristiques des araignées : elles ont la tête et le thorax réunis en céphalothorax (comme les crustacés) et leur abdomen n'étant pas segmenté ne peut se plier. Céphalothorax et abdomen sont reliés par une sorte de fin tuyau — le pédicule — qui est souvent caché sous le bord supérieur de l'abdomen et par où passent un vaisseau sanguin, le tube digestif et un gros fillet nerveux.

Le céphalothorax porte les quatre paires de pattes dotées chacune de six articulations et se terminant par deux ou trois griffes. Il porte aussi, vers l'avant, deux paires d'appendices plus courts que les pattes : les pédipalpes, qui sont, chez les mâles modifiés en bulbes copulateurs (1) ; les chélicères, qui sont munis de forts crochets articulés permettant d'agripper les proies et aussi de mordre en injectant du venin.

Au bout du céphalothorax, mais sur la face supérieure, sont placées plusieurs paires (quatre, en général) d'yeux simples (ou ocellles) orientées différemment et sensibles à des lumières particulières. Et pourtant les araignées ne voient ni bien, ni loin. (Notons que certaines espèces cavernicoles n'ont pas d'yeux du tout.) La taille, la forme et la disposition des ocellles permettent souvent d'identifier les familles et parfois les genres d'araignées.

Dans le céphalothorax sont situés le système nerveux central, de gros vaisseaux sanguins qui jouent le double rôle d'artères et de veines, les glandes à venin et une plaque ressemblant assez à un cartilage — l'endosquelette — sur laquelle s'insèrent les muscles, notamment ceux, puissants, des pattes.

Dans l'abdomen sont placés le cœur — un tube qui occupe tout le dessus de cette partie du corps et qui comporte plusieurs paires d'ouvertures permettant l'irrigation sanguine — et l'intestin, qui se ramifie dans tout le corps de l'araignée, céphalothorax compris.

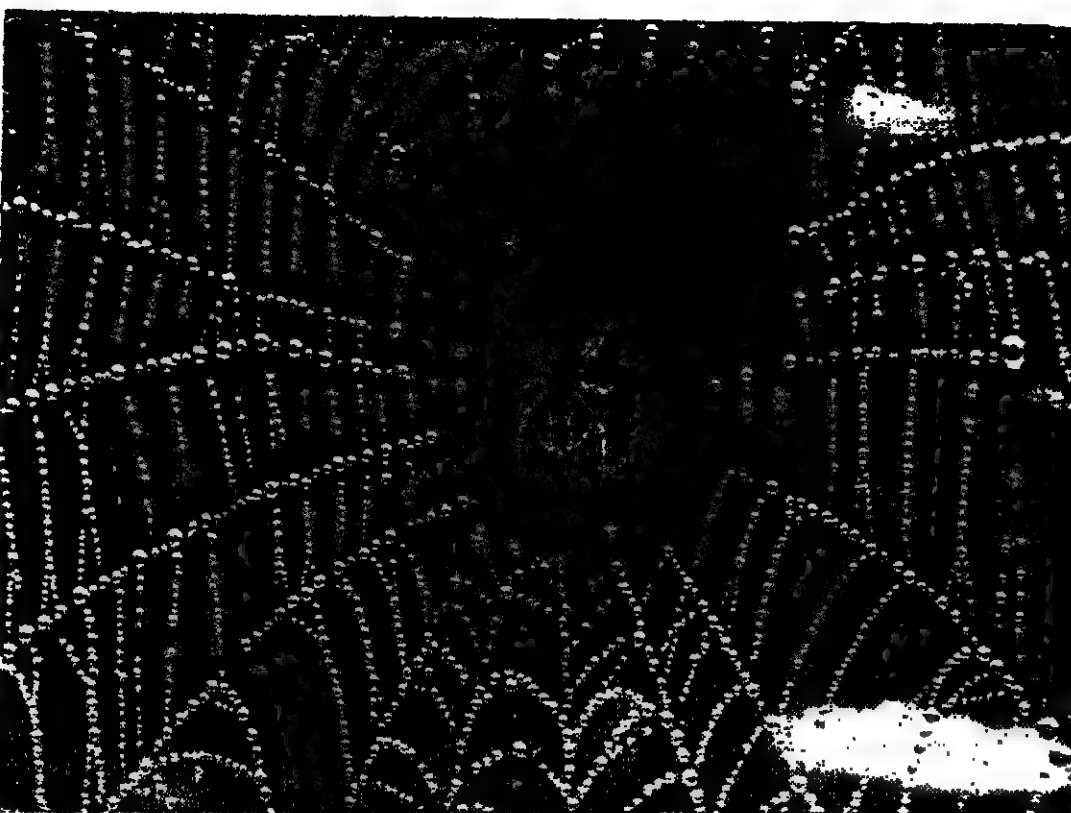
A l'extrémité postérieure de l'abdomen sont situées les filières — trois paires le plus souvent — qui émettent des soies de différentes qualités secrétées par des glandes spécialisées.

Enfin, contrairement aux insectes, les araignées n'ont pas de stades larvaires : elles éclosent déjà presque semblables à la forme adulte et commencent à se nourrir après leur première mue.

Les araignées n'ont pas d'organe auditif. Mais elles ont de nombreux organes détecteurs qui les informent sur le monde extérieur : les poils couvrant les pédipalpes, les chélicères et les filières, notamment, sont reliés au système nerveux central et détectent les moindres vibrations ; certains de ces poils sont sensibles à des quantités infinitésimales de composés chimiques (telles les phéromones sécrétées par les partenaires de sexe opposé) et d'autres aux pressions qui s'exercent sur le corps de l'animal.

YVONNE REBEYROL

(1) Les araignées mâles émettent leur sperme par un orifice génital situé sous l'abdomen : le sperme est recueilli sur une toute petite toile tissée spécialement. Il est repris par les pédipalpes, stockés dans le bulbe, puis déposés dans l'orifice génital de la femelle. Une fécondation suffit pour toute la vie d'une femelle qui met la semence mâle en réserve dans un sac spermatheque. Chez certaines espèces, le mâle est beaucoup plus petit que la femelle. Ainsi la néphile-femelle, une araignée d'Afrique, mesure-t-elle 3 centimètres (sans les pattes) et le mâle 3 à 5 millimètres. Chez de telles espèces, le mâle est, parfois, dévoré par la femelle. Mais il arrive aussi que des mâles, aussi grands que les femelles et donc capables de se défendre, servent de déjeuner à leurs compagnes.



## Vivre dans la soie

TOUTES les araignées sécrètent des soies de qualités différentes, aptes à des usages spécifiques. Les soies sont des protéines, comme l'est la soie du bombyx du mûrier ou ver à soie. Mais les soies d'araignée sont beaucoup plus élastiques et beaucoup plus fines que celles du bombyx du mûrier. Avec leurs quelques millimètres de diamètre, les soies d'araignée ont longtemps servi à faire les réticules (deux fils croisés à angle droit) des appareils de visée optique.

Autre différence : le bombyx du mûrier sécrète de la soie une fois dans sa vie lorsqu'il fait le cocon dans lequel la chenille se transforme en papillon, c'est-à-dire en insecte adulte. Les araignées, au contraire, utilisent la soie tout au long de leur vie.

Les œufs (une dizaine à plusieurs centaines) pondus par les femelles sont très souvent enfermés dans un cocon collectif filé par la mère, que celle-ci veuille ou non sur sa future progéniture. Une araignée européenne du genre *Agroeca*, par exemple, fixe son cocon plein d'œufs sur un brin d'herbe. D'un blanc éclatant, ce cocon de 5 millimètres de diamètre, appelé « lampe de fée », risque d'être la proie de multiples prédateurs. La mère recouvre donc de boulettes de terre ou de vase le cocon qui, ainsi, prend vite l'aspect d'un nodule crasseux et peu attirant.

Certains fils sont particulièrement résistants. Le « fil de sécurité », fabriqué en continu par l'araignée au cours de toute descente, l'est particulièrement. Fixé au départ sur un support quelconque, il permet à la bestiole de remonter si elle n'a pas trouvé un point d'arrimage. Ce sont des fils de la même qualité qui constituent l'armature des toiles.

Une des toiles les plus communes est celle de l'épeire diadème de nos jardins. Une fois le châssis tendu entre divers points d'attache, l'épeire pose des rayons, solides eux aussi, convergeants au centre de son ouvrage. Puis elle sécrète un fil plus fin et sec et le pose de rayon en rayon, de façon à créer une spirale partant du centre et se développant vers l'extérieur. Trottant sur ce fil qui lui sert de guide, l'araignée repart ensuite en sens inverse (de l'extérieur vers le centre). Tout au long de sa progression, elle mange le fil sec qui est immédiatement remplacé par un fil collant. Ainsi, les insectes seront-ils en-

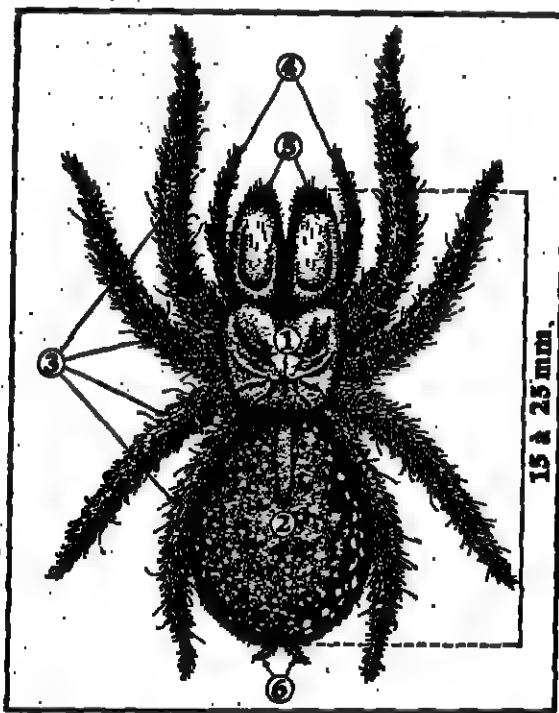
glués et deviendront-ils facilement des proies.

Selon les espèces, l'araignée à l'affût attend, ou bien immobile au milieu de sa toile, ou bien tapie dans une « retraite » logée de soie dissimulée à proximité mais reliée à la toile par quelques fils. Ceux-ci transmettront à la chausseuse les vibrations imprimées à la toile par les soubresauts d'un insecte enragé.

La némésie (une mygale inoffensive de 2 centimètres vivant dans le sud de la France) se creuse un terrier dans un talus sableux, tapisse son antre de soie et surtout ferme le terrier par un petit couvercle (un opercule) de soie parfaitement

sur la chaussette aérienne, l'*Atypus* bondit, déchire la chaussette pour attraper sa proie. La femelle ne sort jamais de sa chaussette qu'elle raccommode de l'intérieur et où elle reçoit la visite d'un mâle.

L'argyronète, elle, fabrique une cloche de plongée, car elle vit sous l'eau mais a besoin d'air pour respirer. Elle file une toile très serrée sous laquelle elle accumule les gouttelettes d'air qui se coïncent, lors de ses sorties à l'air libre, sur les poils de son abdomen. La toile prend peu à peu la forme d'une cloche longue de quelques centimètres, ouverte en bas et ancrée sur le fond. La partie supérieure de l'habitat est remplie d'air et c'est là que l'argyronète vit.



1. Céphalothorax ; 2. Abdomen ; 3. Pattes ; 4. Pédipalpes ; 5. Chélicères ; 6. Filières.

ajusté, mobile comme une porte autour d'une charnière de soie et invisible de l'extérieur grâce à l'apport de particules de terre ou de végétaux prélevés aux alentours. Dès qu'un insecte se pose sur l'opercule, l'araignée entrouvre la porte avec prestesse, saisit la proie et se renferme aussitôt pour manger tranquillement.

Il y a aussi l'*Atypus* (2,5 centimètres au maximum) qui vit en France. L'*Atypus* creuse aussi un terrier et tapisse celui-ci de soie. Mais il ne fait pas de couvercle. Il prolonge son fourreau de soie par une sorte de chaussette extérieure. L'araignée attend dans la partie haute de son terrier. Qu'une bestiole se pose

Certaines araignées sont dites « aéronautes ». Elles se perchent sur un point haut quelconque, brin d'herbe, tige, mur, etc., se dressent sur leurs pattes, l'abdomen pointant vers le ciel, et elles commencent à sécréter du fil en abondance. Celui-ci flotte dans l'air tout en continuant à s'allonger rapidement. Lorsque le fil est assez long, les pattes de la candidate au voyage lâchent prise et, portée par son fil, l'araignée est entraînée par le vent. Elle « vole » tant qu'elle ne rencontre pas un obstacle pour se poser. Une fois posée, elle coupe le fil et celui-ci va atterrir où il peut, constituant ainsi un fil de la Vierge qui est long, parfois, de plusieurs mètres. — Y.R.

## Peur de quoi ?

NOMBREUX sont les hommes, et même les femmes, qui ont une peur panique des araignées, bien que la plupart d'entre elles soient inoffensives pour l'espèce humaine. Pourquoi ? Il en existe de dangereuses et, en général, les espèces vivant en zone intertropicale ont des venins plus nocifs que ceux de leurs cousines des pays tempérés.

Comme tous les venins, ceux des araignées sont des mélanges très complexes de substances toxiques variées. Leurs effets sont donc le résultat de l'action combinée de multiples facteurs. Et d'autant plus que les espèces, et même parfois les individus d'une même espèce, ont des venins de composition différente et que chaque être humain réagit aux venins d'une façon qui lui est propre.

En outre, même si une araignée est inoffensive, sa morsure, souvent douloureuse, provoque presque toujours une peur panique. Celle-ci déclenche un stress tel, que la tension de la victime peut s'élever au point de provoquer un arrêt cardiaque. En cas de morsure, la première chose à faire est de calmer la victime, la seconde de l'amener le plus rapidement possible chez un médecin.

Deux mygales *Atrax* d'Australie sont particulièrement redoutables : en dix ans, leurs morsures — toujours faites par des mâles — ont tué une dizaine de personnes. En réponse au danger réel que représentent les mygales, les Australiens ont développé un sérum spécifique anti-*Atrax*.

En Amérique centrale et en Amérique du Sud, les mygales peuvent être énormes — 10 cm pour le corps et autant pour les pattes, 1 cm pour les crochets venimeux — mais leurs morsures, si douloureuses soient-elles, ne sont pas mortelles. Certaines mygales d'Amérique du Sud ont, sur le dos, une plaque triangulaire couverte de poils minuscules et fragiles. L'araignée, en se frottant avec ses pattes, projette des poils tout autour d'elle. Ces poils, très fins, pénètrent facilement sous l'épiderme humain et y déclenchent une sorte d'urticaire très cuisant mais pas dangereux.

Les veuves noires (*Latroctes*) ont une très mauvaise réputation. Elles ne sont pas bien grosses (1 cm pour le corps), mais l'espèce toute noire vivant dans l'ouest des États-Unis, aux parcs, les morsures de l'espèce méditerranéenne, noire à poils rouges, sont moins dramatiques. Leurs victimes, souffrant de maux de tête, la guérison est totale sans aucune séquelle.

Pendant longtemps, les habitants du bassin méditerranéen, ceux du sud de l'Italie en particulier, ont attribué aux *Lycoses* ou tarantules — des araignées venimeuses dont le corps est long de 2 à 3 cm — des troubles nerveux baptisés tarantisme ou tarantisme. On a ensuite pensé que le tarantisme était de nature hystérique. Maintenant, il semblerait que la responsable soit la veuve noire, au moins dans certains cas.

Les araignées prolifèrent certaines années sous l'effet de conditions favorables de température et d'humidité. Ainsi, en janvier dernier, a-t-on assisté dans la région de Santiago du Chili à de véritables invasions de veuves noires et à la même époque à Sydney à une prolifération des *Atrax*. Les deux phénomènes ont provoqué des paniques parmi les populations.

Parmi les araignées dangereuses, il faut aussi citer les *Loxosceles* (animaux longs de 1,5 cm) qui vivent de l'Amérique du Sud au sud des États-Unis et dans les Antilles. Leurs morsures peuvent être mortelles pour les enfants, les vieillards, les malades. Et chez tout le monde, le venin des *Loxosceles* entraîne une nécrose des tissus atteints, au point qu'il faut parfois faire des greffes pour remplacer la zone nécrosée, et même des amputations. Il existe au Brésil un institut spécialisé dans l'étude des venins d'araignées et aussi de serpents, et la production de sérums adéquats. — Y.R.

## L'arachnologue et les petites bêtes

AVEC le printemps, les petites bêtes — araignées et insectes notamment — vont réapparître. La plupart d'entre elles, en effet, entrent à cette saison-là leur cycle de développement, ou bien elles sortent d'hibernation.

Tout le monde sait que la moindre bestiole tient son rôle dans le milieu vivant, chacune d'entre elles, étant mangée et mangée, est un maillon de la chaîne alimentaire qui rend solidaire tous les éléments du monde vivant, de la bactérie à l'homme. Mais peu de personnes apprécient le voisinage des mouches, des moustiques, des abeilles ou des guêpes. Quant aux araignées, elles suscitent bien souvent un sentiment de répulsion ou de peur.

Pourtant, des scientifiques passent leur vie, ou presque, à étudier les araignées. Au laboratoire des arthropodes du Muséum national d'histoire naturelle de Paris, par exemple, M. Michel Hubert, maître-assistant au Muséum, se consacre à la systématique (ou classi-

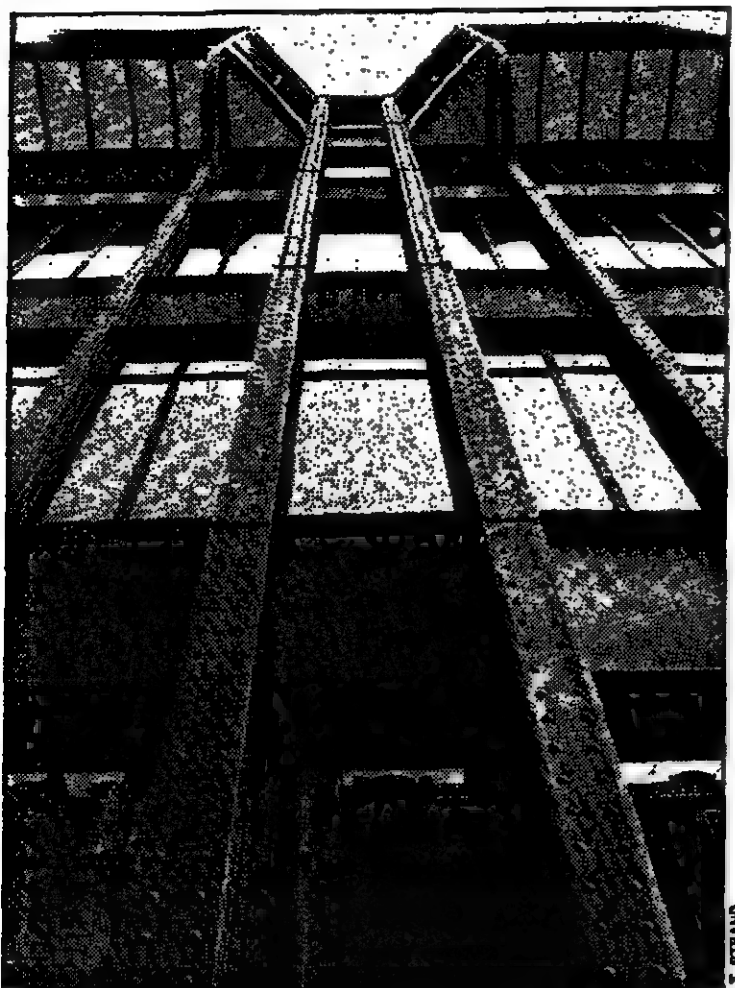
fication des êtres vivants) des araignées, et M<sup>me</sup> Jacqueline Kovoor, chargée de recherche au Centre national de la recherche scientifique, étudie l'histologie et la cytologie des araignées, et les sécrétions des soies qui sont associées à toutes les fonctions vitales des araignées.

M. Hubert est venu aux araignées parce qu'il a toujours aimé la nature et l'observation des petites bêtes. M<sup>me</sup> Kovoor a commencé par s'intéresser aux insectes (en particulier les termites, chez lesquels elle a étudié la digestion du bois), puis elle s'est tournée vers les araignées. D'abord parce que ces bestioles ont des cellules de grandes dimensions qui sont donc facilement étudiées. Ensuite parce que les recherches sur les arachnides sont très en retard par rapport à celles sur les insectes — probablement à cause de la répulsion communément inspirée par les araignées, même chez les scientifiques. — Y.R.



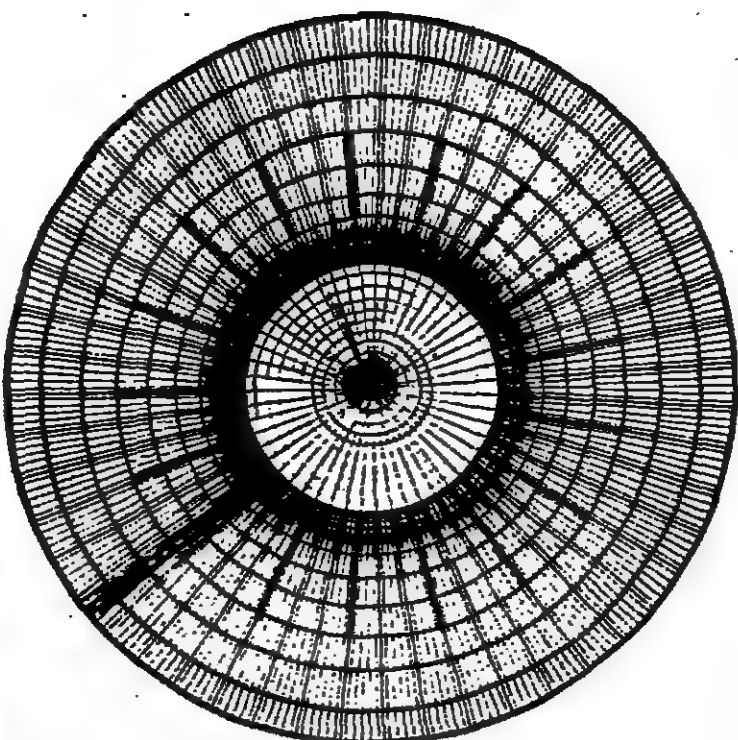
# Le Monde

## Promenades d'architecture à Paris



## FER ET VERRE

### Autour de la Bourse



Coupoles de la Halle au blé.

### Dans l'euphorie du capitalisme

Au cœur du nouveau Paris bourgeois de la fin du dix-neuvième siècle, résultat des grands travaux d'Haussmann, la Bourse bat un rythme de la spéculation. Dans ce temple dédié à l'argent, les Parisiens ont découvert le pouvoir du capital : on achète, on vend ; on s'enrichit, on est ruiné. La France républicaine va fêter son centenaire : promotrice des techniques les plus modernes, elle se prépare à grand renfort d'expositions universelles à jouer un rôle de numéro un économique mondial.

Les allées et venues sont incessantes entre la place de la Bourse et les banques du boulevard des Italiens qui viennent de mettre pignon sur rue afin d'attirer les épargnants. Leurs bâtiments somptueux marient la pierre traditionnelle et les matériaux modernes : fer, verre et acier, symboles de l'industrie.

Des caillottes publicitaires invitent le piéton à se rendre dans l'un ou l'autre grand magasin. Le spectacle est éblouissant : la lumière s'engouffre par les coupoles de verre multicolores, rebondit sur les tissus et les articles de Paris, souligne le mouvement des clientes affairées. Des ascenseurs conduisent aux étages supérieurs où salon de lecture et buvette offrent silence et réconfort. Des terrasses plantées de ces immenses palmiers, on découvre la haute stature du plus grand théâtre du monde.

Devant l'Opéra de Garnier, devant les cafés-concerts et les théâtres, c'est la fête. Dans les brasseries enfumées on se bécote ; les frères Lumière présenteront l'Arroseur arrosé, le premier film cinématographique. On débambule dans les passages couverts. L'euphorie de la ville reflète l'optimisme de l'époque puisque la richesse en cette fin du dix-neuvième siècle, semble se jamais devoir tarir. — M.-F. B.

### La charpente de Saint-Lazare

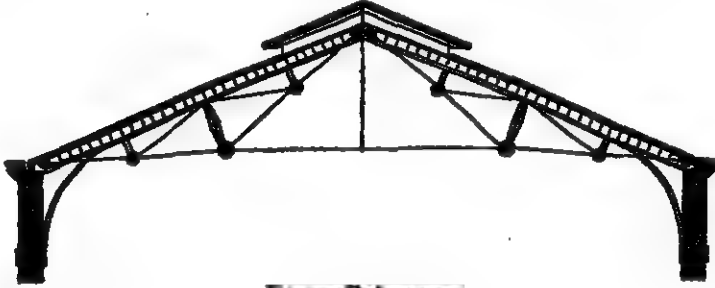
Le 26 août 1836, le premier train commercial, transportant des voyageurs payants, quitte l'embarcadere - situé près de l'actuelle place de l'Europe pour Le Pecq, alors terminus de la ligne Paris-Saint-Germain.

Dès 1843, l'affluence oblige à construire une nouvelle gare. Plusieurs agrandissements, en 1857-1859, puis en 1885-1889, par Lisch, donnent à la gare sa forme contemporaine.

Les autres gares parisiennes sont situées dans l'axe et l'extrémité de voies larges ou leur impressionnante façade monumentale est largement mise en valeur. La gare Saint-Lazare, elle, est devancée par deux places : la cour de Rome et la cour du Havre. L'hôtel Terminus autour duquel on peut croire que la gare a été organisée, a, en fait, été construit pour l'exposition de 1889. Il a pris l'emplacement des bâtiments d'une congrégation religieuse lente à libérer le terrain indispensable à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest.

Plus que n'importe où ailleurs, c'est autour des chemins de fer que l'on trouve les constructions métalliques les plus intéressantes. La charpente de la salle des pas perdus présente un exemple parfait de la ferme (poutre composée dominant sa pente au toit) qu'a imaginée l'ingénieur Polonceau.

Les éléments travaillant en traction ont été remplacés par des câbles d'acier, plus économiques et plus légers. La ferme de la halle de gare est une variante mise au point par l'ingénieur Flachet et améliorée par l'utilisation de poutres assemblées par rivetage et autorisant ainsi de plus grandes portées.



Ferme Polonceau.

### Passages insolites

Les galeries commerciales couvertes sont apparues dès la fin du dix-neuvième siècle. La plupart datent de la première moitié du dix-neuvième siècle. Leur popularité est immense : on s'y promène à l'abri, loin de la menace des attelages impétueux qui sillonnent les rues. D'abord simples accés au centre d'îlots enclavés, elles sont devenues des endroits de promenade à la mode. Tombées en désuétude après la dernière guerre, souvent menacées de démolition, elles sont au goût d'aujourd'hui.

Luthier, graveur, réparateur de pipes, de poupées ou de paraphes, expert philatéliste ou numismate, hôtel Chopin et musée Grévin... Tout au long des passages Verdeau, Jouffroy et des Panoramas, qui peuvent être empruntés dans cet ordre, du nord au sud, c'est l'ambiance décrite par Aragon dans le *Paysan de Paris* à propos du passage de l'Opéra qui, lui, a été démolie. Entre la Bourse et le Louvre, les galeries Vivienne et Vérododat jouent les aristocrates, avec stylistes de mode et salons de thé délicats. Près de la Bibliothèque nationale, on attend de découvrir la rotonde de la galerie Colbert, en travaux.

### A la recherche de la lumière

Les imprimeurs et graveurs doivent composer des pages de petit format aux gravures et caractères précis. Les stylistes et modélistes veulent comparer la qualité et la couleur des tissus, fils ou accessoires qu'ils créent.

L'électricité promise ne va guère changer la situation, car elle n'améliorera que la puissance et non la qualité. Les premières lampes à incandescence jettent une lumière encore trop jaune pour garantir une bonne maîtrise des précieux coloris. Aujourd'hui, époque du néon blafard, on voit toujours les professionnels comparer leurs échantillons sur le pas-de-porte de l'atelier.

Le quartier du Sentier rassemble les exemples les plus évidents d'architectures « à la recherche de la lumière ». Constructeurs et utilisateurs ont mis au point plusieurs solutions autorisées par l'utilisation combinée du métal et du verre.

L'espace central est couvert par une verrière distribuant largement la lumière du jour sur les planchers qui l'enveloppent. Avec le magasin « La Soie », 155, rue Saint-Denis, l'ingénieur Henri Rouville démontre clairement l'avantage de cette solution, tandis que Gustave Raulin propose aux Etablissements Cornille (13, rue d'Uzès) la variation d'une façade intérieure richement décorée.

A noter la présence d'un plancher de verre qui fait pénétrer la lumière naturelle au sous-sol et sur lequel courent des rails d'un astucieux wagonnet de manutention.

Les ateliers sont situés directement au niveau supérieur, traité alors à la manière d'une serre. Rarement directement sur la rue, les bâtiments utilisant cette solution ont souvent des dimensions plus modestes et sont occupés par des artisans. C'est le cas d'un atelier de photogravure (69, rue Réaumur, remarquablement entretenu par ses actuels occupants, une maison de prêt-à-porter).

Les éléments porteurs (poteaux) de la façade utilisant le métal permettent de créer des larges baies vitrées. Avec le passage du bois à l'acier, les huisseries ont vu leur section diminuer de plus de la moitié.

Mais la modernité ne s'affiche pas toujours. Beaucoup de maisons de commerce du quartier de la Bourse cachent encore leurs poutres métalliques derrière un respectable placage de pierre.

### Elégance de boulevard

Les Grands Boulevards qui ont fait la célébrité du Paris de la Belle Époque courent de la République à la Madeleine. Ce sont les boulevards Saint-Martin, Saint-Denis, Bonne-Nouvelle, Poissonnière, Montmartre et des Italiens, puis après l'Opéra les boulevards des Capucines et de la Madeleine.

Ouverts à la fin du dix-septième siècle alors qu'ils marquaient la limite de la ville construite et suivaient les remparts, ils furent tout d'abord appréciés pour leur verdure abondante, due au voisinage des jardins privés de grandes demeures, rue Saint-Augustin par exemple.

Trouvant dans les larges allées ombragées le calme que tout citadin espère après les trépidations de la ville, les Parisiens s'y pressent à pied, en omnibus ou dans d'élégantes voitures. Depuis la fin du dix-huitième siècle, on y trouve cafés et cabarets, restaurants et glaciers italiens, avec salle de jeux à l'étage. Dans les théâtres, toujours bondés, on s'émeut des drames de la vie.

Les « panoramas » de l'Américain Falton font recette : on peut y voir sur 360° un étonnant mélange de peinture et de cinéma. Le long du Théâtre des Variétés, un passage en conserve le souvenir.

Après une séance aux bains-douches (les hammams apparaissent avec la conquête de l'Afrique du Nord), on débambule parfumé pour se joindre au groupe qu'anime un chanteur public : on rapporte chez soi une grande feuille de chansons apprises sur le trottoir.

Sur les boulevards, la valeur foncière a rapidement grimpé. En 1884, les promoteurs de la Comédie italienne entreprennent la construction d'un théâtre luxueux (l'actuelle salle Favart) pour remplacer celui qui vient de brûler. Le terrain jouxte le boulevard des Italiens, et ils veulent profiter de la situation valorisante en achetant la bande de terrain qui les en sépare. Rien à faire. Le Café du Grand Balcon, dont l'abondante clientèle apprécie cet élégant point de vue, refuse de vendre et interdit ainsi au bel canto un boulevard qui lui semblait pourtant destiné.

### Palais du commerce

Aristide Boucicaut, la grande figure de la distribution moderne, a fondé son premier magasin en 1852. C'est l'actuel Bon Marché, un des points de repère majeurs dans l'histoire de l'architecture métallique.

Véritable révolution commerciale, le grand magasin applique un principe nouveau : renouveler rapidement la marchandise, donc vendre le plus possible en se contentant de marges bénéficiaires restreintes. La méthode est opposée à celle du petit commerce : vendre peu mais avec des bénéfices élevés. Le grand magasin innove aussi avec l'entrée libre, les prix fixes et affichés, la possibilité d'être remboursé.

Offrant un grand nombre de rayons de vente il réunit autant de rayons spécialisés sous une même gestion et dans un même bâtiment, où l'on trouve les plus étonnantes architectures de l'époque.

Mais les réactions sont vives. Nombre de petits commerces sont en effet réduits à la faillite, car ils ne peuvent soutenir la concurrence. La morale s'en mêle et l'on critique un système qui fait de la femme sa cible principale. Malgré les campagnes hostiles, les grands magasins continuent à se développer. Boucicaut que Zola évoque avec le personnage de Moutret dans *Au bonheur des dames*, fait école.

D'autres grands magasins sont créés : Au Printemps, en 1865, les Galeries Lafayette, en 1894. Leur architecture s'étire le long du boulevard Haussmann ; elle est accentuée et mise en valeur aux angles de rues. Au centre des îlots entiers qu'ils occupent (la surface en est totalement utilisée) coupoles, balcons et escaliers agrémentés de plantes vertes suggèrent le luxe.

Comme pour les banques, les énormes progrès de l'éclairage électrique au vingtième siècle rendront rapidement inutiles les grands volumes centraux, couverts de dômes multicolores, d'où venait la lumière du jour. Pour augmenter les surfaces de vente, les dirigeants des grands magasins n'hésiteront pas à obstruer l'espace central, à démolir escaliers et rambarde, puis à surélever les bâtiments.

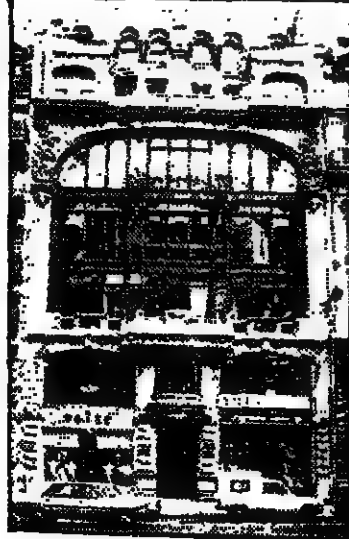
Aujourd'hui, seules les Galeries Lafayette possèdent encore un volume central complet, mais le somptueux escalier de Chamut a disparu. Au sixième étage du nouveau magasin du Printemps, une coupole couleur turquoise confère à une modeste cafétéria une atmosphère de mosquée. — M.-F. B.

### Dessin des rues

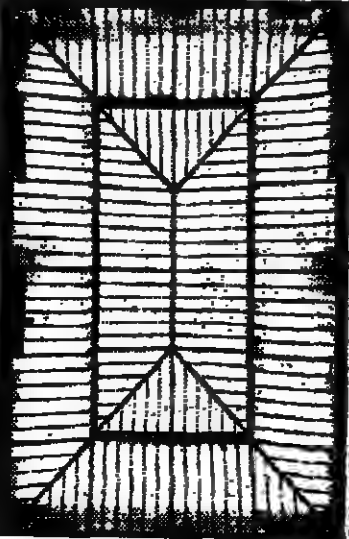
Tout au long de ce parcours, on rencontre de nombreux bâtiments se projetant brutalement sur le volume de la rue ou ne présentant que des façades bornées à l'espace public.

Ces « accidents urbains » témoignent généralement d'une rencontre entre le nouvel urbanisme (celui de la fin du dix-neuvième siècle) et le tracé ancien des rues de la ville. Ce sont les stigmates de l'imposant travail entrepris par Napoléon III et son préfet Haussmann. Ils avaient pris le parti de « couper » franchement dans le tissu dense des vieilles constructions au prix d'indemnités d'expropriation considérables.

Parfois, ces bâtiments « à problème » ne se dévoilent pas au premier regard. Mais l'observation du plan des rues permet de situer les points de conflit où l'avenue haussmannienne coupe brutalement les rues étroites et sinueuses en faisant un angle aigu. Ainsi la rue d'Aboukir, qui suivait l'ancien rempart de Charles V, rencontre la rue Réaumur, mais aussi les rues Saint-Martin et Saint-Denis, parallèles au boulevard de Sébastopol d'époque haussmannienne. Les bâtiments en proie de navire sont un bon exemple d'utilisation judicieuse de terrains résiduels par leurs architectes (101, 116 ou 130, rue Réaumur).



118, rue Réaumur.



13, rue d'Uzès.



Printemps : ancien escalier du nouveau magasin.

هكذا من الأصل



le Saint-Lazare

insolites

commerce

36 120 800

BANQUES ET GRANDS MAGASINS			
A. FÉLIX-POTIN	angle Réaumur/Sébastopol	C. LE MAREQUIER	1900
B. A. RÉAUMUR	82, rue Réaumur	CONSTANT BERNARD	1897
C. SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	132-134, rue Réaumur	* J. H. MAJORELLE	1910
D. BNP		CORROYET	1882
E. CRÉDIT LYONNAIS	19, boulevard des Italiens	CONSTANT BERNARD	1894
F. CRÉDIT LYONNAIS	16, rue du 4-Septembre	BOUVENS	1878
G. BNP	6, rue Méneceux	ETTEL/MOISANT	1913
H. SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	16, boulevard des Italiens	LALOUX/NARJOUX	1906
I. GALERIES LAFAYETTE	29, boulevard Haussmann	NARJOUX	1906
J. (Façade rue Chausée-d'Antin, coquille)		J. HERMANT	1906-1911
K. (Bibliothèque sur l'espace central)		G. CHÉDANNE	1906-1908
L. (Nouvelles galeries, coquille au 6°)		R. CHANUT	1910-1912
M. (Nouvelles galeries, coquille au 6°)		L. MAJORELLE	1929
N. (Façade rue du Havre)		P. PATOUT	1929
O. (Façade rue du Havre)		R. BINEY	1916-1917
P. (Façade rue du Havre)		WYBO	(1922)
Q. (Façade rue du Havre)		P. SÉDILLE	1921-1925

\* Bâtiments primés Concours de façades



Réalisation composite : façades, coquille, volume central, ornementaux et fermetures des différents architectes.

Lotissement de l'ancien hôtel d'Ulys. N° 13. Façade transparente et cour couverte assurant la pénétration maximale de la lumière naturelle.



Passage du Caire.

### Sentier de la mode

Simple déformation du mot « chantier », le Sentier englobe un vaste quartier et se définit aujourd'hui par son activité principale : le commerce et l'artisanat du prêt-à-porter et des accessoires. On y trouve tout, du bouton au chiffon à broder, du négociant en soieries à l'école des métiers de la mode.

Abandonné le vendredi soir, il regorge d'activité dès les premières heures du lundi et charrie une foule épique d'acrobates méditerranéens et orientaux qui a remplacé la population traditionnellement ouvrière.

Aux grandes heures de l'histoire de Paris, les habitants du Sentier tiennent toujours une place importante dans les mouvements révolutionnaires. La Cour des Miracles y tient ses assises. L'exode vers les faubourgs est irrémédiable lorsque les démolitions prévues par Haussmann chassent les familles pauvres de leurs taudis.

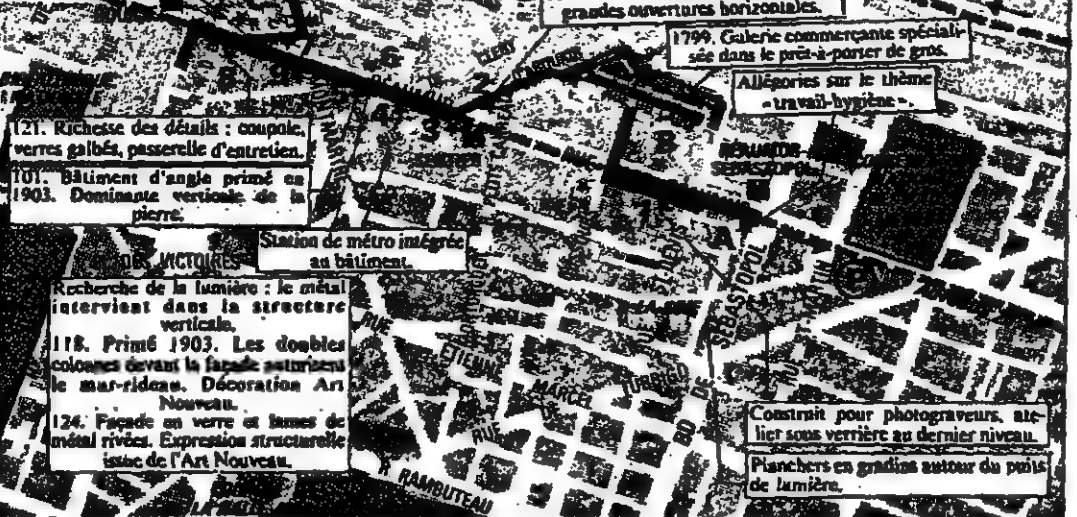
Seuls restent riches commerçants et artisans renommés et prospères qu'il faudrait d'énormes sommes pour exproprier. La situation ne changera plus, et, malgré les difficultés de circulation et de stationnement, les métiers resteront, seuls industries et seuls commerces parisiens à s'accommoder du lieu.

L'étonnant passage du Caire et ses rues avoisinantes doivent leur nom à l'engouement pour l'Égypte qui suivit l'expédition de Bonaparte en 1798. Colonnades, sculptures, bas-reliefs en témoignent.

AUTRES IMMEUBLES COMMERCIAUX		
95, rue Montmartre	S. PÉRISSÉ	1896-1899
5, rue d'Ulys	E. GUILLAUME	1878
11, rue d'Ulys	TRONQUAIS	1873
13, rue d'Ulys	G. RAULIN	1885-1886
15-17, rue d'Ulys	SOTY	1887
24, rue Saint-Marc	THALHEIMER	1894
6, rue de Hanovre	A. BOGAGE (prés Riger)	1908
124, rue de Provence	H. SAUVAGE	1913
(hors parcsours)		
12, rue Colton	J. HERMANT	1913
85, rue Saint-Denis		

IMMEUBLES COMMERCIAUX DE LA RUE RÉAUMUR		
1. 69	ERNEST PERGOD	1895
2. 108-110	WATTIER	1898
3. 91	Ch. DE MONTARNAL	1897
4. 93	MONTENOT	1924
5. 97	BONNENFANT + DESTORS	1898
6. 101	JOLIVAUD + DEVILLARD	1900
7. 103	WALWERN	1898
8. 105	DESFRAS	1897
9. 107	Ch. RUZE	1899
10. 116	* WALWERN	1900-1903
11. 118	* Ch. DE MONTARNAL	1900
12. 122	DESFRAS	1897
13. 124	G. CHÉDANNE	1904-1905
14. 126	L. VOISVENEL	1899
15. 130	Ch. DE MONTARNAL	1898
16. 119	* S. BOUSSON	1900-1903
17. 121	Ch. RUZE	1900

\* Bâtiments primés Concours de façades



Place du Caire.

### Cathédrales de la finance

Dès avant la Révolution, la bourgeoisie d'affaires avait établi le siège de nombreuses banques aux abords des Grands Boulevards. La proximité de la Bourse mais aussi d'un quartier à vocation commerciale a décidé les banquiers à rivaliser dans la construction d'étonnantes palais à la gloire d'un franc-paisant.

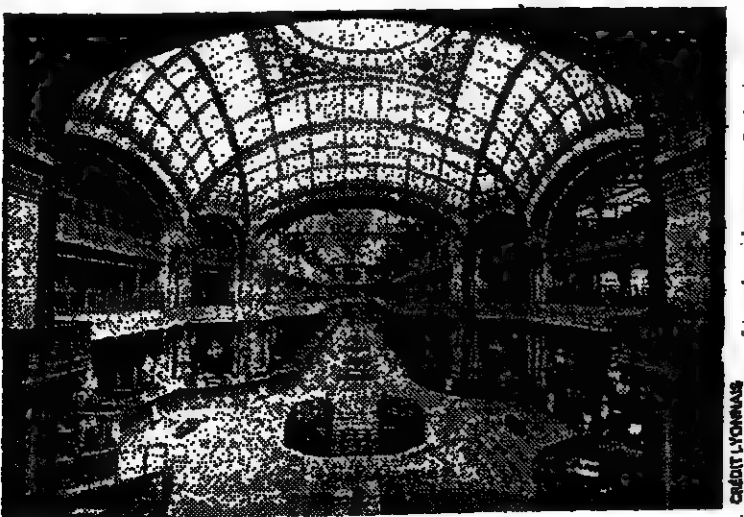
Le Crédit lyonnais s'installe sur le boulevard en 1878. L'architecte, d'origine néerlandaise, Bouwens Van der Boijen prévoit une construction par tranches, et n'achèvera pas cette œuvre de longue haleine. Laloux et Narjoux finiront le bâtiment donnant sur la rue du 4-Septembre trente-cinq ans plus tard. La déception générale à l'annonce de la démolition de l'ancienne Galerie de fer a incité la banque à maintenir le passage public, ce qui la place d'emblée dans l'estime du public populaire.

Largement éclairé par une voûte vitrée, l'espace créé possède l'organisation et la volumétrie des futurs bureaux payés. « Les cloisons ne servent aux employés qu'à lire leur journal », affirme le fondateur Henri Germain.

L'organisation actuelle du bâtiment ne respecte plus ces principes. Pour trouver plus de surface, on a créé des planchers intermédiaires et obstrué la nef de verre. Mais d'autres architectures résistent au temps : les gracieuses colonnes métalliques de Narjoux et Laloux, l'imposante descente aux coffres ou la coupole surplombant un escalier à double révolution d'inspiration Renaissance.

Le Comptoir national d'escompte (aujourd'hui BNP) fait construire son siège sur un modèle antique, et la volumétrie de son espace public central évoque la basilique romaine (la structure métallique de la couverture est due à Moisan). Située dans l'axe de la rue Rougemont, l'allégorie centrale de la façade est mise en valeur.

La Société générale cache un trésor derrière une façade rigoriste imposée par la proximité de l'Opéra. Jacques Hermant a dessiné la coupole sur pendentifs entièrement réalisée en verre coloré, y compris les tympans, dans des tons bleus et jaunes. Éclairant généreusement le mobilier de bois sombre posé sur une mosaïque de couleurs assorties, la lumière crée une ambiance opulente. Le grand comptoir circulaire rend plus spectaculaire encore l'organisation du volume et les détails qui puisent leurs références dans l'architecture religieuse byzantine.



Le Crédit lyonnais avant transformation.



101, rue Réaumur.

121, rue Réaumur.

### La rue Réaumur au concours

En 1870, la défaite de Napoléon III ne change rien aux décisions déjà prises pour faire de Paris un « modèle ». Longtemps après la disparition de l'empereur et d'Haussmann, créateurs du Paris moderne, leur œuvre urbaine se prolongera, ralentie seulement par l'endettement de la Ville. Ainsi, le boulevard qui porte le nom du fameux préfet ne sera achevé qu'en 1926, avec un dernier tronçon qui reconstruit le boulevard des Italiens. Si « embellissement » était un mot d'ancien régime, la III<sup>e</sup> République veut, elle aussi, favoriser une architecture de qualité.

La rue Réaumur, prolongement de celle du 4-Septembre, est percée en 1895. On y trouve les bâtiments les plus représentatifs de l'excellente architecture commerciale des années 1900. Académisme et technique moderne (on y voit aussi de l'Art nouveau) se combinent pour donner à cette voie toute destinée à l'automobile (Opéra-République) une résistante unité stylistique qui n'est jamais au détriment de l'invention créative.

La municipalité attache une importance toute particulière à cette opération prestigieuse, et, comme on vient de le faire à Bruxelles, lance un concours d'architecture très intelligemment mené.

Six prix seront décernés chaque année : les architectes reçoivent une médaille d'or, le bâtiment une pièce de bronze, et l'on soulage le propriétaire de la moitié de ses charges foncières. Rapidement, la compétition est élargie à l'ensemble de la ville et obtient les effets escomptés : les meilleurs architectes, à qui la médaille offre une excellente publicité, sont sollicités par des propriétaires attirés par la remise substantielle.

Interrompue par la Grande Guerre, cette pratique ne ressuscitera jamais le bel enthousiasme créatif du début du siècle. Dans les années 1930, on récompense les plus belles boutiques, mais le concours de façades s'arrêtera en 1936.

Aujourd'hui, la rue Réaumur conserve une belle collection de l'architecture du tournant du siècle. Elle possède des bâtiments-vedettes : celui de Parisien qu'on pourrait attribuer à l'imagination de Jules Verne, ou son voisin, que de Montarnal a dessiné avec un sens de l'intimité du décor et de la structure proche de Guimard. Elle regorge aussi de détails passionnants : allégories cachées (caducées, torches, abeilles), cariatides et gloriètes souvent puissantes, mais pratiquement invisibles.

### Trois précurseurs

**Bélangier, François-Joseph (1744-1818).** Payagiste puis architecte, il a beaucoup construit pour la noblesse : Hôtel de Brancas (1771), la Bagatelle du Bois de Boulogne (1777) construite en soixante-quatre jours pour gagner un pari avec Marie-Antoinette et la folie Saint-James à Neuilly (1784). La coupole de la halle au blé (aujourd'hui bourse du commerce), construite tout d'abord en bois puis en fer après un incendie en 1803, marque avec le pont des Arts (de Cassart et Lacroix-Dillon, 1803) l'essor de l'architecture métallique.

**Labrousse, Henri (1801-1875).** Grand Prix de Rome en 1824, professeur à partir de 1830, son utilisation franche des structures métalliques apparentes a marqué toute l'architecture moderne jusqu'au récent High Tech. Les deux nefs reposant sur dix-huit colonnes et arches en fonte de la bibliothèque Sainte-Geneviève (1850) et les neuf dômes hémisphériques surmontant la grande salle de la Bibliothèque nationale (1853-1859) influencent les architectes des banques et des grands magasins.

**Boileau, Louis-Auguste (1812-1896).** Sa lecture personnelle du style gothique va dans le sens d'une recherche rationaliste de la lumière. Boileau est aussi un magnifique chroniqueur de la construction. Son fils Louis-Charles construit le Bon Marché (premier grand magasin métallique) avec Eiffel en 1876.

BÂTIMENTS CITÉS EN RÉFÉRENCE		
BOURSE DU COMMERCE (coupoles)	F.-J. BÉLANGIER	1811
ÉGLISE SAINT-EUGÈNE	L.-A. BOILEAU	1854-1855
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE	H. LABROUSSE	1853-1869
ÉGLISE SAINT-AUGUSTIN	V. BALTARD	1860-1871
OPÉRA	C. GARNIER	1862-1875
BIBLIOTHÈQUE SAINTE-GENEVIÈVE	H. LABROUSSE	1843-1850
MAGASINS DU BON MARCHÉ	L.-C. BOILEAU	1873-1876
CARTE DORSAY	V. LALOUX	1898-1900

### SÉLECTION DE LIVRES

- Passages et Galeries du dix-neuvième siècle. R. Doisneau et B. Delvalle. Gares. J. Réda. ACE.
- Les Grands Magasins. Bernard Marrey. Picard.
- L'Architecture du dix-neuvième siècle. Mignat. Le Moniteur.
- Le Siècle de l'Industrie. François Loyer. Skira.
- Architectures Paris 1848-1914. Marrey et Chemetov. Dunod.

### MUSÉES

- Musée national des techniques. Avion de Clément Ader (1897), automobiles à vapeur, machines : 282, rue Saint-Martin (3°).

Conçu et réalisé par Bert McClure et Bruno Régnier. Avec la collaboration de Bernard Marrey, Marie-France Bishop et l'aide du département Diffusion de l'Institut français d'architecture.

© Photographie d'architectures à Paris. - LEAUME.



## L'élagage moderne

Prenent fait et cause pour les arbres abusivement élagués et maltraités dans les villes et le long des routes, nos lecteurs apportent plusieurs témoignages complétant le dossier présenté par Roger Cars dans le Monde Aujourd'hui daté 15-16 avril.

### Coupe au carré

Merci d'avoir abordé le problème de la taille des arbres dans Paris. J'ai assisté, pour ma part, à la taille des arbres de l'avenue de l'Observatoire (arbres plantés sur la rue, relevant donc de la voirie et non des parcs et jardins dont les pupilles sont à 5 mètres dans le jardin de l'Observatoire). Taille est un bien petit mot pour traduire une opération qui consistait à couper l'arbre en deux, tandis qu'une autre équipe armée de grands coupe-choux montés au bout de perches donnait de grands coups pour faire respecter l'alignement vertical. C'était, si je me souviens bien, en juillet 1982. En plein été (je suppose par quelque aberration administrative ou pour éviter les protestations du public)

et, de surcroît, au cours des quelques journées caniculaires que Paris a connues alors. Le but de l'opération était esthétique (un comble). Il s'agissait de mettre les arbres plantés sur la rue à hauteur de ceux du jardin. Il fallait rattraper 10, 20, 30 ans de retard, d'où un sectionnement par le milieu du tronc qui, selon les dires du conservateur du jardin du Luxembourg (Sénat) qui est voisin, laisse peu de chance à ces arbres de survivre et en fait, à court terme, des espèces de monstres impudiques et mutilés offrant leurs troncs chétifs aux intempéries.

JEAN-CHARLES ANDRÉ  
(Paris).

### Acharnement

L'arrachage systématique des arbres de nos routes a aujourd'hui à peu près cessé, car on a enfin reconnu que ce n'était pas leur présence, mais le comportement irresponsable de trop d'automobilistes — excès de vitesse, alcoolisme... — qui était la cause essentielle des accidents graves. Mais les technocrates n'ont pas pour autant déarmé et ont pris un peu partout leur revanche.

On n'élimine plus les arbres, on sectionne les fûts au-dessous du départ des branches maîtresses ; la route n'est plus dès lors qu'un triste ruban d'asphalte se déroulant à perte de vue entre deux rangées de troncs mutilés.

Les arbres, il est vrai, reforment peu à peu une tête, mais au lieu de la ramure naturelle caractéristique de chaque essence, ce ne sont plus que des touffes de feuillage d'une monotonie désespérante et, en hiver, des branches d'une raideur dépourvue de toute fantaisie. Le paysage routier n'existe plus.

De ce massacre des arbres, de plus en plus pratiqué par les services de l'équipement, le ministère de l'environnement s'est ému et a publié, en 1982, une plaquette condamnant avec le plus grand nettement l'élagage barbare. Peine perdue ! Dans le Midi toulousain en particulier, on continue à sectionner en haut du tronc des platanes parfaitement sains.

Pourquoi cet acharnement, d'autant plus absurde que l'administration commence à encourager la plantation d'arbres d'alignement au bord des routes départementales ? Selon les services de l'équipement, il s'agit avant tout d'une mesure de sécurité : éviter le risque d'accidents causés par des chutes de branches.

Argument fascieux quand on a affaire à des arbres sains, cette cause d'accident étant pratiquement inexistante, comme en témoi-

gnent les relevés de la gendarmerie. Ce sont au contraire les arbres brusquement élagués qui seraient plus dangereux, les nouvelles branches ne faisant pas aussi solidement corps avec le tronc que la ramure originelle.

L'équipement évoue aussi subir parfois la pression des propriétaires riverains qui se plaignent de l'ombre nuisible à leurs cultures. Et il allègue encore le manque de nacelles permettant d'accéder aux plus hautes branches et l'absence d'élagueurs formés à manier la tronçonneuse avec plus de doigté...

Mais ne faut-il pas chercher ailleurs la véritable raison de l'élagage « barbare » ? Le rapport sur l'état de l'environnement en Midi-Pyrénées, publié à l'automne dernier par le conseil permanent régional des associations d'environnement de Midi-Pyrénées, soupçonne à juste titre le système des « honoraires sur travaux », dont bénéficient entre autres les agents de l'équipement, de n'être pas étranger à bien des initiatives, non seulement sans utilité pratique, mais portant gravement atteinte à l'environnement.

Quelle aubaine, dès lors, que ce travail d'élagage de milliers d'arbres d'alignement, qui ne demande même pas la moindre étude préalable ! Et puis, quand des arbres en pleine force, des platanes en particulier, ont été décapités, il faut, pendant des années encore, émonder chaque hiver les rameaux adventifs qui jaillissent tout le long des fûts tronqués !

Décidément, le massacre du paysage routier coûte cher à la collectivité ; procurerait-il donc à certains une rente, à laquelle s'ajouterait encore, disent les mauvaises langues, un autre profit : la vente comme bois de chauffage des branches abattues ?

JEAN NIQUEUX  
(Toulouse).

### Nacelles

(...) Pourquoi ne pas se féliciter que des nacelles, des tronçonneuses, remplacent les échelles et les secateurs ? Car il faut aussi penser aux risques des bûcherons, à la peine des hommes qui, pourtant forts et courageux, ressentent la fatigue en accomplissant leur besogne.

### Les bosquets de Versailles

Je tiens à apporter le rectificatif suivant, usant de mon droit de réponse. Contrairement à ce qui est indiqué dans l'article : « Un métier sans fillet », je n'ai, Jean d'Amorville, aucune qualité pour superviser un domaine, à plus forte raison un domaine national.

Le terme « aménagement de bosquets » utilisé par votre journaliste n'a aucune signification quand on parle d'élagage.

M. d'Amorville ne s'est jamais heurté aux architectes des Bâtiments de France, avec qui il est appelé à travailler fréquemment, cela est tellement évident que, s'il en avait été ainsi, les uns et les autres auraient depuis longtemps rompu leur collaboration.

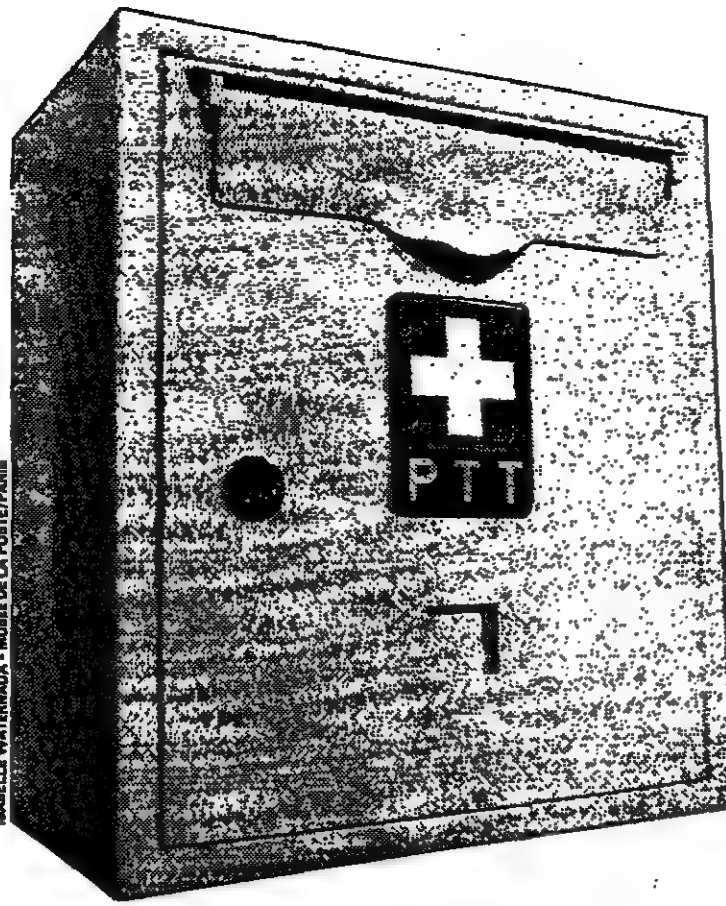
M. d'Amorville n'a jamais non plus tenu le propos : « Ils préfèrent nous voir tailler des arbres plutôt que de les couper (...) » Cette

phrase n'a aucune signification, en termes de métier, on ne parle jamais de couper un arbre, mais généralement, s'il est mort, on l'abat ou on l'arrache.

La relation de l'accident de la jeune Japonaise relative de l'imaginaire du journaliste rédacteur, tant elle constitue un tissu d'innexistantes. Le hêtre concerné n'ayant précisément pas pu « monter en graine en raison d'un boisement trop serré » puisqu'il s'agissait d'un arbre isolé.

En conséquence, M. d'Amorville réfute totalement les propos qui lui sont prêtés dans cet article.

[Nous maintenons les châtiments conçus dans l'article. Nous avons rapporté fidèlement les propos que nous a tenus M. d'Amorville, à l'issue d'une réunion du groupe de travail « élagage », au ministère de l'urbanisme et du logement. — R.C.]



Boîte aux lettres suisse (1970).

## Langage

### Bissextile vous-mêmes !

UNE lectrice (si, si, une vraie !) apprend par la radio, le 28 février dernier, que le lendemain sera un jour bissextile. Elle comprend, bien sûr, qu'il s'agit du jour supplémentaire des années bissextiles.

Mais elle se demande ce que viennent faire des siècles et des bissextiles dans cette affaire. Ce sextile, c'est un sixième en fraction ou un système dans l'ordre numérique ? Et un système de quoi ?

Ramonnons au déluge. Depuis qu'il y a des hommes et qu'ils comptent les jours, le mois est lunaire et l'année est solaire. Le premier est l'espace de temps durant lequel l'astre d'argent (beau style !) parcourt son cycle de croissance et de décroissance ; la seconde, celui durant lequel l'astre d'or accomplit de même son cycle, pour revenir à son point de départ.

Depuis toujours aussi, les astronomes et les administrateurs savent qu'il n'y a pas un nombre exact de mois lunaires dans une année solaire. D'où toutes sortes d'estuques imaginées pour rattraper ce décalage.

Jules César s'en mêla, voilà un peu plus de deux mille ans. C'est à lui que nous devons le calendrier julien, qui nous connaît un très grand homme d'État. Son bureau des longitudes démontre que la concordance lunaire-solaire pouvait être obtenue avec sept mois de 31 jours (les mêmes qu'aujourd'hui), quatre de 30, et un de 28 (toujours ceux que nous connaissons encore).

Le défavorisé fut février. Il avait été longtemps le dernier mois de l'année romaine : le mois des morts et des purifications, c'est-à-dire un mois triste (il l'est toujours) et néfaste. Tant qu'à être un mois aussi pénible, se dirent les Romains, autant le faire court. Février n'eut donc que 28 jours.

L'année de 365 jours ainsi constituée approchait de la concordance, mais n'y atteignait pas. Il s'en fallait d'un quart de jour manquant chaque année.

Qu'à cela ne tienne, rétorquaient les astronomes. Il suffira d'ajouter tous les quatre ans un jour à l'un des mois pour combler l'écart.

Fut dit, fut fait. Il ne pouvait être question d'ajouter ce jour sans sacrifier quelque chose à un dieu brutalement. Le premier jour du mois était celui des calendes ; à peu près celui de la nouvelle lune. Cette année (1984) par exem-

ple, la nouvelle lune « tombe » le 3 janvier, le 1<sup>er</sup> février, le 2 mars, le 1<sup>er</sup> avril et le 1<sup>er</sup> mai, le 30 mai et le 29 juin. Après quoi, cela ne marche plus aussi bien, et la nouvelle lune tombe dans les derniers jours du mois précédent.

C'est « en arrière » de ces calendes que les Romains comptaient les jours. Selon les mois, on parlait du 1<sup>er</sup>, du 1<sup>er</sup> ou du 17<sup>ème</sup> avant les calendes. C'est un peu comme si nous considérons le 24 avril comme le 7<sup>ème</sup> (jour) avant le 1<sup>er</sup> mai.

César et ses conseillers scientifiques décidèrent que le jour supplémentaire auquel février avait droit tous les quatre ans s'inscrirait le 24 ; c'est-à-dire pour eux le bis sextum (le 6<sup>ème</sup> jour) avant les calendes de mars.

Ce système (avant les) des calendes de mars était donc doublé. C'était un sixième « bis ». Ce serait pour nous un 24 février bis, et pour les Romains c'était le jour bis sextum Kal. Mart. Puis ce fut le bis sextum (le 6<sup>ème</sup> jour) avant les calendes de mars.

Ce bis sextum ne se perdît pas entièrement dans l'effroyable tourmente de la chute de l'Empire romain. Les moines et l'Eglise en conservèrent le souvenir. En latin bien sûr.

Ce n'est que très tard, après 1560 et l'édit de Villers-Corvantes, qui imposait un vocabulaire français aux administrations, que l'on traduisit cet *annum bissextilem* latin par notre année bissextile.

En fait, il y a abus de mots. Ce n'est pas l'année qui est bissextile ; cela n'aurait pas de sens. C'est le 29 février qui est un jour bissextile.

Ajoutons, pour prévenir des mises au point pertinentes et ironiques, que la logique voudrait un mois d'août de 30 jours (et juillet et septembre de 31) et un mois de février normalement de 29, et bissextilement de 30. Eh oui ! C'était ainsi jadis. Mais le mois de juillet, qui s'était longtemps contenté d'être quinquies, le 5<sup>ème</sup> de l'année romaine, fut rebaptisé Julius (le mois de Jules), en 44 avant notre ère, par de plats courtisans de César.

Moyennant quoi, des courtisans de l'empereur Auguste, de César successeur et neveu, rebaptisèrent Augustus (le mois d'août) le sextilis, le 6<sup>ème</sup> mois de l'année romaine. Enchantement sur les premiers, des courtisans encore plus plats persuadèrent Auguste que son mois ne pouvait avoir un jour de moins que celui de Jules. Ce jour (le fameux 31 du mois d'août), on le reprit à février, le mois néfaste, le mois pourri. Bien fait pour lui !

Et voilà mon écot payé pour quatre ans au moins. D'ici là...

JACQUES CELLARD.

### Le général oublié

Français libres, combattants, résistants et gaullistes n'ont rien contre Georges Pompidou, Mendès-France et Bertie Albrecht qui seront statufiés à Paris (le Monde du 10 mai), mais ils sont consternés et même indignés de voir s'organiser l'oubli du plus grand d'entre nous : le général Charles de Gaulle.

Il s'agit pour nous et en priorité d'honorer sa mémoire par un monument simple et de bon goût élevé place Charles-de-Gaulle, par exemple, sur le terre-plein à gauche des Champs-Élysées en montant, face à l'Arc de triomphe. Un emplacement qui ne pourrait être contesté par aucune commission des sites pour autant que les dimensions du monument restent modestes. Nous

suggérons une statue du général, en pied et en bronze avec sur le socle « Au général de Gaulle, 1890-1970, la France reconnaissante », avec le texte de l'Appel du 18 juin.

Certains ont laissé s'accréditer la légende selon la quelle le Général était opposé à toute statue. C'était vrai de son vivant, mais il n'y a qu'à relire son testament pour se convaincre qu'il n'y était pas opposé après sa mort. N'y a-t-il pas déjà à Paris une place Leclerc avec sa statue, une place De Gaulle avec sa statue, des effigies de Joffe, Foch, Clemenceau et j'en passe ? De Gaulle, lui aussi, appartient à l'histoire.

MARCEL ASSIMON  
(Cagnes-sur-Mer).

### Guimard retrouvé

Avec « l'architecture métallique dans le quartier de la Bourse », en pages centrales de ce numéro, le Monde Aujourd'hui continue la publication, une semaine sur deux, des promenades à thème dans Paris.

Le Monde a fait paraître dans son numéro daté 15-16 avril dernier, une « Promenade 1900 », autour de l'œuvre de Guimard. Initiative hautement louable et fort utile.

Sans vouloir jouer les vedettes, je tiens à vous signaler que je suis le

commissaire d'une exposition intitulée « Le XVI<sup>e</sup> arrondissement, mécano de l'Art nouveau », visible au Musée départemental de l'Osée à Beauvais jusqu'au 31 mai.

Un catalogue accompagne l'exposition, l'aboutissement de cinq années d'études approfondies sur le sujet.

GEORGES VIGNE  
(Boulogne-Billancourt).

### Le « bon » tableau des poisons

Dans l'article « Périls en la demeure » (le Monde Aujourd'hui daté 22-23 avril), la présentation du tableau concernant la conduite à tenir en cas d'intoxication pouvant prêter à confusion, nous le publions à nouveau ci-dessous :

PRODUIT	FAIRE	ATTENTION
Eau de Javel	Faire boire abondamment de l'eau pure	Ne pas donner de lait Ne pas faire vomir
Essence, pétrole, tri-chloréthylène	S'abstenir de tout geste	Ne pas faire vomir
Produits antirouille	Faire boire abondamment	Ne pas donner de lait Ne pas faire vomir
Décapants pour fours, déboucheurs lavabo, lessive lave-vaisselle	Faire boire abondamment	Ne pas faire vomir Ne pas donner de lait
Produits pour vitres, métaux, parfums, désherbateurs	Faire boire sucré, donner vitamine C	Ne pas faire vomir Ne pas donner de lait
D.D.T.	S'abstenir de tout geste	Ne donner ni lait, ni huile
Lessives	Donner du pain ou des gâteaux secs	Ne pas faire boire Ne pas faire vomir
Alcool à brûler	Faire vomir	Ne pas donner de lait

## Aux quatre coins de France

### Artisanat meubles

Aux meubles de style C. SEGALARD fabrication artisanale nœud massif tous modèles L. XIII, L. XV, rustique 46300 Le Vigean - Quercy  
Tél. (65) 41-92-12. Doc. c. 6 t. à 2 F.  
Exposé Foire de Paris 27/4 et 8/5/84.  
Artisans d'Art Bât. 7/2 Allée Y Stand 26.

### Vacances et loisirs

COTE D'AZUR DESO MENTON  
Maison CÉLINE-ROSE - 100 m², vue de mer  
Tél. (93) 24-20-21. Ouvert 9 h à 18 h  
Tél. : (93) 41-50-03  
Pavillon complet 60 m², 1984 : 150 F à 180 F TTC

### Cours et stages

#### STAGES D'EQUITATION

Tous l'année dans la forêt des LANDES (80 kms au sud de Bordeaux). Répétées par moniteur D.E. Promenades dans les Landes : 820 F par semaine. Prix spéciaux Comité d'Entreprises.  
CENTRE EQUESTRE de la PETITE-LEVY  
2 BELHÈZE, 40410 FISSOS.  
Tél. (50) 07-77-19 ou 07-76-31.

#### Produits régionaux

HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA  
Produit naturel de renommée millénaire Catalogue et tarif M. gratuits  
Demandé à SIE HÉLIOLEINE, B.P. 37  
SALON-DE-PROVENCE, 13652 Cedex

### Vins et alcools

SAUTERNE - 1<sup>er</sup> GRAND CRU  
« Châteaux La Tour Blanche »  
VENTE EN PRIMEUR  
MILLÉSIME 1983 - LIVRAISON 1986  
La bouteille 40 F T.T.C. - départ chai.  
BOULEVARD DE VITICULTURE ET OENOLOGIE,  
LA TOUR BLANCHE HOMMES, 33210 LANGON.  
Tél. : (56) 63-61-53.

CHATEAU LA TOUR DE BY  
Cru Grand Bourgeois du Médoc  
Bégadan, 33340 Lesparre Médoc  
Tél. : (59) 41-50-03  
Documentation et tarif sur demande.

CHATEAU DE BELCER  
Bordeaux Sup. - Côtes de Castillon  
33350 Les Salles-de-Castillon  
Les Côtes de Castillon,  
Une région à découvrir

CHATEAU RAMAGE LA BATISSE  
Cru bourgeois du Haut Médoc  
33250 SAINT-SAUVEUR-DU-MÉDOC  
20 000 amateurs en France  
autant à l'étranger

BORDEAUX SUPÉR. CUBIS FRANCO TTC  
66 l. : 1 002 F. Rge tab. 12 : 991.  
1 094 F. BELLLOT, ing., 33620 LARUSCADE.

BORDEAUX SUPÉRIEUR  
36 l., 1984 TTC 178 : 141 F. 197 : 116 F. R. ex :  
32 F. Tz. BELLLOT, ing., 33620 LARUSCADE.

De Raigne  
BORDEAUX CML-de-l'Arlay  
St-Ferré - 33580 MONTSEGUR

Découvrez parmi les Grands de Bordeaux  
Le châteauneuvien  
Vins de Graves rouges et blancs  
Vins de Graves blancs et rosés  
Région de Graves  
33210 LANGON. Tél. 05-42-52 et 05-38-14  
SANCERRE VINS AOC. Bernard BONNARD.  
Les Chailloux, route de Chavignol.  
18300 SANCERRE. Tarifs sur demande.  
Présent sur Foire de Paris  
Salon des Vins, stand 29, allée U



## Débarquement bis

La Normandie attend des milliers de touristes et de vétérans. Quarante ans après.

**« LES Reagan et les Mitterrand n'étaient pas là, le 6 juin 1944. Je n'aime pas tout ce cinéma. »** La mère Gondrée bongonne derrière ses fourneaux.

Par les croisées de son café-restaurant, la première maison libérée dans la nuit précédant le débarquement, elle surveille « son » pont : Pegasus Bridge, ouvrage capital franchissant l'Orne à l'extrémité ouest du « front ».

Il fut enlevé en trois minutes par les diables britanniques du Buckinghamshire light infantry bondissant de leurs planchers.

M<sup>me</sup> Gondrée n'oubliera jamais la nuit la plus folle de son existence, les tommies au visage noir faisant irruption dans son café. Les cérémonies qui vont marquer le quarantième anniversaire, ces souverains et chefs d'Etat en représentation, ces flonflons et ces discours l'agacent.

Dans son restaurant, où rien n'a changé hormis les murs tapissés de photos souvenirs, d'armes rouillées et de parachutes, les seuls clients qu'elle aime servir ce sont les vétérans qui, comme elle, n'ont pas be-

soin des officiels pour se souvenir.

« Ce sont toujours mes enfants », dit-elle. Et son œil s'attarde en apercevant l'un d'eux, John Hammond, deux fois blessé, quatre fois décoré, en train de se faire tirer le portrait devant la carcasse d'un char, de l'autre côté du pont.

C'est la première fois qu'il revient. Et peut-être la dernière, car ce vieux briscard a le poil blanc et la jambe molle. Mais quel pèlerinage sur ces 80 kilomètres de côte parsemée de blockaus, de monuments, de cimetières et de canons rongés par le sel.

Combien seront-ils cette année, ceux qui vont débarquer à nouveau ? On avance le chiffre de trente mille, venant en corps constitués et peut-être autant voyageant individuellement avec leur famille.

Américains, Britanniques et Canadiens, bien sûr, ceux qui ont laissé cinquante mille des leurs sur le terrain durant les soixante-dix sept jours de la bataille de Normandie. Mais aussi des Belges, des Néerlandais, des Polonais, des Tchèques, des Norvégiens, des Français, car toute l'Europe était là, brûlant de prendre sa revanche.

Les Anglo-Saxons ont été les premiers à se mobiliser. Il y a déjà trois ans qu'un tour-opérateur américain - l'un des plus importants des Etats-Unis - a fait la tournée des grands hôtels normands pour retenir ferme des centaines de chambres.

La presse a suivi. En un an, les services du tourisme ont vu défiler plus de cent-dix journalistes étrangers. Leur press-book grossissent de jour en jour.

Dernière coupure : un numéro spécial de quarante pages du *Porsmouth Evening News*. Le quarantième anniversaire de l'opération Overlord est un tel événement aux Etats-Unis que le président Reagan a jugé bon de franchir l'Atlantique. Histoire de commencer sa campagne électorale auprès des vétérans.

Tout se passe comme si Américains et Britanniques considéraient que la Normandie, dont la libération leur a coûté si cher, leur appartient un peu, désormais. Elle fait en-



tout cas partie de leur histoire. Les Normands le savent. Le reste des Français vont devoir en prendre conscience.

Chaque nation y possède son cimetière, enclave sacrée dont la France lui a laissé la disposition *for ever* : les Américains sur les 70 hectares de Colleville, les Anglais à Bayeux, les Canadiens à Revers, admirables nécropoles entretenues comme du gazon de golf.

Mais ils tiennent à faire davantage. La Royal Navy vient d'envoyer une équipe de matelots pour restaurer, à ses frais, une péniche de débarquement exposée au musée d'Arromanches. Des vétérans britanniques nettoient la batterie de Merville qu'ils ont conquise de haute lutte. L'administration américaine dégage la végétation qui englobait les ouvrages de la célèbre pointe du Hoc.

M. Thomas Greenhalgh, animateur britannique du musée de Pegasus Bridge, attend ses compatriotes de pied ferme avec la nouvelle relique qu'il vient de recevoir : un énorme canon braqué vers l'horizon. A l'autre bout du « front », le conservateur américain du musée de Sainte-Mère-Eglise va étonner les parus US en leur présentant sa dernière donation : l'un des Dakota - encore en état de voler - qui les larguèrent ici même il y a quarante ans.

Avec ces gaillards, les commémorations ne sentent pas la naphthaline. Les anciens héros de Pegasus Bridge comptent atterrir près du pont avec un planeur de l'époque. On a même déniché quelques survivants des rangers US assez alertes pour tenter à nouveau l'escalade de la vertigineuse falaise du Hoc. M. Harvey Hubble, ancien pilote de l'US Air Force, devenu milliardaire, arrive d'outre-Atlantique avec un bombardier et six chasseurs remis à neuf qui évolueront dans le ciel normand.

Pour ne pas être en reste, les fantassins et tankistes débarquent à Cherbourg le 4 juin aux commandes d'une véritable division mécanisée : quatre cents véhicules authentiques. Cette incroyable colonne, qui va parcourir la Normandie pendant une semaine, est le cauchemar de la gendarmerie. En respectant les intervalles ré-

glementaires, ses automitrailleuses et ses GMC s'échelonnent sur plus de 15 kilomètres.

La Normandie se met en quatre pour fêter l'événement. A vrai dire, elle ne sait où donner de la tête. Un Comité du débarquement, créé il y a des années et présidé par l'ancien ministre Raymond Triboulet, croyait pouvoir coordonner l'ensemble des cérémonies. Mais, pour des raisons de haute politique et de sécurité, chaque pays entend rester maître de ses affaires au mois de juin. Officiels français, policiers américains, militaires britanniques et canadiens, se croisent dans tous les sens.

De Cherbourg à Argentan et pendant trois mois, des dizaines de municipalités organisent de leur côté des dépôts de gerbe, défilés, expositions, inaugurations et vins d'honneur. Mais chacun pour soi. Il y a tant de manifestations qu'on a renoncé à en établir le catalogue.

Partout, on s'affaire à remonter les dunes, à dépolluer les quatorze musées consacrés à la bataille, à tondre les pelouses de trente cimetières, à ravalement les monuments et les dizaines de chars et de canons qui les encadrent. On récurer même les bunkers du mur de l'Atlantique.

Dans les boutiques, on empile les vieilles cartes de la bataille rééditées par Michelin, les nouveaux plans de l'Institut géographique national et les nombreux livres et guides qui fleurissent. Bien entendu, des torrents de tee-shirts, briquets, drapeaux, écussons, services de table et autres porte-clés vont s'étaler aux devantures.

Les souvenirs les plus attendus sont les modèles réduits des engins blindés des deux camps qu'une marque de jouets a fait fabriquer. De ses chaînes de montage établis à Oulins, dans l'Eure, sont sortis cent-soixante mille répliques dont l'exactitude est garantie jusqu'au poids du métal et aux marques d'unité.

« Avant même que nous ayons achevé nos séries, explique M. Jean-Claude Bucci, directeur de cette firme, les grossistes avaient tout acheté sur catalogue. La moitié de notre production part pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. »

On ne s'ennuiera pas en Normandie cet été. A Saint-Martin-de-Varreville, là où débarqua la 2<sup>e</sup> DB, des fans d'histoire militaire vont prendre la mer avec des engins amphibies de l'époque et, le 6 juin à l'aube, ils cingleront vers la plage.

Le 3 juin, l'aéro-club de Falaise reconstituera l'attaque d'un convoi allié de cinquante véhicules par une escadrille de Messerschmitt. Avec explosions, incendies et évacuations de « blessés ».

A Caen, c'est Yves Mourou qui a été mobilisé pour mettre en scène et pour présenter le lendemain un « spectacle militaire » auquel participent des contingents de six pays.

Une compagnie maritime qui voulait faire débarquer ses clients sur les plages y a renoncé, mais, durant toute la saison, elle les fera croiser au plus près de la côte de Ouistreham à Omaha Beach. Comme qui dirait, sous le feu des canons.

Les responsables du tourisme normand sont aller faire, dès l'an dernier, aux Etats-Unis, la promotion du quarantième anniversaire. Ils se frottent les mains. Après une amère période d'oubli et de récession, leur région, redécouverte à la faveur des « battle-field tours », va-t-elle reprendre l'une des premières places dans le tourisme national ?

Pas facile. « Les Américains voudraient tous descendre dans un Hilton avec vue sur Omaha Beach », explique M. Charles Barbier, directeur de l'office du Calvados. La Normandie ne peut pas leur offrir cela, mais trente mille lits dans des hôtels honorables et cent mille places de camping. Ce n'est pas suffisant. Des groupes seront logés jusqu'au Havre, Rouen et même Paris. Nous avons lancé un appel aux habitants pour qu'ils reçoivent des vétérans chez eux, gratuitement. Huit cents foyers ont répondu aussitôt. Les Normands n'oublient pas. »

Les Allemands non plus. Et ils seront là, eux aussi. Pas officiellement, bien sûr, mais en famille, par petits groupes discrets. Ils iront se recueillir sur leurs quatre-vingt mille tombes que l'on a regroupées en six im-

menses nécropoles. Plusieurs centaines d'autres sont restées dans des cimetières britanniques où les ennemis d'antan reposent côte à côte.

Rapprochement prémonitoire. Depuis quatre ans, grâce à l'entremise de M. Henri Levaufre, un historien amateur de Périers (petite ville de la Manche où se déroulèrent de furiex combats), les anciens de la 90<sup>e</sup> division US et de la 6<sup>e</sup> division allemande de parachutistes se sont retrouvés.

En Allemagne, d'abord. Avec beaucoup de réticence et d'émotion. Chacun avait en mémoire l'acharnement et parfois la féroce des engagements. La bataille de Normandie ne fut pas une guerre en dentelle : de part et d'autre, des prisonniers ont été passés par les armes.

Puis on s'est souvenu que le général von der Heydte avait renvoyé dans leurs lignes des infirmiers américains capturés avec un mot disant : « Vous en aurez sûrement plus besoin que nous. A charge de revanche. » Alors, un invalide de guerre américain osa tendre la main à ses ennemis d'autrefois. Depuis, on s'écrit et on se rend visite.

Cette année encore, seuls deux cents vétérans US participent officiellement aux cérémonies de Périers... mais ils adresseront un petit signe de reconnaissance à leurs homologues d'outre-Rhin qui seront présents, anonymes, dans la foule des spectateurs. On se réunira ensuite dans quelque foyer normand autour d'un verre de calva.

Ensuite, sans le crier sur les toits, les Allemands iront déposer une gerbe au cimetière américain, tandis que les Américains fleuriront les tombes allemandes.

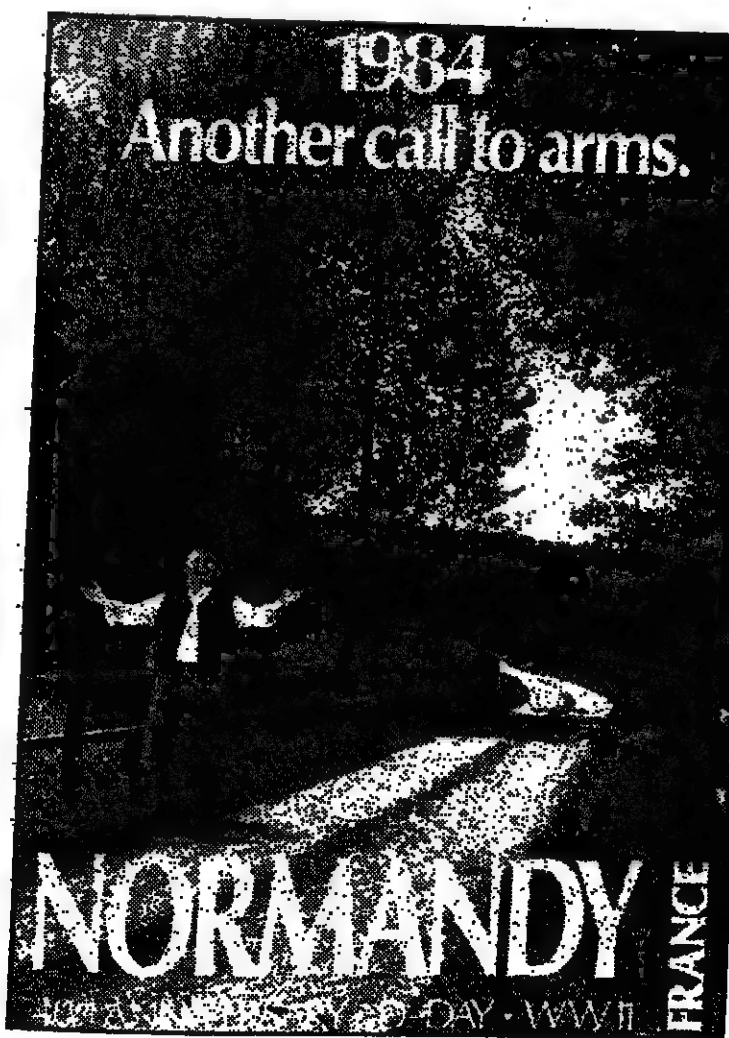
« Plus jamais ça entre nous. » Derrière la kermesse du quarantième anniversaire s'amorce une véritable réconciliation. Beaucoup la désirent : les ex-combattants, comme les civils français qui n'oublient pas qu'ils laissèrent dix mille des leurs entre les lignes. Tous souhaitent que la bataille de Normandie ait été l'un des ultimes épisodes de dernière guerre civile occidentale.

MARC AMBROISE-RENDU.

### Guide-éclair

**D'**EST en ouest, les sites à ne pas manquer : le village de Chambois et le monument de Montormel (derniers combats de la poche de Falaise); «Pegasus Bridge» et son musée (paras britanniques); la plage de Rive-Belle (premier commando français); le cimetière canadien de Revers; le belvédère et le musée d'Arromanches (port artificiel); la batterie de Longues-sur-Mer (artillerie allemande); le musée de Bayeux (toute la bataille de Normandie et quatre-vingts maréchaux en uniforme); le cimetière américain de Colleville; le musée de Vierville (la plage le 6 juin); la pointe du Hoc; la plage, les monuments et le musée d'Utah Beach (débarquement); monument et plage de Varreville (2<sup>e</sup> DB); le bourg et le musée de Sainte-Mère-Eglise (paras US).

Deux livres : *Guide des plages du débarquement*, par Patrice Roussel, Presses de la Cité. *Normandie 1944, Guide du champ de bataille*, par J.-P. Bénéteau, Ed. Heimdel.



Affiche réalisée gratuitement par une agence de publicité pour le 40<sup>e</sup> anniversaire : « 1984, un nouvel appel aux armes » veut dire aussi : « à nouveau bras ouverts ».



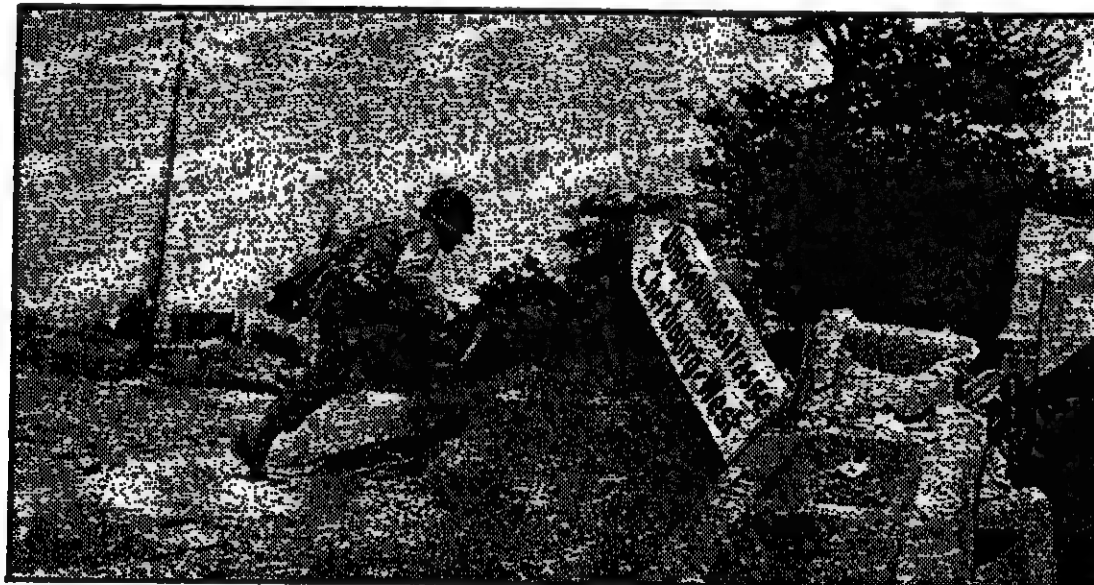
# Le débarquement *des troupes alliées en Normandie, le 6 juin 1944, sera commémoré cette*



Le photographe Robert Capa a suivi le débarquement du 6 juin 1944 et a accompagné les troupes de libération jusqu'à Paris.

Ci-contre et en bas à gauche, prisonniers allemands. Ci-dessous, avancée des soldats américains vers Cherbourg ; puis discussion entre un GI et des paysans normands. En bas, première cérémonie du débarquement, le 28 juin 1944 à Cherbourg, avec un discours du maire de la ville.

PHOTOS CAPA/MAGNUM





année avec faste. Depuis la guerre, de telles célébrations sont traditionnellement l'occasion d'affrontements politiques.



## Mémoire en bataille

**L**ORSQUE les peuples ont beaucoup souffert et beaucoup espéré, il leur reste à mettre en scène leurs souvenirs.

La commémoration arrache l'événement à l'usage prévisible de l'oubli. Elle le fixe dans l'histoire.

Pour les survivants, c'est la confirmation qu'ils n'ont pas luté en vain, mais aussi que la page est tournée. Un point final à l'épreuve.

Mais la commémoration est aussi la réécriture officielle de l'histoire, la mise au point de la version définitive des faits. Exalter tels héros, tels événements, c'est gommer tous ceux qui n'ont pas été retenus. Éliminer les interprétations tendancieuses ou simplement minoritaires. Proposer une seule lecture du passé : celle des triomphateurs.

Le choix des faits et des personnages à célébrer, des lieux de rassemblement, le protocole des cérémonies, le public visé... tout cela répond à des intentions précises.

Le sociologue Gérard Namer montre d'une façon très suggestive, dans son livre *Batailles pour la mémoire*, comment les commémorations de la Libération de Paris et de la victoire en 1944-1945 ont été un enjeu politique entre les deux grandes forces en présence : les communistes et les gaullistes.

Le premier acte de cette partie de bras de fer — d'août 1944 au 1<sup>er</sup> janvier 1945 — est dominé par l'influence des communistes. Les manifestations qu'ils organisent : au Val d'Hy, le 10 septembre ; au cimetière du Père Lachaise, en octobre, à Châteaubriant en souvenir des fusillés, le 22 octobre ; au Mont-Valérien, au cimetière d'Ivry et au fort de Vincennes, le 11 novembre, ont une signification claire : montrer que les communistes ont commencé la Résistance de 1940, et faire oublier l'attentisme dû au pacte germano-soviétique.

En janvier 1945, les communistes connaissent un échec dans leur campagne pour faire entrer Romain Rolland au Panthéon.

Le 2 avril, les événements prennent tonalité différente avec la cérémonie de la « remise des drapeaux », imaginée par le général de Gaulle pour fêter l'armée nouvelle. Cette journée a été divisée en deux parties : la matinée est consacrée à l'armée, qui défile des Invalides à la Concorde ; l'après-midi à la libération de Paris, place de l'Hôtel-de-Ville. Ainsi est symbolisée la synthèse entre les différentes composantes de la libération de la capitale.

Si cette représentation peut satisfaire gaullistes et communistes, la journée par elle-même est dominée par la personnalité du général de Gaulle, qui, observe Gérard Namer, amorce à cette occasion une interprétation de l'histoire à laquelle il ne cessera de se référer : la victoire de 1944 est l'aboutissement d'une guerre de trente ans commencée en 1914 et brillamment conduite par l'armée française. De Gaulle se veut le digne successeur de Foch et de Clemenceau et rejoint, par-delà le siècle, la lignée des grands chefs de guerre de la France éternelle, de Jeanne d'Arc à Napoléon.

Tout au long de l'année 1945, les Parisiens seront conviés à une cascade impressionnante de commémorations : trois, en mai, le 18 juin sur les Champs-Élysées, le 2 juillet à Versailles, le 14 juillet et en août pour fêter la libération de

Paris, le 11 novembre... sans compter la joie spontanée de la journée de la Victoire, le 8 mai, qui, elle, n'avait été organisée par personne...

Toutes ces manifestations — qui finissent par lasser les badauds les plus enthousiastes — sont autant de jellons dans la « bataille pour la mémoire » que se livrent les deux grandes forces historiques du moment.

Les communistes exaltent la guerre populaire, héritée de la Révolution française et du Front populaire et tentent de relier le souvenir des luttes passées aux revendications politiques et syndicales de l'après-guerre. Ils cherchent aussi à donner aux manifestations un caractère détendu, bon enfant, pour bien montrer que la guerre est finie et qu'une vie nouvelle attend les Français, pour peu qu'ils soutiennent les propositions du parti.

Les gaullistes, au contraire, célèbrent l'héroïsme de l'armée et la grandeur de la France, insistent sur le sacrifice et les épreuves endurées par la nation, cherchant à frapper les esprits par des démonstrations impressionnantes.

La dramaturgie commémorative élaborée par le général de Gaulle a évidemment pour objet de montrer que les gaullistes ont été les principaux — sinon les seuls — artisans de la victoire (on oublie, par exemple, soigneusement de mentionner que la capitulation du général allemand gouverneur de Paris von Choltitz a été remise au colonel Rol-Tanguy en même temps qu'au général Leclerc).

Mais elle vise aussi à effacer de l'histoire le souvenir de l'attentisme des Français pendant la guerre, du vichisme et de la collaboration. Elle officialise une représentation héroïque et rassurante de la France en guerre, qui sera reçue sans contestation pendant les trente années qui suivront. Les communistes, de leur côté, font tout pour qu'on oublie l'attitude du parti de 1939 à 1941.

En mettant solennellement l'accent sur les combattants de l'armée française, les commémorations rejettent aussi dans les ténèbres de l'histoire les prisonniers et les déportés raciaux. Ces derniers devront attendre 1982 pour qu'un monument du souvenir leur soit consacré.

Malgré l'effort des grands dramaturges à commémorations, le souvenir de 1945 a mal résisté à l'épreuve du temps.

Sans doute trop d'arrière-pensées, d'amertume ou simplement d'indifférence étalonnées associées au souvenir d'une victoire qui — contrairement à celle de 1918 — n'était pas, d'abord, française.

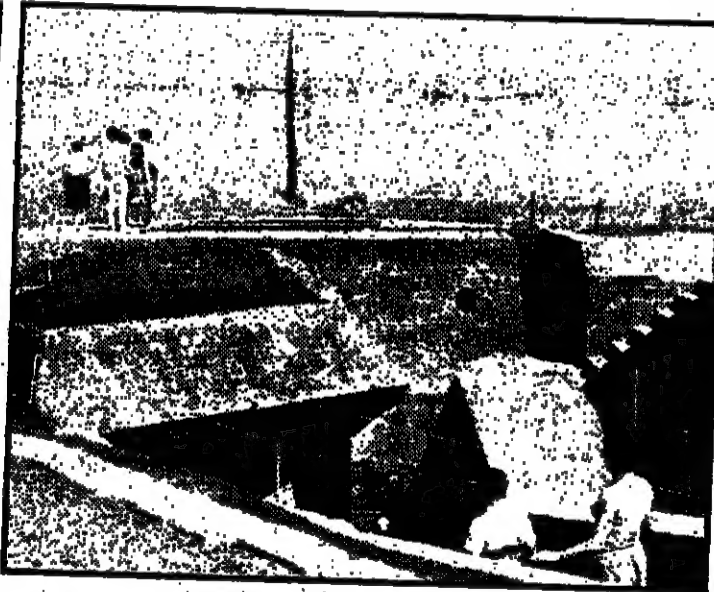
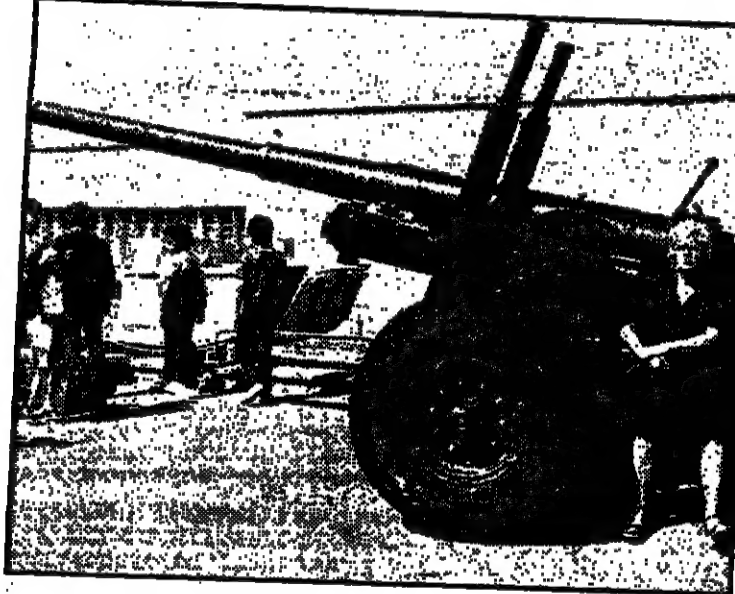
Lorsque Valéry Giscard d'Estaing, croyant traduire les désirs des Français, voulut supprimer la commémoration de la Victoire le 8 mai, il déclencha une indignation inattendue. C'est que, même s'il n'y croit plus trop, un peuple n'aime pas qu'on le prive de ses souvenirs.

Les traces du passé ont quelque chose de sacré. Et l'histoire prouve abondamment que les faits révolus sont comme ces objets vieillissants qu'on met dans son grenier mais qu'on sers content un jour de retrouver.

Il ne faut pas détruire les souvenirs de l'histoire. Ils peuvent toujours resservir.

FREDERIC GAUSSEN.

\* *Batailles pour la mémoire. La commémoration en France de 1945 à nos jours*, par Gérard Namer. Ed. Payot, 213 p., 89 F.



PHOTOS JEAN-CLAUDE FROBENIUS



La Normandie quarante ans après : ci-contre, table d'orientation présentant les différents points de débarquement, à Omaha Beach. Ci-dessus, la pointe du Hoc à Arromanches. En haut, Utah Beach.



## L'atout-câble

600 kilomètres de réseau à Metz. Mais pas assez de programmes.



EN dix ans de batailles successives, l'expérience du câble à Metz a souvent pris l'allure d'un parcours du combattant. La question s'est posée à la municipalité dès 1972 au travers d'un problème d'urbanisme. Il s'agissait de prévoir l'équipement de lotissements pavillonnaires en construction. Allait-on les faire bénéficier de la même antenne collective qu'un quartier voisin ? Face à un vide juridique, la municipalité a exploité d'autres voies, notamment sa candidature pour participer au programme expérimental de la SFT (Société française de télédistribution), société d'économie mixte réunissant les PTT et l'ex-ORTF. Sept villes avaient été retenues pour ce projet : Rennes, Metz, Nice, Créteil, Cergy-Pontoise, Grenoble et Chamonix. Elles devaient toutes avoir leur réseau câblé.

En 1974, un coup d'arrêt brutal a été donné au développement du câble. Metz a néanmoins décidé de faire front, sans résultat, jusqu'en 1977, où, en septembre, la parution d'un décret concernant la télédistribution a permis à la municipalité de ressortir son dossier : appel d'offres, signature, en avril 1978, d'une convention et premier coup de pioche en février 1979.

A cette époque, le choix du matériau (câble coaxial en cuivre ou fibre optique) n'a pas engendré de grands débats. Seule la première technique était pleinement opérationnelle. La structure arborescente du réseau était automatiquement retenue. Le décret de septembre 1977 ne permettait que la distribution de chaînes existantes, déjà reçues localement par voie hertzienne, ce qui était le cas à Metz pour les télévisions belge, allemande et luxembourgeoise.

Aujourd'hui, chacun, tant du côté de la société d'exploitation (CENOD et Cie) que de la mairie, reste satisfait des choix opérés, pour deux raisons principales : « Le coût de la mise en œuvre d'un réseau câblé est de cinq à vingt fois supérieur pour la fibre optique par rapport au câble coaxial », affirme M. Jean-Marie Rausch, sénateur et maire de Metz, tout en soulignant : « Le câble coaxial est également

techniquement intéressant. Il permet notamment la diffusion de cent programmes télévisés, ce qui n'est peut-être pas une limite supérieure. »

Pour le maire de Metz, l'existence d'un réseau câblé répond à un triple objectif : accroître le choix des téléspectateurs messins, leur offrir une réception de meilleure qualité et donner à la ville une image dynamique sur le plan commercial et industriel. La venue de trois sociétés informatiques (dont Apple, qui inaugure ce mois d'avril, à Metz, son centre français de recherche en logiciel, avec quarante ingénieurs) est, selon M. Rausch, la résultante de l'action municipale. L'existence du réseau câblé représente un élément moteur pour l'activité industrielle. « Il nous faut le maximum d'atouts dans cette période de transition industrielle pour négocier avec succès le virage technologique que nous abordons », affirme M. Rausch.

Le périmètre concédé pour trente ans par TdF à CENOD et Cie, filiale du groupe Philips créée pour mettre en œuvre l'expérience messine, couvre trois communes : Metz, Plappeville et Saint-Julien-lès-Metz. Aujourd'hui, quelque 600 kilomètres de câble coaxial en cuivre sur les 800 prévus sont déjà tirés. Au total, 33 415 logements sont raccordés, soit 68 % du parc existant. Malgré une croissance régulière du nombre des abonnés (7 700 en mars 1984), le taux de pénétration reste faible (21 %), entraînant un déficit d'exploitation plus important que prévu.

A ce rythme, la rentabilité de l'opération ne sera pas assurée avant dix ou quinze ans. CENOD et Cie a pris totalement à sa charge l'équipement et l'entretien du réseau, un investissement de 60 millions de francs (45 % pour le matériel, 55 % pour la pose). Le prix de revient d'une prise oscille entre 1 500 et 2 000 F, tandis que l'abonnement annuel est fixé à 565 F. Il permet de recevoir actuellement dix chaînes de télévision (trois françaises, deux belges, trois allemandes et deux luxembourgeoises) et quinze programmes en modulation de fréquence.

Cette programmation limitée est sans doute l'une des raisons essentielles du faible taux d'abonnement. Les téléspectateurs messins, qui reçoivent déjà par voie hertzienne tous ces programmes, ne font, en s'abonnant au câble, que l'économie d'une antenne collective et d'un téléviseur multi-standard. La municipalité de Metz comme le concessionnaire du réseau cherchent aujourd'hui à augmenter le nombre d'abonnés en accroissant l'offre de programmes sans trop alourdir le prix de l'abonnement.

En attendant que le réseau puisse capter et retransmettre des programmes transmis par satellite, on songe, à Metz, à

créer rapidement trois services locaux. Mais les récepteurs de télévision actuellement en service ne peuvent sélectionner que douze canaux. Pour passer à quinze sur un réseau en câble coaxial, il faut que l'abonné s'équipe d'un nouveau sélecteur. La société CENOD et Cie étudie donc une formule d'abonnement à la carte qui permettrait de ne pas augmenter l'abonnement pour les personnes ne souhaitant pas bénéficier de services supplémentaires. Avant de prendre sa décision finale, la municipalité attend les conclusions d'une étude menée par la mission interministérielle TV-câble.

JEAN-LOUIS THIS.

## Médias du Monde

### Presse franco-italienne

Le groupe de presse Hachette-Filipacchi et les éditions Rusconi de Milan viennent de signer un accord destiné au développement réciproque de la diffusion de certaines publications éditées par l'un ou l'autre.

Une première société va être créée à cet effet en France, dont le capital sera réparti entre le groupe de presse Hachette (51 %) et le groupe Rusconi (49 %). Cette société assurera l'exploitation des revues *Décoration internationale*, *Femmes et Mariages*, éditées actuellement par Rusconi. Une autre convention a été conclue pour le lancement en Italie par le groupe Rusconi de certaines publications - non encore désignées - éditées actuellement en France par les groupes de presse Hachette et Filipacchi, dans le cadre d'une société dont le capital sera réparti entre le groupe Rusconi (51 %) et les groupes de presse Hachette et Filipacchi (49 %).

Il pourrait s'agir de titres féminins (*Elle*, *Confidences*, *Vital*) ou spécialisés (dans la vidéo, par exemple).

### USA : les malheurs du vidéodisque

La première victime du « boom » des magnétoscopes aux Etats-Unis aura été le vidéodisque. RCA a renoncé à produire ses lecteurs CED, dont la fabrication s'arrêtera à la fin de l'année 1984. Il est vrai que ce type de vidéodisque à lecture mécanique, capable seulement de montrer des programmes préenregistrés, ne pouvait pas longtemps soutenir la concurrence avec le magnétoscope, de moins en moins cher et de plus en plus performant (haute-fidélité, stéréophonie). Il faut noter d'ailleurs que RCA est un des plus gros vendeurs aux Etats-Unis de magnétoscopes fabriqués par le japonais Hitachi.

Le renoncement de RCA, qui coûte la bagatelle de 380 millions de dollars, inquiète les quelque 500 000 propriétaires de vidéodisques CED. La firme a annoncé qu'elle continuerait à produire des disques pendant au moins trois ans. De son côté, la filiale

disque de CBS, qui édite aussi des titres pour le vidéodisque CED, estime que le marché est suffisant pour continuer à presser des enregistrements. Il y a environ 1 300 titres au catalogue CED, vendus à un prix variant entre 15 et 25 dollars.

L'abandon du vidéodisque à lecture mécanique ne devrait pas avoir de conséquences directes sur ses deux concurrents : le vidéodisque magnétique VHD du japonais JVC et le laser-vision à lecture optique de Philips et Sony. Plus coûteux mais plus sophistiqué, le laser-vision a été vendu à 100 000 exemplaires aux Etats-Unis depuis son lancement. Sony vient de le commercialiser au Japon, et Philips, qui l'a déjà lancé en Angleterre, le mettra en septembre sur le marché français. Pour le moment, le vidéodisque à lecture optique intéresse surtout les utilisateurs professionnels et institutionnels pour ses possibilités d'interactivité. Ainsi, 50 000 appareils ont été achetés pour commercialiser le nouveau jeu vidéo d'arcade « Dragon's Lair ».

Quant au vidéodisque VHD, il n'a pas, pour le moment, dépassé les frontières du Japon, où 85 000 exemplaires ont été vendus.

### Espagne : vers la télévision privée

« Il y aura la télévision privée, et c'est ce gouvernement qui va la faire. » Cette déclaration de M. Felipe Gonzalez, chef du gouvernement socialiste espagnol, a surpris. Le parti socialiste ouvrier espagnol n'avait-il pas inscrit la défense de la télévision publique dans son programme électoral pour les élections d'octobre 1982 ? Le débat sur la télévision privée est en cours depuis plusieurs années. En 1981, le gouvernement centriste de M. Leopoldo Calvo Sotelo avait déjà songé à autoriser la création de stations privées, mais les Partis communiste et socialiste s'y étaient alors opposés. L'Espagne a actuellement deux chaînes nationales publiques et une troisième chaîne dépendant des administrations régionales.

## Profs et journalistes

Deux pages sur l'éducation dans les Informations dieppoises.

TOUTS les quinze jours, les lecteurs des Informations dieppoises ont droit à deux pages sur l'éducation. La présentation, le ton des articles tranchent avec le reste du journal lu dans les foyers de la région de Dieppe. Sans doute parce que les rédacteurs de ce petit supplément magazine ne sont pas journalistes.

Dieppe, un soir, dans l'appartement de Thierry. Sans protocole, autour d'une table basse, il y a là Pascal, prof de lettres dans un collège, Rosemonde, assistante sociale, Samuel, éducateur. Thierry et sa femme sont enseignants. Lui de sciences, elle de français. On attend un retardataire, Jacques, journaliste aux Informations dieppoises, le bihebdomadaire local. « Il doit y avoir un conseil municipal... On commence. »

Pascal sort de sa serviette une liasse de documents et énumère des sujets, le ton interrogateur : « Des élections aux conseils de parents d'élèves... un prof du collège de Yerville qui fait des cours en caïchois... une expérience de notation d'un devoir de français d'une troisième par plusieurs correcteurs... J'ai une anecdote : le père d'Ulysse, la BD, est prof... » Chacun consulte et soupèse les propositions.

Voilà plus d'un an que le petit groupe se réunit très régulièrement pour préparer et boucher le magazine « Apprendre, à laisser » qui paraît dans les Informations dieppoises. Quatre pages mensuelles puis bi-mensuelles consacrées à l'éducation sous tous ses aspects. L'idée avait germé dans l'esprit de Pascal Bouchard à la suite d'une expérience menée avec une classe de troisième et un ami journaliste, Jacques Chenivess. Ils avaient réalisé pour les Informations dieppoises un reportage sur la justice à Dieppe, son fonctionnement, ses difficultés. L'expérience avait réussi, non seulement par son caractère pédagogique, mais aussi parce qu'elle avait convaincu l'enseignant et le journaliste à l'écoute des réactions que « les fossés entre les enseignants, l'administration, les parents, s'ils ne se creusaient pas, ne se comblaient pas non plus ». D'où l'idée d'un magazine « à l'échelle de la région et des moyens disponibles », utilisant un support naturel, le journal local.

Avec une équipe constituée dans le réseau des relations professionnelles et des amis, Pascal Bouchard démarre. La première livraison paraît dans l'édition du 3 novembre 1982. Au sommaire, « La grande séduction des ordinateurs »,

« Pourquoi faire des maths ? », « L'école et le musée de Dieppe ». Et l'aventure a continué avec une régularité étonnante pour les sceptiques et avec les sujets les plus divers : des lycéens parlent de leurs camarades d'un lycée d'enseignement professionnel voisin, le cas typique d'échec scolaire, les coups de patte aux institutions et à l'administration, avec une volonté de « ne pas doubler l'édition générale du journal », mais d'y apporter « un œil éducatif ».

Depuis novembre 1982, les têtes ont bien évidemment changé dans l'équipe du magazine. Le « milieu enseignant » ne s'en est pas approprié le contenu, et l'ouverture vers d'autres horizons professionnels que ceux de l'éducation nationale a presque réussi. Rosemonde, assistante sociale en milieu rural, trouve « bien intéressant d'écrire sur l'enseignement, ce monde fermé, d'un œil critique et rigoureux, un peu plus tonique... ». Mais, pour Thierry, réaliser le magazine permet « de pondérer son discours par rapport à son rôle de prof ». Quant à la collaboration « critique » et locale des syndicats d'enseignants ou des organisations de parents d'élèves, elle n'a jamais dépassé le stade de la méfiance, réaction attendue par les initiateurs du projet.

Ce soir-là, lorsque Jacques arrive, la conversation s'anime autour du choix de présentation de l'article sur la notation. Samuel défend sans désespérer la publication complète du tableau des quinze notes attribuées aux vingt-six copies. « pour que l'information soit rigoureuse », Jacques est formel : « Impossible, ce serait illisible et ça prendrait trop de place. On n'a que deux pages... » Lui-même écrit rarement dans le magazine, mais il assure le secrétariat de rédaction. Les réunions, il les suit autant par conviction et amitié qu'en tant que rédacteur des Informations dieppoises. Il commente pourtant l'expérience avec une pointe d'amer-tume : « Dans le genre de journal comme le mien, il y a rarement de place pour l'humour, alors... »

Rédacteur en chef des Informations dieppoises, Pierre Verbracken dit « laisser une totale liberté » à l'équipe de « Apprendre, à laisser », même si « les lecteurs ne font pas la différence avec le reste du journal ». Et il ajoute : « J'ai pris à mon compte des choses que je n'aurais peut-être pas écrites. Je regrette de ne pas pouvoir, dans tous les domaines, être aussi libre. »

ETIENNE BANZET.

هكذا من الأصل







Kiosque

# Saint Rock

**P**OUR qui n'est pas branché, la vie n'est pas simple. On a l'impression de vivre sur une planète hostile où des petits hommes de toutes les couleurs parlent en gesticulant un langage fait d'onomatopées monosyllabiques : hip-hop, look, fun, hard, plan, rock, punk, cool, smurf. *And so on...* A quand le recyclage des débranchés, les stages de reconversion pour largués du vidéo-clip et archaïques du gramophone ? A quand une pédagogie pour les ringards qui sont toujours en retard d'une mode ?

Grâce au *Point* les choses s'éclaircissent un peu. Il y a trente ans que le rock règne sur terre, il est bien temps de récapituler.

Un jour de juillet 1954 un camionneur de Memphis (Tennessee) enregistre un disque pour l'anniversaire de sa maman : il s'appelle Elvis Aron Presley. En 1984, un jeune homme extraterrestre fait danser la planète et valser des millions de dollars : il s'appelle Michael Jackson. Entre ces deux idoles trois fois dix années de folies, de succès fulgurants, d'oubli tragiques, de héros durables ou vite fatigués. Trente ans ponctués de mille milliards d'accords grattés sur des millions de guitares, des déluges de paroles sans conséquences, des amoncellements

de microsillons, des cataractes de décibels, des tonnes de sueur dépensées sur des milliers de scènes. Des cheveux courts, puis longs, mi-courts, mi-longs, colorés, décolorés, ou plus de cheveux du tout. Des morts. Dont John Lennon qui s'était écrit : « les Beatles sont plus célèbres que le Christ ! »

C'est, comme dit le *Point*, « l'incessant ballet des étiquettes (...) le mot rock lui-même se perd dans les sables de la nostalgie ». Il y aura eu la pop music, le reggae, le disco, la musique « soul », le funk, le hard, les punks et les post-punks, les hippies, les baba-cools, le new wave, le clean, le clan, le quoi encore ?

On s'y perd et on se disperse. Le rock, écrit Jean-Claude Loiseau, autrefois formidable instrument de rassemblement, cultive désormais la différence, dans un foisonnement de tendances, de courants et d'influences, comme le christianisme éclatant en mille sectes, hérésies d'un jour, ou églises d'un canton. Au fond, c'est bien comme la religion : on nous change le rock. Et l'on voit ceux qui, il y a vingt-cinq ans, se bouchaient les oreilles et haussaient les épaules décréter aujourd'hui, dans les dîners en ville ou les conseils d'administration, que « Johnny, ça oui, c'est un professionnel » et

qu'ils l'ont toujours dit. Ou pleurer en retrouvant au fond d'une vieille armoire un quarante-cinq tours des Twins acheté vers 1959.

Ces nostalgiques expliquent à leurs enfants que, de leur temps, le rock c'était du rock et pas de la guimauve. Comme ces intégristes qui en tiennent pour la messe en latin de leur jeunesse.

N'empêche, Michael Jackson est là, sur son trône : « 240 millions de dollars, c'est le chiffre d'affaires réalisé avec son dernier album, *Thriller* » (le *Point*) ; « les ventes de disques de Michael ont battu tous les records établis depuis l'invention du microsil- lon » (France-Soir Magazine) ; « *Thriller* s'est vendu, pour le moment, à dix-huit millions d'exemplaires aux USA. Et deux dollars pour Michael sur chaque disque » (Révolution) ; « le clip de *Thriller* est en vente. La cassette dure une heure et contient un reportage sur le tournage : scènes de maquillage, répétition des ballets, interviews... L'idole dit même quelques mots. Tout ça pour 300 F » (Voir).

Il y a bien une explication à ce succès ? Plusieurs. Pour Alain Soral, coauteur d'un livre intitulé *Mouvements de mode expliqués aux parents*, interviewé par France-

Soir Magazine, Michael Jackson a su « associer la tendance noire américaine funky de James Brown ou de Marvin Gay, fondée sur la qualité du rythme, à la tendance blanche anglaise new wave, dont l'inspiration est plus mélodique (...). Il a intégré deux cultures opposées et les deux traditions musicales les plus populaires de notre époque » alliant « une sensualité animale et une sensibilité cérébrale ».

Et notre expert de continuer : « Michael Jackson est un mutant solitaire, précurseur d'un métissage parfait parce que universel, la nouvelle race d'après les races en quelque sorte. Les enfants d'aujourd'hui n'ont pas de blocages par rapport à une société mélangée : elle est leur univers et Michael Jackson préfigure ce qu'ils imaginent comme un avenir idéal ».

C'est le côté positif de la chose. Mais rien n'est jamais tout blanc ou tout noir. Révolution, l'hebdomadaire du PCF, a une autre analyse. « Tout le monde a beau savoir désormais que M. Jackson est un vieux du show-biz, en piste depuis ses cinq ans, qu'il s'est fait refaire le visage, décreper les cheveux, éclaircir la peau, bref qu'il s'est minutieusement construit pour, enfin, atteindre

le public blanc, ça n'empêche pas la légende de l'enfant innocent et pur de prendre (...). Horreur, horreur. La grande réunion, le consensus, fraternité jacksonienne, plus de cliques, plus d'extrêmes, plus rien qui divise ou fasse mal. Populaire ? Vous voulez rire ».

Allons bon ! On commençait à s'y faire. Les enfants vous avaient finalement converti au jacksonisme. Des tentatives de smurf s'ébauchaient grotesquement dans le salon, et voilà la récompense de ces efforts : l'ambiguïté ! C'est à désespérer, surtout si l'on songe que le *Wall Street Journal* lui-même, cité par le *Point*, pince moralement le nez : « Nos lecteurs peuvent assurément se demander si les marxistes n'ont pas raison de juger irréversiblement injuste une société qui assure à un homme un tel revenu pour quelque soixante minutes de chansons ». Du *Wall Street Journal* à Révolution, quel front du refus pour des enfantillages !

Que faire ? Boudier le succès quand les jeunes Soviétiques eux-mêmes rivalisent de débrouillardise, si l'on en croit les *Nouvelles*, pour se procurer frauduleusement les impédiments de nos modes musicales et rythmiques, du walkman aux baskets, du magnétophone

stéréo aux disques de Michael Jackson ?

Le virus du rock et son rituel ont gagné tous les pays, tous les Bruno Petit, de Nevers, que France-Soir Magazine a rencontré et qui serait à notre temps ce que le père Duval fut à un autre : « L'abbé Petit s'attaquera à l'Olympia le 21 mai. Il débarquera sur la scène chevauchant sa Kawasaki et revêtu de cuir. Un grand moment de l'histoire (sainte) que l'abbé prépare, en vrai professionnel dans le séminaire où il est directeur... même si le silence est parfois troublé par les miaulements de sa guitare électrique et de la sono qu'il a installée dans la bibliothèque ».

Jusqu'au pape — oui, le pape ! — que le *Nouvel Observateur* décrit ainsi sous la plume perfide de Marcelle Padovani : « Il faut le voir au coucher du soleil, lorsque les derniers rayons obliques caressent les colonnades du Bernin, sortir par la grande porte de la basilique, vêtu de mauve pâle, entouré de gardes suisses en jaune et illuminé par vingt spots dissimulés derrière les statues ! C'est ainsi, par l'image, que le pape polonais espère porter l'Evangile aux païens de la civilisation industrielle, à la fois déchristianisés et sévres de spectacles ».

Saint Elvis, priez pour nous !  
BRUNO FRAPPAT.

Défilé

# Les belles mirlitaires

**L**en est des présentations de la mode militaire comme des défilés de grands couturiers. De telles manifestations attirent des spectateurs de qualité et la démonstration s'achève sur ce qu'il est convenu d'appeler le « clou » de la collection.

Dans l'armée de terre française, ces usages ont été respectés. Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, n'a pas hésité à se déplacer, vendredi 27 avril, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), pour se faire présenter les dernières créations en matière d'habillement militaire. Le défilé des mannequins comportait la non moins traditionnelle présentation de la tenue de gala, pour les femmes en uniforme, à l'instar de la « robe de la mariée » qui clôt la messe chez les grands couturiers.

Mais là s'arrêtent les similitudes entre les deux types de cérémonie. Les différences commencent avec la nature de

la clientèle. Les collections civiles séduisent les plus fortunées, libres de suivre ou non les fantaisies vestimentaires de leur couturier attitré. Dans l'armée, discipline oblige : les femmes-soldats, comme les hommes, doivent revêtir la création d'autrui. Sans hésitations ni murmures. Qu'elle leur plaise ou non, qu'elles aient ou non l'envie de la porter.

On a cependant imaginé d'associer la clientèle en la consultant, avant toute décision définitive, pour éviter les éventuels mauvais choix. Mais, des goûts et des couleurs, on ne discute, et rien ne dit que les créations retenues en fin de compte reçoivent l'assentiment général.

C'est une commission dite « de la tenue », réunissant des personnes jugées représentatives de la population à habiller et présidée par le numéro deux de la hiérarchie militaire (en la circonstance, le major général

de l'armée de terre), qui entérine ou non les modèles adaptés à partir de ce que le commandement a trouvé dans le commerce, au hasard de ses découvertes et selon les besoins propres aux armées.

La consultation réserve parfois des surprises : à parler chiffons, on hésite beaucoup, on tergiverse, on prend son temps, et il n'est pas rare que la commission se contente de commander des études complémentaires.

De ces hésitations, la clientèle s'émue, pressée qu'elle est, souvent, de disposer de la nouvelle tenue, de la dernière coiffure à la mode. Pour être femme-soldat, on n'en est pas moins coquette, et les hommes, aussi, aspirent au changement.

En témoigne l'histoire de la tenue de gala pour femme, cette « robe de curée » — comme on l'a appelée, — longue et sombre, dont la conception est inspirée de Balmain et qui fut adoptée en 1978 (notre

première illustration). On parle déjà de la remplacer. En témoigne, encore, l'histoire de la nouvelle coiffure, baptisée « Postillon », à partir d'une création de la maison Fougère, et approuvée, en novembre dernier, par la commission de la tenue pour apparaître, dès cet été, dans les manifestations officielles et commencer à être généralisée en octobre prochain (notre deuxième illustration).

« Postillon » a ceci de particulier qu'il remplace le modèle « Marquis », un « bibi » lancé en 1977, peu porté, et qui n'a pas réussi à détrôner le bérêt.

Si du temps s'écoule entre les premières discussions autour d'un modèle et sa distribution aux personnels militaires, on le doit généralement au double fait qu'il faut, d'abord, écouler les stocks existants — le commissariat de l'armée de terre manipule jusqu'à 3 900 000 mètres de

tissus toutes catégories par an — et qu'il faut, ensuite, mettre les nouveaux produits à l'essai avant de les placer sur le marché.

C'est précisément le cas pour le chandail type « Commando » (notre troisième illustration).

Durant quatre à cinq mois, dix mille militaires ont, sur le tas, expérimenté ce chandail — laine et chlorofibre, un produit synthétique de Rhône-Poulenc — dont la maille se prête aisément au port par la femme ou par l'homme et qui a l'avantage de ne pas souligner les formes du corps.

Un produit « unisexe », de forme ample (six à huit tailles différentes) et renforcé aux épaules et aux coudes. Les jeunes appelés, au ventre plat, s'y sentiront aussi confortables que les cadres plus âgés, à la silhouette plus molle.

A l'exemple de certaines armées étrangères, l'armée

française se lance, du reste, dans les tenues « unisexes » ou mixtes : celles qui peuvent être portées, indifféremment, par un homme ou par une femme, comme ces tenues de combat modèle F-2 (nos quatrième et cinquième illustrations). On dit que c'est une exigence des femmes-soldats qui a obligé les tailleurs à réétudier les patrons, établis de longue date.

De cette tenue de combat F-2, qui ne doit pas être trop ajustée au corps, un commissaire de l'armée de terre dit qu'elle est « une synthèse fonctionnelle de deux modèles anciens ». Le symbole, en quelque sorte, d'une armée française longtemps misogynne et où, aujourd'hui, la lutte des sexes s'est estompée sous la pression habile de femmes souvent plus volontaires et plus motivées que bien des hommes en uniforme.

JACQUES ISNARD.

